



Rapport annuel 2020

Le 10 mars 2021

À moins d'indication contraire, les renseignements qui figurent dans le présent rapport annuel sont donnés en date du 3 mars 2021.

Certains énoncés qui figurent dans le présent rapport annuel sont prospectifs. Ces énoncés prospectifs sont fondés sur certaines hypothèses et reflètent nos attentes actuelles. Par conséquent, ils sont assujettis à un certain nombre de risques et d'incertitudes qui pourraient faire en sorte que les résultats ou les événements réels diffèrent de façon importante des attentes actuelles. Certains des facteurs qui pourraient faire en sorte que les résultats réels diffèrent de façon importante des attentes actuelles sont exposés à la rubrique « Facteurs de risque » du présent rapport annuel, de même que dans les documents que nous déposons à l'occasion auprès des autorités en valeurs mobilières canadiennes et de la Securities and Exchange Commission des États-Unis, ou que nous fournissons à l'occasion à celles-ci. Rien ne garantit que les énoncés prospectifs se concrétiseront. Vous ne devriez pas vous fier indûment aux énoncés prospectifs, car ceux-ci reflètent les attentes uniquement à la date du présent rapport annuel. Nous n'avons pas l'intention ni l'obligation de mettre à jour ou de réviser les énoncés prospectifs, sauf lorsque la législation applicable nous y oblige.

Les termes ci-après qui figurent dans le présent rapport annuel ont le sens qui leur est donné ci-après, à moins d'indication contraire :

- « LSEG » désigne London Stock Exchange Group plc;
- « Thomson Reuters », « nous », « notre » et « nos » désignent chacun Thomson Reuters Corporation et ses filiales consolidées, à moins que le contexte n'exige un sens différent;
- « Woodbridge » désigne The Woodbridge Company Limited et les autres sociétés qui sont membres du même groupe qu'elle;
- « \$ », « \$ US » et « dollars » désignent des dollars américains.

Lorsque nous faisons référence à notre performance avant l'incidence des devises (soit en « devises constantes »), nous voulons dire que nous utilisons les mêmes taux de change aux fins de présentation des résultats financiers pour la période actuelle que ceux de la période précédente correspondante. Nous croyons que cette méthode fournit la meilleure base pour mesurer la performance de notre entreprise puisqu'elle permet une meilleure comparabilité des résultats de nos secteurs d'une période à l'autre.

Les mesures financières non conformes aux Normes internationales d'information financière (les « IFRS ») sont définies et rapprochées en fonction des mesures les plus directement comparables aux IFRS dans la rubrique « Rapport de gestion » du présent rapport annuel.

Pour obtenir des renseignements sur nos obligations d'information en vertu de la législation et de la réglementation applicables du Canada et des États-Unis, veuillez vous reporter à la rubrique « Tableaux de renvois » du présent rapport annuel.

Les renseignements qui figurent sur notre site Web ou sur tout autre site Web mentionné dans le présent rapport annuel ne font pas partie du présent rapport annuel. Toutes les adresses de sites Web indiquées dans le présent rapport annuel ne devraient constituer que des renvois textuels inactifs. Le logo de Thomson Reuters et nos autres marques de commerce, noms commerciaux et noms de services qui sont mentionnés dans le présent rapport annuel sont la propriété de Thomson Reuters.

Table des matières

Activités	2
Aperçu	2
Secteurs axés sur la clientèle	8
Professionnels du droit	8
Grandes sociétés	8
Fiscalité et comptabilité	9
Reuters News	9
Publications mondiales	9
Marques principales	10
Renseignements additionnels sur l'entreprise	12
Facteurs de risque	18
Rapport de gestion	35
États financiers consolidés	104
Membres de la haute direction et administrateurs	177
Membres de la haute direction	177
Administrateurs	180
Comité d'audit	183
Honoraires et services de l'expert-comptable principal	184
Société contrôlée	185
Administrateurs indépendants	185
Administrateurs présidant les réunions des administrateurs indépendants et des administrateurs ne faisant pas partie de la direction	186
Code de conduite et de déontologie	187
Information complémentaire à divulguer	187
Renseignements complémentaires	188
Description de la structure du capital	188
Marché pour la négociation des titres	189
Dividendes	190
Woodbridge	191
Agents des transferts et agents chargés de la tenue des registres	192
Notes des titres de créance	192
Opération visant LSEG	193
Contrats importants	194
Filiales principales	197
Intérêts des experts	198
Autres renseignements et information à fournir	198
Tableaux de renvois	200
Tableau de renvois – Notice annuelle (Annexe 51-102A2)	200
Tableau de renvois – Formulaire 40-F	201

Activités

Aperçu

Thomson Reuters est un fournisseur de premier ordre de services d'information aux entreprises. Nos produits comprennent des outils et des logiciels hautement spécialisés axés sur l'information et destinés aux professionnels du droit, de la fiscalité, de la comptabilité et de la conformité, ainsi que ceux de Reuters, une agence de presse ayant une forte présence mondiale. Les actions de Thomson Reuters sont inscrites à la cote de la Bourse de Toronto et du New York Stock Exchange (symbole : TRI). L'adresse de notre site Web est le www.tr.com.

Avec l'appui d'un siège social, nos activités sont organisées en cinq secteurs isolables, comme suit :

Professionnels du droit



Répond aux besoins des cabinets juridiques et des pouvoirs publics en matière de recherche d'information et de gestion de flux de travail, en mettant à leur disposition des outils de recherche juridique intuitive propulsés par les technologies émergentes ainsi que des solutions de gestion de flux de travail intégrées qui allient contenu, outils et analyse de données.

Grandes sociétés



Répond aux besoins de la clientèle d'affaires, qu'il s'agisse de petites entreprises ou d'organisations multinationales, y compris les sept cabinets comptables mondiaux les plus importants, en lui proposant une gamme complète de solutions technologiques fondées sur le contenu pour les professionnels du droit, de la fiscalité, de la réglementation, de la conformité et des TI à l'interne.

Fiscalité et comptabilité



Répond aux besoins des fiscalistes, des comptables et des auditeurs qui travaillent au sein de cabinets comptables (autres que les sept grands cabinets qui sont pris en charge par notre secteur Grandes sociétés), en mettant à leur disposition des outils de recherche et des solutions de gestion de flux de travail qui permettent une recherche d'information intuitive et une gestion de flux de travail automatisée dans le domaine de la fiscalité.

Reuters News



Diffuse des nouvelles financières, économiques nationales et internationales fiables à l'intention de professionnels, par l'entremise de terminaux fixes, dont Refinitiv, d'organisations médiatiques partout dans le monde, des événements du secteur et directement aux clients.

Publications mondiales



Fournit l'information juridique et fiscale, surtout en format d'impression, à des clients partout dans le monde.

Notre siège social assure une gestion centralisée de nos activités commerciales et technologiques, y compris des activités liées à la vente, à l'expérience client en ligne, et à l'élaboration de produits et de contenus. Il assume de surcroît la gestion centralisée des différentes fonctions de l'entreprise, notamment les finances, le contentieux et les ressources humaines.

Notre modèle d'entreprise et principales caractéristiques d'exploitation

Nos produits des activités ordinaires proviennent principalement de la vente de renseignements et de solutions logicielles, surtout par le biais d'Internet, sous forme d'abonnements payants récurrents. Nos solutions donnent accès à une expertise approfondie dans certains domaines ciblés, ainsi qu'à divers logiciels et outils d'automatisation. Nous sommes convaincus que nos solutions de gestion de flux de travail améliorent la productivité de nos clients en simplifiant leur fonctionnement et en leur permettant de se concentrer sur les activités qui créent le plus de valeur pour leur

entreprise. Le fait que bon nombre de nos clients aient intégré nos solutions à leur flux de production a renforcé encore davantage la fidélité de notre clientèle. Nos clients se fient à nous pour notre expérience de longue date, pour la fiabilité de nos produits et services, de même que pour notre vaste compréhension des secteurs d'activité dans lesquels ils évoluent et des activités qu'ils exercent. Ils comptent sur nous pour naviguer dans un monde numérique en perpétuel changement et de plus en plus complexe.

Au fil des ans, notre modèle d'entreprise s'est avéré être rentable et producteur de flux de trésorerie. Il nous a également permis de nous adapter constamment au marché tout en demeurant chef de file dans nos segments de marché. Un aperçu de nos principales activités et caractéristiques d'exploitation est présenté ci-dessous :

Secteur intéressant	Leadership équilibré et diversifié	Modèle d'entreprise attrayant	Solide position concurrentielle	Discipline financière
- Actuellement nos trois grands secteurs exercent leurs activités dans un segment de marché estimé à 28 milliards de dollars qui devrait croître entre 6 % et 8 % au cours des cinq prochaines années. - Les segments de marché Droit, Fiscalité et Gouvernement sont prêts pour l'innovation axée sur le contenu.	- Nos secteurs Professionnels du droit, Grandes sociétés et Fiscalité et comptabilité sont des chefs de file dans leurs segments de marché. - Il s'agit d'entreprises résilientes, qui sont traditionnellement stables, comme le confirme notre rendement pendant la pandémie de COVID-19. - Environ 500 000 clients; le client le plus important compte pour environ 2 % des produits des activités ordinaires (compte non tenu du contrat conclu avec Refinitiv relativement aux nouvelles et au contenu éditorial).	80 % de nos produits des activités ordinaires sont récurrents. 90 % de nos produits des activités ordinaires sont tirés de produits fournis par voie électronique, ou sous forme de logiciels et de services. - Nos capacités de production de flux de trésorerie sont stables et solides.	- Notre contenu exclusif, ainsi que les données et le savoir-faire du capital humain, combinés à l'intelligence artificielle et à l'apprentissage machine sont des différenciateurs clés. - Nos produits sont pleinement intégrés aux flux de travail quotidiens de nos clients. - Notre taux de rétention est de 90 %.	- Nous consacrons nos efforts à la croissance interne des produits des activités ordinaires et à la croissance des flux de trésorerie disponibles et nous accordons des primes à cet égard. - Nous voulons créer un équilibre entre nos investissements dans l'entreprise et le rendement pour les actionnaires. - Nous sommes résolus à maintenir une note de qualité investissement assortie d'une structure de capital stable. - Une éventuelle capacité importante pour ce qui est du capital au cours des quatre prochaines années ouvre la porte à de grandes possibilités.

Toutes les données sur les produits tirés des activités ordinaires présentés précédemment sont fondées sur nos résultats annuels enregistrés pour l'exercice 2020. Nos trois grands secteurs renvoient à nos secteurs combinés Professionnels du droit, Grandes sociétés et Fiscalistes et comptables. Le contrat conclu avec Refinitiv relativement aux nouvelles et au contenu éditorial représentait environ 6 % de nos produits des activités ordinaires enregistrés pour l'exercice 2020.

Historique de l'entreprise sur les trois derniers exercices

- 2018** – Nous avons vendu une participation de 55 % dans notre secteur Activités financières et risque (maintenant l'entreprise Refinitiv de LSEG) à des fonds de capital-investissement affiliés à Blackstone pour une contrepartie d'environ 17 milliards de dollars. Nous avons par la suite redistribué une tranche de 10 milliards de dollars du produit de la vente à nos actionnaires. Nous avons mis en réserve environ 2 milliards de dollars du produit tiré de la vente du secteur Activités financières et risque au financement d'acquisitions stratégiques ciblées, de manière à renforcer notre position dans certains segments de croissance clés au sein de nos secteurs Professionnels du droit, Grandes sociétés et Fiscalistes et comptables, ou encore aux rachats d'actions. Au cours de l'exercice 2018, nous sommes par ailleurs passés d'une structure centrée sur les produits à une structure axée sur les clients; nous avons donc revu l'organisation de l'entreprise de façon à intégrer nos unités d'exploitation dans les nouveaux secteurs.
- 2019** – L'exercice 2019 était notre première année d'exploitation complète après la réalisation de l'opération visant notre secteur Activités financières et risque et la restructuration de notre société en des secteurs orientés vers le client. Au cours de l'exercice 2019, nous avons consacré près de la moitié du fonds d'investissement de 2 milliards de dollars à des acquisitions, notamment celles de Confirmation, de HighQ et de FC Business Intelligence (renommée depuis Reuters Events). En août 2019, nous avons convenu avec des fonds de capital-investissement affiliés à Blackstone de vendre Refinitiv à LSEG, pour une valeur d'entreprise totale d'environ 27 milliards de dollars (au moment de l'annonce).

- **2020** – Nous avons commencé l'exercice 2020 sur un élan dynamique, ayant clos notre premier exercice complet de repositionnement dans nos secteurs axés sur la clientèle après la réalisation de l'opération visant notre secteur Activités financières et risque en 2018. En mars 2020, toutefois, la pandémie mondiale de COVID-19 a exposé nos employés, nos clients et nos fournisseurs à des risques sanitaires sans précédent et les mesures de confinement visant à atténuer l'impact de la pandémie ont provoqué une crise économique mondiale et une incertitude persistante. Confrontés à la pandémie, nous avons immédiatement mis en place le télétravail pour la plupart des membres de notre personnel. En même temps, nous avons collaboré avec nos quelque 500 000 clients pour que leur accès à nos produits et services soit maintenu en tout temps. Notre rendement pour l'exercice 2020 est à l'image de la résilience de nos marchés et de notre entreprise.

En janvier 2021, nous avons conclu avec des fonds de capital-investissement affiliés à Blackstone la vente de Refinitiv à LSEG. Pour de plus amples renseignements sur cette opération, se reporter à la rubrique « Rapport de gestion » du présent rapport annuel.

Faits saillants de la performance de 2020

Les faits saillants financiers de nos résultats pour l'exercice clos le 31 décembre 2020 sont présentés ci-dessous. Se reporter à la rubrique « Rapport de gestion » du présent rapport annuel pour obtenir des précisions sur notre récente performance.

	Exercices clos le 31 décembre			
(en millions de dollars américains, sauf les données par action et les marges)	2020	2019	Variation	
			Total	Devise constante
<u>Mesures financières conformes aux IFRS</u>				
Produits des activités ordinaires	5 984	5 906	1 %	
Résultat d'exploitation	1 929	1 199	61 %	
Résultat par action dilué	2,25 \$	3,11 \$	(28 %)	
Flux de trésorerie liés à l'exploitation	1 745	702	148 %	
<u>Mesures financières non conformes aux IFRS</u>				
Produits des activités ordinaires	5 984	5 906	1 %	2 %
Croissance interne des produits				1 %
BALIA ajusté	1 975	1 493	32 %	32 %
Marge du BALIA ajusté	33,0 %	25,3 %	770 pdb	760 pdb
Résultat ajusté par action	1,85 \$	1,29 \$	43 %	43 %
Flux de trésorerie disponibles	1 330	159	735 %	

Résultats financiers supplémentaires – Trois grands secteurs - Professionnels du droit, Grandes sociétés et Fiscalistes et comptables pris collectivement

	Exercices clos le 31 décembre			
			Variation	
(en millions de dollars américains, sauf les marges)	2020	2019	Total	Devise constante
<u>Mesures financières non conformes aux IFRS</u>				
Produits des activités ordinaires	4 738	4 584	3 %	4 %
<i>Croissance interne des produits</i>				4 %
BALIA ajusté	1 791	1 625	10 %	10 %
Marge du BALIA ajusté	37,8 %	35,4 %	240 pdb	210 pdb

Nous avons atteint ou dépassé chacun de nos objectifs de performance annoncés dans nos perspectives d'entreprise mises à jour pour l'exercice complet de 2020 que nous avons publiées le 3 novembre 2020. Nos perspectives pour l'exercice complet de 2020 ont été établies en fonction de taux de change constants par rapport à 2019 et en tenant compte de l'incidence des acquisitions et des cessions réalisées. Certaines des mesures financières figurant dans les tableaux ci-dessus ainsi que dans les perspectives ci-après sont établies selon des mesures financières non conformes aux IFRS. Se reporter aux annexes A et B du rapport de gestion pour de plus amples renseignements sur les rapprochements entre nos mesures financières non conformes aux IFRS et les mesures financières conformes aux IFRS les plus directement comparables.

Le tableau ci-après présente une comparaison entre notre rendement réel (avant l'effet de change) et les perspectives :

Perspectives pour l'exercice complet de 2020			
Perspectives pour l'ensemble de Thomson Reuters			
	Perspectives pour 2020	Rendement réel pour 2020	
	Avant l'effet de change et compte tenu de l'incidence des acquisitions/cessions réalisées	Avant l'effet de change ⁽¹⁾	
Croissance des produits des activités ordinaires	1,0 % à 2,0 %	2,1 %	✓
<i>Croissance interne des produits</i>	0 % à 1,0 %	1,2 %	✓
Marge du BAIIA ajusté	Environ 32,0 %	32,9 %	✓
Charges liées au siège social	140 à 150 millions de dollars	125 millions de dollars	✓
Flux de trésorerie disponibles	Environ 1,1 milliard de dollars	1,3 milliard de dollars	✓
Dépenses d'investissement exprimées en pourcentage des produits des activités ordinaires	8,0 % à 8,5 %	8,4 %	✓
Dotation aux amortissements des logiciels	650 à 675 millions de dollars	672 millions de dollars	✓
Frais d'intérêt	190 à 215 millions de dollars	195 millions de dollars	✓
Taux d'impôt effectif sur notre résultat ajusté	Environ 17 % à 19 %	16,9 %	✓

Perspectives pour les trois grands secteurs			
	Perspectives pour 2020	Rendement réel pour 2020	
	Avant l'effet de change et compte tenu de l'incidence des acquisitions/cessions réalisées	Avant l'effet de change ⁽¹⁾	
Croissance des produits des activités ordinaires	3,0 % à 4,0 %	4,2 %	✓
<i>Croissance interne des produits</i>	3,0 % à 4,0 %	3,8 %	✓
Marge du BAIIA ajusté	37,0 % à 38,0 %	37,5 %	✓

(1) Notre rendement en 2020 (avant l'effet de change) a été calculé en fonction de devises constantes par rapport à 2019, exception faite du rendement des flux de trésorerie disponibles en 2020 qui est présenté selon les taux réels.

Priorités clés pour 2021 – Notre programme de changement

Bien que nos positions dans les segments de marché soient solides et que nous nous appuyions sur une clientèle fidèle, nous devons continuer d'évoluer compte tenu des tendances observées dans notre secteur. Nous avons entrepris un programme de changement sur deux ans qui a pour objectif de favoriser la croissance et d'accroître l'efficacité en opérant la transition d'une société de portefeuille vers une société en exploitation et d'un fournisseur de contenu vers une société technologique axée sur le contenu.

Notre transition vers une société en exploitation signifie que l'objectif unique de nos segments d'exploitation sera de comprendre les besoins des clients et d'y répondre. Les segments d'exploitation pourront s'appuyer sur des fonctions centrales qui se chargeront d'assurer les services et le soutien en matière technologique, sur le plan du développement des produits et relativement à la clientèle dans l'ensemble de notre entreprise. Ces fonctions centrales peuvent tirer parti de la taille de l'entreprise et de ses pratiques exemplaires, ce qui permettra d'accroître l'efficacité ainsi que la vitesse à laquelle nous pouvons développer de nouveaux produits. Les objectifs de notre programme de changement sont les suivants :

- Faire en sorte qu'il soit plus facile pour nos clients de faire affaire avec nous;
- Moderniser et simplifier considérablement notre portefeuille de produits et nos groupes de développement de produits;
- Réduire la complexité de l'organisation de nos activités et de nos technologies;
- Poursuivre la simplification de notre structure organisationnelle pour que notre culture d'entreprise soit davantage axée sur l'innovation.

Alors que notre contenu nous procure un avantage concurrentiel de taille, nous sommes d'avis que notre réussite sera plus grande si nous opérons la transition d'un fournisseur de contenu vers une société technologique axée sur le contenu. Nous voulons que l'expérience client soit plus moderne grâce à l'enrichissement de notre contenu au moyen de l'intelligence artificielle, de la technologie d'apprentissage machine et de logiciels offerts dans un environnement infonuagique. De cette façon, nous devrions être en mesure d'atteindre davantage de clients, surtout de petites et moyennes entreprises.

Le texte qui suit décrit davantage les secteurs que nous privilégierons ainsi que les priorités dans le cadre du programme de changement pour 2021 :

2021 4 secteurs privilégiés	EXÉCUTION Flux de travail prioritaires	2023 – Résultats finals à atteindre Société en exploitation
 Repenser l'expérience client	□ Une approche libre-service numérique moderne qui permet une plus grande pénétration du segment de marché des petites et moyennes entreprises (PME) □ Standardisation des modalités commerciales, de la procédure de facturation et du soutien à la clientèle □ Ventes et marketing guidés par les données et basés sur l'intelligence artificielle	□ Les solutions numériques représentent une tranche substantielle des ventes et des renouvellements □ Amélioration de l'expérience client et augmentation du taux net de recommandation (TNR), un paramètre que nous utilisons pour mesurer l'expérience client
 Optimiser les produits et le portefeuille	□ Simplifier la gamme de produits visant les principales franchises et se focaliser sur un plus petit nombre de catégories de produits à croissance supérieure □ Proposition, développement, tarification, livraison et gestion de produits de qualité mondiale □ Approche omnical – canaux harmonisés pour répondre aux besoins des clients	□ Ensemble de produits plus ciblés et davantage intégrés □ Droits modulaires et identificateur unique de client qui donnent des résultats précieux pour les clients
 Simplifier les opérations et mettre à profit la technologie	□ Créer des plateformes technologiques partagées qui sont favorables à un développement flexible de produits et améliorent grandement l'expérience client □ Étendre l'apprentissage machine et processus sous-jacents repensés □ Achever la transition vers le nuage en 2023 et soutenir la simplification dans l'ensemble de l'entreprise	□ Architecture et opérations technologiques sécuritaires, modernisées et simplifiées □ 90 % des produits des activités ordinaires disponibles dans le nuage

2021 4 secteurs privilégiés	EXÉCUTION Flux de travail prioritaires	2023 – Résultats finals à atteindre Société en exploitation
 Créer une culture inclusive de talent de catégorie mondiale	□ Bons rôles aux bons endroits pour que nous puissions recruter et maintenir en poste du talent de qualité mondiale □ Augmenter l'investissement dans la formation et le perfectionnement □ Favoriser une culture inclusive axée sur des objectifs qui correspondent à nos valeurs fondamentales	□ Pépinière interne de gens de talent de catégorie mondiale qui se renouvelle sans cesse

Nous ciblons également sept priorités stratégiques en matière de croissance qui, ensemble, représentaient des produits des activités ordinaires de plus de 3,0 milliards de dollars en 2020. Nous sommes d'avis que ces priorités peuvent alimenter davantage la croissance interne compte tenu de leurs positions solides dans les segments de marché, des occasions d'en tirer avantage et du potentiel d'expansion.

Priorités stratégiques		Produits des activités ordinaires de 2020 (approximativement)
Professionnels du droit ⁽¹⁾	1) Practical Law	400 millions de dollars
	2) HighQ et Contract Express	200 millions de dollars
	3) Westlaw	1,5 milliard de dollars ⁽⁴⁾
Pouvoirs publics ⁽²⁾	4) CLEAR, TRSS et Pondera	400 millions de dollars
Fiscalistes et comptables	5) Onvio	500 millions de dollars
	6) Cloud Audit Suite et Confirmation ⁽³⁾	100 millions de dollars
Fiscalité et opérations des grandes sociétés	7) Direct Tax & Indirect Tax	400 millions de dollars

(1) Produits déclarés dans les segments Professionnels du droit et Grandes sociétés.

(2) Pouvoirs publics (nos activités liées au risque, à la fraude et à la conformité) est déclaré dans le segment Professionnels du droit.

(3) Produits déclarés dans les segments Fiscalistes et comptables et Grandes sociétés.

(4) Comprend des produits des activités ordinaires de 100 millions de dollars déclarés dans Gouvernement.

Nous sommes d'avis qu'il faudra 24 mois pour concrétiser en grande partie nos initiatives dans le cadre du programme de changement ainsi qu'un investissement de 500 à 600 millions de dollars en 2021 et en 2022. D'ici 2023, nous sommes d'avis que nous tirerons notamment les avantages suivants de ces initiatives :

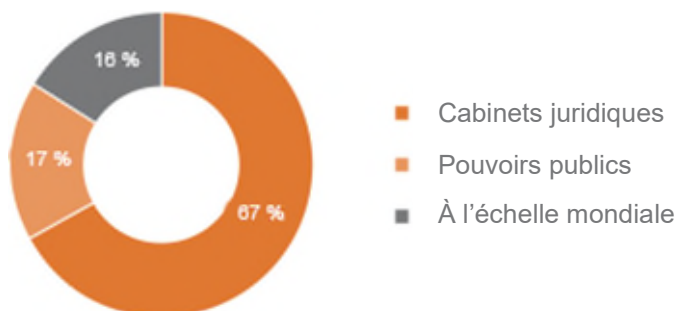
- Croissance interne des produits des activités ordinaires de 5 % à 6 %, y compris des produits des activités ordinaires annuels supplémentaires de 100 millions de dollars;
- Obtention d'une marge du BAIIA ajusté de 38 % à 40 %;
- Obtention de flux de trésorerie disponibles de 1,8 milliard de dollars à 2,0 milliards de dollars;
- Obtention d'économies sur les dépenses d'exploitation annuelles de l'ordre de 600 millions de dollars, dont une tranche de 200 millions de dollars devrait être réinvestie dans des initiatives de croissance;
- Réduction des dépenses en immobilisations en tant que pourcentage des produits d'exploitation pour qu'elles s'établissent entre 6,0 % et 6,5 %.

Secteurs axés sur la clientèle

Nos activités consistent en une structure centrée sur les clients qui est composée de cinq secteurs axés sur la clientèle à présenter : Professionnels de droit, Grandes sociétés, Fiscalité et comptabilité, Reuters News et Publications mondiales. Cette structure nous permet de nous concentrer sur nos clients et de travailler de concert avec eux pour élaborer des solutions qui répondent aux besoins propres à leur entreprise. Pour obtenir de plus amples renseignements sur les résultats d'exploitation de nos secteurs axés sur la clientèle, se reporter à la rubrique « Rapport de gestion » du présent rapport annuel.

Professionnels du droit

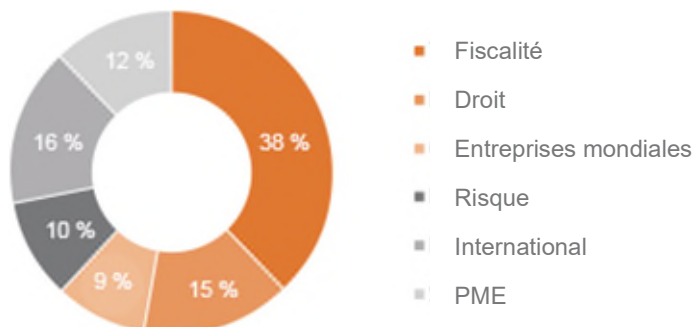
Notre secteur dédié aux professionnels du droit répond aux besoins des cabinets juridiques et des pouvoirs publics en matière de recherche d'information et de gestion de flux de travail, en mettant à leur disposition des outils de recherche juridique intuitive propulsés par les technologies émergentes ainsi que des solutions de gestion de flux de travail intégrées qui allient contenu et outils et analyse de données. Le graphique qui suit dresse un portrait sommaire des produits réalisés par ce secteur en 2020, par type de client.



Les principaux concurrents de notre secteur Professionnels du droit à l'échelle mondiale sont : LexisNexis (qui appartient au RELX Group) et Wolters Kluwer. Notre secteur Professionnels du droit livre également concurrence à des entreprises comme Bloomberg Industry Group qui publient des renseignements liés aux domaines du droit et de la réglementation, ainsi qu'à d'autres entreprises comme Aderant qui offrent des logiciels de gestion de dossiers et de la pratique. Les activités exercées par ce secteur entrent aussi en concurrence avec celles de certains fournisseurs de services, notamment ceux liés au développement de la clientèle, et de jeunes entreprises qui offrent du soutien aux professionnels du droit.

Grandes sociétés

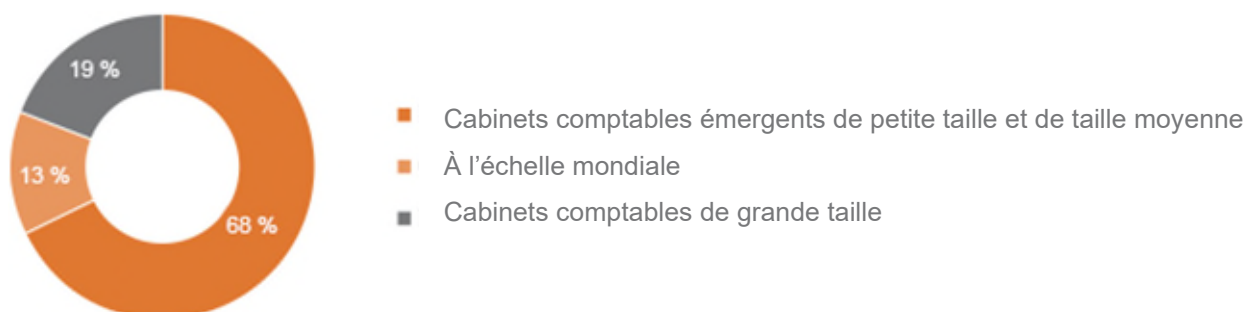
Notre secteur Grandes sociétés répond aux besoins de la clientèle d'affaires, qu'il s'agisse de petites entreprises ou d'organisations multinationales, y compris les sept cabinets comptables mondiaux les plus importants, en lui proposant une gamme complète de solutions technologiques fondées sur le contenu pour les professionnels du droit, de la fiscalité, de la réglementation, de la conformité et des TI à l'interne. Le graphique qui suit dresse un portrait sommaire des produits réalisés par ce secteur en 2020, par type de client.



Les principaux concurrents de notre secteur Grandes sociétés à l'échelle mondiale sont : Wolters Kluwer, Bloomberg et LexisNexis. Notre secteur Grandes sociétés livre également concurrence à des fournisseurs de logiciels comme Avalara, MitraTech, Vertex et Sovos et, parfois, à de grandes entreprises de technologie, comme SAP, de même qu'aux plus importants cabinets comptables mondiaux.

Fiscalité et comptabilité

Notre secteur pour les professionnels de la fiscalité et de la comptabilité répond aux besoins des fiscalistes, des comptables et des auditeurs (autres que les professionnels dans sept grands cabinets d'experts-comptables qui sont pris en charge par notre secteur Grandes sociétés) et propose des logiciels, du contenu éditorial et des services qui aident les entreprises à maîtriser leurs pratiques et offrir un meilleur service aux clients dans le domaine de la comptabilité et de l'audit, de la fiscalité, de la paie, de la gestion de l'entreprise, du marketing, des conseils et de la formation du personnel. Le graphique qui suit dresse un portrait sommaire des produits réalisés par ce secteur en 2020, par type de client.



Le plus grand concurrent de notre secteur Fiscalité et comptabilité est la division CCH de Wolters Kluwer. D'autres concurrents comprennent Bloomberg Industry Group, en ce qui a trait à la recherche d'information en fiscalité, et Intuit, Drake Software, CaseWare et Sage, en ce qui concerne l'offre de logiciels et de services pour professionnels. Les activités de notre secteur Fiscalité et comptabilité entrent également en concurrence avec celles d'entreprises de démarrage mettant au point des logiciels destinés aux professionnels du secteur de la fiscalité, de la comptabilité et de l'audit.

Reuters News

Reuters est le plus important fournisseur de nouvelles multimédias internationales dans le monde renseignant des milliards de personnes chaque jour. Reuters diffuse des nouvelles et des renseignements fiables de portée mondiale par le biais de terminaux fixes, d'organisations médiatiques partout dans le monde et directement aux professionnels par l'intermédiaire de solutions de Thomson Reuters, de Reuters.com, de l'application Reuters News et de Reuters Events. En 2020, Reuters a publié environ 4 millions de nouvelles distinctes, 900 000 photos et 130 000 nouvelles par vidéo et a tenu des événements sectoriels.

Créée en 1851 et reposant sur 2 500 journalistes qui se trouvent partout sur la planète, Reuters News est réputée pour sa rapidité, son impartialité et son œil aguerri. Elle accorde une place de premier plan au respect des principes de confiance de Thomson Reuters et au maintien de l'intégrité, de l'indépendance et de l'absence de tout parti pris dans la collecte et la diffusion de nouvelles. Pour en savoir plus sur les principes de confiance de Thomson Reuters, se reporter à la rubrique « Renseignements complémentaires — Contrats importants — Principes de confiance de Thomson Reuters et de Thomson Reuters Founders Share Company » du présent rapport annuel.

Les principaux concurrents de Reuters comprennent Bloomberg, l'Associated Press, l'Agence France-Presse et Getty.

Publications mondiales

Notre secteur dédié aux publications mondiales est un fournisseur d'information, surtout en format d'impression auquel se fient les professionnels du droit et de la fiscalité, les pouvoirs publics (y compris les avocats et les juges de la fonction publique fédérale, étatique et locale), les écoles de droit et les entreprises. Ce secteur dessert des clients aux États-Unis, au Canada, au Royaume-Uni, en Europe, en Australie, en Asie et en Amérique latine. Les principaux concurrents de notre secteur Publications mondiales à l'échelle mondiale sont LexisNexis et Wolters Kluwer.

Marques principales

Notre structure axée sur les clients nous permet d'avoir des conversations élargies avec notre clientèle, en adoptant une stratégie de mise en marché plus cohésive. Nous pensons que cette nouvelle structure créera davantage d'occasions de ventes croisées pour nos produits et services, augmentera les ventes aux clients existants, renforcera la fidélité de nos clients et en attirera de nouveaux. Le tableau qui suit contient des renseignements sur nos marques principales, ainsi que sur la clientèle ciblée par celles-ci.

Marques	Types de produits et services	Professionnels du droit	Grandes sociétés	Fiscalité et comptabilité
Westlaw Westlaw Edge (É.-U. et R.-U.) Sweet & Maxwell (R.-U.) Aranzadi (Espagne) La Ley (Argentine)	Produits et services de renseignements dans les domaines du droit, de la réglementation et de la conformité. Westlaw est la principale plateforme de résultats de recherche juridique en ligne. Westlaw offre du contenu faisant autorité, de puissantes fonctions de recherche et d'organisation de recherches, des fonctions de collaboration en équipe et des outils de navigation, permettant d'en apprendre davantage sur des points de droit précis et de partager les résultats obtenus, ainsi que d'effectuer des recherches pour trouver des commentaires analytiques. Des versions localisées de ces services de recherche juridique en ligne sont offertes en Argentine, en Australie, au Brésil, au Canada, au Chili, en Chine, en France, en Inde, en Irlande, au Japon, en Nouvelle-Zélande, en Corée du Sud, en Espagne, au Royaume-Uni, en Uruguay et dans d'autres pays. Grâce à Westlaw International, Westlaw Asia et Westlaw Middle East, nous arrivons à offrir nos produits et nos services en ligne à des clients qui se trouvent dans des marchés non desservis par un service Westlaw entièrement localisé.	✓	✓	
Practical Law Practical Law Connect	Outil de savoir-faire juridique, d'actualités et de flux de travail juridique dans lequel sont intégrés des conseils d'avocats experts. Comprend des notes sur la pratique, des documents normalisés, des listes de vérification et les outils What's Market, dans différents domaines juridiques, comme le droit commercial, le droit des sociétés, le droit du travail, la propriété intellectuelle, les finances et les litiges. Practical Law est actuellement offert au Royaume-Uni, aux États-Unis, au Canada, en Australie et en Chine.	✓	✓	
CLEAR CLEAR Risk Inform PeopleMap	Dossiers publics et exclusifs sur des particuliers et sur des entreprises, de même que des outils permettant d'obtenir des résultats utilisables immédiatement.	✓	✓	
HighQ	Plateforme de collaboration infonuagique pour le secteur du droit et de la réglementation.	✓	✓	
Digital Evidence Center/CaseLines	Plateforme de partage infonuagique de pièces et de preuves déposées au tribunal aux fins du partage de documents et de services multimédias entre les organismes de justice et les équipes juridiques aux fins de la préparation des dossiers et de la présentation en salle d'audience.	✓		
Pondera Solutions	Une gamme de solutions axées sur les données et les analyses pour aider les analystes, les enquêteurs et les gestionnaires à déceler les fraudes financières, le gaspillage et les abus dans les programmes de soins de santé et les programmes gouvernementaux de grande envergure.	✓	✓	

Marques	Types de produits et services	Professionnels du droit	Grandes sociétés	Fiscalité et comptabilité
Checkpoint Checkpoint EDGE (É.-U. et Canada)	Solution de renseignements intégrée liée au domaine de la fiscalité et de la comptabilité qui traite des perturbations des marchés, par le biais de recherches intégrées, de renseignements éditoriaux, de fonctions de gestion de flux de travail, de formation en ligne et de mises à jour de l'information, comportant également des liens intelligents vers du contenu et des logiciels connexes.	✓	✓	✓
FindLaw	Annuaire juridique en ligne, services de création et d'hébergement de sites Web, solutions de marketing destinées aux cabinets d'avocats et services d'évaluation par les pairs.	✓		
3E ProLaw Legal One Firm Central	Suite d'applications logicielles intégrées qui appuie les fonctions de gestion des affaires, dont la gestion des finances, la gestion de la pratique, la gestion des dossiers, la gestion de documents et de courriels, la comptabilité et la facturation, la comptabilisation du temps et la gestion des archives.	✓		
Legal Tracker	Services de gestion de dossiers en ligne, de facturation électronique et d'analyse juridique, d'entreposage, de recherche et de récupération de documents.	✓	✓	
eDiscovery Point	Logiciel d'administration de la preuve.	✓	✓	
Regulatory Intelligence	Renseignements et produits logiciels qui regroupent sous une seule source des nouvelles, des analyses, des règles et des faits récents en matière de réglementation, à l'échelle mondiale, et qui couvrent plus de 400 organismes de réglementation et de bourses de valeurs.		✓	
Compliance Learning	Programmes de formation qui favorisent les changements de comportement et viennent appuyer le maintien d'une culture d'intégrité et de conformité.		✓	
ONESOURCE ONESOURCE Global Trade	Solution de conformité aux règles fiscales nationales et locales, axée sur la gestion fiscale de l'entreprise tout le long du cycle de vie fiscale, dont l'observation fiscale directe et indirecte, la détermination indirecte, la comptabilité fiscale, les documents sur les prix de cession et les calculs de ces prix, le commerce et les douanes pour la chaîne d'approvisionnement mondiale, la fiscalité des fiducies, les déclarations fiscales, la taxe foncière, la planification fiscale ainsi que la gestion des flux de travail et de données.		✓	✓
Confirmation	Plateforme d'infonuagique qui automatise le flux de travail du processus de validation d'un audit. Utilisée par un réseau mondial de cabinets d'audit, de banques et de sociétés d'avocat pour accroître l'efficacité et minimiser les risques.		✓	✓
CS Professional Suite	Suite évolutive intégrée d'applications logicielles de bureau et en ligne qui englobe les volets clés des activités d'un cabinet d'expertise comptable, de la collecte des données des clients et de l'affichage des déclarations de revenus terminées à la gestion complète de la tenue de comptes.			✓
Onvio	Suite de solutions infonuagiques internationales qui regroupe différents volets des activités d'un cabinet comptable, notamment la gestion de documents, le partage de fichiers, la collaboration sur des dossiers, la gestion de temps, la facturation, la gestion des mandats et la gestion de projets, en une seule plateforme accessible en ligne.			✓

Renseignements additionnels sur l'entreprise

Siège social

Notre siège social favorise une méthode de gestion à l'échelle du groupe tout en laissant à nos secteurs d'exploitation suffisamment de souplesse opérationnelle pour servir efficacement leurs clients. Notre siège social assure une gestion centralisée de nos activités commerciales et technologiques, y compris des activités liées à la vente, à l'expérience client en ligne, et à l'élaboration de produits et de contenus. Notre siège social assure aussi une gestion centralisée de fonctions comme les finances, les affaires juridiques et les ressources humaines.

Exploitation et technologie

Notre groupe Exploitation et technologie unifie nos fonctions de base (plus particulièrement, nos fonctions d'ingénierie et d'opérations technologiques, la sécurité, les activités de soutien aux ventes, l'immobilier et le développement de contenu) en une seule équipe. Nous sommes d'avis que le groupe Exploitation et technologie continue de nous fournir une plus grande possibilité d'accélération de notre progrès en matière d'initiatives d'échelle et de croissance, et nous permet de concentrer nos efforts sur la répartition des ressources vers nos priorités de croissance.

Nous croyons pouvoir rendre l'information plus pertinente et plus personnalisée, et accélérer sa livraison à nos clients par une utilisation intelligente de la technologie. En utilisant des technologies partagées et en travaillant dans nos différents secteurs, nous améliorons l'accessibilité des données pour nos clients tout en accroissant leur valeur pour eux, quelle que soit la façon dont ils y ont accès. Nous délaissions progressivement nos logiciels à installer chez l'abonné au profit de modèles SaaS (en anglais, *software-as-a-service*) ou de solutions infonuagiques qui procurent un accès aux clients par le biais d'Internet.

Nous sommes d'avis que nous transformons sans cesse notre contenu, nos produits, nos services et notre entreprise pour mieux répondre aux besoins de nos clients. Nous continuons par ailleurs de nous concentrer sur la protection des données de nos clients et des systèmes mondiaux au fur et à mesure que nous exécutons et améliorons nos programmes de sécurité.

Nous exploitons un Centre de technologie à Toronto, qui se consacre au développement de la prochaine génération de produits et de capacités destinés à nos clients mondiaux. Nous continuons aussi d'exploiter les installations de Thomson Reuters Labs, qui nous procurent une plus grande proximité avec nos clients et nos partenaires, et de collaborer avec eux dans le cadre de travaux de recherche novateurs guidés par les données. Les bureaux de Thomson Reuters Labs en Suisse ont mis en place un programme d'incubation, lequel offre aux jeunes sociétés un établissement physique et un accès à nos solutions, tout en nous fournissant un meilleur aperçu des technologies émergentes.

Recherche et développement

L'innovation est essentielle à notre réussite et est l'un des principaux piliers de la concurrence que nous livrons. Le groupe Recherche et développement (« R&D »), qui fait partie de Thomson Reuters Labs, exerce des activités de recherche en informatique et de développement pratique dans les secteurs des services informatiques cognitifs, notamment l'apprentissage automatique et l'intelligence artificielle (« IA »). Ce groupe dirige notre Centre d'intelligence artificielle et d'informatique cognitive (AI and Cognitive Computing Centre) situé à Toronto.

Nos équipes sont bien au fait de la façon dont les technologies émergentes, comme l'apprentissage machine, les données massives, l'informatique en nuage et la chaîne de blocs, peuvent s'appliquer aux complexités propres à chacun de nos secteurs d'activité et de nos clients. Nous croyons que nous sommes particulièrement bien positionnés pour allier les capacités de ces technologies à l'intelligence et au savoir-faire de notre capital humain de façon à ce que nos clients obtiennent les réponses fiables dont ils besoin.

Transformation numérique

Nous faisons figure de pionniers dans le domaine du développement de produits numériques depuis une décennie. Dans le cadre de nos initiatives visant à améliorer l'expérience client, nous travaillons à créer une expérience en ligne plus « holistique », de sorte que nos clients puissent plus aisément trouver, acheter et recevoir la plupart de nos produits et puissent communiquer plus facilement par voie électronique avec Thomson Reuters. En 2020, nous avons amélioré nos capacités numériques à l'égard de certains aspects du renouvellement des abonnements de clients et aux fins du service à la clientèle. Nous avons l'intention de continuer à investir dans l'amélioration de nos capacités numériques en 2021.

Propriété intellectuelle

Bon nombre de nos produits et de nos services reposent sur des renseignements livrés par divers médias, y compris en ligne et par des applications logicielles, des téléphones intelligents, des tablettes, des livres, des revues et des lignes de

transmission spécialisées. Notre propriété intellectuelle consiste principalement en des brevets, des marques de commerce, des secrets commerciaux, des bases de données et des droits d'auteur sur notre contenu. Nous sommes d'avis que notre propriété intellectuelle est suffisante pour nous permettre d'exploiter notre entreprise comme nous le faisons actuellement. Nous nous fondons également sur des ententes de confidentialité pour préserver nos droits. Nous continuons de faire des demandes de brevet pour nos technologies novatrices et d'obtenir des brevets à leur égard. De plus, nous continuons d'acquérir des brevets dans le cadre d'acquisitions de sociétés. Nous obtenons également une part importante du contenu et des données aux termes d'ententes de licence conclues avec des tiers fournisseurs de contenu. Nous avons aussi enregistré un certain nombre de noms de domaine de sites Web relativement à nos activités en ligne, et nous protégeons nos marques de commerce et nos droits d'auteur en les enregistrant, au besoin.

Vente et commercialisation

Nous vendons nos produits et nos services directement à nos clients, principalement. En outre, nous vendons certains de nos produits et de nos services en ligne directement à nos clients. Le fait de diriger davantage d'efforts de vente et de mise en marché vers nos propositions numériques nous a permis d'élargir notre clientèle tout en réduisant les frais de vente et de commercialisation. Certains de nos produits et de nos services sont également vendus par l'intermédiaire de partenaires et de revendeurs autorisés.

Acquisitions et cessions

Acquisitions - Les entreprises acquises contribuent à consolider notre offre de services et nous permettent d'élargir notre plateforme par l'ajout de nouvelles capacités qui, à notre avis, nous donneront l'occasion de raffermir notre position, de mieux desservir nos clients et d'accroître notre croissance interne. En règle générale, les entreprises acquises ont initialement une marge inférieure à nos entreprises actuelles, principalement en raison des coûts d'intégration.

En mars 2020, nous avons fait l'acquisition de Pondera Solutions, un fournisseur de technologies et d'analyses de données avancées permettant de déceler les fraudes, le gaspillage et les abus dans les programmes de soins de santé et les programmes gouvernementaux de grande envergure, et en août 2020, nous avons fait l'acquisition de CaseLines, un fournisseur de plateforme de partage infonuagique de preuves permettant aux tribunaux, aux forces de l'ordre, aux procureurs et aux juristes de collaborer et d'échanger des renseignements par voie électronique et de participer à des instances judiciaires, virtuellement ou en personne.

Cessions – Dans le cadre de notre stratégie continue d'optimiser notre portefeuille d'entreprises et d'investir dans des parties de notre entreprise qui offrent le plus grand potentiel de croissance et de rendement, nous avons également vendu un certain nombre d'entreprises au cours des derniers exercices. En octobre 2018, nous avons vendu une participation de 55 % dans notre ancien secteur Activités financières et risque à des fonds de capital-investissement affiliés à Blackstone pour une contrepartie d'environ 17 milliards de dollars et avons conservé une participation de 45 % dans Refinitiv. En janvier 2021, nous et des fonds de capital-investissement affiliés à Blackstone avons vendu Refinitiv à LSEG dans le cadre d'une opération entièrement en actions, pour une valeur d'entreprise totale d'environ 27 milliards de dollars (au moment de l'annonce). Pour obtenir d'autres renseignements sur l'opération, se reporter à la rubrique « Résumé — Vente de Refinitiv à LSEG » du « Rapport de gestion » et à la rubrique « Renseignements complémentaires — Opération visant LSEG » du présent rapport annuel. Au cours des dernières années, nous avons aussi vendu plusieurs petites entreprises qui ne cadraient pas avec notre stratégie.

Pour plus de renseignements sur les acquisitions et les ventes effectuées au cours des deux derniers exercices, veuillez vous reporter à la rubrique « Rapport de gestion » du présent rapport annuel.

Responsabilité sociale

Thomson Reuters alimente les professionnels les mieux informés et nos produits sont basés sur la confiance. Nous contribuons à créer l'épine dorsale des systèmes juridiques et fiscaux en transmettant de l'information qui vient appuyer des résultats objectifs et équitables et qui fait tourner les rouages du commerce. Par l'intermédiaire de nos activités journalistiques, nous cherchons à informer et à habiller les gens partout dans le monde afin qu'ils puissent prendre de meilleures décisions équilibrées. Nous sommes convaincus qu'avec nos clients, notre travail permet de solidifier les fondements des sociétés dans lesquelles nous exerçons nos activités.

Nous publions un rapport sur la responsabilité sociale sur notre site Web, www.tr.com, qui souligne nos progrès et notre performance en matière environnementale, sociale et de gouvernance (ESG).

Chez Thomson Reuters, nous comprenons que les mesures autres que financières sont importantes pour nos parties prenantes et peuvent avoir une incidence favorable sur les enjeux mondiaux. Nous sommes d'avis que si nous exerçons nos activités dans le respect de principes et en divulguant en toute transparence les cibles et les paramètres applicables aux programmes ESG, nos parties prenantes pourront connaître notre état d'avancement en la matière.

Nous avons pris l'engagement de renforcer les institutions, de gérer nos objectifs de durabilité, de favoriser un environnement de travail inclusif et de faire une différence dans nos collectivités grâce à nos programmes de responsabilité sociale. Nous prévoyons élaborer nos programmes ESG au moyen d'un partenariat continu avec nos employés et nos clients, par l'innovation, des investissements dans les collectivités, le bénévolat et la durabilité.

Nos programmes ont évolué en 2020. Nous nous sommes concentrés davantage sur le règlement d'enjeux aggravés qui ont une incidence sur l'inclusion, la santé et le bien-être. Nous avons investi dans la reconstruction de la communauté St. Paul de Minneapolis et avons procuré diverses autres ressources à nos employés.

Favoriser une culture inclusive de talent de catégorie mondiale

Thomson Reuters reconnaît depuis longtemps que les organisations doivent passer des conversations sur la diversité et l'inclusion aux actions, au leadership, à la responsabilisation et à la transparence.

En 2020, nous nous sommes davantage concentrés sur nos travaux de longue date en matière de diversité et d'inclusion en fixant des objectifs de représentation clairs pour l'entreprise au niveau de la direction (directeur et échelons supérieurs). Comme bon nombre de sociétés, nous avons mis en place des coalitions avec nos clients pour dénoncer publiquement le racisme. Nous avons également élargi notre stratégie mondiale en matière de diversité et d'inclusion pour en tenir compte dans tout ce que nous faisons.

Alors que nous cherchons sans cesse à nous améliorer, nous sommes fiers que notre travail dans ce domaine ait été reconnu. En 2020, nous avons obtenu une note de 100 % selon l'indice d'égalité en entreprise de l'organisme Human Rights Campaign et avons été reconnus comme le meilleur lieu de travail en matière d'équité de la communauté LGBTQ, nous nous sommes classés dans le top 50 de l'indice de diversité et d'inclusion de Refinitiv et avons été désignés comme l'un des meilleurs employeurs en Amérique en matière de diversité par Forbes, sans compter les 16 autres prix et distinctions que nous avons obtenus.

Tenir compte du bien-être et de la santé de nos employés

La santé mentale est un élément important de la santé générale et notre direction le reconnaît en proposant divers outils, notamment l'accès gratuit à une application de méditation fondée sur la science, des discussions sur la pleine conscience et des sessions d'apprentissage électronique. De plus, en 2020, Thomson Reuters a reconnu la Journée de la santé mentale comme un nouveau jour férié de l'entreprise.

Combattre la désinformation et renforcer les institutions

Alors que des organismes internationaux ont déclaré une « infodémie » qui est venue intensifier la pandémie mondiale qui se propage rapidement, nous nous sommes appuyés sur des programmes en place pour favoriser l'éducation aux médias parmi les étudiants, en proposant des ressources éducatives pour aider les utilisateurs de médias sociaux à déceler la désinformation sur la COVID-19 et ce, en partenariat avec la National Association of Media Literacy and Education.

Nous étions le partenaire principal de la National Media Literacy Week aux États-Unis et avons redoublé d'efforts pour appuyer la demande pour une couverture médiatique indépendante et impartiale. Reuters a lancé un partenariat commercial avec le programme intitulé Fact Checking Program de Facebook aux États-Unis et au Royaume-Uni dans le cadre de ses travaux plus larges visant à ralentir la propagation de la désinformation.

Notre réputation en tant que fournisseur objectif et de confiance de renseignements a été mise de l'avant lorsque Thomson Reuters a été choisie par le Pacte mondial des Nations Unies pour accueillir et organiser des ateliers de consultation sur la plateforme d'action pour la paix, Paix, justice et institutions efficaces (objectif de développement durable 16) pour les sociétés établies aux États-Unis, y compris certains de nos précieux clients. Notre président et chef de la direction, Steve Hasker, s'est joint à plus de 1 000 dirigeants d'entreprise qui ont pris l'engagement de renouveler leur collaboration mondiale avec le Pacte mondial des Nations Unies.

Réaffirmer notre engagement en matière de durabilité

La pandémie a naturellement détourné l'attention d'une importante dynamique qui s'était créée dans le milieu des affaires dans le but de contrer le problème du changement climatique. Quoiqu'il en soit, le Jour de la Terre en avril 2020, nous avons annoncé notre engagement en faveur d'une cible de carboneutralité d'ici 2050 et notre décision de nous aligner sur la voie du 1,5 degré, l'objectif le plus ambitieux de la Science Based Targets Initiative.

Nous continuerons de mesurer et de gérer nos propres émissions et impacts environnementaux ainsi que de repérer des façons d'évaluer, de surveiller et de diminuer davantage notre empreinte carbone. En 2020, nous avons officiellement obtenu 100 % de nos besoins mondiaux en énergie sous forme d'énergie renouvelable de source officielle. Thomson Reuters travaille également en étroite collaboration avec nos fournisseurs afin d'obtenir une

réduction des émissions dans notre chaîne d'approvisionnement, ce qui aiderait à réaliser l'objectif ambitieux de la Science Based Targets Initiative.

Faire une différence dans nos collectivités

En 2020, nous avons doublé les heures que les employés peuvent prendre en congé pour faire du bénévolat, les faisant passer de 16 à 32 heures payées par employé, ce qui a permis de créer de nouveaux programmes de bénévolat virtuels. Nos employés ont accumulé plus de 84 000 heures de bénévolat, malgré l'impact de la pandémie. Que ce soit par de petits actes de bonté ou par le don de provisions ou de fonds pour aider, nos collègues ont montré qu'ils avaient des réserves internes de compassion et de résilience. Les employés ont trouvé des façons créatives de faire du bénévolat en achetant des masques pour des travailleurs essentiels, en créant un site Web indiquant les statistiques de la COVID-19 et en concevant une application pour aider les gens à obtenir des provisions essentielles pendant la pandémie. De plus, notre Manila Global Volunteer Network a obtenu une récompense interne dans le cadre de son bénévolat auprès de l'organisation Voice of the Free pour aider à mettre fin à la traite de personnes, à l'esclavage moderne et au travail forcé.

Notre fondation Thomson Reuters

La fondation Thomson Reuters travaille à promouvoir la liberté des médias, à encourager une économie plus solidaire et à sensibiliser l'opinion aux questions touchant les droits de la personne. Par l'intermédiaire des nouvelles, d'un développement des médias, d'une aide juridique gratuite et du lancement d'initiatives, la fondation regroupe ses services médiatiques et juridiques uniques pour être un moteur de changement. Sa mission consiste à inspirer une direction collective, à donner aux gens le moyen de façonner des sociétés libres, équitables et informées. De plus amples renseignements sur la fondation se trouvent à l'adresse www.trust.org.

Fondement sur la confiance

Ces démarches sont renforcées par nos principes de confiance, notre code de conduite et de déontologie et nos valeurs. Le présent rapport annuel comprend des renseignements supplémentaires sur les principes de confiance.

Gestion du capital humain

Employés

Le tableau qui suit présente des renseignements sur nos employés en date du 31 décembre 2020.

Par région	
Amériques	15 300
Asie-Pacifique	5 100
Europe, Moyen-Orient et Afrique (EMOA)	3 600
Par secteur	
Professionnels du droit	1 900
Grandes sociétés	1 200
Fiscalité et comptabilité	700
Publications mondiales	600
Reuters News	2 900
Produits et rédaction	3 300
Exploitation et Technologie	8 300
Siège social (fonctions facilitantes)	1 400
Fonctions commerciales ⁽¹⁾	800
Autres ⁽²⁾	2 900
Thomson Reuters	24 000

(1) Rend compte de nos employés en marketing, en excellence commerciale et en stratégie.

(2) Rend compte de nos employés en Amérique latine, en Asie et dans les marchés émergents, ainsi qu'au sein des pouvoirs publics.

Nous croyons que nous entretenons, en général, de bonnes relations avec nos employés, nos syndicats et nos comités d'entreprise, et ce, même si, parfois, nous avons eu des conflits avec les divers syndicats qui représentent certains de nos employés. Notre équipe de la haute direction est déterminée à maintenir de bonnes relations avec nos employés, nos syndicats et nos comités d'entreprise.

Survol

Nos pratiques et initiatives en matière de capital humain sont conçues pour recruter, motiver et fidéliser des employés d'une grande compétence, talentueux et de tous horizons dans l'ensemble de nos activités qui se sentent appréciés, qui ont l'occasion de s'épanouir au sein de l'entreprise et qui sont motivés à réussir. Notre conseil d'administration et le comité des RH échangent régulièrement avec la direction sur divers sujets portant sur le capital humain qui concernent nos effectifs actuels d'environ 24 000 employés, notamment la rémunération et les avantages sociaux, la culture d'entreprise et l'engagement des employés, le recrutement et le perfectionnement des talents ainsi que la diversité et l'inclusion. Le conseil et la direction participent à des discussions détaillées au sujet de la planification de la relève pour tous les postes de haute direction et les principes retenus aux échelons de la haute direction de l'organisation sont appliqués par la direction à l'ensemble de l'organisation.

En 2020, le conseil, le comité des RH et la direction ont eu plusieurs discussions sur la réponse apportée par la société à la COVID-19 dans le cadre desquelles ils s'attardaient sur l'impact de la pandémie sur nos employés. Thomson Reuters n'a pas subi de perturbations importantes dans le cadre de ses activités du fait de la COVID-19 et demeure pleinement opérationnelle. La plupart de nos employés demeurent en télétravail grâce à la technologie qui leur permet de collaborer avec les clients et entre eux. Nous mettons au point des plans détaillés aux fins de la réouverture progressive et sécuritaire de nos bureaux dans le monde entier, bien que nous nous attendions actuellement à ce que le nombre de personnes qui reviennent dans nos bureaux avant juillet 2021 sera moindre et que ce retour se fera sur une base volontaire. Les travailleurs essentiels qui ne peuvent pas faire du télétravail, comme les journalistes de Reuters News et ceux qui travaillent dans les installations de Publications mondiales de la société, suivent diverses normes sanitaires et sécuritaires. Nous continuons d'agir et de planifier en fonction des orientations communiquées par les organisations de santé mondiales, les gouvernements compétents et les pratiques exemplaires, telles qu'elles évoluent.

En janvier 2021, nous avons fait part des nouveaux états d'esprit et comportements de Thomson Reuters que tous les employés sont censés suivre et appliquer. Ces nouveaux états d'esprit et comportements devraient nous aider à atteindre nos objectifs les plus importants et sont fondés sur ce qui est hors pair dans notre culture d'entreprise actuelle et sur le meilleur de ce que nous sommes en train de devenir.

Nous nous attendons à ce que la gestion du capital humain demeure dans l'avenir un facteur important pour notre direction et le conseil puisqu'elle assure la solide gérance de notre organisation, appuie les objectifs importants de l'entreprise et est la clé de voûte de l'obtention d'un avantage stratégique sur le marché.

Propriétés et installations

Nous occupons, à titre de propriétaire ou de locataire, des locaux à bureaux et des installations partout dans le monde pour exercer nos activités. Nous sommes d'avis que nos propriétés sont en bon état et conviennent à nos activités actuelles. Le tableau qui suit présente des renseignements sommaires sur nos principales propriétés en date du 31 décembre 2020.

Installation	Superficie approximative en pieds carrés	Propriétaire/Locataire	Utilisation principale
610 Opperman Drive, Eagan, Minnesota, États-Unis	2 792 000	Propriétaire	Siège social et installations d'exploitation du secteur Professionnels du droit
2395 Midway Road, Carrollton, Texas, États-Unis	409 150	Propriétaire	Siège social et installations d'exploitation des secteurs Fiscalité et comptabilité ainsi que Grandes sociétés
6300 Interfirst Drive, Ann Arbor, Michigan, États-Unis	247 250	Propriétaire	Installations d'exploitation du secteur Fiscalité et comptabilité
5 Canada Square Londres, Royaume-Uni	165 000	Sous-locataire ⁽¹⁾	Installations d'exploitation des secteurs Professionnels du droit, Fiscalité et comptabilité et Reuter News
3 Times Square, New York, New York, États-Unis	112 000	Propriétaire/sous-locataire ⁽²⁾	Installations d'exploitation des secteurs Grandes sociétés et Reuters News
333 Bay Street, Toronto (Ontario) Canada	59 250 ⁽³⁾	Locataire	Siège social de Thomson Reuters et installations d'exploitation du secteur Professionnels du droit
Landis & Gyr 3, Zug, Suisse	50 250	Locataire	Centre d'entreprise

- (1) Le bail principal (qui couvre une superficie d'environ 353 000 pieds carrés) est détenu par Refinitiv. Nous utilisons une superficie d'environ 165 000 pieds de Refinitiv.
- (2) Le propriétaire (3XSQ Associates) est une entité appartenant à l'une de nos filiales et à Rudin Times Square Associates LLC. 3XSQ Associates a été constituée pour assurer la construction et l'exploitation de la propriété située au 3 Times Square. Le bail principal (qui couvre une superficie d'environ 690 000 pieds carrés) a été cédé à Refinitiv en 2018. Nous utilisons une superficie d'environ 112 000 pieds carrés de Refinitiv.
- (3) Représente la superficie nette occupée. Notre bail principal couvre 81 250 pieds carrés et nous avons sous-loué 22 000 pieds carrés à Refinitiv.

Facteurs de risque

Les risques et les incertitudes ci-après représentent les risques qui, selon notre direction, sont importants. La survenance de l'un des événements ou des faits nouveaux exposés ci-après pourrait avoir une incidence défavorable sur nos activités, notre situation financière ou nos résultats d'exploitation. D'autres facteurs que nous ne connaissons pas à l'heure actuelle ou qui ne nous semblent pas importants à l'heure actuelle pourraient également avoir une incidence sur nos activités et notre exploitation future. Les risques ci-après sont organisés par catégories et ne sont pas nécessairement énumérés selon l'ordre de priorité pour notre société.

Catégorie de risques	Page
Risques liés au secteur et à la COVID-19	18
Risques liés à la sécurité du réseau, aux technologies et à la propriété intellectuelle.....	20
Risques liés à l'exploitation et à l'entreprise	24
Risques d'ordre juridique et réglementaire	29
Risques liés aux marchés financiers	31
Risques liés à la structure organisationnelle	31

Risques liés au secteur et à la COVID-19

Nous pourrions subir des répercussions défavorables en raison de l'incertitude, des replis et des changements des marchés que nous desservons, plus particulièrement dans les secteurs juridique, fiscal et comptable. La pandémie de COVID-19 a eu, et continuera vraisemblablement d'avoir, des répercussions défavorables sur ces secteurs ainsi que sur notre entreprise, notre situation financière et nos résultats d'exploitation.

Nous exerçons des activités dans un contexte dynamique évoluant rapidement en raison des percées technologiques, de l'évolution de la réglementation partout dans le monde, de l'augmentation des normes à respecter, de la prolifération des renseignements et de la venue d'une nouvelle génération d'utilisateurs. Les incertitudes, les ralentissements et les variations qui ont une incidence sur nos activités peuvent aussi survenir en raison de la conjoncture sur le marché des capitaux mondial, de modifications apportées aux lois et règlements, de la situation politique et des résultats électoraux, des actes de terrorisme, des catastrophes naturelles et des crises de santé publique (comme les épidémies et les pandémies, y compris la COVID-19, tel qu'il est précisé ci-après).

Notre rendement dépend de la santé et de la solidité financières de nos clients, qui à leur tour dépendent principalement de la conjoncture économique des États-Unis (79 % de nos produits des activités ordinaires en 2020) et, dans une moindre mesure, de la conjoncture économique générale en Europe, en Asie-Pacifique, au Canada et en Amérique latine. L'économie mondiale continue de subir des perturbations importantes et une grande incertitude du fait des préoccupations entourant la propagation de la COVID-19 et des mesures devant en atténuer les incidences. La COVID-19 et les mesures de confinement y afférentes ont déjà provoqué un repli économique mondial et si la propagation de la COVID-19 devait se poursuivre, une récession mondiale pourrait s'ensuivre. Nous ne sommes pas en mesure de prévoir l'ampleur et la durée d'un tel repli ni s'il y aura une telle récession ou quel sera en fin de compte l'impact de la pandémie sur la demande pour nos produits et services en raison de plusieurs facteurs d'incertitude, comme la disponibilité des vaccins et la vitesse et l'efficacité des efforts de vaccination, la durée et la gravité de l'écllosion et sa réapparition ou l'apparition de nouveaux variants, les mesures éventuellement prises par les autorités gouvernementales, les entreprises et les particuliers en réponse à la pandémie et l'incidence sur nos clients. Bien que nous ayons mis en œuvre des mesures et des plans devant atténuer les effets de la COVID-19, nos efforts pourraient se révéler inadéquats.

En 2020, nous avons tiré 79 % de nos produits des activités ordinaires de nos secteurs Professionnels du droit, Grandes sociétés et Fiscalité et comptabilité, lesquels fournissent principalement des services aux avocats, aux fiscalistes et aux comptables. La conjoncture économique mondiale incertaine et changeante peut avoir une incidence sur ces secteurs.

- La réduction des coûts, des dépenses ou des activités par les clients (du fait de la COVID-19 ou pour d'autres raisons) peut diminuer la demande pour certains de nos produits et services, et réduire leur utilisation, ce qui pourrait avoir une incidence défavorable sur nos résultats financiers en réduisant nos produits des activités ordinaires, ce qui pourrait en retour réduire la rentabilité de certains de nos produits et services. La réduction des coûts par nos clients nous a également amenés à simplifier davantage notre organisation et à prendre des mesures en surcroît de celles que nous aurions prises autrement pour optimiser notre structure des coûts dans le but de maintenir ou d'augmenter notre rentabilité.
- Certains de nos clients pourraient aussi retarder leur prise de décisions ou reporter des renouvellements ou des mises en œuvre qu'ils avaient prévues du fait de la conjoncture économique (y compris la situation liée à la pandémie de COVID-19), ce qui peut perturber les schémas de dépenses antérieurs.
- La diminution du nombre de mandats obtenus par des cabinets d'avocats, des cabinets en fiscalité et des cabinets comptables peut entraîner une baisse de la demande pour certains de nos produits et services. Bien que nous nous attendions à ce qu'un nombre limité de nos clients ne soient pas en mesure de nous payer ou chercheront à obtenir des facilités de paiement ou des modalités de paiement de rechange en raison de leur situation financière, si un nombre supérieur de nos clients ou certains de nos grands clients ne sont pas en mesure de nous payer, ou ne souhaitent pas le faire, nos produits des activités ordinaires et notre situation financière pourraient en subir les contrechocs.
- En 2020, les cabinets d'avocats et les cabinets comptables ont subi des perturbations sans précédent dans leurs activités et ont dû s'adapter rapidement aux changements profonds dans les marchés. Presque tous les cabinets d'avocats et cabinets comptables ont imposé des mesures de contrôle des coûts draconiennes, y compris une réduction substantielle des dépenses discrétionnaires.
 - Les cabinets d'avocats continuent aussi d'être malmenés dans leurs efforts d'accroître leurs produits des activités ordinaires alors que les conseillers juridiques en entreprise gardent davantage de travail à l'interne dans le but de fournir une valeur opérationnelle ajoutée et d'offrir des éclaircissements à l'interne, ont limité l'augmentation des taux et des heures facturés et insistent sur une hausse de la transparence et de la productivité des cabinets d'avocats. Les cabinets d'avocats ont également subi l'impact de la COVID-19 et des mesures de confinement connexes du fait que bien des tribunaux ont dû annuler ou reporter des procédures judiciaires et que le nombre de mandats a baissé dans divers domaines juridiques.
 - Les cabinets comptables adaptent également leurs modèles d'affaires en ce qui a trait aux offres de services, aux technologies et à la tarification afin de tenir compte des besoins, des priorités et des attentes en évolution de leurs clients. Plus particulièrement, les cabinets comptables continuent de subir une marchandisation de l'audit et de la conformité fiscale et cherchent à étendre leurs activités vers des services-conseils plus lucratifs ainsi qu'à relever davantage de domaines dans lesquels ils peuvent faire appel à l'automatisation.
- Comme il fallait s'y attendre, le secteur Publications mondiales (10 % de nos produits des activités ordinaires en 2020) a affiché une baisse de 10 % de ses produits (en devises constantes) pour 2020, dans la mesure où les clients ont continué de délaisser les formats imprimés traditionnels au profit de solutions numériques et en raison également de la COVID-19. Bien que notre usine de fabrication au Minnesota soit demeurée ouverte en tant que « service essentiel », en 2020 nous avons reçu de nombreuses demandes de report de l'expédition de publications de la part de nos clients du fait que certains d'entre eux étaient confrontés à des problèmes budgétaires et que bon nombre d'entre eux ne pouvaient travailler dans leurs bureaux en raison des fermetures de bureaux imposées par certains gouvernements et sociétés aux États-Unis et dans bien d'autres pays. Une diminution rapide des produits générés par le secteur Publications mondiales pourrait avoir une incidence sur notre marge bénéficiaire (puisque le secteur Publications mondiales dégage des marges plus élevées que l'ensemble de nos activités), ainsi que sur nos flux de trésorerie.
- Pour ce qui est des activités de Reuters News, le monde des médias poursuit sa transformation, avec un déclin des activités des agences de presse traditionnelles. Bien que la demande pour le secteur des professionnels des finances augmente, la capacité de Reuters News à assurer sa participation dans bon nombre de secteurs est limitée en raison de son entente exclusive avec Refinitiv. La COVID-19 a également touché les activités de Reuters News. Reuters Events a annulé ou reporté presque toutes les conférences devant se tenir en personne en raison de la COVID-19 en 2020. Nous ne sommes pas en mesure de prédire la reprise de telles conférences par Reuters Events.

La COVID-19 nous a amenés à modifier plusieurs de nos pratiques commerciales et de nos activités et nous pourrions prendre d'autres mesures si elles sont imposées par les autorités gouvernementales ou si nous pensions qu'elles sont dans l'intérêt de nos employés, de nos clients, de nos partenaires, de nos fournisseurs et de nos autres parties prenantes. La plupart de nos employés sont actuellement en télétravail, ce qui peut donner lieu à des risques opérationnels supplémentaires, y compris des risques liés à la cybersécurité. Le télétravail a changé notre façon d'exercer nos activités, notamment en ce qui concerne le développement de produits, le soutien à la clientèle et les ventes, ce qui pourrait nuire à nos activités. Alors que notre équipe de vente cherche à obtenir de nouvelles ventes et des renouvellements tout en étant en télétravail, la prolongation des restrictions qui lui est imposée relativement aux déplacements pour rencontrer des clients prospectifs ou actuels en personne peut nuire à notre capacité de générer des produits des activités ordinaires dans l'avenir. Dans certains pays, notamment en Inde, nous comptons un grand nombre d'employés qui exécutent et appuient des opérations essentielles. Toute fermeture prolongée d'installations dans lesquelles sont exécutées des opérations essentielles pourrait nuire dans l'avenir à notre capacité de fournir des services et des solutions. La maladie et toute perturbation touchant l'équipe de travail pourraient aussi faire en sorte qu'il n'y ait pas de haut dirigeant ou autre membre clé du personnel qui soit disponible, ce qui pourrait nuire à notre capacité d'exécution des fonctions essentielles. Nous ne pouvons pas garantir que les mesures que nous avons prises seront suffisantes pour atténuer les risques liés à la COVID-19.

Bon nombre des risques dont il est question dans cette rubrique « Facteurs de risque » et dans le rapport de gestion du présent rapport annuel sont et pourraient être exacerbés par la pandémie de COVID-19 et par toute détérioration de la situation commerciale et économique mondiale qui en résulte. La situation de la COVID-19 évolue rapidement et d'autres incidences et risques pourraient se révéler dont nous n'avons pas connaissance à l'heure actuelle ou auxquels nous ne pouvons pas apporter de réponse adéquate à l'heure actuelle, y compris si la pandémie se prolonge ou se propage davantage dans le monde. Alors que nous suivons de très près l'impact de la COVID-19, l'impact futur de la pandémie est très incertain et est impossible à prédire et rien ne garantit que la pandémie n'aura pas dans l'avenir d'incidence défavorable importante sur notre entreprise, notre situation financière ou nos résultats d'exploitation. La portée de l'impact, pris seul ou dans son ensemble, dépendra de l'évolution de la situation, y compris les mesures prises pour limiter les incidences financières et économiques de la pandémie. Même après que les mesures prises dans le cadre de la pandémie et les mesures de confinement connexes sont levées, notre entreprise, notre situation financière et nos résultats d'exploitation pourraient continuer d'en subir les contrecoups, qui pourraient être importants.

Risques liés à la sécurité du réseau, aux technologies et à la propriété intellectuelle

Tout accès frauduleux ou non autorisé à des données ou toute autre atteinte à la cybersécurité ou à la vie privée peut miner la confiance de certains de nos clients et du public envers nos mesures de sécurité et entraîner une diminution des ventes et une augmentation des coûts pour notre société.

Tout comme d'autres sociétés multinationales dans le monde qui fournissent des logiciels et des solutions en ligne et en raison également de la grande notoriété de Reuters News, nous faisons l'objet de cybermenaces et de cyberattaques qui pourraient avoir des répercussions défavorables sur nos systèmes. Les cybermenaces reposent sur des techniques différentes, proviennent de sources différentes, sont persistantes, changent souvent et deviennent de plus en plus perfectionnées, ciblées et difficiles à déceler et à prévenir. Nous dépendons également des mesures de sécurité que certains de nos fournisseurs tiers et clients mettent en place pour protéger leurs propres systèmes, leurs infrastructures, ainsi que leurs applications ou services infonuagiques.

Nous comptons sur une équipe spécialisée qui évalue sur une base continue notre position en matière de sécurité et atténue les risques conformément à notre programme de sécurité de l'information. Bien que nous disposions au sein de notre société de ressources réservées au maintien de niveaux pertinents de cybersécurité et à la protection des données de nos clients et de nos propres données, nos services et les infrastructures sous-jacentes risquent d'être compromis dans l'avenir, notamment par ce qui suit :

- tentatives d'hameçonnage de tiers pour inciter les employés ou les fournisseurs à dévoiler des renseignements sensibles ou d'autres renseignements qui donnent accès à des données sensibles;
- cyberattaques touchant nos infrastructures internes qui servent au fonctionnement de bon nombre de nos services;
- points vulnérables de nos produits, de nouvelles technologies ou d'entreprises récemment acquises ou intégrées (qui pourraient exister dans des logiciels que nous avons mis au point, sont visés par une licence ou ont été acquis auprès d'un tiers), dont certains pourraient être décelés et découverts seulement après une longue période et après l'installation ou l'intégration par notre société ou nos clients;
- actions par des particuliers ou des groupes de pirates et des organisations complexes, y compris des organismes parrainés par l'État ou des États-nations;

- attaques ou points vulnérables des réseaux et services sous-jacents qui alimentent l'Internet, dont la plupart ne relèvent pas de notre contrôle ou du contrôle de nos vendeurs, partenaires ou clients;
- fautes commises par les employés, les entrepreneurs ou les clients ou actes intentionnels qui compromettent nos solutions en matière de sécurité.

En tant que fournisseur tiers, nous obtenons parfois une connexion fiable aux systèmes ou aux réseaux d'un client. Si des parties mal intentionnées compromettaient nos systèmes et nos réseaux et intègrent du matériel, des composants ou des logiciels malicieux, elles pourraient accéder à nos systèmes et renseignements ou à ceux de nos clients. De plus, toute vulnérabilité de nos logiciels installés dans l'environnement du client, si elle était exploitée, pourrait mettre à risque les systèmes et les réseaux du client.

Jusqu'à maintenant, aucune de ces menaces ni aucun incident connexe à une telle menace n'a eu une incidence défavorable importante pour notre société. Nous cherchons à limiter ces risques grâce à notre capacité à intensifier nos actions et à réagir aux risques connus et éventuels par l'intermédiaire de nos processus de gestion des incidents de sécurité d'entreprise. Nous souscrivons une assurance que nous croyons suffisante (sous réserve de certaines modalités, y compris des franchises autoassurées) qui peut couvrir certains aspects de la sécurité des tiers, des risques informatiques et des interruptions de nos activités; toutefois, il est possible que cette assurance ne couvre pas la totalité des pertes ou des sinistres et n'englobe pas le préjudice porté à la réputation ou aux coûts engagés pour améliorer les systèmes par suite de ces types d'incidents.

Bon nombre de nos fournisseurs tiers, y compris des tiers qui hébergent certaines applications logicielles que nous utilisons pour entreposer des données confidentielles, ont recours à des technologies infonuagiques aux fins d'entreposage de données et de prestation de services. Les systèmes infonuagiques de ces fournisseurs pourraient faire l'objet de cyberincidents, notamment de cyberattaques intentionnelles visant à accéder ou à obtenir des données sensibles ou d'accidents susceptibles de compromettre la sécurité, dont certains sont indépendants de notre volonté. En outre, dans le cadre de l'impartition de certaines de nos fonctions, nous devons parfois permettre à des fournisseurs tiers d'accéder à notre réseau. Si nos fournisseurs tiers ne respectent pas les mesures de sécurité nécessaires, s'ils n'exigent pas que leurs sous-traitants respectent les mesures de sécurité nécessaires ou s'ils ne procèdent pas de la manière prévue et conformément aux exigences contractuelles, la protection des renseignements personnels de nos clients, de nos employés ou d'autres personnes pourrait être compromise et nous pourrions éprouver des difficultés opérationnelles, perdre des données liées à notre propriété intellectuelle ou d'autres données sensibles, perdre la confiance de nos clients et engager des frais supplémentaires, des pénalités réglementaires, des amendes, des actions en justice ou des litiges, ce qui pourrait entacher notre image et notre réputation, et avoir une incidence défavorable importante sur notre entreprise et nos résultats d'exploitation. En outre, si un client subit une atteinte à la sécurité des données qui entraîne une appropriation illicite de certains de nos renseignements commerciaux exclusifs, la réputation de notre société pourrait en souffrir, et ce, même si nous ne sommes pas responsables de l'atteinte à la sécurité des données.

Nous recueillons, nous stockons, nous utilisons et nous transmettons des données sensibles sur nos réseaux, y compris des documents publics, de la propriété intellectuelle, nos renseignements commerciaux exclusifs et des données personnelles de clients, d'employés, de partenaires d'affaires et d'autres personnes. Un certain nombre de nos clients et de nos fournisseurs nous confient également le stockage et la protection de leurs propres données et renseignements confidentiels. Dans le cadre de nos activités, nous offrons également des produits de contrôle par abonnement, que nous vendons aux clients institutionnels et aux administrations publiques pour leur permettre de satisfaire diverses exigences réglementaires. Toute atteinte frauduleuse, malicieuse ou accidentelle à la sécurité de nos données pourrait entraîner une divulgation involontaire de données ou de renseignements concernant des tiers, nos clients, nos fournisseurs ou nos employés ou d'autres données ou renseignements confidentiels et sensibles, ou un accès non autorisé à ceux-ci, ce qui pourrait éventuellement obliger notre société à engager des coûts supplémentaires pour accroître la sécurité ou pour faire face à un tel événement, pour combler le chiffre d'affaires perdu, pour corriger la violation des lois, notamment relatives à la vie privée, pour acquitter des pénalités, des amendes et des mesures réglementaires ou pour régler des litiges. De plus, les rapports des médias ou autres quant à une vulnérabilité perçue de la sécurité de nos systèmes ou de ceux de nos fournisseurs tiers, même si aucune violation n'a été tentée ou ne s'est produite, pourraient avoir une incidence défavorable sur notre marque et notre réputation et avoir une incidence considérable sur notre entreprise et nos résultats d'exploitation.

Le détournement, la modification inadéquate, la destruction, la corruption ou la non-disponibilité de données et de renseignements ou des demandes de rançons en raison de cyberattaques ou d'autres atteintes à la sécurité pourraient nuire à notre marque et entacher notre réputation. Les clients et le public pourraient mettre en doute nos mesures de sécurité et notre fiabilité, ce qui pourrait nuire à notre capacité de garder des clients et à en attirer d'autres. Nous pourrions également être visés par des poursuites ou d'autres réclamations de la part de personnes lésées ainsi que par

des amendes ou des sanctions réglementaires importantes. L'un de ces événements pourrait avoir une incidence défavorable importante sur nos activités et sur nos résultats d'exploitation.

Nous sommes très dépendants de nos centres de données, de nos réseaux, de nos systèmes de télécommunications et d'Internet, et de ceux de tiers, et les défaillances ou les interruptions peuvent avoir une incidence défavorable sur notre capacité à desservir nos clients, et pourraient avoir une incidence défavorable sur nos produits et notre réputation.

La plupart de nos produits et services sont fournis par voie électronique et nos clients dépendent de notre capacité à recevoir, à stocker, à traiter, à transmettre et à autrement gérer rapidement de très importantes quantités de données et d'opérations au moyen des réseaux informatiques. Nos clients dépendent aussi de la capacité, de la fiabilité et de la sécurité continues de nos centres de données, de nos réseaux, de nos systèmes de télécommunications et de nos autres systèmes de livraison électronique, y compris les sites Web et Internet. Nos employés doivent également pouvoir utiliser ces systèmes. Nous délaissions progressivement nos logiciels à installer chez l'abonné au profit de modèles SaaS (en anglais, *software-as-a-service*) ou de solutions infonuagiques qui procurent un accès aux clients par le biais d'Internet.

Conformément à une convention de services de transition, Refinitiv (qui fait maintenant partie de LSEG) nous fournissait précédemment divers services de centres de données et de réseaux. La transition vers l'abandon de ces services a été pour l'essentiel terminée en date du 3 mars 2021. Dans le cadre de la séparation de notre entreprise de Refinitiv, nous avons déployé un tout nouveau réseau mondial et continué d'instaurer divers nouveaux systèmes d'entreprise au cours de 2020, ce qui devrait être terminé cette année. Ces changements pourraient entraîner des interruptions et des défaillances imprévues de nos réseaux ou de nos systèmes.

La défaillance, la compromission, la cyberviolation ou l'interruption majeure de nos systèmes, y compris des services opérationnels, la perte de services fournis par des tiers, le sabotage, l'intrusion, les guerres, les activités terroristes, l'erreur humaine, une catastrophe naturelle, l'interruption de courant ou la perte de l'encodage et les virus informatiques pourraient ralentir nos systèmes ou en interrompre le service pendant des périodes indéterminées. Même si nous disposons (et Refinitiv dispose) de plans de reprises après catastrophe et de continuité des activités qui ont recours aux normes de l'industrie et à des pratiques exemplaires, notamment des installations de sauvegarde pour les centres de données principaux, un programme de tests et de formation du personnel, les systèmes ne sont pas tous entièrement redondants et il est possible que les plans de reprises après catastrophe et de continuité des activités ne soient pas suffisants ou ne soient pas efficaces. Dans la mesure où nos systèmes de télécommunications, systèmes de technologie de l'information, de fournisseurs de services basés dans le nuage ou nos autres réseaux sont gérés ou hébergés par des tiers, il nous faudrait coordonner nos démarches avec ces tiers pour résoudre tout problème. Par le passé, nous avons connu des ralentissements, voire des interruptions de nos systèmes ou de nos services, et certains de nos produits, de nos services ou de nos sites Web ont été inaccessibles pendant un certain temps, mais aucun de ces événements n'a eu d'incidence importante sur nos activités.

Notre capacité à nous servir efficacement d'Internet peut aussi être amoindrie à cause de pannes d'infrastructure, d'interruptions de service des tiers fournisseurs d'Internet ou de l'accroissement de la réglementation. De plus, nous faisons face à des hausses importantes de notre utilisation de l'énergie et du stockage de données. Nous pourrions être confrontés à des pénuries de capacité et à des coûts accrus associés à une telle utilisation. Ces événements pourraient avoir une incidence sur notre capacité à stocker, à traiter et à transmettre les données et les services à nos clients.

Notre incapacité à suivre le rythme rapide des changements technologiques afin de fournir de nouveaux produits et services et de nouvelles applications et fonctionnalités pour répondre aux besoins de nos clients, à attirer de nouveaux clients et à fidéliser les clients existants, à pénétrer de nouveaux marchés géographiques et à repérer des secteurs de croissance potentielle pourrait avoir une incidence défavorable sur notre capacité à générer des produits des activités ordinaires ou à atteindre des niveaux de croissance des produits des activités ordinaires supérieurs dans l'avenir.

Notre stratégie de croissance comporte de mettre au point de nouveaux produits et services et de nouvelles applications et fonctionnalités en temps opportun et d'une manière rentable pour répondre aux besoins de nos clients; de prévoir et de répondre aux tendances de l'industrie et aux changements technologiques, et de maintenir une solide position dans les secteurs que nous desservons. À l'heure actuelle, nous donnons la priorité aux investissements pour favoriser les investissements à l'interne pour élargir nos activités liées aux logiciels et utiliser de manière sélective les acquisitions qui sont susceptibles de contribuer à la mise en œuvre accélérée de notre stratégie. Nous chercherons aussi à améliorer encore davantage l'expérience numérique des clients et notre expertise en vente et en marketing, tout en continuant à simplifier notre organisation.

- Nous continuons à attribuer davantage de ressources et d'investissements dans des occasions relatives à nos portefeuilles d'entreprises qui, selon nous, ont le plus haut potentiel de croissance stratégique. Bien que nous soyons persuadés que cette focalisation entraînera une hausse des produits des activités ordinaires, rien ne garantit que nous réussirons à augmenter les produits des activités ordinaires généraux de notre entreprise dans l'avenir.
- Les technologies perturbatrices et les nouvelles technologies, telles que l'intelligence artificielle, l'apprentissage machine, la synthèse des données, la chaîne de blocs et les capacités générées par les utilisateurs, ont créé le besoin de s'adapter rapidement à cet environnement en évolution. Les clients se tournent également de plus en plus vers des solutions reposant sur l'informatique en nuage. Bien que nous portions notre attention sur ces changements dans l'environnement technologique, si nous ne sommes pas en mesure de nous adapter ou, du moins, de nous adapter assez rapidement, notre situation financière et nos résultats d'exploitation pourraient en souffrir.
- Nous avons été forcés d'explorer différents modèles d'affaires que ceux envisagés par le passé en raison de la croissance dans l'environnement de l'entreprise actuel. Nous avons augmenté l'accent mis sur la croissance par une hausse des collaborations et des relations plus solides tant avec les sociétés bien établies et émergentes que celles de la pépinière d'entreprises. Certaines de ces initiatives jumellent la technologie, les données ou les autres capacités d'une autre entreprise à nos produits et services. Toutes ces initiatives comportent un certain nombre de risques, notamment le risque que les synergies prévues ne soient pas réalisées, que les résultats attendus ne soient pas atteints, que la nouvelle initiative entre en conflit avec nos activités actuelles ou qu'elle nuise à celles-ci, ou que les mesures de sécurité ne soient pas adéquates. Bien que nous soyons d'avis que ces initiatives seront attrayantes pour nos clients, qu'elles nous permettront d'innover plus rapidement et de mettre en place des réseaux de ventes dans des secteurs auxquels nous n'aurions pas eu accès aussi rapidement par nous-mêmes, nous ne pouvons garantir que ces initiatives augmenteront la croissance de nos produits.

Au cours des dernières années, nous avons fait des investissements importants dans le but d'améliorer la fonctionnalité et la performance d'un certain nombre de nos produits phares existants, tels que Westlaw Edge, Checkpoint Edge, Elite 3E, Practical Law, Onvio et ONESOURCE. Nous avons également réussi la migration de nos clients d'une offre de produits traditionnels à nos propositions actuelles et nous avons continué à améliorer la fiabilité et la résilience de la structure technologique que nous utilisons pour offrir nos produits et services. Cependant, si les taux d'adoption des clients à l'égard des produits et services existants et des nouveaux produits et services étaient inférieurs à nos prévisions, nos produits des activités ordinaires pourraient être inférieurs et nos résultats d'exploitation pourraient en souffrir.

Nos trois grands secteurs (Professionnels du droit, Grandes sociétés et Fiscalistes et comptables) poursuivent leurs efforts pour devenir des entreprises technologiques axées sur le contenu, qui sont de grands fournisseurs de solutions logicielles à nos clients dans le cadre de notre transformation en cours visant à miser principalement sur l'offre de contenu, de données et de renseignements. Ces solutions sont souvent conçues pour intégrer notre contenu, nos données et nos renseignements de base aux logiciels et aux outils de flux de travail. Bien que nous croyions que la transition d'une grande partie de nos activités vers des solutions logicielles axées sur le contenu nous aidera à augmenter la valeur pour la clientèle, à créer de la croissance, à diversifier les activités et à nous distinguer de nos concurrents, l'exploitation d'un secteur dont les activités constituent en grande partie des solutions logicielles pourrait donner lieu à des marges de bénéfices inférieures.

Comme nous nous consacrons actuellement à la croissance interne, les délais pour mettre au point de nouveaux produits et services et de nouvelles applications et fonctionnalités visant à répondre aux besoins des clients, pour attirer de nouveaux clients ou pour pénétrer ces marchés peuvent être plus longs et les coûts y afférents, plus élevés. Notre incapacité à y arriver pourrait avoir une incidence défavorable sur notre capacité à augmenter nos produits des activités ordinaires.

Par le passé, nos clients ont accédé à nos produits et à nos services Web principalement par l'intermédiaire d'ordinateurs de bureau et d'ordinateurs portatifs. Au cours des dernières années, l'utilisation d'Internet au moyen de téléphones intelligents, de tablettes, d'ordinateurs prêt-à-porter, d'appareils à reconnaissance vocale et de télévisions à diffusion continue a connu une croissance marquée. Les applications ou les « apps » ont également gagné en popularité et connu une croissance substantielle. En raison de cette évolution, nous nous concentrons sur la mise au point de divers produits et services sur différentes plateformes et pour différents appareils (dont certains sont complémentaires aux modes de livraison traditionnels) ainsi que sur le soutien pour ces produits et services et sur leur maintien. Si nos concurrents parviennent à lancer avant nous des produits, des services ou des apps pour les appareils de rechange ou si nos clients boudent les produits que nous leur proposons dans ce marché, nos produits des activités ordinaires et nos taux de conservation pourraient s'en trouver réduits.

Nos droits de propriété intellectuelle ont une grande valeur et peuvent ne pas être protégés adéquatement, ce qui peut avoir une incidence défavorable sur nos résultats financiers.

Bon nombre de nos produits et de nos services sont fondés sur des renseignements transmis au moyen de divers médias, y compris en ligne et au moyen d'applications logicielles, de téléphones intelligents, de tablettes, de livres, de journaux et de lignes de transmission spécialisées. Nous nous servons de conventions conclues avec nos clients, employés, experts, conseillers et autres tiers pour protéger nos renseignements exclusifs confidentiels, notre savoir-faire et notre technologie. Nous nous en remettons aussi à des brevets, des marques de commerce, des droits d'auteur ainsi que d'autres droits de propriété intellectuelle afin d'établir et de protéger nos droits de propriété sur nos produits et services. Des tiers peuvent copier ou contrefaire nos droits de propriété ou autrement en profiter sans autorisation et Internet peut faciliter de telles activités. Nous cherchons également à préserver certains droits de propriété intellectuelle, et des tiers ou nos employés pourraient volontairement ou non compromettre les droits que nous avons préservés. Nous exerçons également des activités dans certains pays où la portée de la protection juridique effective des droits de propriété intellectuelle est incertaine ou pourrait être inefficace. Bien que nous ayons pris des mesures pour protéger nos droits de propriété intellectuelle, nous ne pouvons pas garantir que nos droits de propriété intellectuelle sont protégés de façon adéquate. Notre incapacité à protéger nos droits de propriété intellectuelle peut avoir une incidence défavorable sur nos résultats financiers.

Par ailleurs, la propriété intellectuelle d'une entreprise acquise peut aussi représenter une partie importante de la valeur que nous acceptons de payer pour cette entreprise. Cependant, de telles acquisitions sont assujetties à plusieurs risques : que l'entreprise acquise ne soit pas réellement titulaire de la propriété intellectuelle que nous croyons acquérir, que la propriété intellectuelle dépende de licences accordées par des tiers, que l'entreprise acquise enfreigne les droits de propriété intellectuelle d'autres parties ou que la technologie en question ne jouisse pas du taux d'acceptation sur le marché auquel nous nous attendions. Si nous n'étions pas en mesure d'intégrer avec succès les droits de propriété intellectuelle des entreprises acquises, nos résultats financiers pourraient en souffrir.

Certains de nos concurrents pourraient également être en mesure de développer de nouveaux produits ou services qui sont semblables aux nôtres sans empiéter sur nos droits de propriété intellectuelle, ce qui pourrait avoir une incidence défavorable sur notre situation financière et nos résultats d'exploitation.

Risques liés à l'exploitation et à l'entreprise

La vive concurrence qui caractérise les marchés dans lesquels nous exerçons nos activités pourrait avoir une incidence défavorable sur nous.

La concurrence est féroce sur les marchés où nous vendons nos renseignements, nos logiciels, nos services et nos nouvelles, et ces marchés sont marqués par des changements technologiques rapides et l'évolution de la demande et des besoins de la clientèle. Nos clients se tournent davantage vers nous pour des solutions qui peuvent les aider à s'adapter, à améliorer l'efficacité et à démontrer de la valeur. Ils souhaitent de plus en plus mettre à profit les technologies pour conserver leur avantage sur la concurrence, en remettant plus rapidement un produit de travail différencié et en gérant leur entreprise ou leur service plus efficacement.

- Bon nombre de nos principaux concurrents sont des sociétés et des cabinets bien établis qui disposent de ressources financières, de marques reconnues, de savoir-faire technologique et d'une expérience sur les marchés qui sont substantiels et ces concurrents sont parfois en meilleure position que nous dans certains segments de produits ou dans certaines régions. Certains cabinets qui nous livrent concurrence ont traditionnellement été nos clients de même que des partenaires de mise en marché. Certains de nos plus grands concurrents, notamment les entreprises de planification des ressources, ont de vastes clientèles bien établies.
- Nous livrons également concurrence à des sociétés de moindre taille ou parfois plus jeunes, dont certaines cherchent à se distinguer de notre offre de produits en veillant à disposer d'une spécialisation plus pointue que la nôtre dans certains secteurs. Celles-ci pourraient donc être en mesure d'adopter des technologies nouvelles, notamment en ce qui a trait à l'IA et aux capacités analytiques, ou naissantes ou de répondre aux besoins de la clientèle plus rapidement que nous. Des technologies nouvelles et émergentes peuvent également avoir pour résultat de permettre à des sociétés de démarrage d'accéder au marché plus rapidement qu'elles n'auraient pu le faire par le passé.
- Des sources publiques d'information gratuites ou relativement abordables sont accessibles en ligne et une plus grande partie de ces renseignements devrait être accessible dans l'avenir. Certains organismes gouvernementaux et organismes de réglementation ont accru la quantité de renseignements qu'ils rendent accessibles au public sans frais. Plusieurs sociétés et organismes ont mis à la disposition du public, sans frais, certains renseignements juridiques ou fiscaux. Les « logiciels ouverts » accessibles gratuitement peuvent également fournir certaines fonctionnalités semblables à celles de nos produits.

- Nous pouvons également être confrontés à la concurrence accrue de fournisseurs de moteurs de recherche qui pourraient constituer une menace pour certains de nos secteurs d'activité en faisant des offres de produits ou de services plus recherchés, en adaptant leurs produits et services de sorte qu'ils répondent à la demande de leurs clients ou en se regroupant avec l'un de leurs concurrents conventionnels pour améliorer leurs produits et services.

Pour mieux répondre aux besoins de leur clientèle actuelle et pour attirer de nouveaux clients, nos concurrents continuent :

- d'améliorer leurs produits et leurs services (notamment par l'ajout de nouveau contenu, d'analyse et de logiciels);
- de mettre au point de nouveaux produits et services;
- d'investir dans la technologie, y compris d'autres logiciels-services ou services infonuagiques;
- de faire l'acquisition d'entreprises additionnelles et de conclure des partenariats avec d'autres entreprises dans des secteurs clés qui leur permettront d'offrir une plus vaste gamme de produits et de services.

Certains de nos concurrents commercialisent aussi de façon vigoureuse leurs produits comme une solution moins coûteuse et y vont d'incitations par les prix pour obtenir de nouveaux contrats, bien que nous croyions que bon nombre de nos clients continuent de constater la valeur et l'amélioration de notre contenu, de nos logiciels, services et autres produits que nous offrons parfois à un prix plus élevé. Puisque certains de nos concurrents sont en mesure d'offrir des produits et des services qui pourraient être jugés plus économiques que les nôtres, ou dont le public pourrait croire qu'ils sont dotés de fonctions ou d'un rendement supérieurs, la valeur relative d'une partie de nos produits et de nos services pourrait être réduite. Les sources d'information gratuites ou relativement abordables mises à la disposition du public pourraient réduire la demande pour nos produits et services si certains clients choisissent d'utiliser ces sources publiques comme substitut à nos produits ou services.

La concurrence peut nous contraindre à réduire le prix d'une partie de nos produits et de nos services (ce qui peut entraîner une baisse des produits des activités ordinaires), ou à faire des dépenses en immobilisations additionnelles (ce qui peut entraîner des marges bénéficiaires inférieures). Si nous ne pouvons pas ou ne voulons pas réduire les prix ou faire des placements additionnels concernant certains de nos produits et services dans l'avenir, nous pourrions perdre des clients et nos résultats financiers pourraient être touchés de manière défavorable. Certains de nos produits ou de nos services actuels ou futurs pourraient également devenir obsolètes en raison de produits ou de services concurrents, ou de l'émergence de nouvelles technologies.

De plus, certains de nos clients ont par le passé mis au point de façon indépendante des produits et des services qu'ils reçoivent actuellement de notre part, y compris par la formation de partenariats ou de consortiums, et peuvent décider de le faire à nouveau dans l'avenir. Si davantage de nos clients deviennent autonomes, la demande pour nos produits et nos services peut être réduite. Si nous n'arrivons pas à livrer une concurrence efficace, nos produits des activités ordinaires, notre rentabilité et nos flux de trésorerie pourraient en souffrir.

Si nous ne sommes pas en mesure de nous adapter avec succès aux changements organisationnels et de mettre en œuvre nos initiatives stratégiques de manière efficace, notre réputation et nos résultats d'exploitation pourraient en souffrir.

Nous avons apporté, et ce n'est pas terminé, des changements organisationnels importants.

- En 2018, nous avons séparé nos effectifs entre Thomson Reuters et le partenariat conclu avec Refinitiv dans le cadre de la vente d'une participation majoritaire dans notre ancienne unité Activités financières et risque. En 2019, nous avons restructuré notre société en des secteurs axés sur la clientèle.
- En mars 2020, Steve Hasker est devenu notre nouveau chef de la direction et Mike Eastwood est devenu notre nouveau chef des services financiers. En 2020, nous avons également embauché un certain nombre de nouveaux dirigeants provenant d'organisations chefs de file, y compris notre chef des produits (David Wong), notre chef de l'exploitation et des technologies (Kirsty Roth) et le président de notre secteur Grandes sociétés (Sunil Pandita). Se reporter à la rubrique « Membres de la haute direction et administrateurs » du présent rapport annuel pour obtenir d'autres renseignements.
- Dans le cadre de nos projets de simplification et de transformation, nous avons réduit les effectifs, consolidé diverses plateformes technologiques et divers actifs composés de contenu, standardisé les processus internes, imparti diverses activités et regroupé divers bureaux et immeubles dans le monde. Au cours des deux dernières années, nous avons également opté pour une organisation à la structure moindre par la réduction de nos niveaux de gestion.

Au cours du premier trimestre de 2021, nous avons annoncé un nouveau programme de changement. Il s'agit d'une initiative s'échelonnant sur plusieurs années qui a pour objectif de transformer notre société en une société technologique chef de file axée sur le contenu en faisant en sorte qu'il soit plus facile pour nos clients de faire affaire avec nous, en modernisant et en réduisant la complexité de l'organisation de nos activités et de nos technologies et en simplifiant notre portefeuille de produits. Nous sommes d'avis que nos initiatives dans le cadre du programme de changement seront pour l'essentiel menées à bien dans 24 mois et nécessiteront un investissement compris entre 500 et 600 millions de dollars en 2021 et en 2022.

Notre capacité à gérer avec brio les changements organisationnels souhaités est essentielle au succès futur de notre entreprise. Notre réputation et nos résultats d'exploitation pourraient en particulier être compromis si le moral, l'engagement ou la productivité de nos employés baissait en raison de changements visant la structure organisationnelle ou la simplification.

En outre, nous pourrions ne pas être en mesure de réaliser les économies de coûts et les synergies que nous attendons de notre programme de changement et des autres initiatives stratégiques actuelles compte tenu de divers risques, notamment des défis opérationnels dans les secteurs visés, des difficultés liées à l'intégration de services partagés dans notre entreprise, des indemnités de départ ou des coûts de maintien du personnel plus élevés que prévu, des charges indirectes plus élevées que prévu, des retards dans le déroulement prévu d'activités liées à nos initiatives ainsi que d'autres coûts imprévus découlant de l'exploitation de notre entreprise. Si nous n'étions pas en mesure de réaliser les économies de coûts et les synergies que nous attendons de notre programme de changement et des autres initiatives stratégiques, notre rentabilité et nos marges connexes pourraient s'en ressentir.

Si nous ne continuons pas à attirer, à motiver et à fidéliser des membres de la direction et des employés clés de grande qualité, talentueux et de la diversité, nous ne serons pas nécessairement en mesure de mettre en œuvre nos stratégies.

La réalisation et la mise en œuvre de nos stratégies dépendent de notre capacité à attirer, à motiver et à fidéliser des membres de la direction et des employés de grande qualité, talentueux et de la diversité dans tous nos secteurs d'activité. Nous livrons concurrence à de nombreuses entreprises qui sont à la recherche de personnes qualifiées, plus particulièrement des personnes ayant de l'expérience dans le domaine des technologies, de la cybersécurité, de la science des données, du marketing numérique, de l'informatique cognitive et de l'intelligence artificielle. La concurrence pour les professionnels travaillant au sein de nos secteurs Professionnels du droit, Grandes sociétés et Fiscalité et comptabilité en particulier peut aussi être intense puisque d'autres sociétés tentent de mieux se positionner dans nos segments de marché. Tout changement organisationnel futur pourrait également faire en sorte que le taux de départs de nos employés augmente. Si nous ne sommes pas en mesure de continuer à trouver du personnel compétent pour nos entreprises ni à l'attirer, à le motiver et à le fidéliser, cela pourrait avoir un effet défavorable sur notre capacité à mettre en œuvre nos stratégies.

Nous pourrions être incapables de tirer la totalité des avantages prévus de nos acquisitions, coentreprises, placements ou cessions actuels ou futurs.

Bien que nous cherchions à stimuler notre croissance interne, les acquisitions ont joué un grand rôle dans notre stratégie de croissance visant à agrandir et à améliorer nos produits, nos services et notre clientèle et à entrer dans de nouvelles régions. En 2020, nous avons fait l'acquisition de Pondera Solutions et de CaseLines et en 2019, nos acquisitions incluaient Confirmation, HighQ et FC Business Intelligence (qui porte maintenant la dénomination sociale de Reuters Events). En 2020, Reuters Events a annulé des conférences en personne en réponse à la COVID-19. Bien que l'entreprise ait pu transformer bon nombre de ces conférences en événements virtuels, elle n'a pas été en mesure de récupérer toutes les pertes de revenus découlant des annulations.

Dans l'avenir, nous pourrions ne pas réussir à repérer des occasions d'acquisition attrayantes, ou à faire des acquisitions selon des modalités satisfaisantes pour notre société du point de vue commercial. De plus, la concurrence à l'égard des acquisitions au sein des secteurs dans lesquels nous exerçons des activités s'est intensifiée au cours des dernières années et pourrait accroître les prix d'achat des acquisitions, ce qui pourrait faire en sorte que nous nous abstenions de faire certaines d'entre elles. Nous pourrions également être soumis à une réglementation accrue de la part des autorités en matière de concurrence et des autorités antitrust dans le cadre des acquisitions. L'atteinte des rendements et la réalisation des synergies prévus à l'égard des acquisitions déjà effectuées et des acquisitions futures dépendront, en partie, de notre capacité à intégrer de façon économique et efficace des produits et des services, des technologies, des fonctions administratives et des membres du personnel de ces entreprises au sein de nos secteurs. Nous ne pouvons vous garantir que nous y parviendrons, que le rendement de nos entreprises acquises atteindra les niveaux prévus, ni que nous produirons ces synergies. Les ressources de la direction pourraient aussi être détournées de l'exploitation de nos activités existantes pour répondre à des problèmes posés par l'intégration de certaines acquisitions. Si nous ne

réussissons pas à intégrer les entreprises acquises, nos produits des activités ordinaires et nos bénéfices pourraient être inférieurs aux prévisions. Nos marges bénéficiaires pourraient également être réduites, ou diluées, après l'acquisition de sociétés dont les marges bénéficiaires sont inférieures à celles de nos activités existantes. Certaines acquisitions pourraient initialement donner lieu à des pertes, qui pourraient réduire notre résultat par action dans certaines périodes.

Par le passé, nous avons également décidé, à l'occasion, de céder des actifs ou des entreprises qui ne correspondaient plus aux objectifs stratégiques ou qui ne se conformaient plus à notre portefeuille d'activités actuel (notamment notre ancienne unité Activités financières et risque qui constitue maintenant l'entreprise Refinitiv de LSEG). De telles opérations peuvent comporter des défis et des risques. Rien ne garantit que des cessions futures auront lieu ou, si elles ont lieu, rien ne garantit qu'une plus-value sera réalisée dans le cadre de l'opération. Le processus d'examen de solutions de rechange ou de vente d'une entreprise pourrait également avoir une incidence défavorable sur les décisions prises par les clients, et causer de l'incertitude et avoir une incidence défavorable sur notre capacité à attirer, à fidéliser et à motiver les employés clés. Tout défaut ou retard lié à une cession pourrait avoir un effet défavorable sur nos résultats financiers et sur notre capacité à mettre en œuvre notre stratégie. Bien que nous ayons mis en place des procédures et des processus afin d'atténuer ces risques, il n'existe aucune garantie que ces opérations seront réalisées avec succès. De plus, la réalisation de cessions et la gestion des arrangements postérieurs à la clôture entraînent l'engagement de coûts et l'affectation de ressources. Dans le cadre de cessions réalisées, la participation financière dans l'entreprise cédée peut également se poursuivre à la suite de l'opération, par exemple du fait de garanties, d'indemnités, d'ententes de services de transition ou d'autres obligations financières.

La valeur de nos actions de LSEG qui sont cotées en bourse fait l'objet de fluctuations et de volatilité sur les marchés mondiaux. Une baisse marquée du prix par action de LSEG ou un déclin marqué du taux de change de la livre sterling britannique en dollar américain réduirait la valeur de notre placement. Tel qu'il est précisé ci-après dans le présent rapport annuel, sous réserve de certaines exceptions, nous sommes assujettis au blocage de nos actions de LSEG jusqu'au 29 janvier 2023. Au cours de chacune des trois et des quatre années suivant la clôture (à compter du 30 janvier 2023 et du 30 janvier 2024, respectivement), le consortium de notre société et de Blackstone aura le droit de vendre au total un tiers des actions de LSEG qui nous ont été émises. L'entente de blocage prendra fin le 29 janvier 2025. À la date de clôture du 29 janvier 2021, nous étions indirectement propriétaires d'environ 82,5 millions d'actions de LSEG ayant une valeur marchande d'environ 9,8 milliards de dollars, compte tenu du cours de clôture par action de LSEG le 28 janvier 2021.

L'exploitation à l'échelle mondiale comporte des défis que nous ne pourrions pas nécessairement relever et qui pourraient avoir une incidence défavorable sur notre capacité de croissance.

En 2020, 79 % de nos produits des activités ordinaires proviennent des États-Unis. Cependant, dans le cadre de nos efforts de mondialisation, nous disposons d'équipes régionales, surtout dans les marchés émergents, qui travaillent dans tous nos secteurs pour combiner l'expertise locale aux capacités mondiales afin de répondre aux besoins précis des clients. Nous modifions parfois les produits et services existants pour les marchés locaux, et nous en développons aussi expressément pour des marchés locaux. Au 31 décembre 2020, environ 53 % de nos employés étaient situés à l'extérieur des États-Unis.

Nous estimons qu'il existe des avantages à exercer des activités à l'échelle mondiale, notamment la réduction proportionnelle du risque lié au développement des marchés d'un seul pays ou d'une seule région. Cependant, il existe certains risques inhérents à l'exploitation à l'échelle mondiale qui peuvent avoir une incidence défavorable sur notre entreprise et sur notre capacité de croissance. Il s'agit notamment des risques qui suivent :

- difficultés de pénétration de nouveaux marchés en raison de la présence de concurrents bien établis et bien implantés;
- difficultés liées à la mise au point de produits et de services personnalisés selon les besoins des clients locaux;
- manque d'acceptation ou de connaissance locale de nos produits et services;
- manque de reconnaissance de nos marques;
- ralentissements économiques, instabilité et volatilité des marchés locaux et instabilité politique des gouvernements;
- impossibilité de trouver des entreprises locales dans le but d'en faire l'acquisition ou de créer des coentreprises;
- exposition à des mesures gouvernementales ou réglementaires éventuellement défavorables dans des pays où nous exerçons des activités;
- taux d'inflation accrus dans les pays dans lesquels nous exerçons nos activités;

- incidence de la fluctuation des devises sur les prix facturés aux clients locaux, notamment lorsque le dollar américain s'apprécie;
- changements apportés aux lois et aux politiques qui touchent les échanges et les placements dans d'autres territoires;
- nécessité de demeurer conforme à une panoplie de lois et de règlements qui parfois se contredisent d'un pays à l'autre où nous exerçons des activités.

Tout changement défavorable dans l'un de ces domaines pourrait faire en sorte que nos résultats réels diffèrent de façon marquée des résultats prévus. Les défis associés à une exploitation à l'échelle mondiale pourraient augmenter pour notre société, au fur et à mesure que nous poursuivons notre expansion dans des régions géographiques qui offrent, à notre avis, les meilleures occasions de croissance.

Nous tirons un pourcentage important de nos produits des activités ordinaires des renouvellements d'abonnements et notre capacité à maintenir les produits des activités ordinaires actuels et à dégager des produits des activités ordinaires plus élevés dépend en partie du maintien d'un taux de renouvellement élevé.

En 2020, 80 % de nos produits des activités ordinaires étaient tirés des abonnements ou d'ententes contractuelles semblables, ce qui a donné lieu à des produits des activités ordinaires récurrents. Nos produits des activités ordinaires reposent sur une base de coûts relativement fixe sur laquelle les fluctuations des produits des activités ordinaires n'ont généralement pas d'incidence. Comme une forte proportion de nos produits des activités ordinaires sont récurrents, nous sommes d'avis que notre profil de produits des activités ordinaires est habituellement stable, comparativement aux autres modèles d'entreprise qui concernent principalement la vente de produits dans le cadre d'ententes bilatérales ou ponctuelles. Cependant, cela signifie également qu'il existe un décalage dans la concrétisation des conséquences d'une vente ou d'une annulation dans nos produits déclarés, puisque nous constatons des produits sur toute la durée de l'entente. En raison de ce décalage, nos produits des activités ordinaires tendent habituellement à diminuer moins rapidement lorsque la conjoncture économique se détériore, mais ils sont également souvent plus lents à renouer avec la croissance lorsque l'activité économique s'améliore, comparativement aux autres entreprises qui n'évoluent pas selon un mode par abonnement. Nos produits des activités ordinaires liés aux opérations (10 % de nos produits des activités ordinaires en 2020), qui comprennent les honoraires établis en fonction du volume liés aux recherches en ligne, les frais tirés des licences de logiciels et les honoraires professionnels provenant d'ententes de services et de consultation, fluctuent lorsque la conjoncture économique se détériore, comment pendant la pandémie de COVID-19.

Nos ententes relatives aux abonnements et ententes contractuelles semblables ont généralement une durée allant de un à cinq ans, que la plupart des clients renouvellent à la fin de chaque période d'abonnement. Les dates de renouvellement sont échelonnées sur l'année. Bon nombre de nos ententes avec des clients sont assorties de clauses de renouvellement automatiques, mais les clients sont souvent en mesure de résilier ces ententes avant le renouvellement automatique pour une nouvelle période sur remise d'un préavis dans un délai précisé. Afin de maintenir nos produits des activités ordinaires actuels et de générer des produits des activités ordinaires supérieurs, nous dépendons du fait qu'un grand nombre de nos clients renouvellent leurs ententes avec nous. Nos produits des activités ordinaires pourraient être moindres si un nombre important de nos clients renouvelaient leurs ententes avec nous, mais réduisaient le montant de leurs dépenses.

Nous dépendons de tiers pour obtenir des données, des renseignements et d'autres services.

Nous obtenons des quantités importantes de données et de renseignements au moyen d'ententes de licence conclues avec des fournisseurs de contenu, dont certains pourraient être considérés comme des concurrents. Certains fournisseurs pourraient tenter d'augmenter leurs tarifs pour fournir du contenu ou des services exclusifs, et d'autres pourraient ne pas offrir à notre société de renouveler les ententes existantes. Nous sommes également tributaires des sources publiques pour certaines données et certains renseignements.

De plus, nous dépendons de fournisseurs de services tiers pour les télécommunications et d'autres services que nous avons impartis, comme certaines fonctions administratives liées aux ressources humaines, la gestion des installations et les services TI.

Notre incapacité à maintenir ou à renégocier des ententes acceptables sur le plan commercial avec ces fournisseurs de contenu ou de services, ou à trouver des fournisseurs de remplacement ou de rechange de contenu ou de services équivalents pourrait avoir une incidence défavorable sur nos activités. Nos produits des activités ordinaires et nos marges pourraient également être réduits si certains de nos concurrents obtenaient des droits exclusifs à l'égard de la fourniture ou de la distribution de certains types de données ou de renseignements qui sont perçus comme essentiels par nos clients.

Nos marques et notre réputation sont des actifs importants de la société, et elles constituent un élément clé de notre capacité à demeurer une source fiable de renseignements et de nouvelles.

L'intégrité de nos marques et de notre réputation constitue un élément clé de notre capacité à demeurer une source fiable de renseignements et de nouvelles, et à attirer et à conserver des clients. Toute publicité négative concernant notre société, ou des problèmes réels, allégués ou perçus touchant l'un de nos produits ou de nos services pourraient nuire à notre relation avec nos clients.

Nous avons octroyé à Refinitiv une licence lui permettant de commercialiser ses produits et services, et d'utiliser la dénomination sociale de la société sous la marque « Reuters », sous réserve des restrictions applicables énoncées dans l'accord de licence de marque visant à protéger la marque « Reuters ». Bien que nous comprenions que Refinitiv ne prévoit pas commercialiser ses produits et services ou la dénomination sociale de l'entreprise sous la marque « Reuters » aux termes de sa stratégie à long terme, toute action de la part de Refinitiv sous le nom de Reuters pourrait entacher la réputation de notre entreprise, malgré les dispositions de protection de l'accord de licence. La licence demeure en vigueur à la suite de la vente de Refinitiv à LSEG.

L'incapacité de protéger nos marques, ou l'incapacité, pour notre société, de maintenir les principes de confiance de Thomson Reuters pourrait également avoir une incidence défavorable sur notre crédibilité à titre de fournisseur de contenu de confiance, et avoir une incidence négative sur notre entreprise de renseignements et de nouvelles.

Nous pourrions devoir inscrire dans l'avenir des charges pour dépréciation qui réduiraient nos actifs et nos bénéfices déclarés.

Le goodwill et les autres immobilisations incorporelles identifiables constituent une partie substantielle du total de nos actifs. Nous sommes tenus, selon les IFRS, de soumettre notre goodwill et nos immobilisations incorporelles identifiables dont la durée de vie est indéterminée à un test de dépréciation, et ce, chaque année. Nous sommes également tenus, selon les IFRS, de procéder à une révision intermédiaire ou périodique de notre goodwill et de nos immobilisations incorporelles identifiables, si des événements ou l'évolution des circonstances indiquent une dépréciation éventuelle. Dans le cadre du test de dépréciation, notre société doit faire des estimations importantes quant à notre rendement et à nos flux de trésorerie futurs, de même que formuler d'autres hypothèses. Certains facteurs, notamment économiques, juridiques, réglementaires, concurrentiels et contractuels, ainsi que l'évolution du cours de l'action de notre société et de sa capitalisation boursière, peuvent avoir une incidence sur ces hypothèses. Si notre test indiquait une dépréciation par rapport aux justes valeurs actuelles, nous pourrions devoir comptabiliser une charge pour dépréciation dans la période au cours de laquelle cette détermination a été faite. La constatation d'une charge pour dépréciation réduirait nos actifs et nos bénéfices déclarés.

Risques d'ordre juridique et réglementaire

Nous pourrions subir des répercussions défavorables par suite de modifications apportées aux lois et aux règlements en matière de protection des renseignements personnels, de sécurité des données, de protection des données et autre, ce qui pourrait avoir une incidence sur la manière dont nous offrons nos produits et services et comment nous recueillons et utilisons l'information.

Les modifications apportées aux lois et aux règlements auxquels sont assujettis les secteurs d'activité de nos clients ont également une incidence sur notre manière d'offrir des produits et des services à nos clients. Le cadre réglementaire évolutif entraîne aussi la création de nouveaux types de services, ce qui pourrait s'avérer lucratif pour nos secteurs Professionnels du droit, Grandes sociétés et Fiscalistes et comptables. Cependant, des changements réglementaires ou législatifs pourraient aussi réduire la demande pour certains de nos produits ou services.

Il y a un grand nombre de lois se rapportant à la protection de la vie privée, à la sécurité des données, à la protection des données, à la lutte contre le blanchiment d'argent, aux communications électroniques et mobiles, au commerce électronique, au marketing direct, à la publicité numérique et à l'utilisation de dossiers publics qui sont devenues plus courantes et élaborées au cours des dernières années. La proportion de la population mondiale dont les données sont protégées par des exigences de sécurité de base devrait augmenter et les pouvoirs d'application des autorités de réglementation devraient également s'accroître.

Dans le cours normal des affaires, nous recueillons, nous stockons, nous utilisons et nous transmettons certains types de renseignements qui sont régis par un nombre croissant de lois et de règlements. Plus particulièrement, les lois et règlements visant la sécurité des données, la protection des données et la protection des renseignements personnels auxquels nous sommes assujettis varient souvent en fonction du territoire et comprennent, notamment, le *Règlement général sur la protection des données* (« RGPD »), ainsi que d'autres lois et règlements adoptés par le gouvernement fédéral des États-Unis ou par un des États des États-Unis sur la protection des données. Ces lois et règlements changent

continuellement, et le respect des lois et règlements pertinents engendre des coûts importants et exige beaucoup de temps.

- Le RGPD prévoit des exigences en matière de protection des données et des obligations de conformité connexes au sein de l'UE. Un manquement grave au RGPD pourrait se solder par des amendes administratives pouvant atteindre 4 % de nos produits des activités ordinaires annuels à l'échelle mondiale, et des amendes pouvant atteindre 2 % de nos produits des activités ordinaires annuels à l'échelle mondiale peuvent être imposées pour d'autres types de violation. À la suite de la récente sortie du R.-U. de l'Union européenne et de l'expiration de la période de transition, nous serons également assujettis à la loi sur la protection des données du R.-U. qui impose des obligations et des pénalités similaires à celles prévues par le RGPD.
- En 2020, la loi de la Californie intitulée *California Consumer Privacy Act* (la « CCPA ») est entrée en vigueur; cette loi prévoit de nouvelles exigences pour le traitement des données personnelles et accorde aux consommateurs de nouveaux droits en matière de respect de la vie privée. Des infractions à la CCPA peuvent entraîner des sanctions civiles et conférer aux consommateurs un droit de poursuite en cas d'atteinte à la protection des données, ce qui pourrait rehausser les litiges liés aux fuites de données. D'autres instances législatives ou réglementaires du gouvernement fédéral ou d'États américains ont adopté ou envisagent d'adopter des lois semblables, et ces lois, si elles sont adoptées, pourraient représenter des risques pour nous ou éventuellement entraîner des coûts.
- Dans l'Union européenne, un projet de loi connu sous le nom de règlement concernant la vie privée et les communications électroniques, ou règlement sur la protection de la vie privée, remplacerait la réglementation de l'UE connue sous le nom de directive sur la protection de la vie privée, à laquelle nous sommes actuellement assujettis. Le règlement sur la protection de la vie privée concerne le respect de la vie privée à l'égard des services de communications électroniques et les données que possèdent ces services. Le règlement sur la protection de la vie privée est toujours en cours d'élaboration et sous forme d'ébauche, et l'échéancier pour son adoption ainsi que son efficacité demeurent incertains. Le règlement sur la protection de la vie privée pourrait exiger la modification de certaines de nos pratiques à l'égard des données, et la conformité à ce règlement pourrait occasionner des coûts supplémentaires pour notre société. De plus, la loi sur les services numériques (la « LSN ») et la loi sur les marchés numériques (la « LMN ») proposées par l'Union européenne élargiront la réglementation visant la protection des consommateurs et les technologies tout en la rendant plus complexe.
- La législation actuelle et proposée dans d'autres pays et régions du monde qui porte sur la protection de la vie privée, la sécurité des données, la protection des données et d'autres enjeux connexes peut également avoir une incidence sur notre façon de livrer des produits et des services et de recueillir et d'utiliser les renseignements.

Certaines de ces lois et certains de ces règlements comprennent un « droit à l'oubli », le droit pour les particuliers de refuser la transmission de leurs données à des tiers ou celui de s'y opposer ainsi que le droit d'être avisé lorsque des données sont communiquées. L'exercice de tels droits pourrait avoir des répercussions défavorables sur la viabilité et la valeur apparente de certains de nos produits de contrôle.

Nous sommes également assujettis aux lois en matière de localisation des données dans certains pays, ce qui nous oblige à enregistrer et à traiter certains types de données à l'intérieur même d'un pays donné. Nous sommes également assujettis à diverses restrictions visant le transfert de données, notamment à la suite d'actions en justice introduites dans l'Union européenne et de la sortie du Royaume-Uni de l'Union européenne, lesquelles restrictions soit limitent notre capacité à transférer des données d'un pays à un autre, soit exigent que nous garantissons un certain niveau de protection au moment de procéder à un tel transfert. Le cadre réglementaire en vigueur dans les différents pays où nous exerçons des activités évolue et, parfois, comprend des règles locales strictes quant à l'utilisation (ou quant aux restrictions applicables à l'utilisation) de techniques de cryptage, ainsi que de vastes droits gouvernementaux liés à la surveillance Internet et des règlements sur les transmissions Internet.

Il se pourrait que des lois et des règlements actuels, proposés ou nouveaux, y compris des changements dans l'interprétation que font les tribunaux de ces lois et de ces règlements :

- imposent des restrictions sur notre collecte et utilisation de certains types de renseignements et limitent notre capacité à communiquer ces renseignements de façon efficace à nos clients;
- imposent des restrictions sur la collecte et l'utilisation d'analyses de produits et de données sur les utilisateurs;
- augmentent nos coûts d'exploitation ou nous obligent à changer certaines de nos pratiques commerciales actuelles;
- se contredisent d'un pays à l'autre (comme la loi des États-Unis intitulée *Foreign Corrupt Practices Act*, la loi du Royaume-Uni intitulée *Bribery Act* et des lois semblables).

Les mesures gouvernementales (y compris les lois ou les politiques gouvernementales qui limitent l'utilisation de sociétés, d'équipements ou de services précis qui sont réputés des domaines d'intérêt national sensibles) peuvent aussi donner lieu à des incertitudes sur le plan juridique. Il est difficile de prédire sous quelle forme seront adoptés, modifiés ou abrogés des lois et des règlements, de quelle façon ils seront interprétés par les tribunaux compétents ou dans quelle mesure ces changements pourraient avoir une incidence défavorable sur nous.

Bien que nous ayons mis en œuvre des politiques et des procédures visant à garantir notre conformité aux lois, aux règles et aux règlements applicables, nous pourrions faire l'objet de pénalités en cas de violation de ceux-ci et notre réputation pourrait en souffrir.

Certaines questions fiscales, y compris les modifications apportées aux lois, aux règlements et aux conventions liés à la fiscalité, pourraient avoir une incidence sur notre taux d'imposition effectif ainsi que sur nos résultats d'exploitation.

Nous exerçons nos activités dans bon nombre de pays du monde et nos bénéfices sont imposés dans beaucoup de territoires différents et à des taux qui varient. Nous cherchons à faire en sorte que notre exploitation soit efficace sur le plan fiscal, compte tenu des territoires dans lesquels nous faisons affaire. En 2020, notre taux d'imposition effectif était inférieur au taux d'imposition canadien du revenu des sociétés en raison principalement du fait que des taux d'imposition inférieurs et des règles fiscales différentes s'appliquent à certaines de nos filiales actives et de nos filiales de financement à l'extérieur du Canada. Notre taux d'imposition effectif a varié par le passé et fluctuera vraisemblablement dans l'avenir, en fonction de la combinaison des territoires qui ont compétence fiscale dans lesquels les bénéfices et les pertes avant impôts sont constatés. Notre taux d'imposition effectif et notre coût fiscal au comptant futurs dépendront des lois applicables dans bon nombre de pays ainsi que des dispositions de diverses conventions fiscales conclues entre divers pays dans lesquels nous exerçons nos activités. Toute modification apportée aux lois et aux règlements d'ordre fiscal (y compris l'éventuelle augmentation du taux d'imposition fédéral américain sur le revenu des sociétés et d'autres changements dans la politique fiscale proposés par l'administration Biden), aux conventions internationales et aux normes comptables fiscales et/ou toute incertitude quant à leur application et à leur interprétation tout comme les changements dans la répartition géographique de nos bénéfices pourraient avoir une incidence défavorable sur nos résultats (en particulier notre charge fiscale) et sur notre taux d'imposition effectif. Les changements apportés à la fiscalité ou les décisions en matière d'impôt pourraient également nécessiter la révision de nos déclarations de revenus produites antérieurement, ce qui, s'il s'agissait d'une révision défavorable, pourrait avoir une incidence défavorable sur nos résultats. Les lois et les règlements portant sur la fiscalité qui s'appliquent à notre société pourraient également être modifiés par les autorités compétentes en raison de toute variation des circonstances ou des priorités relatives à l'impôt. Ces types de modifications, ou leur application à notre société, pourraient nuire à nos résultats. En outre, nous sommes soumis à des audits et des examens périodiques réalisés par l'administration fiscale au Canada et dans d'autres territoires dans le cours normal de nos activités. Bien que nous soyons d'avis que nos déclarations de revenus font état d'une situation fiscale adéquate, l'administration fiscale pertinente pourrait contester certaines d'entre elles. Si une telle contestation avait des conséquences néfastes, cela pourrait avoir une incidence défavorable sur nos résultats financiers et nos activités pour la période en cause et sur une base continue.

Bon nombre de gouvernements de territoires dans lesquels nous faisons affaire sont confrontés à des défis et à des déficits budgétaires. Ils pourraient donc chercher à accroître leurs revenus tirés de l'impôt par l'augmentation du nombre d'audits et par des réformes fiscales. Plusieurs projets législatifs liés à la fiscalité ont été proposés ou sont en cours de discussion qui pourraient, s'ils devenaient lois, avoir une incidence défavorable sur notre situation fiscale et/ou nos obligations fiscales. L'Organisation de coopération et de développement économiques (« OCDE »), qui regroupe des pays membres qui comprennent bon nombre des territoires dans lesquels nous exerçons nos activités, travaille actuellement sur une approche coordonnée et multijuridictionnelle pour aborder les enjeux des systèmes fiscaux actuels associés à l'érosion de la base d'imposition et au transfert de bénéfices (« BEPS ») et la numérisation de l'économie qui, selon l'OCDE, peuvent donner lieu à de l'évitement fiscal par des sociétés implantées à l'échelle mondiale. Les récentes propositions de l'OCDE visant à aborder les enjeux fiscaux qui accompagnent la numérisation de l'économie, si elles sont finalisées et adoptées par les pays qui en font partie, créeront vraisemblablement de l'incertitude sur le plan fiscal et pourraient nuire à nos résultats financiers.

Divers pays ont adopté ou prévoient adopter des impôts et taxes sur les services numériques, ce qui pourrait assujettir les multinationales, comme Thomson Reuters, à un impôt dans d'autres territoires ou à un impôt supplémentaire dans des territoires où elles sont déjà passibles d'un impôt.

La loi intitulée *Tax Cuts and Jobs Act* (la « Loi de l'impôt ») impose des calculs complexes ainsi que la prise de décisions et l'établissement d'estimations importantes. La Loi de l'impôt comprend un certain nombre de dispositions susceptibles de neutraliser certains avantages associés à la réduction du taux d'imposition. Ces dispositions incluent de nouvelles restrictions sur les déductions des frais d'intérêt et l'ajout d'un impôt minimal aux termes duquel certains paiements

effectués aux membres du même groupe qu'une société situés à l'étranger ne seront plus déductibles. Le département du Trésor des États-Unis, l'Internal Revenue Service, et les organismes de normalisation pourraient publier d'autres règlements ou d'autres directives sur la manière dont les dispositions de la Loi de l'impôt s'appliqueront ou seront administrées, et celle-ci pourrait différer de notre interprétation, et certains aspects de la Loi de l'impôt pourraient être abrogés ou modifiés dans la législation à venir. Au fur et à mesure de nos futures analyses et des nouveaux renseignements que nous obtiendrons, et à la lumière des directives réglementaires à venir, nous pourrions devoir ajuster nos états financiers, ce qui pourrait avoir une incidence défavorable importante sur l'impôt fédéral que nous aurons à payer aux États-Unis, notre situation financière et nos résultats d'exploitation pour les périodes durant lesquelles ces ajustements seront faits.

Nous nous attendons à ce que notre société continue de résider au Canada uniquement aux fins fiscales. Toutefois, si notre société devait cesser d'être un résident du Canada uniquement aux fins fiscales (y compris du fait de changements apportés aux lois applicables ou aux pratiques réglementaires canadiennes), nous pourrions être exposés à des incidences fiscales défavorables.

Nous exerçons des activités dans un environnement propice aux litiges, ce qui peut avoir un effet défavorable sur nos résultats financiers.

Nous pouvons être impliqués dans des poursuites judiciaires ou des réclamations dans le cours normal des affaires, y compris des litiges portant sur des questions en matière d'emploi, des questions de nature commerciale, des plaintes pour libelle, en diffamation ou pour atteinte à la vie privée, et des allégations concernant l'atteinte aux droits de propriété intellectuelle. Que ces poursuites judiciaires et réclamations soient fondées ou non, celles-ci peuvent être dispendieuses, chronophages ou encore nuire à notre réputation et, pour ces raisons, nous pourrions conclure des ententes pour régler un litige. Bien que nous ayons en place des assurances à l'égard de certaines obligations éventuelles, ces assurances ne couvrent pas tous les types ni tous les montants des obligations éventuelles et prévoient également de nombreuses exclusions et des montants maximaux assurables. En raison de l'incertitude inhérente au processus judiciaire, la résolution de toute poursuite judiciaire particulière pourrait amener des changements dans nos produits et pratiques commerciales et pourrait avoir une incidence défavorable importante sur notre situation financière et nos résultats d'exploitation.

Nous dépendons dans une large mesure de la technologie et des droits qui y sont liés. Il est arrivé à l'occasion que nous ayons été poursuivis par d'autres sociétés alléguant que nous avions violé leurs brevets. Notre société (ainsi que d'autres) ont dû composer avec des réclamations alléguées par des tierces parties, dont l'activité unique ou principale est de monétiser des brevets. Si une poursuite en contrefaçon à l'encontre de notre société était accueillie, nous pourrions être tenus d'indemniser la tierce partie qui a intenté la poursuite en lui versant une somme forfaitaire ou des droits de licence continus, afin de pouvoir continuer à vendre un produit ou un service donné. Ce type d'indemnisation pourrait être important et viendrait s'ajouter aux frais juridiques et autres coûts que nous engagerions pour assurer la défense. Il se pourrait également qu'un tribunal nous empêche ou nous interdise de fournir le produit ou le service en question.

En outre, nous pourrions devoir défendre ou indemniser les clients qui ont été poursuivis pour avoir supposément contrefait le brevet d'une tierce partie, dans le cadre de leur utilisation de l'un de nos produits ou de nos services. La préparation d'une réponse aux réclamations en matière de propriété intellectuelle, qu'elles soient valides ou non, peut accaparer notre personnel spécialisé en technologie et nos membres de la direction.

Les réclamations ou les enquêtes antitrust ou liées à la concurrence pourraient entraîner des changements dans nos pratiques d'exploitation et se révéler coûteuses.

Nous sommes assujettis aux lois antitrust et aux lois sur la concurrence applicables ainsi qu'aux règlements connexes dans les pays où nous exerçons des activités. Ces lois et ces règlements visent à prévenir et à interdire les activités anticoncurrentielles. À l'occasion, nous pourrions faire l'objet de réclamations ou d'enquêtes antitrust ou liées à la concurrence. À la suite d'une telle réclamation ou enquête, il se pourrait que nous devions changer la façon dont nous offrons un produit ou un service particulier, et si, selon les conclusions d'une telle réclamation ou enquête, nous avons violé les lois antitrust ou les lois sur la concurrence ou les règlements connexes, nous pourrions subir des amendes ou des pénalités. Toute réclamation ou enquête antitrust ou liée à la concurrence pourrait être coûteuse pour notre société en termes de temps et d'argent, et elle pourrait avoir une incidence défavorable sur notre situation financière et nos résultats d'exploitation.

Risques liés aux marchés financiers

La fluctuation des taux de change et des taux d'intérêt ainsi que la volatilité des marchés à l'échelle mondiale pourraient avoir une incidence importante sur nos produits des activités ordinaires et nos bénéfices déclarés.

Nos états financiers sont libellés en dollars américains et, par conséquent, sont assujettis aux fluctuations des taux de change à la conversion des données financières des entreprises dont la monnaie fonctionnelle n'est pas le dollar américain. Nous recevons des produits des activités ordinaires et engageons des dépenses dans de nombreuses monnaies et sommes, par conséquent, exposés à l'incidence des fluctuations de change de diverses monnaies. Nous surveillons la stabilité financière des pays étrangers dans lesquels nous exerçons des activités. La volatilité et l'incertitude des marchés mondiaux dans l'avenir pourraient avoir une incidence défavorable sur nos résultats.

Des fluctuations de taux de change dans notre exposition au risque de change peuvent engendrer des fluctuations dans nos états financiers consolidés. Si nos activités à l'extérieur des États-Unis continuent de s'étendre, nous nous attendons à ce que cette exposition augmente. Nous évaluons régulièrement notre exposition aux devises, et certaines de nos expositions les plus importantes aux devises étrangères à l'heure actuelle sont envers la livre sterling, le dollar canadien, l'euro, le réal brésilien, le dollar australien, le franc suisse et la roupie indienne. Nous avons par le passé, et pourrions également le faire dans l'avenir, couvert une partie de notre exposition aux devises étrangères s'il devient important de le faire pour nos résultats financiers.

En 2020, nous avons émis des billets échéant en 2025 d'un capital de 1,4 milliard de dollars canadiens, que nous avons couverts en dollars américains. Nous pourrions continuer d'émettre des titres d'emprunt qui ne sont pas libellés en dollars américains dans l'avenir et nous envisagerions de les couvrir en dollars américains, comme par le passé. De plus, une hausse des taux d'intérêt par rapport aux niveaux actuels pourrait avoir une incidence défavorable sur nos résultats dans des périodes futures.

Les notes qui nous sont attribuées peuvent être révisées à la baisse, ce qui peut nuire à notre accès au marché de la dette ou augmenter nos taux d'emprunt.

Notre accès au financement dépend, entre autres, du caractère approprié des conditions du marché et du maintien de notes à long terme convenables. Divers facteurs, y compris l'augmentation des niveaux d'endettement, la baisse des bénéfices, la baisse de la demande de la clientèle, l'accroissement de la concurrence, la détérioration subséquente de l'économie en général et de la conjoncture ainsi que la mauvaise presse, peuvent avoir une incidence défavorable sur nos notes. Toute révision à la baisse de nos notes de solvabilité pourrait limiter notre accès au marché de la dette ou augmenter nos taux d'emprunt. Pour de plus amples renseignements au sujet de nos notes de solvabilité actuelles, veuillez vous reporter aux rubriques « Rapport de gestion » et « Renseignements complémentaires — Notes des titres de créance » du présent rapport annuel.

Nous avons des obligations de financement importantes à l'égard des ententes de pension, lesquelles sont touchées par des facteurs indépendants de notre volonté.

Nous avons des obligations de financement importantes à l'égard de diverses ententes de pension, lesquelles sont touchées par des facteurs indépendants de notre volonté, y compris des facteurs liés aux marchés et des changements d'ordre législatif. Par le passé, nous avons effectué des cotisations à nos régimes de retraite dans le cadre du financement anticipé de certaines obligations. Nous pourrions devoir ou nous pourrions accepter de verser des cotisations supplémentaires à certains régimes de retraite dans l'avenir, et ces cotisations supplémentaires pourraient être importantes. En 2020, nous avons modifié notre régime de retraite américain afin de bloquer les accumulations d'années de service en date du 1^{er} janvier 2023.

Les évaluations des obligations pour les régimes importants sont réalisées par des actuaires indépendants et reposent sur des hypothèses quant aux niveaux de rémunération futurs, aux taux de mortalité prévus, à l'inflation, à la tendance relative aux coûts médicaux, et au taux d'actualisation pour mesurer les obligations. Ces hypothèses sont revues annuellement. Bien que nous estimions que ces hypothèses sont appropriées compte tenu de la conjoncture économique, des différences importantes dans les résultats réels ou des changements importants dans les hypothèses peuvent avoir une incidence marquée sur nos évaluations des obligations relatives aux mécanismes de pension et des dépenses futures connexes. Qui plus est, le rendement des marchés des titres de capitaux propres et des titres à revenu fixe, qui peut être tributaire de la conjoncture économique générale, y compris les taux d'intérêt et les taux d'inflation et de change, peut avoir une incidence sur le niveau de financement de nos régimes par capitalisation et de nos cotisations obligatoires.

Risques liés à la structure organisationnelle

Woodbridge contrôle notre société et peut influencer notre gouvernance et notre exploitation.

Woodbridge avait la propriété effective d'environ 66 % de nos actions ordinaires en date du 3 mars 2021. Tant que Woodbridge maintient sa participation majoritaire dans notre société, elle sera généralement en mesure d'approuver les questions soumises à un vote majoritaire de nos actionnaires sans le consentement des autres actionnaires, y compris, entre autres, l'élection de notre conseil. De plus, Woodbridge peut être en mesure d'exercer une influence déterminante sur nos affaires tant commerciales qu'internes, le choix des membres de notre haute direction, l'acquisition ou la disposition de nos actifs, notre accès aux marchés financiers, le versement de dividendes et tout changement de contrôle de notre société, dans le cadre d'une fusion ou d'une acquisition notamment. Un tel contrôle peut avoir pour effet de limiter le prix que les investisseurs sont prêts à payer pour nos actions. En outre, la vente d'actions par Woodbridge ou la perception sur le marché qu'une telle vente pourrait avoir lieu peut avoir une incidence défavorable sur le cours de nos actions. Pour obtenir plus de renseignements, se reporter à la rubrique « Renseignements complémentaires — Woodbridge » du présent rapport annuel.

Thomson Reuters Founders Share Company détient une action de Thomson Reuters Founders dans notre société et pourrait avoir une incidence sur notre gouvernance et notre direction.

Thomson Reuters Founders Share Company a été établie pour protéger les principes de confiance de Thomson Reuters, y compris l'intégrité, l'indépendance et l'impartialité dans la collecte et la diffusion de renseignements et de nouvelles. Thomson Reuters Founders Share Company détient une action de Thomson Reuters Founders dans notre société. L'intérêt pour Thomson Reuters Founders Share Company de protéger les principes de confiance peut entrer en conflit avec nos autres objectifs d'affaires, mener à des frais ou à un fardeau additionnels pour nous ou autrement avoir une incidence sur notre direction et la gouvernance. De plus, l'action de Founders permet à Thomson Reuters Founders Share Company d'exercer un droit de vote extraordinaire pour protéger les principes de confiance et contrecarrer ceux dont les avoirs en actions comportant droit de vote de Thomson Reuters mettent en péril les principes de confiance. Par conséquent, Thomson Reuters Founders Share Company peut empêcher un changement de contrôle (y compris au moyen d'une offre publique d'achat ou d'une opération semblable) de notre société dans le futur. Nous avons accepté de ne pas donner effet à une vente (ou à une opération semblable) visant les activités de Reuters News à une tierce partie non liée, et de ne pas donner effet ni autoriser des acquisitions importantes par Reuters News, ou des cessions importantes de sa part, sans avoir reçu au préalable le consentement écrit de Thomson Reuters Founders Share Company. Ces droits de Thomson Reuters Founders Share Company peuvent avoir pour effet de limiter le prix que les investisseurs sont prêts à payer pour nos actions. Pour obtenir plus de renseignements, se reporter à la rubrique « Renseignements complémentaires — Contrats importants » du présent rapport annuel.

Rapport de gestion

Le présent rapport de gestion a pour objet de décrire notre performance des deux derniers exercices et de fournir de l'information sur notre situation financière et nos perspectives d'avenir, telles que la direction les perçoit. Nous recommandons au lecteur de le lire en parallèle avec nos états financiers consolidés annuels de 2020 et de 2019, puisqu'il vise à les compléter. Il contient des énoncés prospectifs qui comportent des risques et des incertitudes pouvant faire en sorte que nos résultats réels diffèrent de manière importante des résultats annoncés dans les énoncés prospectifs. Les énoncés prospectifs portent notamment sur nos perspectives sur trois ans, notamment la description de notre nouveau programme de transformation, et sur nos attentes à l'égard de la conjoncture économique en général (y compris les conséquences de la pandémie de COVID-19 sur l'économie américaine et mondiale) et des tendances du marché, de même que sur leur incidence prévue sur nos secteurs d'activité. Pour obtenir de l'information supplémentaire au sujet des énoncés prospectifs, des principales hypothèses et des risques importants qu'ils comportent, veuillez vous reporter aux rubriques du présent rapport de gestion intitulées « Perspectives » et « Renseignements supplémentaires – Mise en garde concernant les facteurs susceptibles d'avoir une incidence sur les résultats futurs ». Le présent rapport de gestion est en date du 3 mars 2021.

Le présent rapport de gestion contient les principales rubriques suivantes :

Résumé – Un aperçu de nos activités et des faits saillants financiers	38
Résultats d'exploitation – Une comparaison entre les résultats de l'exercice et ceux de l'exercice précédent	46
Situation de trésorerie et sources de financement – Une analyse de nos flux de trésorerie et de notre dette.....	59
Perspectives – Les tendances, nos priorités (notamment un exposé sur notre nouveau programme de transformation) et nos perspectives financières sur trois ans, y compris les principales hypothèses et les risques importants	68
Transactions entre parties liées – Une analyse des transactions avec The Woodbridge Company Limited (« Woodbridge »), actionnaire majoritaire et contrôlant, ainsi que notre ancienne participation dans Refinitiv	72
Événements postérieurs à la date de clôture – Une analyse des événements importants qui se sont produits après le 31 décembre 2020 et jusqu'à la date du présent rapport de gestion	74
Changements touchant les méthodes comptables – Une analyse des changements apportés à nos méthodes comptables.....	74
Estimations comptables et jugements critiques – Une analyse des estimations et des jugements critiques formulés par notre direction pour l'application des méthodes comptables.....	74
Renseignements supplémentaires – D'autres informations obligatoires à fournir	75
Annexes – Des informations supplémentaires, notamment en ce qui a trait à la performance de Refinitiv	78

Sauf indication contraire ou à moins que le contexte ne l'indique autrement, les termes « nous », « nos », « notre », la « société » et « Thomson Reuters » font référence à Thomson Reuters Corporation et à nos filiales.

Base de présentation

Nous dressons nos états financiers consolidés en dollars américains conformément aux Normes internationales d'information financière (« IFRS »), telles qu'elles ont été publiées par l'International Accounting Standards Board (« IASB »). Il y a lieu de se reporter à la rubrique « Renseignements supplémentaires » du présent rapport de gestion pour des informations sur les ajustements des résultats sectoriels des périodes précédentes.

Hormis le résultat par action, nous présentons nos résultats en millions de dollars américains, mais nous calculons les variations en pourcentage et les marges au dollar près pour plus de précision. En conséquence, les pourcentages et les marges calculés à partir des montants comptabilisés pourraient différer de ceux qui sont présentés, et certains totaux pourraient ne pas être exacts en raison de l'arrondissement des chiffres.

Mesures financières non conformes aux IFRS

Dans le présent rapport de gestion, nous analysons nos résultats sur une base conforme aux IFRS et sur une base non conforme aux IFRS. Nous utilisons des mesures financières non conformes aux IFRS à titre d'indicateurs supplémentaires de notre performance d'exploitation et de notre situation financière, de même qu'à des fins de planification interne et dans le cadre de l'établissement de nos perspectives commerciales. Nous sommes d'avis que ces mesures financières non conformes aux IFRS permettent une meilleure analyse de notre rendement. Les mesures financières non conformes aux IFRS n'ont pas de signification normalisée prescrite par les IFRS et sont donc difficilement comparables aux mesures similaires présentées par d'autres émetteurs, et elles ne devraient donc pas être considérées comme un substitut aux mesures du rendement financier calculé selon les IFRS.

Nos mesures financières non conformes aux IFRS comprennent :

- le BAIIA ajusté et la marge connexe;
- le BAIIA ajusté diminué des dépenses d'investissement et la marge connexe;
- le résultat ajusté et le résultat ajusté par action;
- la dette nette et notre ratio d'endettement correspondant à la dette nette divisée par le BAIIA ajusté;
- les flux de trésorerie disponibles;
- le rendement du capital investi.

Nous présentons également les variations de nos produits des activités ordinaires, de nos charges d'exploitation, de notre BAIIA ajusté et de la marge connexe, ainsi que de notre résultat ajusté par action, avant effet du change ou en « devises constantes ». Ces mesures excluent la distorsion qu'entraîne l'incidence des fluctuations du change afin d'améliorer la comparabilité des tendances que nos entreprises affichent d'une période à l'autre. Pour permettre une analyse plus poussée de la croissance des produits des activités ordinaires de nos entreprises actuelles en devises constantes, nous présentons la croissance interne des produits des activités ordinaires (définie dans le glossaire ci-après et à l'annexe A).

Il y a lieu de se reporter à l'annexe A du présent rapport de gestion pour obtenir une description des mesures financières non conformes aux IFRS que nous utilisons et des raisons pour lesquelles, à notre avis, ces mesures sont utiles à l'évaluation de notre performance, notamment de notre capacité à générer des flux de trésorerie. Il y a lieu de se reporter à la rubrique « Situation de trésorerie et sources de financement » ainsi qu'aux annexes B et D du présent rapport de gestion pour des rapprochements de ces mesures financières non conformes aux IFRS et des mesures financières conformes aux IFRS les plus directement comparables.

Glossaire – termes clés

Nous utilisons dans le présent rapport de gestion les termes suivants.

Terme	Définition
3 grands secteurs	Nos secteurs regroupés Professionnels du droit, Grandes sociétés, et Fiscalité et comptabilité
Blackstone	The Blackstone Group et ses filiales
pb	Points de base – un point de base correspond à 1/100 ^e de 1 %; 100 pb équivalent à 1 %.
programme de transformation	Initiative pluriannuelle qui vise à transformer notre société de portefeuille en une société d'exploitation, et la faire passer de fournisseur de contenu à société technologique de premier plan axée sur le contenu
devises constantes	Mesure non conforme aux IFRS établie en appliquant les mêmes taux de change à la période considérée et à la période correspondante de l'exercice précédent
COVID-19	Nouvelle souche de coronavirus qui a été qualifiée de pandémie par l'Organisation mondiale de la Santé en mars 2020
RPA	Résultat par action
secteur Activités financières et risque	Notre ancien secteur Activités financières et risque, qui correspond maintenant à l'entreprise Refinitiv de LSEG
vente ou transaction du secteur Activités financières et risque	Vente, conclue le 1 ^{er} octobre 2018, d'une participation de 55 % dans le secteur Activités financières et risque à des fonds de capital-investissement affiliés à Blackstone
LSEG	London Stock Exchange Group plc
s. o.	Sans objet
n. s.	Non significatif
croissance interne	Mesure non conforme aux IFRS reflétant les variations des produits des activités ordinaires issus de nos activités actuelles, en devises constantes. Elle exclut la distorsion liée aux acquisitions et aux cessions d'entreprises attribuable au fait que nous n'étions pas les propriétaires de l'entreprise au cours des deux périodes comparatives.
transaction visant LSEG et Refinitiv	Entente conclue avec des fonds de capital-investissement affiliés à Blackstone visant la vente de Refinitiv à LSEG
Refinitiv (maintenant l'entreprise Refinitiv de LSEG)	Dénomination de notre ancien secteur Activités financières et risque en date de la clôture de la transaction du secteur Activités financières et risque. Nous détenions une participation de 45 % dans Refinitiv entre le 1 ^{er} octobre 2018 et le 29 janvier 2021.
\$ et \$ US	Dollars américains

Résumé

La société

Thomson Reuters est un fournisseur de services d'information pour entreprises de premier plan. Nos produits comprennent des logiciels et des outils hautement spécialisés axés sur l'information et destinés aux professionnels du droit, de la fiscalité, de la comptabilité et de la conformité, ainsi que ceux de Reuters, l'agence de presse dont la présence est la plus importante à l'échelle internationale.

Nous comptons cinq secteurs à présenter soutenus par le siège social :

Professionnels du droit



Ce secteur propose des services de recherche et des produits de gestion des flux de travaux aux cabinets d'avocats et aux autorités gouvernementales. Son offre est axée sur des services de recherche en droit conviviaux propulsés par des technologies de pointe et des solutions intégrées de gestion des processus juridiques alliant contenu, outils et analyses.

Grandes sociétés



Ce secteur propose aux entreprises clientes, tant des petites entreprises que des organisations multinationales, dont les sept plus grands cabinets d'experts-comptables au monde, la gamme complète des solutions technologiques de contenu que nous offrons à l'intention de leurs professionnels du droit, de la fiscalité, de la réglementation, de la conformité et des TI à l'interne.

Fiscalité et comptabilité



Ce secteur propose aux professionnels en fiscalité, en comptabilité et en audit des cabinets d'experts-comptables (autres que les sept plus grands cabinets au monde, qui sont servis par notre secteur Grandes sociétés) des outils de recherche et des produits de gestion des flux de travaux axés sur des solutions fiscales conviviales et des solutions de gestion automatisée des processus fiscaux.

Reuters News



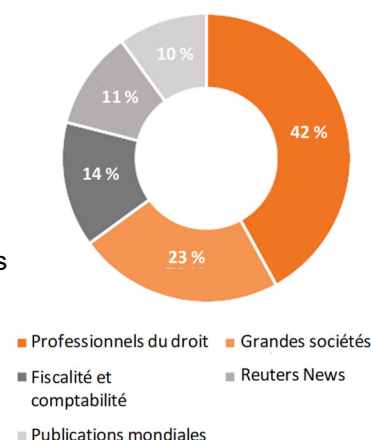
Ce secteur est un fournisseur de nouvelles économiques, financières, nationales et internationales à l'intention des professionnels par l'intermédiaire de terminaux de bureaux, notamment par Refinitiv, de groupes de médias du monde entier et d'événements sectoriels et directement aux consommateurs.

Publications mondiales



Ce secteur fournit des renseignements juridiques et fiscaux, essentiellement sous forme imprimée, à ses clients du monde entier.

Produits des activités ordinaires pour 2020



Le siège social assure la gestion centralisée des activités commerciales et technologiques, notamment celles visant nos capacités de vente, l'expérience client numérique et l'élaboration de produits et de contenus. Il assure également la gestion centralisée de diverses fonctions telles que les finances, le contentieux et les ressources humaines.

Notre modèle d'entreprise et les principales caractéristiques de notre exploitation

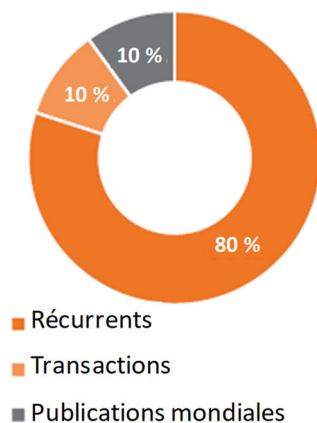
Nous réalisons la plus grande partie de notre chiffre d'affaires en vendant de l'information et des solutions logicielles à nos clients, principalement au moyen de services électroniques et d'abonnements. Nos solutions conjuguent nos connaissances approfondies du domaine avec des logiciels et des outils d'automatisation de pointe. Nous croyons que nos solutions de gestion des flux de travaux rendent nos clients plus productifs en simplifiant leur exploitation, ce qui leur permet de se concentrer sur des activités de plus grande valeur. Un grand nombre de nos clients ont intégré nos solutions dans leur flux de travail, ce qui nous permet d'enregistrer un taux de fidélisation élevé. Nous sommes d'avis que beaucoup de clients font confiance à Thomson Reuters en raison de notre feuille de route de fiabilité, de notre compréhension approfondie de leurs activités et de leurs secteurs d'activité, et du fait que nous leur fournissons des services sur lesquels ils peuvent compter pour naviguer dans un monde numérique de plus en plus complexe et en constante évolution.

Au fil des ans, notre modèle d'entreprise nous a permis d'utiliser judicieusement notre capital, de générer de la trésorerie, de conserver notre position de leader et de tirer parti de nos possibilités de croissance sur nos segments de marché de prédilection. Le tableau qui suit contient une description de quelques-unes des caractéristiques principales de nos activités et de notre exploitation.

Attrait des secteurs	Équilibre et diversification	Attrait du modèle d'entreprise	Situation concurrentielle avantageuse	Politiques financières rigoureuses
- Les activités de nos 3 grands secteurs sont exercées sur un marché actuellement estimé à 28 G\$, qui devrait progresser de 6 % à 8 % au cours des cinq prochaines années - Nos secteurs du droit, de la fiscalité et du gouvernement sont prêts pour des produits innovateurs axés sur le contenu	- Chef de file des segments de marché clés Professionnels du droit, Grandes sociétés et Fiscalité et comptabilité - Entreprises résilientes, historiquement stables, ce que confirme notre performance pendant la pandémie de COVID-19 - Environ 500 000 clients, le plus important client comptant pour environ 2 % des produits des activités ordinaires (compte non tenu du contrat de nouvelles et de contenu éditorial de Refinitiv*)	80 % des produits des activités ordinaires sont récurrents 90 % des produits des activités ordinaires sont tirés de produits électroniques, de logiciels et de services - Des capacités de génération de trésorerie solides et continues	- Nos contenus exclusifs et nos données et notre expertise spécialisées, conjugués à l'intelligence artificielle et à l'apprentissage machine, constituent nos principaux facteurs de différenciation - Produits bien intégrés dans le flux de travail quotidien des clients - Taux de rétention de 90 %	- Axées et reposant sur la croissance interne des produits des activités ordinaires et la croissance des flux de trésorerie disponibles - Répartition équilibrée entre les investissements dans la société et la redistribution de trésorerie aux actionnaires - Engagement à maintenir une notation de catégorie investissement et une structure du capital stable - Possibilité d'accès à des capitaux importants au cours des quatre prochaines années qui donne une grande marge de manœuvre

Toutes les données sur les produits des activités ordinaires fournies ci-dessus sont tirées de nos résultats pour l'exercice complet de 2020.

* Le contrat de nouvelles et de contenu éditorial de Refinitiv représente environ 6 % des produits des activités ordinaires de 2020.

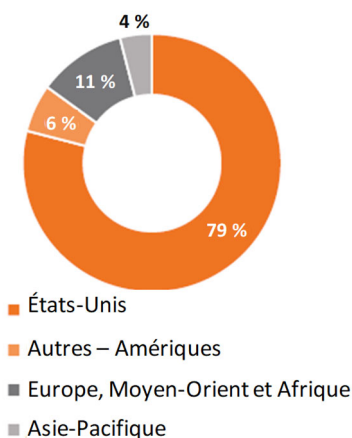


Produits des activités ordinaires, par type

Les **produits récurrents** se composent principalement des frais pour avoir accès pendant une période donnée à des produits ou services électroniques, comme Westlaw et Checkpoint. Ces produits sont généralement fournis dans le cadre d'abonnements dont la durée varie entre un an et cinq ans, que la plupart des clients renouvellent à la fin de chaque période d'abonnement. Étant donné que nos produits des activités ordinaires sont en grande partie récurrents, nous estimons qu'ils sont habituellement plus stables que ceux d'autres sociétés qui vendent principalement leurs produits en vertu d'ententes ponctuelles ou en exemplaire unique. Cependant, il peut souvent aussi en découler un décalage dans la réalisation de l'effet des ventes ou des annulations courantes sur les produits des activités ordinaires que nous présentons puisque nous comptabilisons les produits des activités ordinaires de façon graduelle sur la durée des contrats. En raison de ce décalage, la diminution de nos produits des activités ordinaires est généralement plus lente lorsque la conjoncture empire et, inversement, la remontée des produits des activités ordinaires lorsque la reprise économique s'amorce est souvent plus lente que dans le cas des autres entreprises dont les activités ne sont pas fondées sur des abonnements.

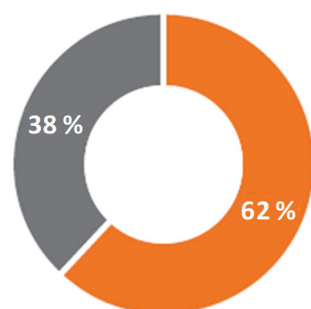
Les **produits tirés des transactions** comprennent les frais fondés sur le volume liés aux recherches en ligne, les droits d'utilisation de logiciels et les honoraires professionnels découlant des accords de service ou de consultation. Les produits tirés des transactions sont comptabilisés principalement à un moment donné et en fonction de leur nature, et peuvent varier considérablement d'une période à l'autre.

Les **produits tirés du secteur Publications mondiales** comprennent les frais liés au contenu offert sur un support papier traditionnel. Bien que ces produits soient appréciables, nous nous attendons à ce qu'ils aillent en diminuant en raison de la prédilection croissante des clients pour les produits en ligne. Les produits tirés des produits imprimés sont comptabilisés au moment de l'expédition ou, s'ils sont vendus aux termes d'un abonnement, de façon graduelle sur la durée du contrat.



Produits des activités ordinaires, par emplacement géographique

En 2020, nous avons réalisé 79 % de notre chiffre d'affaires aux États-Unis. Nous avons aussi mis sur pied des équipes régionales à l'extérieur des États-Unis, notamment dans les marchés émergents, où nous adaptons les produits et services existants en fonction des besoins de la clientèle ou développons des produits spécialement conçus pour le marché local. Les fluctuations des cours de change qui s'appliquent à nos activités hors des États-Unis peuvent entraîner une variation des produits des activités ordinaires que nous comptabilisons d'une période à l'autre. En 2020, les fluctuations des cours de change ont entraîné une diminution de 1 % de nos produits des activités ordinaires par rapport à l'exercice précédent.



■ Frais de personnel
■ Autres

Charges

La plupart de nos charges d'exploitation sont fixes. Par conséquent, lorsque nos produits des activités ordinaires augmentent, nous devenons plus rentables et notre marge du BAIIA ajusté augmente. De même, lorsque nos produits des activités ordinaires baissent, nous devenons moins rentables et notre marge du BAIIA ajusté diminue. L'incidence des produits des activités ordinaires additionnels n'est toutefois pas toujours pleinement reflétée dans la rentabilité puisque nous réinvestissons dans nos activités. En 2020, les frais de personnel, qui comprennent essentiellement les salaires, les primes, les commissions, les avantages du personnel et la rémunération fondée sur des actions, ont constitué 62 % du total de nos charges. En 2020, environ 70 % de nos charges d'exploitation ont été engagées en dollars américains, le reste l'étant dans d'autres monnaies. En 2020, les variations des cours de change ont eu pour effet de réduire nos charges de 1 % par rapport à celles de l'exercice précédent.

Caractère saisonnier

Nos produits des activités ordinaires et notre bénéfice d'exploitation consolidés sont habituellement peu touchés par le caractère saisonnier des activités puisque nous comptabilisons une part importante de nos produits des activités ordinaires de façon graduelle sur la durée des contrats et que nous engageons habituellement nos coûts uniformément tout au long de l'exercice. Néanmoins, nos produits des activités ordinaires d'un trimestre à l'autre peuvent être touchés par la comptabilisation de certains produits liés à l'impôt, qui sont habituellement plus concentrés au quatrième trimestre et, dans une moindre mesure, au premier trimestre de l'exercice. La pandémie de COVID-19 en 2020 et les importantes charges engagées en vue du repositionnement de nos activités en 2019 à la suite de la vente d'une participation majoritaire dans le secteur Activités financières et risque ont influé sur le caractère saisonnier de nos produits et de nos charges.

Acquisitions et cessions

Acquisitions. Nous avons mis l'accent sur la croissance interne. Nous faisons toutefois à l'occasion des acquisitions tactiques qui, selon nous, renforceront notre position dans des secteurs clés en croissance. Ces entreprises renforcent notre offre de produits et services et nous permettent d'ajouter à notre plateforme de nouvelles capacités qui, selon nous, nous donneront des occasions d'accroître nos positions, de mieux servir nos clients et de soutenir notre croissance interne. De façon générale, les entreprises dont nous faisons l'acquisition dégagent initialement des marges inférieures à celles de nos entreprises existantes, ce qui reflète en grande partie les coûts d'intégration.

Le tableau qui suit présente une description de certaines des acquisitions que nous avons réalisées en 2020 et en 2019 :

Date	Société	Secteur acquéreur	Description
Mars 2020	Pondera Solutions	Professionnels du droit	Fournisseur de technologies et de services d'analyse avancée visant à contrer la fraude, le gaspillage et les abus dans les soins de santé et les grands programmes gouvernementaux
Août 2020	CaseLines	Professionnels du droit	Fournisseur de plateforme d'échange d'éléments de preuve basée sur l'infonuagique qui permet aux tribunaux, aux autorités policières, aux procureurs et aux juristes de collaborer, d'échanger et de participer virtuellement à des procédures judiciaires dans le cadre d'audiences virtuelles ou physiques
Juillet 2019	Confirmation	Fiscalité et comptabilité / Grandes sociétés	Fournisseur de services numériques de confirmation d'audit pour cabinets d'experts-comptables, banques et cabinets d'avocats
Juillet 2019	HighQ	Professionnels du droit / Grandes sociétés	Fournisseur d'outils de collaboration pour les segments de marché juridiques et réglementaires
Octobre 2019	FC Business Intelligence	Reuters News	Spécialiste des événements interentreprises mondiaux, renommé Reuters Events

Cessions. Pour nous assurer d'investir dans les parties de notre entreprise qui offrent le plus grand potentiel de croissance et de rendement, nous pouvons vendre des entreprises ou des participations à l'occasion. Notre société a conclu, conjointement avec des fonds de capital-investissement affiliés à Blackstone, la vente de Refinitiv à LSEG le 29 janvier 2021. Se reporter à la rubrique « Résumé – Vente de Refinitiv à LSEG » du présent rapport de gestion pour plus d'information à ce sujet. En 2020, nous avons vendu une participation pour un produit de 367 M\$, déduction faite de l'impôt payé. En 2019, nous avons vendu plusieurs petites entreprises qui ne cadraient pas avec notre stratégie et des participations de faible valeur pour un produit total de 74 M\$, déduction faite de l'impôt payé.

Faits saillants financiers de 2020 et principales réalisations

Nous avons commencé l'exercice 2020 en plein essor, alors que s'achevait notre premier exercice complet après le repositionnement de nos secteurs orientés clients à la suite de la transaction du secteur Activités financières et risque en 2018. En mars 2020, cependant, la pandémie de COVID-19 a créé des risques sanitaires inédits pour nos employés, nos clients et nos fournisseurs, et les mesures de confinement mises en place pour atténuer l'incidence de la pandémie ont entraîné une crise économique mondiale et une incertitude qui persiste toujours.

En réponse à la pandémie, nous avons immédiatement offert à la plupart de nos employés un environnement de travail virtuel. Parallèlement, nous avons travaillé avec nos clients, dont le nombre s'élève à environ 500 000, pour assurer un accès continu à nos produits et nos services. Pour réduire la diminution prévue de nos produits des activités ordinaires en raison de la crise économique, nous avons mis en place un programme d'économies de coûts. Notre performance pour 2020 rend compte de la résilience de nos marchés et de nos activités. Nous avons enregistré une croissance interne des produits des activités ordinaires de 1 %, augmenté notre BAIIA ajusté de 32 %, porté notre marge du BAIIA ajusté à 33 %, et généré des flux de trésorerie disponibles de 1,3 G\$. Nous avons atteint ou dépassé nos objectifs pour chacune des mesures de performance présentées dans les perspectives révisées que nous avons publiées en novembre 2020, dans notre rapport du troisième trimestre.

Le 29 janvier 2021, nous avons conclu, conjointement avec des fonds de capital-investissement affiliés à Blackstone, la vente de Refinitiv à LSEG dans le cadre d'une transaction avec échange d'actions. À la date de clôture, nous détenions indirectement environ 82,5 millions d'actions de LSEG ayant une valeur de marché d'approximativement 9,8 G\$ selon le cours de clôture de l'action de LSEG le 28 janvier 2021.

Le 23 février 2021, nous avons annoncé une hausse annualisée de 0,10 \$ par action du dividende, qui a été porté à 1,62 \$ par action ordinaire. Il s'agit de la 28^e hausse annuelle consécutive du dividende.

Programme de transformation et perspectives commerciales sur trois ans

Le 23 février 2021, nous avons annoncé un nouveau programme de transformation visant la transition de notre société de portefeuille en une société d'exploitation, et son passage de fournisseur de contenu à société technologique axée sur le contenu. La mise en œuvre du programme devrait pour l'essentiel durer 24 mois (de 2021 à 2022) et devrait nécessiter un investissement de l'ordre d'environ 500 M\$ à 600 M\$ sur cette période. En 2023, le programme devrait :

- générer une croissance interne des produits des activités ordinaires de l'ordre de 5 % à 6 %, y compris des produits des activités ordinaires annuels supplémentaires de 100 M\$;
- dégager une marge du BAIIA ajusté se situant entre 38 % et 40 %;
- générer des flux de trésorerie disponibles de 1,8 G\$ à 2,0 G\$;
- permettre d'économiser des charges d'exploitation annuelles de 600 M\$, dont 200 M\$ devraient être réinvestis dans des initiatives de croissance;
- réduire les dépenses d'investissement exprimées en pourcentage des produits des activités ordinaires pour les ramener dans une fourchette de 6,0 % à 6,5 %.

Les perspectives de la société pour les exercices 2021, 2022 et 2023 tiennent compte des répercussions prévues du programme de transformation. Veuillez vous reporter à la rubrique « Perspectives » du présent rapport de gestion pour connaître nos perspectives commerciales sur trois ans et consulter une analyse du programme de transformation. Des renseignements supplémentaires concernant le programme de transformation sont aussi présentés à la rubrique « Activités » du présent rapport annuel.

Résultats consolidés

	Exercices clos les 31 décembre			
			Variation	
(en millions de dollars américains, sauf les montants par action et les marges)	2020	2019	Total	Devises constantes
<u>Mesures financières conformes aux IFRS</u>				
Produits des activités ordinaires	5 984	5 906	1 %	
Bénéfice d'exploitation	1 929	1 199	61 %	
Résultat dilué par action	2,25 \$	3,11 \$	(28) %	
Flux de trésorerie provenant des activités d'exploitation	1 745	702	148 %	
<u>Mesures financières non conformes aux IFRS¹⁾</u>				
Produits des activités ordinaires	5 984	5 906	1 %	2 %
Croissance interne des produits des activités ordinaires				1 %
BAIIA ajusté	1 975	1 493	32 %	32 %
Marge du BAIIA ajusté	33,0 %	25,3 %	770 pb	760 pb
Résultat ajusté par action	1,85 \$	1,29 \$	43 %	43 %
Flux de trésorerie disponibles	1 330	159	735 %	

Résultats financiers supplémentaires pour les 3 grands secteurs pris collectivement : Professionnels du droit, Grandes sociétés et Fiscalité et comptabilité

	Exercices clos les 31 décembre			
			Variation	
(en millions de dollars américains, sauf les marges)	2020	2019	Total	Devises constantes
Mesures financières non conformes aux IFRS¹⁾				
Produits des activités ordinaires	4 738	4 584	3 %	4 %
<i>Croissance interne des produits des activités ordinaires</i>				4 %
BAIIA ajusté	1 791	1 625	10 %	10 %
Marge du BAIIA ajusté	37,8 %	35,4 %	240 pb	210 pb

1) Se reporter aux annexes A et B du présent rapport de gestion pour des renseignements supplémentaires et des rapprochements de nos mesures financières non conformes aux IFRS et des mesures conformes aux IFRS les plus directement comparables.

Les **produits des activités ordinaires** ont augmenté de 1 % au total et de 2 % en devises constantes. Les produits des activités ordinaires ont affiché une croissance interne de 1 %, l'augmentation de 4 % des produits récurrents (80 % du total des produits des activités ordinaires) ayant largement contrebalancé la diminution des produits tirés des transactions et des produits du secteur Publications mondiales.

Les produits des activités ordinaires de nos 3 grands secteurs (79 % du total des produits des activités ordinaires) ont augmenté de 3 % au total et de 4 % en devises constantes et en ce qui a trait à la croissance interne. La croissance interne est attribuable à l'augmentation de 5 % des produits récurrents (88 % des produits des activités ordinaires de nos 3 grands secteurs), qui a largement contrebalancé la diminution des produits tirés des transactions.

Le **bénéfice d'exploitation** a augmenté de 61 %, ce qui reflète une baisse des charges, un profit important à la vente d'une participation et un profit lié à la modification d'un régime de retraite. Ces éléments ont largement compensé l'augmentation de la dotation aux amortissements des immobilisations corporelles et incorporelles et l'apport moindre découlant de la réévaluation des bons de souscription de Refinitiv détenus par la société avant sa vente à LSEG. La hausse des produits des activités ordinaires a aussi contribué à l'augmentation. Le BAIIA ajusté et la marge connexe, dont sont notamment exclus le profit à la vente de la participation, l'incidence de la réévaluation des bons de souscription et le profit lié à la modification d'un régime de retraite, ont aussi augmenté du fait de la baisse des charges et de l'augmentation des produits des activités ordinaires. La baisse des charges rend compte de l'achèvement du repositionnement de la société en 2019, après la séparation de Refinitiv du reste de la société, et de la diminution des charges attribuable à nos initiatives de réduction des coûts dans le contexte de la COVID-19.

Le **résultat dilué par action** s'est chiffré à 2,25 \$, en baisse par rapport à 3,11 \$ pour l'exercice précédent, malgré l'augmentation du bénéfice d'exploitation, car le résultat de l'exercice précédent rendait compte d'un produit d'impôt différé hors trésorerie de 1,2 G\$ se rapportant à la restructuration de certaines activités à l'étranger. Le résultat ajusté par action, qui exclut le produit d'impôt ainsi que d'autres ajustements, est passé de 1,29 \$ par action à 1,85 \$ par action, en raison de la hausse du BAIIA ajusté, qui a largement contrebalancé l'augmentation de la dotation aux amortissements des immobilisations corporelles et des logiciels et la hausse de la charge d'impôt.

Les **flux de trésorerie provenant des activités d'exploitation** ont augmenté du fait surtout que les résultats de l'exercice précédent tenaient compte d'une cotisation de 167 M\$ à un régime de retraite et de coûts et d'investissements considérablement plus élevés liés au repositionnement de la société après la séparation de Refinitiv du reste de la société. Les résultats de l'exercice 2020 tiennent compte d'économies découlant de nos initiatives de réduction des coûts liées à la COVID-19 et de paiements d'impôt moins élevés. L'augmentation des flux de trésorerie disponibles est attribuable aux mêmes facteurs, auxquels s'ajoute le produit de la vente de biens immobiliers.

Nous avons atteint ou dépassé les objectifs pour chacune des mesures de performance présentées dans nos perspectives commerciales révisées pour l'exercice 2020, que nous avons communiquées le 3 novembre 2020. Nos perspectives pour l'exercice 2020 posaient l'hypothèse que les cours de change demeureraient constants par rapport à ceux de 2019 et tenaient compte de l'incidence des acquisitions ou cessions dont la clôture avait déjà eu lieu. Certaines mesures financières présentées dans nos perspectives financières ci-après sont établies sur une base non conforme aux IFRS. Se reporter aux annexes A et B du présent rapport de gestion pour des renseignements supplémentaires et des rapprochements de nos mesures financières non conformes aux IFRS et des mesures conformes aux IFRS les plus directement comparables.

Le tableau qui suit compare notre performance réelle (avant l'effet du change) aux perspectives :

Perspectives pour l'exercice 2020 Perspectives globales pour Thomson Reuters			
	Perspectives pour 2020	Performance réelle pour 2020	
	Avant l'effet du change et compte tenu des acquisitions ou cessions dont la clôture a déjà eu lieu	Avant l'effet du change ¹⁾	
Croissance des produits des activités ordinaires	1,0 % - 2,0 %	2,1 %	✓
Croissance interne des produits des activités ordinaires	0 % - 1,0 %	1,2 %	✓
Marge du BAIIA ajusté	Environ 32,0 %	32,9 %	✓
Charges liées au siège social	140 M\$ à 150 M\$	125 M\$	✓
Flux de trésorerie disponibles	Environ 1,1 G\$	1,3 G\$	✓
Dépenses d'investissement exprimées en pourcentage des produits des activités ordinaires	8,0 % - 8,5 %	8,4 %	✓
Dotation aux amortissements des immobilisations corporelles et des logiciels	650 M\$ à 675 M\$	672 M\$	✓
Charge d'intérêts	190 M\$ à 215 M\$	195 M\$	✓
Taux d'impôt effectif sur le résultat ajusté	Environ 17 % à 19 %	16,9 %	✓

Perspectives pour les 3 grands secteurs			
	Perspectives pour 2020	Performance réelle pour 2020	
	Avant l'effet du change et compte tenu des acquisitions ou cessions dont la clôture a déjà eu lieu	Avant l'effet du change ¹⁾	
Croissance des produits des activités ordinaires	3,0 % - 4,0 %	4,2 %	✓
Croissance interne des produits des activités ordinaires	3,0 % - 4,0 %	3,8 %	✓
Marge du BAIIA ajusté	37,0 % - 38,0 %	37,5 %	✓

1) Notre performance pour 2020 (avant l'effet du change) a été évaluée au moyen de cours du change constants par rapport à 2019, sauf en ce qui a trait à la performance relative aux flux de trésorerie disponibles de 2020, qui a été évaluée au moyen des cours réels.

Vente de Refinitiv à LSEG

Au 31 décembre 2020, notre société détenait une participation de 45 % dans Refinitiv, qui constituait auparavant notre secteur Activités financières et risque entièrement détenu. Refinitiv était détenue à hauteur de 55 % par des fonds de capital-investissement affiliés à Blackstone. Le 29 janvier 2021, notre société a conclu, conjointement avec les fonds de capital-investissement affiliés à Blackstone, la vente de Refinitiv à LSEG dans le cadre d'une transaction avec échange d'actions. La transaction a permis de réunir deux entreprises très complémentaires afin de créer un fournisseur mondial d'infrastructures des marchés financiers de premier plan.

À la date de clôture, notre société détenait indirectement environ 82,5 millions d'actions de LSEG ayant une valeur de marché d'approximativement 9,8 G\$ selon le cours de clôture de l'action de LSEG le 28 janvier 2021. Notre participation dans les actions de LSEG est détenue par l'entremise d'une entité détenue conjointement avec le consortium de Blackstone. Le consortium de Blackstone et notre société détiennent une combinaison d'actions ordinaires de LSEG et d'actions ordinaires à droit de vote limité de LSEG (les actions s'accompagnant, au total, de moins de 30 % des droits de vote dans LSEG). Dans le cadre de la transaction, le consortium de Blackstone a reçu séparément des titres supplémentaires de LSEG relativement à ses actions privilégiées de Refinitiv.

Bien que nous prévoyions que l'imposition relative à la transaction avec LSEG sera en grande partie différée, un montant d'environ 700 M\$ d'impôt est devenu exigible à la clôture de la transaction. Comme le permet l'entente relative à la transaction, nous prévoyons vendre environ 1 G\$ de nos actions de LSEG pour un produit net totalisant environ 750 M\$. Sous réserve de certaines exceptions, la société et le consortium de Blackstone ont convenu, aux termes d'une convention de blocage, de ne pas céder leurs actions de LSEG jusqu'au 29 janvier 2023. Durant la troisième et la quatrième année suivant la clôture (à compter du 30 janvier 2023 et du 30 janvier 2024, respectivement), la société et le consortium de Blackstone auront le droit de vendre au total un tiers des actions de LSEG qui auront été émises en leur faveur. La convention de blocage expirera le 29 janvier 2025.

L'entente de 30 ans aux termes de laquelle le secteur Reuters News fournit à Refinitiv des nouvelles et du contenu éditorial est restée en vigueur selon les mêmes modalités après la clôture et se poursuivra jusqu'en 2048.

Gouvernance

L'entité détenue conjointement par Blackstone et Thomson Reuters a le droit de nommer trois administrateurs de LSEG non membres de la direction tant et aussi longtemps qu'elle détiendra au moins 25 % de LSEG, deux administrateurs de LSEG tant et aussi longtemps qu'elle détiendra au moins 17,5 %, mais moins de 25 % de LSEG, et un administrateur de LSEG tant et aussi longtemps qu'elle détiendra au moins 10 %, mais moins de 17,5 % de LSEG. Tant et aussi longtemps que l'entité détenue conjointement par Blackstone et Thomson Reuters aura le droit de nommer trois administrateurs, un candidat à l'élection au poste d'administrateur sera un représentant de Thomson Reuters.

Une fois la convention de blocage décrite ci-dessus expirée, l'entité détenue conjointement par Blackstone et Thomson Reuters pourra céder ses actions de LSEG, pourvu que cette cession ait lieu dans le cadre d'une activité de négociation ordonnée. L'entité détenue conjointement par Blackstone et Thomson Reuters est également assujettie à une restriction de « statu quo », aux termes de laquelle elle a convenu (conjointement avec les investisseurs sous-jacents) de ne pas, entre autres choses, acquérir d'actions de LSEG supplémentaires ou présenter une offre publique d'achat visant LSEG durant certaines périodes prédéterminées. L'entité détenue conjointement par Blackstone et Thomson Reuters s'est également engagée à exercer les droits de vote rattachés à ses actions de LSEG conformément à la recommandation du conseil d'administration de LSEG.

Comptabilisation future

Nous nous attendons à comptabiliser un profit avant impôt d'environ 8,5 G\$ relativement à la transaction au premier trimestre de 2021. À l'avenir, nous comptabiliserons notre participation dans LSEG à la juste valeur, en fonction du cours de l'action de LSEG. La variation de la valeur de la participation sera prise en compte au poste « Quote-part du résultat après impôt des participations comptabilisées selon la méthode de la mise en équivalence » à l'état consolidé du résultat net, puisque notre société détient ses actions de LSEG par l'entremise d'une entité détenue conjointement par le consortium de Blackstone et la société, sur laquelle cette dernière exerce une influence notable. Comme l'entité détenue conjointement ne détient qu'une participation financière dans les actions de LSEG, que les parties ont l'intention de vendre au fil du temps, et ne participe pas à l'exploitation de LSEG ou aux activités de Refinitiv, la participation peut être comptabilisée à la juste valeur par l'entité détenue conjointement. Les flux de trésorerie disponibles de Thomson Reuters bénéficieront de tous les dividendes futurs que LSEG versera à ses actionnaires. Si nous vendons les actions de LSEG dans l'avenir, nous générerons des flux de trésorerie dont nous pourrions alors décider du meilleur emploi.

Résultats d'exploitation

Résultats consolidés

	Exercices clos les 31 décembre			
(en millions de dollars américains, sauf les montants par action et les marges)	2020	2019	Variation	
			Total	Devises constantes
Mesures financières conformes aux IFRS				
Produits des activités ordinaires	5 984	5 906	1 %	
Bénéfice d'exploitation	1 929	1 199	61 %	
Résultat dilué par action	2,25 \$	3,11 \$	(28) %	
Mesures financières non conformes aux IFRS¹⁾				
Produits des activités ordinaires	5 984	5 906	1 %	2 %
<i>Croissance interne des produits des activités ordinaires</i>				1 %
BAlIA ajusté	1 975	1 493	32 %	32 %
Marge du BAlIA ajusté	33,0 %	25,3 %	770 pb	760 pb
BAlIA ajusté diminué des dépenses d'investissement	1 471	988	49 %	
Marge du BAlIA ajusté diminué des dépenses d'investissement	24,6 %	16,7 %	790 pb	
Résultat ajusté par action	1,85 \$	1,29 \$	43 %	43 %

Résultats financiers supplémentaires – pour les 3 grands secteurs pris collectivement – Professionnels du droit, Grandes sociétés et Fiscalité et comptabilité

(en millions de dollars américains, sauf les montants par action et les marges)	Exercices clos les 31 décembre			
	2020	2019	Variation	
			Total	Devises constantes
Mesures financières non conformes aux IFRS¹⁾				
Produits des activités ordinaires	4 738	4 584	3 %	4 %
<i>Croissance interne des produits des activités ordinaires</i>				4 %
BAIIA ajusté	1 791	1 625	10 %	10 %
Marge du BAIIA ajusté	37,8 %	35,4 %	240 pb	210 pb

1) Se reporter aux annexes A et B du présent rapport de gestion pour des renseignements supplémentaires et des rapprochements de nos mesures financières non conformes aux IFRS et des mesures conformes aux IFRS les plus directement comparables.

Produits des activités ordinaires

(en millions de dollars américains)	Exercices clos les 31 décembre				
	2020	2019	Total	Variation	
				Devises constantes	Croissance interne
Produits récurrents	4 758	4 604	3 %	4 %	4 %
Produits tirés des transactions	608	610	-	-	(7) %
Produits tirés du secteur Publications mondiales	620	693	(11) %	(10) %	(10) %
Éliminations/arrondissement	(2)	(1)			
Produits des activités ordinaires	5 984	5 906	1 %	2 %	1 %

Les produits des activités ordinaires ont augmenté de 1 % au total et de 2 % en devises constantes, en raison de la croissance des produits récurrents (80 % du total des produits des activités ordinaires), qui a largement compensé la baisse des produits tirés du secteur Publications mondiales. Les produits tirés du secteur Publications mondiales affichent une baisse continue en raison de l'adoption de produits en ligne par les professionnels, mais, en 2020, ils ont aussi été défavorisés par le fait que des clients n'ont pas pu accepter les livraisons, car ils travaillaient à distance en raison de la COVID-19. Les produits tirés des transactions ont légèrement diminué malgré l'incidence favorable des acquisitions.

Les produits des activités ordinaires ont affiché une croissance interne de 1 % par suite de l'augmentation des produits récurrents, qui a largement contrebalancé la diminution des produits du secteur Publications mondiales.

Les produits des activités ordinaires de nos 3 grands secteurs (79 % du total des produits des activités ordinaires) ont augmenté de 3 % au total et de 4 % en devises constantes et en ce qui a trait à la croissance interne. La croissance interne s'explique par une augmentation de 5 % des produits récurrents (88 % des produits des activités ordinaires des 3 grands secteurs), qui a été en partie compensée par la diminution des produits tirés des transactions.

Les mouvements du change ont eu un effet défavorable sur la croissance de nos produits des activités ordinaires, en raison principalement de l'appréciation du dollar américain par rapport au réal brésilien et au peso argentin en comparaison de l'exercice précédent.

Bénéfice d'exploitation, BAIIA ajusté et BAIIA ajusté diminué des dépenses d'investissement

Le bénéfice d'exploitation a augmenté de 61 %, ce qui reflète une baisse des charges, un profit important à la vente d'une participation et un profit lié à la modification d'un régime de retraite. Ces éléments ont largement compensé l'augmentation de la dotation aux amortissements des immobilisations corporelles et incorporelles et l'apport moindre découlant de la réévaluation des bons de souscription de Refinitiv détenus par la société avant sa vente à LSEG. La hausse des produits des activités ordinaires a aussi contribué à l'augmentation. La baisse des charges rend compte de l'achèvement du repositionnement de la société en 2019, après la séparation de Refinitiv du reste de la société, et de la diminution des charges attribuable à nos initiatives de réduction des coûts liées à la pandémie de COVID-19.

Le BAIIA ajusté et la marge connexe, dont sont notamment exclus le profit à la vente de la participation, l'incidence de la réévaluation des bons de souscription et le profit lié à la modification d'un régime de retraite, ont augmenté au total et en devises constantes, du fait de la baisse des charges et de l'augmentation des produits des activités ordinaires. Le BAIIA ajusté et de la marge connexe ont été considérablement favorisés par le fait que l'exercice précédent comprenait des coûts liés au repositionnement de la société après la séparation de Refinitiv. Compte non tenu de ce facteur, la marge du BAIIA ajusté a augmenté de 150 pb, l'augmentation étant attribuable à notre programme de réduction des coûts lié à la pandémie de COVID-19. Les mouvements du change ont eu un effet favorable de 10 pb sur la marge du BAIIA ajusté, comparativement à l'exercice précédent.

Le BAIIA ajusté diminué des dépenses d'investissement et la marge connexe ont progressé en raison de la hausse du BAIIA ajusté, les dépenses d'investissement étant restées essentiellement stables.

Charges d'exploitation

(en millions de dollars américains)	Exercices clos les 31 décembre			
	2020	2019	Variation	
			Total	Devises constantes
Charges d'exploitation	3 999	4 413	(9) %	(8) %

Les charges d'exploitation ont diminué au total et en devises constantes, du fait surtout des coûts liés au repositionnement de la société en 2019 après la séparation de Refinitiv. La diminution des charges rend aussi compte d'économies d'environ 100 M\$ découlant des initiatives de réduction des coûts liées à la pandémie de COVID-19 visant à réduire les dépenses liées aux services de consultation et de conseil, aux déplacements et au divertissement, et à certains projets de développement ainsi que d'autres dépenses discrétionnaires, en réponse à la crise économique. Nous prévoyons que les économies découlant de nos initiatives de réduction des coûts liées à la COVID-19 seront permanentes.

Dotation aux amortissements des immobilisations corporelles et incorporelles

(en millions de dollars américains)	Exercices clos les 31 décembre		
	2020	2019	Variation
Dotation aux amortissements des immobilisations corporelles	184	154	20 %
Dotation aux amortissements des logiciels	485	449	8 %
Total partiel	669	603	11 %
Dotation aux amortissements des autres immobilisations incorporelles identifiables	123	114	8 %

- Collectivement, les dotations aux amortissements des immobilisations corporelles et des logiciels ont augmenté, en raison d'une réduction de la valeur de certains logiciels que nous n'utilisons plus et d'actifs se rapportant à la location de locaux de bureau que nous n'occupons plus étant donné qu'un petit nombre d'employés travaillent désormais à distance de façon permanente. Les augmentations rendent aussi compte des charges plus élevées associées aux actifs nouvellement acquis, y compris ceux qui se rapportent à des entreprises récemment acquises, qui ont plus que contrebalancé l'incidence favorable de l'achèvement de l'amortissement de certains actifs acquis au cours d'exercices antérieurs.
- La dotation aux amortissements des autres immobilisations incorporelles identifiables a augmenté en raison des charges associées aux récentes acquisitions qui ont plus que contrebalancé l'achèvement de l'amortissement d'actifs acquis au cours d'exercices antérieurs.

Autres profits d'exploitation, montant net

(en millions de dollars américains)	Exercices clos les 31 décembre	
	2020	2019
Autres profits d'exploitation, montant net	736	423

Pour 2020, le montant net des autres profits d'exploitation tient compte d'un profit de 472 M\$ lié à la vente d'une participation comptabilisée selon la méthode de la mise en équivalence et d'un profit de 119 M\$ lié à la modification de notre régime de retraite américain. Les montants inscrits pour les deux exercices tiennent compte d'un apport découlant de la réévaluation des bons de souscription de Refinitiv détenus par la société avant sa vente à LSEG en janvier 2021, attribuable à la hausse du cours de l'action de LSEG. Pour 2020, le montant net des autres profits d'exploitation tient compte d'un montant de 82 M\$ (419 M\$ pour 2019) se rapportant aux bons de souscription. Les montants inscrits pour les deux exercices tiennent aussi compte des produits liés à une licence qui permet à Refinitiv d'utiliser la marque Reuters dans ses produits et services (se reporter à la rubrique « Transactions entre parties liées » du présent rapport de gestion pour un complément d'information) et des coûts d'acquisition liés aux entreprises acquises.

Charge d'intérêts, montant net

(en millions de dollars américains)	Exercices clos les 31 décembre		
	2020	2019	Variation
Charge d'intérêts, montant net	195	163	20 %

L'augmentation du montant net de la charge d'intérêts s'explique par la baisse du produit d'intérêts, puisque l'exercice 2019 comprenait un produit d'intérêts sur le produit tiré de la transaction du secteur Activités financières et risque qui avait été mis de côté pour financer des acquisitions.

Autres (produits financiers) charges financières

(en millions de dollars américains)	Exercices clos les 31 décembre	
	2020	2019
Autres (produits financiers) charges financières	(30)	65

Pour 2020, les autres produits financiers comprennent principalement des profits sur les contrats de change et la portion inefficace des couvertures de flux de trésorerie. Pour 2019, les autres charges financières comprenaient principalement des pertes découlant de l'effet de la variation des cours de change sur certaines ententes de financement intragroupe et des pertes liées aux primes engagées au remboursement anticipé de titres d'emprunt.

Quote-part (de la perte) du bénéfice après impôt des participations comptabilisées selon la méthode de la mise en équivalence

(en millions de dollars américains)	Exercices clos les 31 décembre	
	2020	2019
Refinitiv	(554)	(609)
Autres participations comptabilisées selon la méthode de la mise en équivalence	10	10
Quote-part de la perte après impôt des participations comptabilisées selon la méthode de la mise en équivalence	(544)	(599)

Pour les deux exercices, notre quote-part de la perte après impôt attribuable à notre ancienne participation de 45 % dans Refinitiv reflète la charge d'intérêts sur la dette de Refinitiv, de même que les dépenses engagées par Refinitiv pour adapter ses activités en fonction de sa cible annuelle en matière d'économies de coûts. Refinitiv a atteint sa cible en matière d'économies de coûts annualisées de 650 M\$ au 31 décembre 2020. La perte moins élevée en 2020 par rapport à l'exercice précédent reflète l'amélioration de la performance, notamment la hausse des produits des activités ordinaires, ainsi que les charges comptabilisées à l'exercice précédent en lien avec la réévaluation des titres de participation privilégiés dans le cadre de la transaction avec LSEG.

L'annexe C du présent rapport de gestion fournit des renseignements supplémentaires sur la performance de Refinitiv. Le 29 janvier 2021, notre société et le consortium de Blackstone ont vendu Refinitiv à LSEG.

Charge (produit) d'impôt

(en millions de dollars américains)	Exercices clos les 31 décembre	
	2020	2019
Charge (produit) d'impôt	71	(1 198)

Notre taux d'impôt effectif sur le bénéfice lié aux activités poursuivies se chiffre à 5,8 %, contre un produit de 322,0 % en 2019.

Nous évaluons la probabilité de recouvrer les actifs d'impôt différé à la fin de chaque période de présentation de l'information financière. En 2020, nous avons comptabilisé un produit d'impôt de 138 M\$ afin de refléter la comptabilisation, par diverses filiales situées à l'extérieur des États-Unis, d'actifs d'impôt différé relatifs à des exercices antérieurs. Les actifs d'impôt différé comptabilisés se rapportent presque exclusivement à des pertes fiscales et à d'autres avantages fiscaux pour des filiales qui ont connu une amélioration de leur rentabilité au dernier exercice et qui prévoient générer un bénéfice imposable futur suffisant pour leur permettre d'utiliser ces actifs d'impôt différé. Ces pertes fiscales et autres avantages fiscaux peuvent être reportés indéfiniment.

En décembre 2019, nous avons restructuré les activités de certaines filiales à l'étranger qui étaient assujetties à des taux d'imposition différents. La restructuration a donné lieu à une augmentation de la valeur fiscale des activités restructurées pour l'acquéreur et un produit d'impôt connexe de 1,2 G\$. Nous avons comptabilisé un actif d'impôt différé de 1,2 G\$, que nous prévoyons réaliser dans les périodes à venir, compte tenu de la rentabilité passée des activités restructurées et de leur rentabilité future prévue. Nous avons aussi comptabilisé une charge d'impôt de 58 M\$ en 2019 relativement à l'adoption d'une réforme fiscale à l'étranger. La charge reflétait notre estimation de l'impôt différé devant être comptabilisé à l'égard des différences temporaires entre les valeurs comptables et fiscales de certains actifs, qui selon nous devraient se résorber au cours des périodes visées par les nouveaux taux d'impôt applicables à l'étranger.

Divers ajustements comptables et diverses transactions survenus à chacun des exercices ont influé sur la comparabilité de la charge (du produit) d'impôt. Pour chacun des exercices, la charge (le produit) d'impôt tient compte des taux s'appliquant dans les divers territoires où les résultats avant impôt sont comptabilisés. Le tableau qui suit présente certaines composantes de notre charge (produit) d'impôt qui ont une incidence sur la comparabilité d'un exercice à l'autre, y compris la charge (le produit) d'impôt au titre d'éléments qui sont éliminés du résultat ajusté.

(en millions de dollars américains)	Exercices clos les 31 décembre	
	2020	2019
Charge (produit) d'impôt		
Éléments fiscaux ayant une incidence sur la comparabilité :		
Restructuration des activités de certaines filiales à l'étranger ¹⁾	-	(1 197)
Lois fiscales et taux d'impôt des sociétés ²⁾	-	52
Changements ponctuels apportés à des positions fiscales incertaines ³⁾	-	(23)
Ajustements de l'impôt différé ⁴⁾	(136)	(36)
Total partiel	(136)	(1 204)
Impôt au titre de ce qui suit :		
Dotation aux amortissements des autres immobilisations incorporelles identifiables	(23)	(24)
Quote-part de la perte après impôt des participations comptabilisées selon la méthode de la mise en équivalence	(134)	(150)
Autres profits d'exploitation, montant net ⁵⁾	175	102
Autres éléments	1	-
Total partiel	19	(72)
Total	(117)	(1 276)

1) Produit d'impôt lié à la restructuration des activités de certaines filiales à l'étranger assujetties à des taux d'imposition différents.

2) Le montant tient compte des variations des passifs d'impôt différé par suite de modifications des lois fiscales et des taux d'impôt, et des variations des passifs d'impôt différé dans certains États américains du fait de modifications apportées aux facteurs de répartition.

3) Se rapportent à la reprise de provisions pour impôt qui ne sont plus requises en raison de l'expiration de délais de prescription. En 2020, nous avons comptabilisé des reprises de provisions de 22 M\$ que nous ne présentons pas dans le tableau ci-dessus puisque nous n'avons pas retranché l'avantage connexe de la charge d'impôt ajustée en 2020 car, étant donné la récurrence probable de ces éléments, nous sommes d'avis que la distorsion dans la comparaison de notre taux d'imposition effectif pour les périodes à venir sera ainsi réduite.

4) Le montant pour 2020 se rapporte à la comptabilisation d'actifs d'impôt différé par suite de l'amélioration de la rentabilité. Le montant pour 2019 se rapporte essentiellement aux exigences relatives aux cessions et aux acquisitions.

5) Le montant pour 2020 se rapporte essentiellement à un profit imposable découlant de la vente d'une participation non stratégique comptabilisée selon la méthode de la mise en équivalence, ainsi qu'à l'impôt différé lié à un profit à la réévaluation des régimes de retraite. Pour les deux exercices, les montants tiennent compte de l'impôt différé lié à la réévaluation des bons de souscription de Refinitiv.

Les éléments susmentionnés ayant une incidence sur la comparabilité de notre charge ou produit d'impôt de chaque exercice, nous les éliminons de notre calcul du résultat ajusté, tout comme les éléments avant impôt auxquels ils sont liés. Le calcul de notre charge d'impôt ajustée est présenté ci-après :

(en millions de dollars américains)	Exercices clos les 31 décembre	
	2020	2019
Charge (produit) d'impôt	71	(1 198)
Déduire : éléments susmentionnés ayant une incidence sur la comparabilité	117	1 276
Total de la charge d'impôt sur le résultat ajusté	188	78

Le taux d'impôt effectif sur notre résultat ajusté a été de 16,9 % en 2020 (10,7 % en 2019). Sur une base ajustée, nos taux d'impôt effectifs pour ces deux exercices ont été inférieurs au taux d'impôt des sociétés du Canada, qui s'est établi à 26,5 %. L'écart est principalement attribuable aux taux d'impôt plus faibles et aux règles fiscales différentes applicables à certaines filiales d'exploitation et de financement que nous détenons ailleurs qu'au Canada. Comme nous sommes une société mondiale, nos impôts dépendent des lois de nombreux pays et des diverses conventions fiscales conclues entre les pays où nous exerçons nos activités.

Étant donné les exigences de comptabilisation des impôts prescrites par les IFRS, la charge d'impôt peut différer sensiblement des impôts payés pour une période donnée. Le tableau qui suit présente les impôts sur le bénéfice net payés sur nos entreprises à l'échelle mondiale.

Impôts payés (reçus) (en millions de dollars américains)	Exercices clos les 31 décembre	
	2020	2019
Impôts payés sur nos activités poursuivies	52	268
Impôts (reçus) payés sur nos activités abandonnées	(2)	45
Impôts payés sur des cessions	114	1
Total des impôts payés	164	314

Notre taux d'impôt effectif et les impôts décaissés seront fonction des lois de nombreux pays et des diverses conventions fiscales conclues entre les pays où nous exerçons nos activités. Notre taux d'impôt effectif dépendra du fait que les lois et les conventions susmentionnées et la répartition géographique de nos résultats restent les mêmes ou demeurent favorables. Pour de plus amples renseignements sur les passifs d'impôt, se reporter à la rubrique « Situation de trésorerie et sources de financement – Éventualités » du présent rapport de gestion.

Résultats des activités abandonnées

Le tableau qui suit présente les composantes de la perte liée aux activités abandonnées, déduction faite de l'impôt :

(en millions de dollars américains)	Exercices clos les 31 décembre	
	2020	2019
Perte liée aux activités abandonnées, déduction faite de l'impôt	(27)	(6)

La perte liée aux activités abandonnées, déduction faite de l'impôt, comprend les charges résiduelles qui ont été assumées par la société après la vente des secteurs Activités financières et risque et Propriété intellectuelle et sciences, qui avaient auparavant tous deux été classés dans les activités abandonnées. Pour les deux exercices, les charges ont été en partie contrebalancées par des produits d'impôt de 15 M\$ en 2020 et de 31 M\$ en 2019 se rapportant à la reprise de provisions pour impôt qui ne sont plus requises en raison de révisions de lois fiscales et de l'expiration de délais de prescription.

Bénéfice net et résultat dilué par action

(en millions de dollars américains, sauf les données par action)	Exercices clos les 31 décembre		
	2020	2019	Variation
Bénéfice net	1 122	1 564	(28) %
Résultat dilué par action	2,25 \$	3,11 \$	(28) %

Le bénéfice net et le résultat dilué par action ont diminué malgré la hausse du bénéfice d'exploitation parce que l'exercice précédent tenait compte d'un produit d'impôt différé de 1,2 G\$ se rapportant à la restructuration de certaines activités à l'étranger.

Résultat ajusté et résultat ajusté par action

(en millions de dollars américains, sauf les données par action)	Exercices clos les 31 décembre		
	2020	2019	Variation
Résultat ajusté	921	646	42 %
Résultat ajusté par action	1,85 \$	1,29 \$	43 %

L'augmentation du résultat ajusté et du montant par action connexe est attribuable à la hausse du BAIIA ajusté, qui a largement compensé l'augmentation des dotations aux amortissements des immobilisations corporelles et des logiciels et la hausse de la charge d'impôt sur le résultat.

Résultats sectoriels

Le texte qui suit est une analyse de nos cinq secteurs à présenter et des charges liées au siège social. Nous évaluons en devises constantes la croissance des produits des activités ordinaires de chaque secteur et les unités au sein de chaque secteur. Se reporter à l'annexe A du présent rapport de gestion pour obtenir des renseignements supplémentaires.

Professionnels du droit

(en millions de dollars américains, sauf les marges)	Exercices clos les 31 décembre				
	2020	2019	Variation		
			Total	Devises constantes	Croissance interne
Produits récurrents	2 367	2 249	5 %	6 %	4 %
Produits tirés des transactions	168	184	(9) %	(9) %	(9) %
Produits des activités ordinaires	2 535	2 433	4 %	4 %	3 %
BAIIA ajusté sectoriel	1 001	895	12 %	12 %	
Marge du BAIIA ajusté sectoriel	39,5 %	36,8 %	270 pb	250 pb	

Les produits des activités ordinaires ont augmenté au total et en devises constantes. L'augmentation en devises constantes est attribuable à la croissance des produits récurrents (93 % du secteur Professionnels du droit), qui a plus que contrebalancé la diminution des produits tirés des transactions (7 % du secteur Professionnels du droit). La croissance des produits des activités ordinaires rend compte de l'incidence favorable de HighQ et de Pondera Solutions, qui ont été respectivement acquises en juillet 2019 et en mars 2020. Les produits liés aux cabinets juridiques, qui comprennent les produits liés aux grands cabinets juridiques à l'échelle mondiale et représentent un peu plus des deux tiers de nos produits des activités ordinaires du secteur, ont augmenté de 3 %, et les produits du secteur à l'échelle mondiale, qui représentent des cabinets de plus petite taille situés à l'extérieur des États-Unis, ont augmenté de 4 %. Les produits tirés du gouvernement américain ont augmenté de 12 % et tiennent compte de l'incidence favorable des contrats conclus au quatrième trimestre de 2019 avec le Département de la justice et le Bureau administratif des tribunaux américains.

Les produits des activités ordinaires ont affiché une croissance interne découlant de l'augmentation des produits récurrents attribuable à Westlaw Edge, à Practical Law et aux activités du secteur en Europe et au Canada ainsi qu'à nos services au gouvernement. Les produits tirés des transactions ont diminué en raison de la baisse des produits tirés d'Elite et de certaines activités internationales. Le secteur des services au gouvernement a affiché une croissance interne de 9 %, et nous prévoyons qu'il affichera un taux de croissance similaire en 2021.

Le BAIIA ajusté sectoriel et la marge connexe ont augmenté en raison de l'accroissement des produits des activités ordinaires et des avantages découlant des initiatives de réduction des coûts liées à la pandémie de COVID-19, ces facteurs ayant plus que compensé la hausse des provisions pour créances irrécouvrables liées aux clients qui pourraient éprouver des difficultés financières à cause de la COVID-19. Les mouvements du change ont eu un effet favorable de 20 pb sur la variation d'un exercice à l'autre de la marge du BAIIA ajusté sectoriel.

Grandes sociétés

(en millions de dollars américains, sauf les marges)	Exercices clos les 31 décembre				
	Variation				Croissance interne
	2020	2019	Total	Devises constantes	
Produits récurrents	1 143	1 079	6 %	7 %	6 %
Produits tirés des transactions	224	229	(2) %	(1) %	(4) %
Produits des activités ordinaires	1 367	1 308	5 %	5 %	5 %
BAlIA ajusté sectoriel	460	412	12 %	11 %	
Marge du BAlIA ajusté sectoriel	33,7 %	31,5 %	220 pb	180 pb	

Les produits des activités ordinaires ont augmenté au total et en devises constantes. L'augmentation en devises constantes est attribuable à la croissance des produits récurrents (84 % du secteur Grandes sociétés). Les produits tirés des transactions (16 % du secteur Grandes sociétés) ont diminué, malgré l'incidence favorable des acquisitions de Confirmation et de HighQ en juillet 2019, en raison de la baisse des produits tirés de l'implantation de logiciels et de la perte de produits du fait de la vente de Pangea3/Legal Managed Services en mai 2019.

Les produits des activités ordinaires ont affiché une croissance interne reflétant la croissance des produits récurrents attribuable aux produits juridiques et fiscaux du secteur, qui a plus que contrebalancé la diminution des produits tirés des transactions découlant de la diminution des services d'implantation de logiciels.

Le BAlIA ajusté sectoriel et la marge connexe ont progressé, l'augmentation des produits des activités ordinaires ayant plus que compensé l'augmentation des charges. Les charges ont augmenté, la hausse des provisions pour créances irrécouvrables et des coûts liés à la technologie, au marketing et au contenu ayant plus que compensé les avantages découlant des initiatives de réduction de coûts liées à la COVID-19. Les mouvements du change ont eu un effet favorable de 40 pb sur la variation d'un exercice à l'autre de la marge du BAlIA ajusté sectoriel.

Fiscalité et comptabilité

(en millions de dollars américains, sauf les marges)	Exercices clos les 31 décembre				
	Variation				Croissance interne
	2020	2019	Total	Devises constantes	
Produits récurrents	682	703	(3) %	-	5 %
Produits tirés des transactions	154	140	10 %	11 %	2 %
Produits des activités ordinaires	836	843	(1) %	2 %	4 %
BAlIA ajusté sectoriel	330	318	4 %	6 %	
Marge du BAlIA ajusté sectoriel	39,5 %	37,6 %	190 pb	160 pb	

Les produits des activités ordinaires ont diminué au total, mais augmenté en devises constantes, ce qui s'explique surtout par la croissance des produits tirés des transactions (18 % du secteur Fiscalité et comptabilité) liée à l'acquisition de l'entreprise Confirmation en juillet 2019. Les produits récurrents (82 % du secteur Fiscalité et comptabilité) n'ont pratiquement pas changé en devises constantes en raison de la perte de produits du fait de la vente, en novembre 2019, de l'entreprise Aumentum qui servait des clients gouvernementaux.

Les produits des activités ordinaires ont affiché une croissance interne en raison de la croissance des produits récurrents et des produits tirés des transactions. La croissance des produits récurrents rend compte de la forte demande pour les produits du secteur, ainsi que de l'avantage lié au devancement de façon permanente des dates de lancement du reste des logiciels d'impôt étatique UltraTax du secteur de janvier 2021 à décembre 2020 pour les faire coïncider avec le lancement de son logiciel d'impôt fédéral américain qui a traditionnellement lieu en décembre. Le secteur avait fait coïncider les lancements de la majeure partie de ses logiciels d'impôt étatique UltraTax en 2019. Compte non tenu de l'incidence du devancement des dates de lancement pour les deux périodes, la croissance interne des produits des activités ordinaires se serait établie à 5 % au total et à 6 % pour les produits récurrents.

Le BAlIA ajusté sectoriel et la marge connexe ont augmenté en raison surtout des avantages découlant des initiatives de réduction des coûts liées à la pandémie de COVID-19 ainsi que de la vente, en novembre 2019, de l'entreprise Aumentum qui servait des clients gouvernementaux, dont la marge était moins élevée. Les mouvements du change ont eu un effet favorable de 30 pb sur la variation d'un exercice à l'autre de la marge du BAlIA ajusté sectoriel.

Reuters News

(en millions de dollars américains, sauf les marges)	Exercices clos les 31 décembre				
	Variation				Croissance interne
	2020	2019	Total	Devises constantes	
Produits récurrents	566	573	(1) %	(2) %	(2) %
Produits tirés des transactions	62	57	9 %	12 %	(29) %
Produits des activités ordinaires	628	630	-	-	(5) %
BAlIA ajusté sectoriel	73	68	7 %	(1) %	
Marge du BAlIA ajusté sectoriel	11,7 %	10,9 %	80 pb	(10) pb	

Les produits des activités ordinaires n'ont pratiquement pas changé au total et en devises constantes. Les produits des activités ordinaires ont affiché un recul de la croissance interne en raison de la baisse des produits tirés des activités des agences de presse et de l'annulation, en raison de la COVID-19, de conférences en personne organisées par l'entreprise Reuters Events, dont nous avons fait l'acquisition au quatrième trimestre de 2019. Le secteur a été en mesure de remplacer plusieurs de ces conférences par des événements virtuels, mais il n'a pas pu récupérer en totalité les produits des activités ordinaires perdus en raison des annulations. La perte des produits des activités ordinaires liés à ces événements en personne n'a pas eu d'incidence significative sur la comparaison des résultats d'un trimestre à l'autre, car nous n'étions pas propriétaires de l'entreprise Reuters Events pendant la majeure partie de la période correspondante de l'exercice précédent. En revanche, cette perte de produits a entraîné un recul de la croissance interne des produits des activités ordinaires, puisque le secteur prend en compte l'incidence des entreprises récemment acquises dans son calcul de la croissance interne comme s'il avait été propriétaire de l'entreprise Reuters Events au cours des deux périodes.

L'entreprise Reuters Events poursuit son évaluation pour déterminer si elle pourra reprendre les conférences en personne en 2021 et à quel moment elle pourra le faire. Elle élabore actuellement une stratégie hybride pour la tenue d'événements en 2021 qui lui permettra d'organiser à la fois des événements en personne et des événements virtuels. En 2021, nous prévoyons une croissance des produits des activités ordinaires du secteur Reuters News se situant dans la partie inférieure d'une fourchette de 1 % à 10 % attribuable à l'amélioration des résultats de l'entreprise Reuters Professional, qui fournit des nouvelles et des analyses et organise des événements à l'intention des décideurs.

Reuters News et Refinitiv ont conclu une entente aux termes de laquelle Reuters News fournit des nouvelles et du contenu éditorial à Refinitiv contre un montant minimal jusqu'au 1^{er} octobre 2048. En 2020 et en 2019, nous avons comptabilisé des produits des activités ordinaires de 336 M\$ en vertu de cette entente, ce qui correspond à la valeur annuelle minimale actuelle. Ces produits des activités ordinaires pourraient toutefois augmenter encore, car le contrat prévoit des ajustements pour tenir compte des variations de l'indice des prix à la consommation et des taux de change.

Le BAlIA ajusté sectoriel et la marge connexe ont augmenté en raison de l'incidence des mouvements du change, les avantages découlant des initiatives de réduction des coûts liées à la pandémie de COVID-19 ayant été annulés par la hausse des charges liée à l'entreprise Reuters Event, des investissements et des indemnités de fin de contrat de travail. Les mouvements du change ont eu une incidence favorable de 90 pb sur la variation d'un exercice à l'autre de la marge du BAlIA ajusté sectoriel.

Publications mondiales

(en millions de dollars américains, sauf les marges)	Exercices clos les 31 décembre				
	Variation				Croissance interne
	2020	2019	Total	Devises constantes	
Produits des activités ordinaires	620	693	(11) %	(10) %	(10) %
BAlIA ajusté sectoriel	242	294	(18) %	(18) %	
Marge du BAlIA ajusté sectoriel	39,0 %	42,5 %	(350) pb	(390) pb	

Les produits des activités ordinaires ont diminué au total et en devises constantes et en ce qui a trait à la croissance interne. Les produits tirés du secteur Publications mondiales affichent une baisse continue en raison de l'adoption de produits en ligne par les clients, mais, en 2020, ils ont aussi été défavorisés par la crise économique mondiale, car certains clients ont connu des difficultés financières et d'autres n'ont pas pu accepter les livraisons en raison de la fermeture des bureaux. En 2021, les produits des activités ordinaires du secteur Publications mondiales devraient afficher une baisse de 4 % à 7 %.

Le BAIIA ajusté sectoriel et la marge connexe ont fléchi en raison de la baisse des produits des activités ordinaires. Les mouvements du change ont eu une incidence favorable de 40 pb sur la variation d'un exercice à l'autre de la marge du BAIIA ajusté sectoriel.

Charges liées au siège social

(en millions de dollars américains)	Exercices clos les 31 décembre	
	2020	2019
Charges liées au siège social	131	494

Les charges liées au siège social ont diminué du fait surtout de la comptabilisation, en 2019, de coûts et d'investissements visant à repositionner nos activités après la séparation de Refinitiv du reste de la société, notamment l'intensification des stratégies numériques, la réplique de capacités que nous a coûtées la séparation d'avec Refinitiv et les indemnités de fin de contrat de travail.

Analyse des résultats du quatrième trimestre

Résultats consolidés

(en millions de dollars américains, sauf les montants par action et les marges)	Trimestres clos les 31 décembre			
	2020	2019	Total	Variation Devises constantes
Mesures financières conformes aux IFRS				
Produits des activités ordinaires	1 616	1 583	2 %	
Bénéfice d'exploitation	956	216	343 %	
Bénéfice net	562	1 324	(58) %	
Résultat dilué par action	1,13 \$	2,64 \$	(57) %	
Entrées nettes de trésorerie liées aux activités d'exploitation	566	355	60 %	
Entrées (sorties) nettes de trésorerie liées aux activités d'investissement	266	(294)	n. s.	
Sorties nettes de trésorerie liées aux activités de financement	(201)	(390)	48 %	
Mesures financières non conformes aux IFRS¹⁾				
Produits des activités ordinaires	1 616	1 583	2 %	2 %
<i>Croissance interne des produits des activités ordinaires</i>				
BAIIA ajusté	525	396	33 %	32 %
Marge du BAIIA ajusté	32,5 %	25,0 %	750 pb	730 pb
BAIIA ajusté diminué des dépenses d'investissement	425	256	66 %	
Marge du BAIIA ajusté diminué des dépenses d'investissement	26,3 %	16,1 %	1 020 pb	
Résultat ajusté	269	185	44 %	
Résultat ajusté par action	0,54 \$	0,37 \$	46 %	43 %
Flux de trésorerie disponibles	449	209	114 %	

1) Se reporter aux annexes A et B du présent rapport de gestion pour obtenir des renseignements supplémentaires et des rapprochements de nos mesures financières non conformes aux IFRS et des mesures conformes aux IFRS les plus directement comparables.

Produits des activités ordinaires

Les produits des activités ordinaires ont augmenté de 2 % au total, en devises constantes et en ce qui a trait à la croissance interne. La croissance interne des produits des activités ordinaires s'explique par la croissance des produits récurrents de 5 % (80 % du total des produits des activités ordinaires), laquelle a plus que contrebalancé la diminution de 7 % des produits tirés des transactions et de 10 % des produits du secteur Publications mondiales.

Les produits des activités ordinaires de nos 3 grands secteurs ont augmenté de 4 % au total et de 5 % en devises constantes et en ce qui a trait à la croissance interne. La croissance interne des produits des activités ordinaires est attribuable à la croissance de 6 % des produits récurrents (91 % produits des activités ordinaires de nos 3 grands secteurs), qui a plus que contrebalancé la diminution de 7 % des produits tirés des transactions.

Bénéfice d'exploitation, BAIIA ajusté et BAIIA ajusté diminué des dépenses d'investissement

Le bénéfice d'exploitation a augmenté en raison d'un profit important à la vente d'une participation, d'un profit lié à la modification de notre régime de retraite américain et de la baisse des charges, en plus d'une hausse des produits des activités ordinaires. L'augmentation du BAIIA ajusté et de la marge connexe, qui excluent notamment le profit à la vente d'une participation et le profit lié à la modification de notre régime de retraite américain, est attribuable à la diminution des charges et à la hausse des produits des activités ordinaires. La baisse des charges rend compte de l'achèvement du repositionnement de la société en 2019, après la séparation de Refinitiv du reste de la société.

Le BAIIA ajusté diminué des dépenses d'investissement et la marge connexe ont augmenté du fait de la hausse du BAIIA ajusté et de la baisse des dépenses d'investissement.

Bénéfice net et résultat dilué par action

Le bénéfice net et le résultat dilué par action ont diminué malgré l'augmentation du bénéfice d'exploitation, car la période correspondante de l'exercice précédent tenait compte d'un produit d'impôt différé de 1,2 G\$ se rapportant à la restructuration de certaines activités à l'étranger.

Résultat ajusté et résultat ajusté par action

Le résultat ajusté et le montant par action connexe, qui excluent le produit d'impôt différé et d'autres ajustements, ont augmenté en raison de la progression du BAIIA ajusté, qui a été en partie contrebalancée par la hausse de la charge d'impôt sur le résultat.

Flux de trésorerie liés aux activités d'exploitation. Les entrées nettes de trésorerie liées aux activités d'exploitation ont augmenté en grande partie parce que la période correspondante de l'exercice précédent rendait compte de coûts et d'investissements considérablement plus élevés liés au repositionnement de la société après la séparation d'avec Refinitiv et de paiements d'impôts plus élevés. Au quatrième trimestre de 2020, nous avons continué les reports de paiement de la partie des retenues sur la paie que doit verser l'employeur, autorisés en vertu de la loi intitulée CARES Act aux États-Unis.

Flux de trésorerie liés aux activités d'investissement. En 2020, les entrées nettes de trésorerie liées aux activités d'investissement rendent compte du produit de 367 M\$, déduction faite de l'impôt payé, tiré de la vente d'une participation. Les dépenses d'investissement se sont élevées à 100 M\$. En 2019, les sorties nettes de trésorerie liées aux activités d'investissement rendaient compte principalement de dépenses d'acquisition de 177 M\$ et de dépenses d'investissement de 140 M\$.

Flux de trésorerie liés aux activités de financement. Pour les deux exercices, les sorties nettes de trésorerie liées aux activités de financement rendent principalement compte des distributions à nos porteurs d'actions ordinaires sous forme de dividendes et, en 2019, de rachats d'actions.

Flux de trésorerie disponibles. Les flux de trésorerie disponibles ont augmenté en raison des mêmes facteurs qui ont causé la hausse des entrées de trésorerie liées aux activités d'exploitation.

Résultats sectoriels

	Trimestres clos les 31 décembre				
	Variation				
(en millions de dollars américains, sauf les marges)	2020	2019	Total	Devises constantes	Croissance interne
Produits des activités ordinaires					
Professionnels du droit	653	621	5 %	5 %	4 %
Grandes sociétés	338	328	3 %	4 %	3 %
Fiscalité et comptabilité	285	274	4 %	6 %	8 %
3 grands secteurs pris collectivement	1 276	1 223	4 %	5 %	5 %
Reuters News	164	164	—	(1) %	(3) %
Publications mondiales	177	196	(10) %	(10) %	(10) %
Éliminations/arrondissement	(1)	—			
Produits des activités ordinaires consolidés	1 616	1 583	2 %	2 %	2 %
BALIA ajusté					
Professionnels du droit	245	215	14 %	13 %	
Grandes sociétés	105	98	7 %	6 %	
Fiscalité et comptabilité	145	134	9 %	10 %	
3 grands secteurs pris collectivement	495	447	11 %	11 %	
Reuters News	6	10	(41) %	(34) %	
Publications mondiales	61	77	(21) %	(22) %	
Charges liées au siège social	(37)	(138)	s. o.	s. o.	
BALIA ajusté consolidé	525	396	33 %	32 %	
Marge du BALIA ajusté					
Professionnels du droit	37,5 %	34,5 %	300 pb	270 pb	
Grandes sociétés	31,1 %	30,0 %	110 pb	70 pb	
Fiscalité et comptabilité	51,1 %	48,7 %	240 pb	200 pb	
3 grands secteurs pris collectivement	38,8 %	36,5 %	230 pb	210 pb	
Reuters News	3,9 %	6,5 %	(260) pb	(240) pb	
Publications mondiales	34,6 %	39,4 %	(480) pb	(530) pb	
Charges liées au siège social	s. o.	s. o.	s. o.	s. o.	
Marge du BALIA ajusté consolidé	32,5 %	25,0 %	750 pb	730 pb	

Professionnels du droit

Les produits des activités ordinaires ont augmenté au total et en devises constantes. L'augmentation en devises constantes est attribuable à la croissance de 6 % des produits récurrents (93 % du secteur Professionnels du droit), qui a largement contrebalancé la diminution de 5 % des produits tirés des transactions (7 % du secteur Professionnels du droit). L'acquisition de Pondera Solutions en mars 2020 et de CaseLines en août 2020 a contribué à l'augmentation des produits des activités ordinaires. Les produits liés aux cabinets juridiques et les produits à l'échelle mondiale ont progressé de 3 %, respectivement, tandis que les produits liés au gouvernement américain se sont accrus de 14 %.

Les produits des activités ordinaires ont affiché une croissance interne en raison surtout des produits récurrents tirés de Westlaw Edge, de Practical Law, l'entreprise du secteur en Europe et au Canada, et des clients gouvernementaux, qui a augmenté de 10 %. La croissance interne des produits tirés des transactions a reculé en raison essentiellement de la baisse des produits des activités ordinaires d'Elite.

Le BALIA ajusté sectoriel et la marge connexe ont progressé en raison de l'augmentation des produits des activités ordinaires. Les mouvements du change ont eu une incidence favorable de 30 pb sur la variation d'un exercice à l'autre de la marge du BALIA ajusté sectoriel.

Grandes sociétés

Les produits des activités ordinaires ont augmenté au total et en devises constantes. L'augmentation en devises constante découle de la croissance de 6 % des produits récurrents (87 % du secteur Grandes sociétés), laquelle a largement compensé la diminution de 11 % des produits tirés des transactions (13 % du secteur Grandes sociétés).

Les produits des activités ordinaires ont aussi affiché une croissance interne reflétant la croissance des produits récurrents attribuable à nos produits juridiques et fiscaux, laquelle a largement compensé la diminution des produits tirés des transactions découlant de la diminution des services d'implantation de logiciels.

Le BAIIA ajusté sectoriel et la marge connexe ont augmenté, en raison de l'augmentation des produits des activités ordinaires. Les mouvements du change ont eu une incidence favorable de 40 pb sur la variation d'un exercice à l'autre de la marge du BAIIA ajusté sectoriel.

Fiscalité et comptabilité

Les produits des activités ordinaires ont augmenté au total et en devises constantes, malgré la perte de produits du fait de la vente, en novembre 2019, de l'entreprise Aumentum qui servait des clients gouvernementaux. La croissance en devises constantes est attribuable à la hausse de 7 % des produits récurrents (89 % du secteur Fiscalité et comptabilité), qui a plus que compensé le recul de 4 % des produits tirés des transactions (11 % du secteur Fiscalité et comptabilité).

Les produits des activités ordinaires ont affiché une croissance interne de 8 % attribuable à l'augmentation de 9 % des produits récurrents, qui reflète une forte demande pour les produits du secteur, ainsi qu'à l'avantage lié au devancement de façon permanente des dates de lancement du reste des logiciels d'impôt étatique UltraTax du secteur de janvier 2021 à décembre 2020 pour les faire coïncider avec le lancement de son logiciel d'impôt fédéral qui a traditionnellement lieu en décembre. Le secteur avait fait coïncider les lancements de la majeure partie de ses logiciels d'impôt étatique UltraTax en 2019. Compte non tenu de cette incidence, les produits des activités ordinaires auraient affiché une croissance interne de 5 % au total et de 6 % des produits récurrents. Les produits tirés des transactions ont affiché un recul de la croissance interne de 1 % pour le trimestre.

Le BAIIA ajusté sectoriel et la marge connexe ont progressé en raison de la hausse des produits des activités ordinaires. Les mouvements du change ont eu un effet favorable de 40 pb sur la variation d'un exercice à l'autre de la marge du BAIIA ajusté sectoriel.

Les activités du secteur Fiscalité et comptabilité affichent davantage de variations saisonnières que nos autres activités, un pourcentage plus élevé de son BAIIA ajusté sectoriel étant habituellement enregistré au quatrième trimestre et, dans une moindre mesure, au premier trimestre, en raison du lancement de certains produits fiscaux. De légères variations dans le moment de la comptabilisation des produits des activités ordinaires et des charges peuvent avoir une incidence sur les marges trimestrielles. Les marges pour l'exercice complet donnent une image plus fidèle de la performance du secteur.

Reuters News

Les produits des activités ordinaires n'ont pratiquement pas changé au total, mais ont diminué en devises constantes et en ce qui a trait à la croissance interne. Les produits des activités ordinaires ont affiché un recul de la croissance interne de 3 % principalement en raison de la baisse des produits tirés des activités des agences de presse et de l'annulation, en raison de la COVID-19, de conférences en personne organisées par l'entreprise Reuters Events. Le recul a été moins marqué que prévu, le secteur ayant été en mesure de remplacer des conférences par des événements virtuels.

Le BAIIA ajusté sectoriel et la marge connexe ont diminué, en raison principalement de la hausse des charges, qui incluaient des indemnités de fin de contrat de travail. Les mouvements du change ont eu un effet défavorable de 20 pb sur la variation d'un exercice à l'autre de la marge du BAIIA ajusté sectoriel.

Publications mondiales

Les produits des activités ordinaires ont diminué au total et en devises constantes et en ce qui a trait à la croissance interne. Les produits tirés du secteur Publications mondiales affichent une baisse continue en raison de l'adoption de produits en ligne par les professionnels, mais, en 2020, ils ont aussi été défavorisés par la crise économique mondiale, car certains clients ont connu des difficultés financières et d'autres n'ont pas pu accepter les livraisons en raison de la fermeture des bureaux.

Le BAIIA ajusté sectoriel et la marge connexe ont diminué, en raison de la baisse des produits des activités ordinaires. Les mouvements du change ont eu un effet favorable de 50 pb sur la variation d'un exercice à l'autre de la marge du BAIIA ajusté sectoriel.

Charges liées au siège social

Les charges liées au siège social ont diminué en grande partie parce que la période correspondante de 2019 tenait compte de coûts et d'investissements visant à repositionner nos activités à la suite de la séparation de Refinitiv du reste de la société, notamment l'intensification des stratégies numériques, la réplication de capacités que nous a coûtées la séparation d'avec Refinitiv et les indemnités de fin de contrat de travail.

Situation de trésorerie et sources de financement

Stratégie en matière de capital

Traditionnellement, nous avons observé une stratégie rigoureuse en matière de capital qui met en équilibre la croissance, l'endettement à long terme, les notations de crédit et la redistribution de capital aux actionnaires. Nous nous assurons de disposer de la capacité d'investissement nécessaire pour accroître nos produits des activités ordinaires tant en interne qu'au moyen d'acquisitions, tout en maintenant notre endettement à long terme et la qualité de notre crédit et en continuant à redistribuer de la trésorerie à nos actionnaires. Nos principales sources de liquidités sont l'encaisse, les flux de trésorerie provenant des activités d'exploitation, notre programme de papier commercial et notre facilité de crédit. De temps à autre, nous émettons aussi des titres de créance. Nous utilisons nos liquidités principalement pour financer les remboursements sur la dette, le service de la dette, le versement de dividendes, les dépenses d'investissement, les rachats d'actions et les acquisitions.

À ce jour, la crise économique causée par la pandémie de COVID-19 n'a pas eu d'effets néfastes sur notre situation de trésorerie. Nous pensons toujours que nous sommes en mesure de traverser les périodes de volatilité qui surviendront probablement pendant que le monde sortira de la crise actuelle, car notre stratégie en matière de capital a renforcé notre structure du capital et notre situation de trésorerie. Au 31 décembre 2020, nos fonds en caisse s'élevaient à 1,8 G\$.

Nous prévoyons que le levier d'exploitation de nos activités augmentera nos flux de trésorerie disponible si nos produits des activités ordinaires augmentent, comme le prévoient nos perspectives. Nous ciblons un ratio d'endettement de 2,5 fois la dette nette sur le BAIIA ajusté et nous nous sommes donné comme objectif de distribuer de 50 % à 60 % de nos flux de trésorerie disponibles sous forme de dividendes à nos actionnaires. Nous prévoyons poursuivre un programme de rachat d'actions modeste pour compenser la dilution associée à nos régimes de réinvestissement des dividendes et d'attributions incitatives en actions, et prévoyons maintenir le nombre de nos actions en circulation autour de 500 millions. Pour l'avenir, nous prévoyons que le produit de la vente des actions de LSEG, une fois expirées les dispositions contractuelles de blocage applicables, dont il est question à la rubrique « Résumé – Vente de Refinitiv à LSEG » du présent rapport de gestion, nous donnera de nouvelles possibilités d'investir et de redistribuer de la trésorerie à nos actionnaires.

Notre ratio d'endettement correspondant à la dette nette divisée par le BAIIA ajusté au 31 décembre 2020 s'établissait à environ 1,1 pour 1, ce qui est inférieur au ratio cible de 2,5 pour 1. Calculé aux termes de la clause restrictive de notre facilité de crédit, ce ratio s'établissait à 1,0 pour 1 à la clôture de l'exercice 2020, ce qui est bien en deçà du ratio d'endettement maximal de 4,5 pour 1 permis par la facilité de crédit. Nous n'avons pas de titres d'emprunt qui arrivent à échéance avant 2023.

Nous estimons que nos sources de liquidités existantes seront suffisantes pour nous permettre de financer nos besoins en trésorerie attendus dans le cours normal de nos activités pour 2021.

L'information présentée plus haut dans cette rubrique est de nature prospective et doit être lue en parallèle avec la rubrique « Renseignements supplémentaires – Mise en garde concernant les facteurs susceptibles d'avoir une incidence sur les résultats futurs ».

Flux de trésorerie

Tableau consolidé sommaire des flux de trésorerie

(en millions de dollars américains)	Exercices clos les 31 décembre		
	2020	2019	Variation (en \$)
Entrées nettes de trésorerie liées aux activités d'exploitation	1 745	702	1 043
Sorties nettes de trésorerie liées aux activités d'investissement	(138)	(1 384)	1 246
Sorties nettes de trésorerie liées aux activités de financement	(644)	(1 201)	557
Augmentation (diminution) de la trésorerie et des découverts bancaires	963	(1 883)	2 846
Écarts de conversion	(1)	5	(6)
Trésorerie et découverts bancaires au début de la période	825	2 703	(1 878)
Trésorerie et découverts bancaires à la fin de la période	1 787	825	962
Mesures non conformes aux IFRS¹⁾			
Flux de trésorerie disponibles	1 330	159	1 171

1) Se reporter aux annexes A et B du présent rapport de gestion pour des renseignements supplémentaires et des rapprochements de nos mesures financières non conformes aux IFRS et des mesures financières conformes aux IFRS les plus directement comparables.

Activités d'exploitation. L'augmentation des flux de trésorerie provenant des activités d'exploitation s'explique principalement par le fait que les résultats de la période correspondante de l'exercice précédent tenaient compte i) de coûts et d'investissements considérablement plus élevés se rapportant au repositionnement de la société après la séparation de Refinitiv du reste de la société, ii) de charges de personnel et d'impôt résiduelles liées aux activités de notre ancien secteur Activités financières et risque, et iii) d'une cotisation de 167 M\$ à un régime de retraite. En 2020, les économies découlant de nos initiatives de réduction des coûts liées à la COVID-19, les paiements d'impôt moins élevés et les reports de paiement de la partie des retenues sur la paie que doit verser l'employeur, autorisés en vertu de la loi intitulée CARES Act aux États-Unis, ont eu une incidence favorable sur les flux de trésorerie provenant des activités d'exploitation. Les montants reportés, qui se sont élevés à 48 M\$, ne portent pas intérêt mais doivent être payés à 50 % d'ici le 31 décembre 2021, le reste devant être payé d'ici le 31 décembre 2022.

Activités d'investissement. En 2020, les sorties nettes de trésorerie liées aux activités d'investissement tenaient compte de dépenses d'investissement de 504 M\$ et de dépenses d'acquisition de 167 M\$ se rapportant essentiellement à Pondera et à CaseLines, qui ont été en partie contrebalancées par le produit de la vente d'une participation (367 M\$, déduction faite de l'impôt payé) et de certains biens immobiliers. En 2019, les sorties nettes de trésorerie liées aux activités d'investissement tenaient compte de dépenses d'environ 998 M\$ pour des acquisitions, essentiellement pour les entreprises Confirmation, HighQ et FC Business Intelligence, et de dépenses d'investissement de 505 M\$, qui ont été légèrement compensées par le produit de 74 M\$ de la vente de plusieurs petites entreprises.

Activités de financement. Les sorties nettes de trésorerie liées aux activités de financement pour les deux exercices rendent compte essentiellement des redistributions aux porteurs d'actions ordinaires au moyen de dividendes et de rachat d'actions. L'exercice 2020 tient également compte d'un produit de 372 M\$ tiré du montant net des emprunts. Se reporter aux paragraphes « Dette à long terme » et « Rachats d'actions » ci-après pour obtenir de plus amples renseignements sur nos remboursements sur la dette et les rachats d'actions.

Trésorerie et découverts bancaires. L'augmentation de la trésorerie et des équivalents de trésorerie rend compte du produit net de 367 M\$ tiré de la vente d'une participation en décembre 2020 et des flux de trésorerie provenant des activités d'exploitation, qui reflètent les économies découlant de nos initiatives de réduction des coûts liées à la COVID-19.

Flux de trésorerie disponibles. L'augmentation des flux de trésorerie disponibles découle des mêmes facteurs qui ont influé sur les flux de trésorerie liés aux activités d'exploitation, auxquels s'ajoute le produit de la vente de biens immobiliers.

Des renseignements supplémentaires sur notre dette, nos dividendes et nos rachats d'actions sont présentés ci-après :

- **Programme de papier commercial.** Notre programme de papier commercial de 1,8 G\$ nous fournit un financement efficace et flexible à court terme. Aucun papier commercial n'était en cours aux 31 décembre 2020 et 2019. En janvier 2020, nous avons émis un montant de 630 M\$ sous forme de papier commercial dont le produit a servi à rembourser des dettes avant leur échéance. Nos emprunts sous forme de papier commercial ont été remboursés plus tard au cours de l'exercice, principalement à l'aide de sommes empruntées aux termes de notre facilité de crédit, comme il est expliqué ci-dessous. Nous n'avons pas émis de papier commercial en 2019.
- **Facilités de crédit.** Nous disposons d'une facilité de crédit consortiale de 1,8 G\$ qui vient à échéance en décembre 2024 et qui peut servir à obtenir des liquidités pour les besoins généraux de l'entreprise (y compris aux fins des acquisitions ou du financement de notre programme de papier commercial). Il n'y avait aucun emprunt en cours aux termes de la facilité de crédit aux 31 décembre 2020 et 2019. Nous avons emprunté 1,0 G\$ aux termes de cette facilité au premier trimestre de 2020, montant qui a été remboursé plus tard au cours de l'exercice. D'après les notations actuelles de la société, le taux d'intérêt aux termes de la facilité de crédit est fonction du taux LIBOR/EURIBOR majoré de 112,5 points de base. Nous avons également la possibilité de demander une augmentation de l'engagement des prêteurs jusqu'à concurrence d'un montant de 600 M\$, pour un engagement relatif à la facilité de crédit maximum de 2,4 G\$, sous réserve de l'approbation des prêteurs concernés.

La Financial Conduct Authority du Royaume-Uni, qui régleme le taux LIBOR, a l'intention de supprimer progressivement ce taux de référence d'ici la fin de 2021. De nouveaux taux de référence ont été établis, et les travaux se poursuivent en vue de la mise en place de meilleures structures à terme et de liquidité, lesquelles sont nécessaires pour remplacer les structures LIBOR existantes. À l'exception des taux de référence fondés sur le LIBOR retenus aux termes de notre facilité de crédit externe, nous n'avons pas d'entente importante avec des tiers qui utilise ou mentionne le LIBOR comme taux de référence et qu'il faudrait modifier.

Si Moody's ou S&P abaissent leurs notations à l'égard de notre dette, les commissions et le coût d'emprunt de notre facilité de crédit pourraient augmenter, sans aucune conséquence toutefois sur la disponibilité de la facilité. À l'opposé, un relèvement de la notation pourrait réduire les commissions et le coût d'emprunt. Nous surveillons aussi les prêteurs qui sont parties à notre facilité et nous croyons qu'ils demeureront en mesure de nous prêter des fonds.

Nous garantissons les emprunts de nos filiales aux termes de la facilité de crédit. Nous sommes aussi tenus de maintenir un ratio de la dette nette, au sens donné à ce terme dans la convention de crédit (total de la dette après déduction des swaps, diminué de la trésorerie et des équivalents de trésorerie), établie le dernier jour du trimestre, par rapport au BAIIA, au sens donné à ce terme dans la convention de crédit (bénéfice avant intérêts, impôt, dotation aux amortissements des immobilisations corporelles et incorporelles et autres modifications décrites dans la convention de crédit), d'au plus 4,5 pour 1 pour les quatre derniers trimestres écoulés. Si nous réalisons une acquisition dont le prix d'achat dépassait 500 M\$, le ratio de la dette nette sur le BAIIA augmenterait temporairement à 5,0 pour 1 pour les trois trimestres suivant la transaction, après quoi il reviendrait à 4,5 pour 1. Au 31 décembre 2020, nous respectons cette clause restrictive puisque notre ratio de la dette nette sur le BAIIA, calculé aux termes de notre facilité de crédit consortiale, s'établissait à 1,0 pour 1.

- **Dette à long terme.** Le tableau suivant présente de l'information sur les billets émis et remboursés par la société en 2020. Nous n'avons émis ni remboursé aucun titre d'emprunt en 2019.

Mois/année	Transaction	Montant en capital (en millions)
Billets émis		
Mai 2020	Billets à 2,239 %, échéant en 2025	1 400 \$ CA
Billets remboursés		
Janvier 2020	Billets à 3,309 %, échéant en 2021	550 \$ CA
Janvier 2020	Billets à 3,95 %, échéant en 2021	139 \$ US

Les billets émis en mai 2020 ont été immédiatement échangés contre des dollars américains, et nous avons affecté le produit net de 999 M\$ aux besoins généraux de l'entreprise, notamment au remboursement des emprunts aux termes de notre facilité de crédit.

En janvier 2020, nous avons remboursé des billets pour un montant de 640 M\$ avant leur date d'échéance prévue. Ce montant comprend les primes pour remboursement anticipé et le règlement de swaps de devises. Ces remboursements ont été financés au moyen d'emprunts sous forme de papier commercial.

En juillet 2020, nous avons déposé un nouveau prospectus préalable de base aux termes duquel Thomson Reuters Corporation et l'une de ses filiales américaines, TR Finance LLC, peuvent collectivement émettre, de temps à autre, des titres d'emprunt non garantis d'une valeur maximale de 3,0 G\$, et ce, jusqu'au 6 août 2022. Les titres émis par TR Finance LLC seront intégralement et inconditionnellement garantis à titre d'obligations non garanties par Thomson Reuters Corporation et trois filiales américaines garantes, qui sont aussi des filiales en propriété exclusive indirecte consolidées de Thomson Reuters Corporation. À l'exception de TR Finance LLC et des filiales garantes, aucune autre filiale de Thomson Reuters Corporation n'a fourni de garantie ou ne peut être tenue responsable relativement à tout titre d'emprunt que pourrait émettre TR Finance LLC. En date du 3 mars 2021, ni Thomson Reuters Corporation ni TR Finance LLC n'a émis de titre d'emprunt aux termes du prospectus.

TR Finance LLC est une filiale en propriété exclusive indirecte de Thomson Reuters Corporation et a été constituée aux seules fins d'émettre des titres d'emprunt. TR Finance LLC n'a aucun actif ou passif d'importance, aucune filiale et aucune activité commerciale qui lui est propre. La capacité de TR Finance LLC de payer des intérêts, des primes ou des charges d'exploitation ou d'honorer ses obligations dépendra du soutien financier de Thomson Reuters Corporation et des filiales garantes. Veuillez vous reporter à l'annexe H du présent rapport de gestion pour consulter l'information financière résumée de consolidation concernant TR Finance LLC et les filiales garantes.

- **Notations.** Nos possibilités de financement sont entre autres tributaires de la conjoncture des marchés et du maintien de notations à long terme convenables. Les notations qui nous sont attribuées peuvent être affectées par divers facteurs, notamment l'accroissement de notre dette, la baisse de notre résultat, la contraction de la demande à l'égard de nos produits, l'intensification de la concurrence, une autre détérioration de la conjoncture économique et commerciale et la mauvaise presse visant la société. Tout déclassement de nos notations pourrait avoir une incidence sur notre capacité à mobiliser des capitaux ou donner lieu à une hausse des taux d'intérêt s'appliquant à nos emprunts.

Le tableau qui suit indique les notations que les agences ont attribuées à nos titres en cours à la date du présent rapport de gestion :

	Moody's	Standard & Poor's	DBRS Limited	Fitch
Dette à long terme	Baa2	BBB	BBB (élevé)	BBB+
Papier commercial	P-2	A-2	R-2 (élevé)	F1
Tendance ou perspective	Stable	Stable	Stable	Stable

Ces notations ne sont pas une recommandation d'acheter, de vendre, ni de conserver les titres et elles ne fournissent aucune indication sur leur cours ou leur pertinence pour un investisseur donné. Les notations peuvent ne pas refléter l'incidence possible de tous les risques sur la valeur des titres. Nous ne pouvons vous assurer que nos notations ne seront pas revues à la baisse dans l'avenir ni que les agences de notation n'émettront pas de commentaires défavorables à l'égard de nos titres.

- **Dividendes.** Les dividendes sur nos actions ordinaires sont déclarés en dollars américains. En février 2020, nous avons annoncé une augmentation de 0,08 \$ par action du dividende annuel, qui a été porté à 1,52 \$ par action ordinaire (à compter du dividende sur les actions ordinaires que nous avons versé en mars 2020). Dans notre tableau consolidé des flux de trésorerie, les dividendes versés sur les actions ordinaires sont présentés déduction faite des montants réinvestis dans la société aux termes du régime de réinvestissement des dividendes (« RRD »). Les actionnaires ordinaires inscrits peuvent participer au RRD, aux termes duquel les dividendes en trésorerie sont automatiquement réinvestis dans de nouvelles actions ordinaires. La valeur des actions ordinaires correspond à la moyenne pondérée du cours de l'action à la Bourse de Toronto sur les cinq jours de bourse qui précèdent immédiatement la date de clôture des registres en vue de la distribution des dividendes.

Le tableau ci-après fait état des dividendes déclarés par action ordinaire et des dividendes que nous avons versés sur nos actions ordinaires.

(en millions de dollars américains, sauf les montants par action)	Exercices clos les 31 décembre	
	2020	2019
Dividendes déclarés par action ordinaire	1,52 \$	1,44 \$
Dividendes déclarés	753	721
Dividendes réinvestis	(23)	(23)
Dividendes versés	730	698

En février 2021, nous avons annoncé une augmentation de 0,10 \$ par action du taux de dividende annuel, qui a été porté à 1,62 \$ par action ordinaire (à compter du dividende sur les actions ordinaires que nous avons prévu verser en mars 2021). Se reporter à la rubrique « Événements postérieurs à la date de clôture » du présent rapport de gestion pour obtenir un complément d'information.

- **Rachats d'actions – offre publique de rachat d'actions dans le cours normal des activités (l'« offre de rachat »).** Nous pouvons occasionnellement racheter des actions (et les annuler ultérieurement) conformément à notre stratégie en matière de capital. Les rachats d'actions sont généralement effectués dans le cadre d'une offre de rachat. Aux termes de notre offre de rachat actuellement en vigueur, nous pouvons racheter jusqu'à 5 millions d'actions ordinaires entre le 4 janvier 2021 et le 3 janvier 2022 dans le cadre d'opérations sur le marché libre à la TSX, à la NYSE, à une autre bourse ou à un système de négociation parallèle admissible, ou par tout autre moyen autorisé par la TSX ou la NYSE ou selon les lois applicables, y compris au moyen de contrats de rachat privés si la société obtient à cette fin une ordonnance d'exemption d'offre publique de rachat auprès des autorités en valeurs mobilières concernées au Canada. Le prix payé par la société pour ses actions dans le cadre d'opérations sur le marché libre aux termes de l'offre de rachat correspondra au cours de l'action au moment de l'achat ou à tout autre prix autorisé par la TSX.

Les rachats d'actions s'établissent comme suit :

	Exercices clos les 31 décembre	
	2020	2019
Rachats d'actions (en millions de dollars américains)	200	488
Nombre d'actions rachetées (en millions)	2,6	7,8
Rachats d'actions – prix moyen par action en dollars américains	78,37 \$	62,33 \$

En février 2021, la société a racheté un montant additionnel de 200 M\$ de ses actions ordinaires dans le cadre d'un programme de rachat qui a commencé en janvier 2021. Nous n'avons pas l'intention de racheter d'autres actions en 2021. Les décisions concernant les rachats futurs, le cas échéant, dépendront de facteurs comme la conjoncture du marché, le cours de l'action et d'autres possibilités d'investir des capitaux pour favoriser la croissance. Nous pouvons choisir, en tout temps, de suspendre le rachat d'actions ou d'y mettre fin conformément aux lois en vigueur. De temps à autre, si nous ne possédons pas de renseignements importants nous concernant ou concernant nos titres que le public ignorerait, nous pouvons établir un programme prédéfini avec notre courtier en vue de racheter des actions pendant des périodes au cours desquelles nous ne sommes normalement pas actifs sur les marchés en raison de nos propres périodes d'interdiction d'opérations, de nos propres règles sur les opérations d'initié ou d'autres facteurs. Tout programme établi avec notre courtier sera adopté conformément aux lois sur les valeurs mobilières canadiennes applicables et aux exigences de la règle 10b5-1 de la *Securities Exchange Act of 1934* des États-Unis, dans sa version modifiée. Nous avons établi un programme de ce genre avec notre courtier le 29 décembre 2020 relativement aux actions que nous avons rachetées plus tôt cette année. Par conséquent, nous avons inscrit un passif de 200 M\$ et un montant correspondant dans les capitaux propres à l'état consolidé de la situation financière (200 M\$ en 2019).

Situation financière

Le total de notre actif s'établissait à 17,9 G\$ au 31 décembre 2020, comparativement à 17,3 G\$ au 31 décembre 2019. La hausse s'explique principalement par une augmentation de la trésorerie et des équivalents de trésorerie, y compris le produit de la vente d'une participation (se reporter à la rubrique « Flux de trésorerie » ci-dessus pour plus d'information à ce sujet).

Au 31 décembre 2020, la valeur comptable du total des actifs courants était supérieure de 1,3 G\$ à celle du total des passifs courants. À l'occasion, les passifs courants peuvent dépasser les actifs courants, ce qui s'explique surtout par le fait que les passifs courants comprennent des produits différés d'un montant important tirés de la vente de produits et de services par abonnement, que bon nombre de clients règlent à l'avance. La trésorerie reçue lors de ces paiements anticipés est affectée au financement courant des activités d'exploitation, d'investissement et de financement de notre entreprise. Cependant, aux fins comptables, ces paiements anticipés doivent être différés et comptabilisés sur la durée de l'abonnement. Nous pouvons donc inscrire un fonds de roulement déficitaire à notre état consolidé de la situation financière. Dans le cours normal des activités, les produits différés ne correspondent pas à une obligation en trésorerie, mais plutôt à l'obligation d'assurer la prestation de services ou la livraison de produits. En conséquence, nous sommes d'avis que notre situation ne reflète pas un problème de liquidité, mais bien le résultat de la comptabilité requise du fait de notre modèle d'entreprise.

Dettes nette et ratio d'endettement correspondant à la dette nette divisée par le BAIIA ajusté

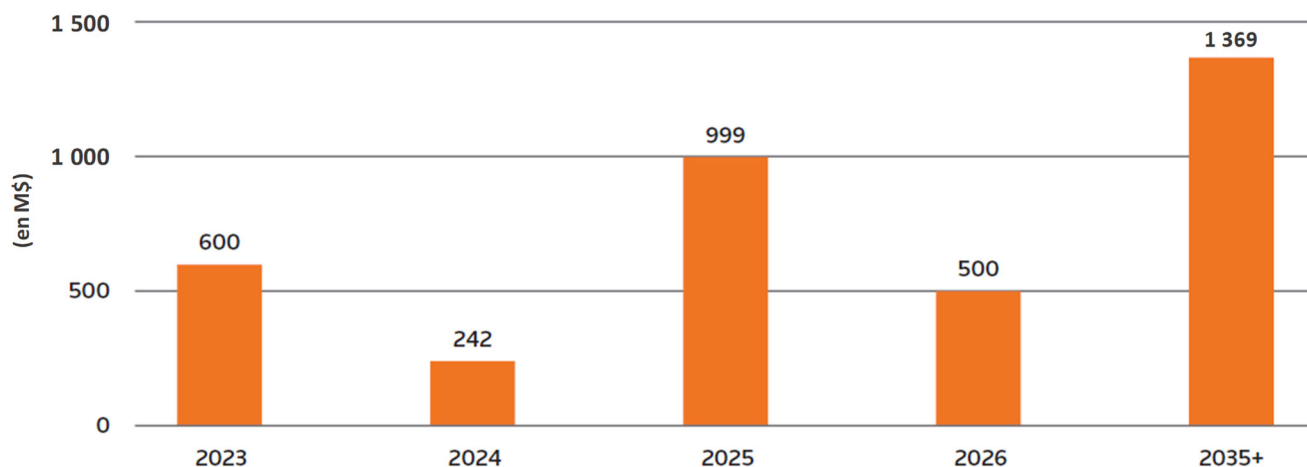
	31 décembre	
(en millions de dollars américains)	2020	2019
Dettes courantes	–	579
Dettes à long terme	3 772	2 676
Total de la dette	3 772	3 255
Swaps	(100)	62
Total de la dette après déduction des swaps	3 672	3 317
Déduire : ajustements de juste valeur pour les instruments de couverture ¹⁾	1	–
Total de la dette, après déduction des contrats de couverture de change	3 673	3 317
Déduire : coûts de transactions, surcotes et décotes compris dans la valeur comptable de la dette	38	36
Ajouter : obligations locatives (partie courante et non courante)	306	322
Déduire : trésorerie et équivalents de trésorerie ²⁾	(1 787)	(825)
Dettes nettes ³⁾	2 230	2 850
Ratio d'endettement correspondant à la dette nette divisée par le BAIIA ajusté		
BAIIA ajusté ³⁾	1 975	1 493
Dettes nettes/BAIIA ajusté ³⁾	1,1:1	1,9:1

- 1) Représente la composante intérêts de la juste valeur des instruments de couverture qui sont déduits afin de refléter les sorties nettes de trésorerie à l'échéance.
- 2) Compte tenu de trésorerie et d'équivalents de trésorerie s'élevant respectivement à 43 M\$ et à 34 M\$ aux 31 décembre 2020 et 2019, lesquels étaient détenus dans des filiales soumises à certaines restrictions réglementaires, ce qui signifie qu'ils ne peuvent être utilisés pour les besoins généraux de l'entreprise.
- 3) Ces montants correspondent à des mesures non conformes aux IFRS. À titre d'information supplémentaire concernant notre liquidité, nous présentons le ratio d'endettement correspondant à la dette nette divisée par le BAIIA ajusté. Se reporter à l'annexe A du présent rapport de gestion pour des renseignements supplémentaires sur nos mesures financières non conformes aux IFRS.

Au 31 décembre 2020, le total de notre dette (après déduction des swaps) s'élevait à 3,7 G\$. Les dates d'échéance de nos emprunts à terme sont bien échelonnées et ne sont pas concentrées dans un exercice en particulier.

Au 31 décembre 2020, la durée moyenne à courir jusqu'à l'échéance de nos emprunts à terme était d'environ 10 ans et le taux d'intérêt moyen s'y appliquant (après déduction des swaps) s'établissait à moins de 5 %, qui est entièrement fixe. Notre ratio d'endettement, qui correspond à la dette nette divisée par le BAIIA ajusté, était inférieur au ratio cible de 2,5 pour 1. La diminution de notre dette nette est essentiellement attribuable à la hausse de la trésorerie et des équivalents de trésorerie.

Le graphique ci-dessous présente les échéances prévues des emprunts à terme (après déduction des swaps) au 31 décembre 2020.



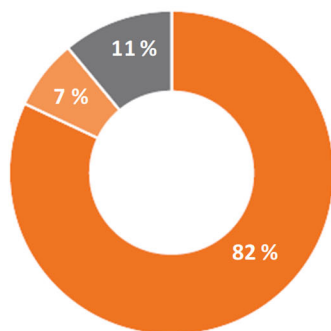
Gestion des risques financiers

Nos activités mondiales nous exposent à une série de risques financiers, à savoir le risque de marché (principalement le risque de change et le risque de taux d'intérêt), le risque de crédit et le risque de liquidité. À la rubrique « Gestion des risques financiers » de la note 19 de nos états financiers consolidés annuels de 2020, nous présentons une analyse des principaux risques financiers auxquels nous pensons être exposés et la stratégie que nous mettons en œuvre pour en atténuer les conséquences négatives sur nos résultats financiers. Sous la supervision de notre chef de la direction financière, notre service centralisé de la trésorerie, qui est responsable de la stratégie de gestion des risques financiers et de sa mise en œuvre, applique des directives strictes et des processus de contrôle interne rigoureux. Nous nous efforçons de réduire au minimum les effets économiques défavorables éventuels de ces risques financiers sur notre performance financière et de nous assurer que nous disposons d'une trésorerie suffisante pour financer nos activités, réinvestir dans notre entreprise, verser des dividendes et nous acquitter de nos obligations de remboursement de la dette.

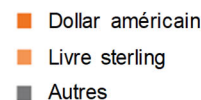
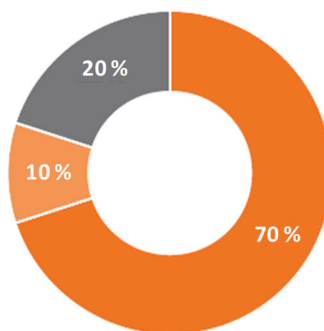
Nous exerçons la majeure partie de nos activités en dollars américains. Cependant, 18 % de nos produits des activités ordinaires et 30 % de nos charges étaient libellés en d'autres monnaies que le dollar américain en 2020, la principale étant la livre sterling, le reste de nos transactions étant conclues dans diverses autres monnaies, dont le dollar canadien, l'euro et le réal brésilien. Étant donné qu'un pourcentage plus élevé de nos charges est libellé en monnaies étrangères, les variations des cours de change tendent généralement à accroître nos charges davantage que nos produits des activités ordinaires. En 2020, les mouvements du change ont diminué de 1 % nos produits des activités ordinaires et nos charges par rapport à l'exercice précédent. Nous surveillons régulièrement notre exposition au risque de change, et il se peut que nous utilisions des instruments financiers dérivés à l'avenir afin d'atténuer notre risque de change. Se reporter à la note 19 de nos états financiers consolidés annuels de 2020 pour obtenir des renseignements supplémentaires. Notre participation indirecte dans LSEG est susceptible de varier en fonction des fluctuations du cours des actions de LSEG et du taux de change entre la livre sterling et le dollar américain.

Les graphiques suivants présentent la répartition entre les devises de nos produits des activités ordinaires et de nos charges d'exploitation pris en compte dans le calcul du BAIIA ajusté pour 2020 :

Produits des activités ordinaires



Charges



Nous surveillons la stabilité financière des pays étrangers dans lesquels nous sommes en exploitation. Pour atténuer le risque de perte, nous surveillons la qualité du crédit de nos clients et avons en place des politiques et pratiques de recouvrement des créances clients et de gestion de la trésorerie à l'échelle mondiale pour veiller à ce que nous disposions de suffisamment de liquidités.

Nous surveillons également la solidité financière des institutions financières avec lesquelles nous entretenons des relations bancaires et autres relations commerciales, notamment celles qui détiennent notre trésorerie et nos équivalents de trésorerie, ainsi que les institutions qui agissent comme contreparties aux instruments financiers dérivés et à d'autres contrats.

Au 31 décembre 2020, environ 47 % de notre trésorerie et de nos équivalents de trésorerie étaient détenus par des filiales hors des États-Unis. Habituellement, nous accédons à ces fonds d'une façon avantageuse sur le plan fiscal afin de répondre à nos besoins en trésorerie. Étant donné notre structure d'entité juridique, nous prévoyons avoir encore accès à nos fonds détenus par des filiales hors des États-Unis de façon avantageuse sur le plan fiscal.

Arrangements, engagements et obligations contractuelles non comptabilisés

Le tableau qui suit présente le sommaire des emprunts, des contrats de location et des obligations contractuelles non comptabilisées.

(en millions de dollars américains)	2021	2022	2023	2024	2025	Par la suite	Total
Dettes à long terme¹⁾	-	-	600	242	1 099	1 869	3 810
Intérêts à payer¹⁾	153	153	153	127	105	1 103	1 794
Sorties de trésorerie liées aux couvertures de la dette	22	22	22	22	1 010	-	1 098
Entrées de trésorerie liées aux couvertures de la dette¹⁾	(25)	(25)	(25)	(25)	(1 110)	-	(1 210)
Contrats de location²⁾	97	86	61	45	33	151	473
Obligations inconditionnelles d'achat	316	277	242	71	13	-	919
Obligations au titre des prestations définies	39	-	-	-	-	-	39
Total	602	513	1 053	482	1 150	3 123	6 923

1) Flux de trésorerie contractuels calculés au moyen des taux de change au comptant au 31 décembre 2020.

2) Comprennent des contrats de location d'une durée de 12 mois ou moins, certains actifs de faible valeur et des engagements de location qui n'ont pas encore commencé, tous ces éléments n'étant pas comptabilisés à l'état consolidé de la situation financière.

Nous présentons ci-après d'autres renseignements au sujet de certaines de nos obligations :

- **Garanties des filiales** – Nous garantissons les obligations de certaines de nos filiales à l'égard de certains baux immobiliers, ententes avec des banques et contrats commerciaux. Nous garantissons aussi les emprunts de nos filiales en vertu de notre entente de crédit.
- **Obligations inconditionnelles d'achat** – Nous avons diverses obligations se rapportant à des matières, à des fournitures, à l'impartition et à d'autres services requis dans le cadre de l'activité ordinaire. Dans le tableau ci-dessus, certains engagements ont été estimés sur la durée du contrat.
- **Obligations au titre des prestations définies** – Nous offrons des régimes à prestations définies qui procurent des prestations de retraite et d'autres avantages postérieurs à l'emploi aux membres du personnel couverts. Au 31 décembre 2020, la juste valeur des actifs de nos principaux régimes de retraite par capitalisation représentait 99 % des obligations des régimes. Pour 2020, nous avons versé des cotisations de 33 M\$ à nos principaux régimes à prestations définies. En 2021, nous prévoyons verser des cotisations d'environ 39 M\$ à nos principaux régimes à prestations définies, dont une tranche de 6 M\$ conformément à notre politique normale de capitalisation des régimes et une tranche de 33 M\$ au titre des prestations à verser aux termes des régimes sans capitalisation et de nos régimes de soins médicaux à l'intention des retraités.

Le montant des cotisations futures requises aux termes de régimes de retraite et le moment où elles seront versées peuvent différer de façon importante de nos estimations au 31 décembre 2020. Nous ne pouvons pas estimer les cotisations qui seront versées après 2021 puisqu'elles sont tributaires de la conjoncture économique et du rendement des régimes et qu'elles peuvent être modifiées par l'évolution de la législation. Dans le cas de certains régimes, les fiduciaires ont le droit de demander une évaluation spéciale à la suite de laquelle nous pourrions devoir verser des cotisations imprévues. Par ailleurs, de temps à autre, nous pouvons décider de verser des cotisations volontaires afin d'améliorer la situation de capitalisation des régimes.

- **Éventualités liées aux cessions** – Aux termes de certains contrats de cession, notamment tel qu'il est décrit à la rubrique « Positions fiscales incertaines » plus loin dans le présent rapport de gestion, nous garantissons les obligations d'indemnisation de notre filiale qui vend l'entreprise ou l'actif. À notre avis, compte tenu des faits et des circonstances actuels, nous estimons que des paiements supplémentaires liés à ces opérations n'auraient pas d'incidence significative défavorable sur notre situation financière dans son ensemble.
- **Bons de souscription de Refinitiv** – Aux termes de la convention de bons de souscription conclue entre notre société et les fonds de capital-investissement affiliés à Blackstone, la vente de Refinitiv à LSEG a constitué un changement de contrôle. Les bons de souscription ont été exercés dans le cadre de la clôture de la transaction, ce qui a conféré à notre société le droit à 4,5 millions d'actions de Refinitiv additionnelles. Ces bons de souscription constituaient un instrument dérivé et ont été comptabilisés à la juste valeur. Les variations de la valeur ont été comptabilisées au poste « Autres profits d'exploitation, montant net » de l'état consolidé du résultat net. Se reporter à l'annexe E du présent rapport de gestion pour plus d'information à ce sujet.

Nous ne concluons pas d'arrangements de financement non comptabilisés, hormis ceux qui sont décrits précédemment, et nous ne possédons pas de participations dans des entités ad hoc non consolidées ni dans des entités de financement structurées.

Éventualités

Actions et réclamations en justice

Nous sommes partie à divers litiges, réclamations, contrôles et enquêtes qui surviennent dans le cours normal des activités. Ces causes portent notamment sur les questions liées à l'emploi, les questions commerciales et les poursuites en diffamation et en violation de propriété intellectuelle. Ces procédures contre nous restent à être réglées, et leur issue demeure imprévisible. À la lumière des renseignements dont nous disposons actuellement et après consultation des avocats externes, la direction estime que le résultat définitif de ces causes, prises individuellement ou globalement, ne devrait pas avoir une incidence significative défavorable sur notre situation financière dans son ensemble.

Positions fiscales incertaines

Nous sommes assujettis à l'impôt s'appliquant sur de nombreux territoires, et nous faisons régulièrement l'objet de contrôles fiscaux par diverses autorités fiscales dans le cours normal des activités. L'incidence fiscale définitive de bon nombre des transactions et calculs dans le cours normal des activités est incertaine, les autorités fiscales pouvant contester certaines positions et proposer des ajustements ou des changements à nos déclarations fiscales.

En conséquence, nous maintenons des provisions au titre des positions fiscales incertaines qui, à notre avis, reflètent de façon appropriée les risques visant la société. Ces provisions sont établies à l'aide de nos estimations les plus probables du montant à payer, en fonction d'une évaluation qualitative de toutes les informations pertinentes. Lorsque cela est approprié, nous calculons la valeur attendue afin de déterminer le montant de nos provisions. Nous réévaluons ces provisions à la fin de chaque période de présentation de l'information financière pour voir si le montant est suffisant et les ajustons en fonction de l'évolution des faits et des circonstances. En raison de l'incertitude entourant les contrôles fiscaux, il se peut qu'un passif découlant de ces contrôles ou d'un litige connexe diffère de façon importante de nos provisions. Toutefois, à la lumière des lois actuellement en vigueur et de l'information dont nous disposons et après consultation de conseillers fiscaux externes, la direction estime que la résolution définitive de ces questions, individuellement ou collectivement, n'aura pas d'incidence significative défavorable sur notre situation financière dans son ensemble.

En février 2018, l'administration fiscale du Royaume-Uni, la HM Revenue & Customs (la « HMRC »), a émis, en vertu du régime d'impôt sur les profits détournés, des avis d'imposition pour l'année d'imposition 2015 visant certaines de nos filiales actuelles et de nos anciennes filiales au Royaume-Uni. Nous avons payé des impôts de 31 M\$, conformément à ce qu'exigeaient les avis d'imposition. Comme la direction n'estimait pas que ces filiales au Royaume-Uni entraient dans le champ d'application du régime d'impôt sur les profits détournés, nous avons contesté ces avis d'imposition en juillet 2019 afin d'obtenir un remboursement. La HMRC a entamé un audit des années d'imposition subséquentes et, en février 2021, elle a émis des avis d'imposition définitifs pour l'année d'imposition 2016 dont le montant totalise 90 M\$, que nous devons payer en mars 2021. Par ailleurs, compte tenu des discussions récentes avec la HMRC, la direction croit qu'il est raisonnablement possible que cette dernière émette d'ici 6 à 12 mois des avis d'imposition similaires pour une ou plusieurs autres années d'imposition, qui viseraient essentiellement des entreprises que nous avons vendues et qui font l'objet d'entente d'indemnisation. Si cela se produit, nous serons tenus de payer des impôts supplémentaires à la HMRC, y compris ceux qui sont attribuables aux contreparties aux ententes d'indemnisation, peu après avoir reçu les avis. Advenant que nous soyons tenus d'effectuer des versements d'impôt supplémentaires, dont le montant pourrait se situer entre 600 M\$ et 700 M\$, nous défendrons vigoureusement notre position en contestant les avis d'imposition au moyen de tous les recours administratifs et juridiques à notre disposition. La majeure partie des montants en cause se rapportent au secteur Activités financières et risque de la société, qui a été vendu en 2018. Les paiements que nous pourrions effectuer, le cas échéant, ne refléteraient pas notre position quant au bien-fondé de la question. Comme la direction estime que notre position est justifiée par la loi, nous ne pensons pas que la résolution de cette question aura une incidence significative sur notre situation financière dans son ensemble. Nous prévoyons donc comptabiliser la quasi-totalité de tout paiement éventuel futur à titre de montant à recevoir de HMRC non courant et l'indemnité de la contrepartie dans nos états financiers, puisque nous nous attendons à recevoir des remboursements pour la quasi-totalité des montants payés en vertu de ces avis d'imposition. Nous prévoyons que nos sources de trésorerie existantes (décrites dans le présent rapport de gestion) seront suffisantes pour financer les paiements requis, le cas échéant.

Pour un complément d'information, veuillez consulter la rubrique « Facteurs de risque » du présent rapport annuel, où sont détaillés les risques liés aux questions juridiques et fiscales.

Perspectives

L'information présentée dans cette rubrique est de nature prospective et doit être lue en parallèle avec la rubrique « Mise en garde concernant les facteurs susceptibles d'avoir une incidence sur les résultats futurs » ci-après.

Tendances

En changeant la façon dont le travail est effectué et par qui il est effectué, les forces technologiques et sociales perturbent les marchés professionnels que nous desservons. Nos clients, soit les professionnels œuvrant au sein des cabinets juridiques et comptables, des organismes gouvernementaux et des sociétés, recherchent de plus en plus auprès de notre société des solutions leur permettant de s'adapter à la nouvelle réalité. Ils sont pressés par leurs clients, à l'interne et à l'externe, d'être plus efficaces et de démontrer la valeur de leurs services. Ils doivent recourir de plus en plus à des outils technologiques pour maintenir un avantage concurrentiel en livrant plus rapidement des produits différenciés. La pandémie de COVID-19 a eu pour effet d'accélérer ces tendances, les professionnels se tournant de plus en plus vers les expériences numériques, les produits infonuagiques et les formules de travail flexibles. Au cours de la dernière année, nous avons observé que les facteurs suivants sont associés à un intérêt et à une adhésion croissants au sein de la clientèle des 3 grands secteurs (Professionnels du droit, Grandes sociétés et Fiscalité et comptabilité) que nous desservons :

- *Numérisation des processus et automatisation des tâches* afin de simplifier et d'automatiser les flux de travaux routiniers;
- *Prestation de services numérique* pour permettre aux professionnels d'interagir différemment avec leurs clients;
- *Obligations par les gouvernements d'adopter et d'accélérer la mise en œuvre* des services numériques;
- *Travail à distance* rendu possible par l'adoption généralisée de logiciels de collaboration et un changement de mentalité;
- *Changement démographique* qui donne lieu à de nouvelles attentes concernant les parcours professionnels traditionnels;
- *Évolution constante de la réglementation* qui ouvre la porte à de nouveaux venus sur le marché.

Du côté de notre secteur Reuters News, le secteur des médias poursuit sa transformation, et les activités des agences de presse traditionnelles sont en déclin. La demande dans le secteur professionnel financier est à la hausse, mais Reuters est limitée dans sa capacité de participer à un certain nombre de secteurs en raison de son entente exclusive avec Refinitiv. Dans le domaine des services interentreprises, la pandémie de COVID-19 a eu une incidence importante sur les occasions d'affaires relativement aux conférences et aux événements en 2020. Nous estimons toutefois que cette incidence est temporaire et que la demande pour des événements virtuels et le contenu connexe continuera d'augmenter, tandis que la demande pour des événements en personne reprendra lorsque les restrictions liées à la pandémie auront été assouplies. Nous nous attendons toujours à un recul des produits tirés du secteur Publications mondiales en raison de l'adoption de produits en ligne par les clients et du fait que certains clients connaissent des difficultés financières et que d'autres ne peuvent pas accepter les livraisons en raison de la fermeture des bureaux.

L'environnement concurrentiel est à la fois saturé et en constante mutation. Nos concurrents traditionnels investissent dans le contenu, l'analytique et les logiciels. Les sociétés technologiques plus spécialisées, qui sont souvent financées par des sociétés de financement par capitaux propres ou par des appels publics à l'épargne récents, investissent aussi massivement pour saisir des occasions de croissance dans nos segments de marché. Les grands fournisseurs de systèmes commerciaux à structure horizontale, ainsi que certains petits fournisseurs, offrent des solutions similaires à certains des produits que nous offrons. Les 7 grands cabinets comptables internationaux ont l'envergure nécessaire pour élaborer leurs propres solutions technologiques concurrentielles, mais ont traditionnellement été nos clients, comme l'ont aussi été plusieurs autres qui ont été des partenaires d'entrée sur le marché. Les nouvelles entreprises continuent d'innover en utilisant de nouvelles technologies dans des domaines comme celui de l'analytique et de l'automatisation. Dans le segment de l'information à l'échelle mondiale, les médias sociaux et les sociétés technologiques proposent de nouveaux moyens de s'informer, et nos concurrents traditionnels créent leurs propres plateformes médiatiques. Bien que la concurrence demeure féroce et vigoureuse, nous estimons que nos forces, c'est-à-dire notre contenu de grande qualité, notre expertise technologique, notre connaissance approfondie du domaine et nos solides relations avec la clientèle, nous permettront de continuer à répondre aux besoins de nos clients.

Priorités – notre programme de transformation

Nous détenons de solides parts de marché et notre clientèle est fidèle, mais nous devons tout de même continuer d'évoluer et de suivre les tendances de notre secteur. Nous avons donc mis en place un programme de transition sur deux ans en vue de stimuler la croissance et l'efficacité en transformant notre société de portefeuille en une société d'exploitation, et en passant de fournisseur de contenu à société technologique axée sur le contenu.

Par suite de la transformation en société d'exploitation, nos secteurs d'activité auront pour seul objectif de comprendre les besoins des clients et d'y répondre. Ils seront soutenus par des fonctions centrales qui s'occuperont de la technologie, de l'élaboration de produits, du service à la clientèle et du soutien à l'échelle de notre société. Ces fonctions centrales tireront parti de notre envergure et de nos pratiques exemplaires, ce qui améliorera notre efficacité et la vitesse à laquelle nous pouvons élaborer de nouveaux produits. Les objectifs du programme de transformation sont les suivants :

- Faciliter l'interaction avec nos clients;
- Actualiser et rationaliser de façon importante notre portefeuille de produits et nos groupes d'élaboration de produits;
- Réduire la complexité de nos activités et de l'organisation technologique;
- Continuer de simplifier notre structure organisationnelle afin d'instaurer une culture favorisant davantage l'innovation.

Bien que notre contenu nous donne un avantage concurrentiel important, nous estimons que nous pouvons obtenir encore plus de succès en passant de fournisseur de contenu à une société technologique axée sur le contenu. Nous avons l'intention d'offrir une expérience client encore plus à jour en enrichissant notre contenu avec l'intelligence artificielle, l'apprentissage machine et des logiciels fournis dans un environnement en nuage, ce qui à notre avis nous permettra de rejoindre davantage de clients, en particulier les petites et moyennes entreprises.

Veuillez consulter la rubrique « Activités » du présent rapport annuel pour en savoir plus sur nos priorités et domaines d'intervention pour 2021 en ce qui a trait au programme de transformation ainsi qu'aux entreprises prioritaires pour la croissance stratégique qui, selon nous, entraîneront une croissance interne supplémentaire des produits des activités ordinaires en raison de leurs solides parts de marché et des occasions et possibilités de croissance qu'elles recèlent.

La mise en œuvre du programme devrait pour l'essentiel durer 24 mois (de 2021 à 2022) et nécessiter un investissement de l'ordre d'environ 500 M\$ à 600 M\$ sur cette période. D'ici 2023, nous estimons que cette initiative nous aura procuré les avantages financiers suivants :

- Croissance interne des produits des activités ordinaires de l'ordre de 5 % à 6 %, y compris des produits des activités ordinaires annuels supplémentaires de 100 M\$;
- Marge du BAIIA ajusté se situant entre 38 % et 40 %;
- Flux de trésorerie disponible se chiffrant entre 1,8 G\$ et 2,0 G\$;
- Économie de charges d'exploitation annuelles de 600 M\$, dont 200 M\$ devraient être réinvestis dans des initiatives de croissance;
- Dépenses d'investissement exprimées en pourcentage des produits des activités ordinaires se situant dans une fourchette de 6 % à 6,5 %.

Perspectives financières

Le tableau ci-après présente nos perspectives financières révisées sur trois ans. Nos perspectives tiennent compte des répercussions prévues du programme de transformation, présument que les cours de change demeureront constants par rapport à ceux de 2020 et ne tiennent pas compte de l'incidence des acquisitions ou cessions qui pourraient survenir au cours de périodes futures. Nous pensons que ce type d'information fournit des renseignements utiles sur la performance de nos activités. Certaines mesures financières présentées dans les perspectives financières ci-dessous sont établies sur une base non conforme aux IFRS. Se reporter aux annexes A et B du présent rapport de gestion pour des renseignements supplémentaires et des rapprochements de nos mesures financières non conformes aux IFRS et des mesures conformes aux IFRS les plus directement comparables.

Perspectives pour les exercices 2021, 2022 et 2023				
Perspectives globales pour Thomson Reuters				
	Performance réelle pour 2020	Perspectives pour 2021	Perspectives pour 2022	Perspectives pour 2023
Avant l'effet du change, compte tenu des répercussions du programme de transformation et compte non tenu des acquisitions ou cessions futures				
Croissance des produits des activités ordinaires	1,3 %	De 3,0 % à 4,0 %	De 4,0 % à 5,0 %	De 5,0 % à 6,0 %
Croissance interne des produits des activités ordinaires	1,2 %	De 3,0 % à 4,0 %	De 4,0 % à 5,0 %	De 5,0 % à 6,0 %
Marge du BAIIA ajusté	33,0 %	De 30 % à 31 %	De 34 % à 35 %	De 38 % à 40 %
Charges liées au siège social	131 M\$	Entre 305 M\$ et 340 M\$	Entre 245 M\$ et 280 M\$	Entre 110 M\$ et 120 M\$
Charges de base liées au siège social		Entre 130 M\$ et 140 M\$	Entre 120 M\$ et 130 M\$	Entre 110 M\$ et 120 M\$
Charges d'exploitation liées au programme de transformation		Entre 175 M\$ et 200 M\$	Entre 125 M\$ et 150 M\$	0 \$
Flux de trésorerie disponibles	1,3 G\$	Entre 1,0 G\$ et 1,1 G\$	Entre 1,2 G\$ et 1,3 G\$	Entre 1,8 G\$ et 2,0 G\$
Dépenses d'investissement exprimées en pourcentage des produits des activités ordinaires		De 9,0 % à 9,5 %	De 7,5 % à 8,0 %	De 6,0 % à 6,5 %
Dépenses d'investissement liées au programme de transformation	8,4 %	Entre 125 M\$ et 150 M\$	Entre 75 M\$ et 100 M\$	0 \$
Dotation aux amortissements des immobilisations corporelles et des logiciels	669 M\$	Entre 650 M\$ et 675 M\$	Entre 620 M\$ et 645 M\$	Entre 580 M\$ et 605 M\$
Charge d'intérêts	195 M\$	Entre 190 M\$ et 210 M\$	Entre 190 M\$ et 210 M\$	Entre 190 M\$ et 210 M\$
Taux d'impôt effectif sur le résultat ajusté	16,9 %	De 16 % à 18 %	s. o.	s. o.
Perspectives pour les 3 grands secteurs				
	Performance réelle pour 2020	Perspectives pour 2021	Perspectives pour 2022	Perspectives pour 2023
Avant l'effet du change, compte tenu des répercussions du programme de transformation et compte non tenu des acquisitions ou cessions futures				
Croissance des produits des activités ordinaires	3,4 %	De 4,5 % à 5,5 %	De 5,5 % à 6,5 %	De 6,0 % à 7,0 %
Croissance interne des produits des activités ordinaires	3,8 %	De 4,5 % à 5,5 %	De 5,5 % à 6,5 %	De 6,0 % à 7,0 %
Marge du BAIIA ajusté	37,8 %	De 38 % à 39 %	De 41 % à 42 %	De 43 % à 45 %

Programme de transformation en 2021

En 2021, nous prévoyons investir dans le programme de transformation un montant de 300 M\$ à 350 M\$, dont une tranche de 115 M\$ à 140 M\$ au premier semestre et une tranche de 185 M\$ à 210 M\$ au deuxième semestre. Pour chaque période et l'exercice complet, nous prévoyons passer en charges 60 % des investissements et inscrire à l'actif 40 % des investissements, lesquels seront amortis au cours des périodes ultérieures.

Perspectives pour le premier trimestre de 2021

Nous nous attendons à ce que les produits des activités ordinaires augmentent de 1,5 % à 2,5 %, au total et en ce qui a trait à la croissance interne, en raison surtout de la diminution prévue de 13 % à 15 % des produits du secteur Publications mondiales. Pour les 3 grands secteurs, nous nous attendons à ce que la croissance des produits des activités ordinaires, au total et en ce qui a trait à la croissance interne, se situe entre 4 % et 5 %.

Le tableau qui suit rend compte des principales hypothèses et des risques importants pouvant faire en sorte que le rendement réel diffère des attentes sur lesquelles reposent nos perspectives financières.

Produits des activités ordinaires

Principales hypothèses	Risques importants
- La conjoncture économique mondiale s'améliorera tout au long de 2021 et jusqu'en 2023, malgré des périodes de volatilité causées par les perturbations liées à la COVID-19 et les mesures qui ont été prises pour tenter d'en atténuer les répercussions. - Les produits et services de confiance qui aident les clients à se retrouver dans des contextes juridiques, fiscaux, comptables, réglementaires, géopolitiques et commerciaux en évolution constante, ainsi que les outils numériques infonuagiques qui stimulent la productivité, feront l'objet d'une demande soutenue. - Nous serons toujours en mesure d'offrir des produits novateurs qui répondent aux besoins changeants des clients. - Nous rallierons de nouveaux clients grâce au développement et à l'amélioration de nos plateformes numériques, à la rationalisation de notre portefeuille de produits et à d'autres initiatives de nature commerciale. - Nos efforts de simplification commerciale et les améliorations apportées au service à la clientèle nous permettront d'accroître le taux de fidélisation.	- Les perturbations associées à la pandémie de COVID-19, notamment les quarantaines imposées et les ordonnances de confinement à la maison par les gouvernements, pourraient durer plus longtemps que nous ne le prévoyons ou être interrompues par de nouvelles éclosions et résurgences du virus, ce qui repousserait à plus tard le redressement de l'économie mondiale. - L'incertitude entourant l'économie mondiale causée par la pandémie de COVID-19 ainsi que la réforme de la réglementation et les bouleversements politiques connexes pourraient réduire les occasions d'affaires pour nos clients, créant pour certains d'entre eux des pressions importantes sur les coûts qui pourraient éventuellement les contraindre à réduire le nombre de professionnels qu'ils emploient, ce qui pourrait entraîner une contraction de la demande à l'égard de nos produits et services. - L'évolution des habitudes d'achat des clients ou notre incapacité de mettre en œuvre des initiatives clés en matière de conception de produits ou de service à la clientèle pourraient entraîner une diminution de la demande pour nos produits et services. - La concurrence des prix et la création de nouveaux produits pourraient avoir une incidence sur nos produits des activités ordinaires. - Nos initiatives relatives aux ventes, à la simplification commerciale et à la conception de produits pourraient être insuffisantes pour fidéliser les clients ou générer de nouvelles ventes.

Marge du BAIIA ajusté

Principales hypothèses	Risques importants
- Nous parviendrons à atteindre nos cibles de croissance des produits des activités ordinaires. - Les produits à croissance élevée occuperont une partie de plus en plus importante de nos activités. - Les charges liées au programme de transformation seront de l'ordre de 500 M\$ à 600 M\$ en 2021 et en 2022. - Les investissements dans le programme de transformation donneront lieu à une hausse de la marge du BAIIA ajusté en faisant augmenter les produits des activités ordinaires et les efficacités d'ici 2023.	- Voir les risques ci-dessus se rapportant aux perspectives en matière de produits des activités ordinaires. - Le coût de mise en œuvre de notre programme de transformation pourrait dépasser les prévisions actuelles, ou les avantages attendus d'ici 2023 pourraient être inférieurs aux prévisions. - Les activités d'acquisition et de cession pourraient diluer la marge du BAIIA ajusté.

Flux de trésorerie disponibles

Principales hypothèses	Risques importants
- Nous parviendrons à atteindre nos cibles de produits des activités ordinaires et de marge du BAIIA ajusté. - Les dépenses d'investissement devraient représenter entre 9 % et 9,5 % des produits des activités ordinaires pour 2021, entre 7,5 % et 8 % des produits des activités ordinaires pour 2022, et entre 6 % et 6,5 % des produits des activités ordinaires pour 2023.	- Voir les risques ci-dessus concernant les perspectives relatives aux produits des activités ordinaires et à la marge du BAIIA ajusté. - L'affaiblissement de la situation macroéconomique pourrait avoir une incidence défavorable sur le fonds de roulement, y compris sur la capacité de nos clients à nous payer. - Les dépenses d'investissement pourraient être supérieures aux prévisions. - Le moment et le montant des paiements d'impôt aux gouvernements pourraient différer par rapport aux prévisions.

Taux d'impôt effectif sur notre résultat ajusté

Principales hypothèses	Risques importants
- Nous parviendrons à atteindre notre cible de BAIIA ajusté. - Aucun changement important ne sera apporté aux taux s'appliquant dans les divers territoires où les résultats avant impôt ont été comptabilisés en 2020. - Aucun changement important ne sera apporté aux lois et conventions fiscales en vigueur s'appliquant à nous. - La dotation aux amortissements des immobilisations corporelles et des logiciels sera de l'ordre de 650 M\$ à 675 M\$ pour 2021. - La charge d'intérêts sera de l'ordre de 190 M\$ à 210 M\$ pour 2021.	- Voir les risques ci-dessus concernant le BAIIA ajusté. - La répartition géographique du résultat avant impôt pourrait changer de manière importante. - Les lois et conventions fiscales en vigueur s'appliquant à nous pourraient faire l'objet de changements importants auxquels nous ne nous attendions pas. - La dotation aux amortissements des immobilisations corporelles et des logiciels et la charge d'intérêts pourraient être beaucoup plus élevées ou beaucoup moins élevées que prévu.

Nos perspectives font état de plusieurs mesures financières non conformes aux IFRS. Nous sommes d'avis que la présentation de rapprochements des mesures financières non conformes aux IFRS sous-jacentes à nos perspectives pourrait s'avérer trompeuse et peu pratique en raison de la difficulté à prévoir des éléments qui ne sont pas représentatifs des activités courantes pour toute période à venir. L'ampleur de ces éléments pourrait être importante. Par conséquent, pour les besoins de ces perspectives seulement, il ne nous est pas possible de rapprocher ces mesures non conformes aux IFRS aux mesures conformes aux IFRS les plus comparables, car nous ne pouvons prévoir, avec une certitude raisonnable, l'effet des variations des cours de change sur : i) la conversion de nos résultats présentés selon les cours de change moyens de l'exercice, et ii) d'autres produits financiers ou charges financières liés aux accords de financement intragroupe. Nous ne pouvons non plus prévoir avec une certitude raisonnable la réalisation ou le montant d'autres profits et pertes d'exploitation, qui découlent généralement de transactions commerciales que nous ne prévoyons pas actuellement.

Bien que notre performance du quatrième trimestre de 2020 ait renforcé notre confiance à l'égard de nos perspectives, l'économie mondiale demeure considérablement perturbée en raison des inquiétudes entourant la propagation de la COVID-19 et des mesures qui ont été prises pour tenter d'en atténuer les répercussions. Toute dégradation du contexte commercial et économique à l'échelle mondiale pourrait nuire à notre capacité de concrétiser nos perspectives.

Transactions entre parties liées

Au 3 mars 2021, Woodbridge, notre actionnaire principal, détenait en propriété réelle environ 66 % de nos actions ordinaires.

Transactions avec Woodbridge

De temps à autre, dans le cadre de l'activité ordinaire, nous concluons des transactions avec Woodbridge et certaines de ses sociétés affiliées. Ces transactions, qui visent l'offre et l'obtention de biens et de services, ne sont pas significatives par rapport à nos résultats d'exploitation et à notre situation financière, qu'elles soient prises individuellement ou collectivement.

Transactions avec Refinitiv

En octobre 2018, nous avons vendu une participation de 55 % dans notre ancien secteur Activités financières et risque à des fonds de capital-investissement affiliés à Blackstone et avons conservé une participation de 45 % dans l'entreprise, maintenant appelée Refinitiv. Dans le cadre de la transaction, Reuters News et Refinitiv ont signé une entente aux termes de laquelle Reuters News fournit à Refinitiv des nouvelles et du contenu éditorial contre un montant minimal de produits jusqu'au 1^{er} octobre 2048. Pour 2020 et 2019, nous avons comptabilisé des produits des activités ordinaires de 336 M\$ en vertu de cette entente, ce qui représente la valeur annuelle minimale actuelle. Ces produits des activités ordinaires pourraient toutefois augmenter encore, car le contrat prévoit des ajustements pour tenir compte des variations de l'indice des prix à la consommation et des taux de change. Refinitiv peut également obtenir une licence permettant d'utiliser la marque Reuters dans ses produits et services pour la durée de cette entente, sous réserve de certaines restrictions contractuelles. En 2020, nous avons comptabilisé des produits de 24 M\$ (23 M\$ en 2019) au poste « Autres profits d'exploitation, montant net » de l'état consolidé du résultat net aux termes de cette licence.

De plus, la société et Refinitiv se vendent mutuellement des produits et services dans le cours normal des activités. Ces transactions ont une incidence négligeable sur les résultats d'exploitation et la situation financière de la société, qu'elles soient prises individuellement ou collectivement.

Pour faciliter la séparation, notre société et Refinitiv ont convenu de se fournir mutuellement des services de soutien à l'exploitation, dont des services technologiques et administratifs, sur une période s'étendant sur plusieurs années. En outre, notre société et Refinitiv ont reconduit mutuellement leurs baux immobiliers, notamment celui qui vise l'édifice du 3 Times Square, à New York (État de New York), que notre société loue auprès de Refinitiv. En 2020 et en 2019, nous avons inscrit les montants suivants à titre de charges ou de compte de charges de contrepartie, selon le cas, relativement à ces transactions :

(en millions de dollars américains)	Fournis par Thomson Reuters à Refinitiv (compte de charges de contrepartie)		Fournis par Refinitiv à Thomson Reuters (charges)	
	Exercices clos les 31 décembre		Exercices clos les 31 décembre	
	2020	2019	2020	2019
Services de transition	8	26	(15)	(52)
Immeubles loués	23	39	(13)	(34)

Au 31 décembre 2020, nous devons 59 M\$ (79 M\$ en 2019) à Refinitiv aux termes de contrats de location non résiliables, ce montant étant présenté à la rubrique « Arrangements, engagements et obligations contractuelles non comptabilisés » du présent rapport de gestion, et Refinitiv nous devait un montant de 15 M\$ (56 M\$ en 2019) aux termes de contrats de location non résiliables.

Au 31 décembre 2020, l'état consolidé de la situation financière comprend un montant à recevoir de Refinitiv de 112 M\$ (135 M\$ en 2019) et un montant à payer à Refinitiv de 100 M\$ (102 M\$ en 2019) ayant trait à toutes les transactions entre les deux sociétés.

Transactions avec d'autres entreprises associées et des coentreprises

Nous concluons à l'occasion des transactions avec d'autres entreprises associées et des coentreprises dans lesquelles nous détenons une participation. Ces transactions portent habituellement sur la prestation ou l'obtention de services dans le cours normal des activités et ne sont pas significatives par rapport aux résultats d'exploitation et à la situation financière de la société, qu'elles soient prises individuellement ou collectivement.

Événements postérieurs à la date de clôture

Vente de Refinitiv à LSEG

Le 29 janvier 2021, nous avons conclu, conjointement avec des fonds de capital-investissement affiliés à Blackstone, la vente de Refinitiv à LSEG dans le cadre d'une transaction avec échange d'actions. À la date de clôture, la société détenait indirectement environ 82,5 millions d'actions de LSEG ayant une valeur de marché d'approximativement 9,8 G\$ selon le cours de clôture de l'action de LSEG le 28 janvier 2021. Notre participation dans les actions de LSEG est détenue par l'entremise d'une entité détenue conjointement avec le consortium de Blackstone.

Sous réserve de certaines exceptions, la société et le consortium de Blackstone ont convenu, aux termes d'une convention de blocage, de ne pas céder leurs actions de LSEG jusqu'au 29 janvier 2023. Durant la troisième et la quatrième année suivant la clôture (à compter du 30 janvier 2023 et du 30 janvier 2024, respectivement), la société et le consortium de Blackstone auront le droit de vendre au total un tiers des actions de LSEG qui auront été émises en leur faveur. La convention de blocage expirera le 29 janvier 2025.

Nous nous attendons à comptabiliser un profit avant impôt d'environ 8,5 G\$ relativement à la transaction au poste « Quote-part du résultat après impôt des participations comptabilisées selon la méthode de la mise en équivalence » de l'état consolidé du résultat net au premier trimestre de 2021. À l'avenir, nous comptabiliserons notre participation dans LSEG à la juste valeur, en fonction du cours de l'action de LSEG. La variation de la valeur de la participation sera prise en compte au poste « Quote-part du résultat après impôt des participations comptabilisées selon la méthode de la mise en équivalence », puisque nous détenons nos actions de LSEG par l'entremise d'une entité détenue conjointement par le consortium de Blackstone et notre société, sur laquelle cette dernière exerce une influence notable. Comme l'entité détenue conjointement ne détient qu'une participation financière dans les actions de LSEG, que les parties ont l'intention de vendre au fil du temps, et ne participe pas à l'exploitation de LSEG ou des activités de Refinitiv, la participation peut être comptabilisée à la juste valeur par l'entité détenue conjointement.

Dividendes pour 2021

En février 2021, nous avons annoncé que notre conseil d'administration a approuvé une augmentation de 0,10 \$ par action du dividende annuel, qui a été porté à 1,62 \$ par action ordinaire. Un dividende trimestriel de 0,405 \$ par action sera versé le 17 mars 2021 aux actionnaires inscrits le 5 mars 2021.

Changements touchant les méthodes comptables

Le 1^{er} janvier 2019, nous avons adopté IFRS 16, *Contrats de location* (« IFRS 16 »), qui instaure un modèle unique de comptabilisation des contrats de location et élimine la distinction entre les contrats de location simple et les contrats de location-financement du point de vue du preneur à bail. IFRS 16 a été adoptée selon la méthode d'application rétrospective modifiée. Selon cette approche, l'effet cumulatif de la première application, soit 11 M\$, a été comptabilisé en tant qu'ajustement des résultats non distribués au 1^{er} janvier 2019.

Estimations comptables et jugements critiques

La préparation des états financiers impose à la direction de faire des estimations et d'exercer son jugement à l'égard d'événements futurs. Les estimations et les jugements sont constamment remis en question. Ils se fondent sur l'expérience passée et sur d'autres facteurs, notamment les prévisions d'événements futurs raisonnables dans les circonstances. Se reporter à l'annexe E du présent rapport de gestion pour obtenir un complément d'information sur nos estimations comptables et nos jugements critiques.

Renseignements supplémentaires

Base de présentation

Au premier trimestre de 2020, dans le contexte du repositionnement de ses activités en 2019 après la séparation de Refinitiv du reste de la société, la société a réévalué sa méthode de répartition des coûts entre les secteurs d'activité et rajusté la répartition. La société a ajusté les montants sectoriels des périodes correspondantes de l'exercice précédent afin de rendre compte de la présentation adoptée pour l'exercice considéré. Les résultats sectoriels de 2019 ont également été rajustés pour rendre compte du virement de certains produits des activités ordinaires vers les secteurs auxquels ils correspondent davantage. Ces changements ont influé sur les résultats financiers de nos secteurs pour 2019, mais n'ont pas eu d'incidence sur nos résultats financiers consolidés de 2019. Le tableau ci-après résume ces changements :

(en millions de dollars américains)	Trimestre clos le 31 décembre 2019			Exercice clos le 31 décembre 2019		
	Chiffres présentés	Ajustements	Chiffres retraités	Chiffres présentés	Ajustements	Chiffres retraités
Produits des activités ordinaires						
Professionnels du droit	617	4	621	2 419	14	2 433
Grandes sociétés	331	(3)	328	1 321	(13)	1 308
Fiscalité et comptabilité	274	-	274	844	(1)	843
Reuters News	164	-	164	630	-	630
Publications mondiales	196	-	196	693	-	693
Éliminations/arrondissement	1	(1)	-	(1)	-	(1)
Total des produits des activités ordinaires	1 583	-	1 583	5 906	-	5 906
BAIIA ajusté						
Professionnels du droit	215	-	215	901	(6)	895
Grandes sociétés	103	(5)	98	433	(21)	412
Fiscalité et comptabilité	135	(1)	134	323	(5)	318
Reuters News	4	6	10	35	33	68
Publications mondiales	77	-	77	295	(1)	294
Charges liées au siège social	(138)	-	(138)	(494)	-	(494)
Total du BAIIA ajusté	396	-	396	1 493	-	1 493

Contrôles et procédures de communication de l'information

Après avoir évalué l'efficacité de nos contrôles et procédures de communication de l'information (au sens où l'entendent les lois sur les valeurs mobilières pertinentes des États-Unis et du Canada) en date de la fin de la période considérée dans le présent rapport de gestion, notre chef de la direction et notre chef de la direction financière ont conclu que nos contrôles et procédures de communication de l'information étaient efficaces et permettaient de garantir que tous les renseignements que nous devons fournir dans les rapports que nous déposons ou transmettons en vertu de la loi intitulée *Securities Exchange Act* des États-Unis et des lois sur les valeurs mobilières canadiennes pertinentes sont i) enregistrés, traités, condensés et présentés dans les délais prévus dans les règles et formulaires de la SEC et des autorités canadiennes de valeurs mobilières et ii) recueillis, puis communiqués à notre direction, y compris au chef de la direction et au chef de la direction financière, afin que des décisions concernant la communication de l'information exigée puissent être prises en temps opportun.

Contrôle interne à l'égard de l'information financière

La direction est responsable de la mise en place et du maintien d'un contrôle interne adéquat à l'égard de l'information financière afin de fournir une assurance raisonnable que l'information financière est fiable et que les états financiers ont été établis, aux fins de la publication de l'information financière, conformément aux IFRS.

Nous mettons en œuvre l'initiative d'efficience à long terme suivante qui influe sur l'information financière que nous présentons. Nous améliorons progressivement, sur plusieurs années, les applications de gestion de la prise de commande à l'encaissement (« order-to-cash » ou OTC) et la gestion des flux de travaux connexes. Les principaux éléments des solutions OTC sont les fonctions gestion des commandes, facturation, gestion de la trésorerie et recouvrements. Nous comptons réduire le nombre d'applications et rationaliser et automatiser les procédés dans l'ensemble de l'entreprise grâce à cette initiative.

Cette initiative étant mise en œuvre graduellement sur une période prolongée, la nature et l'étendue des activités varieront d'un trimestre à l'autre. Selon la nature et l'étendue du travail effectué, cette initiative pourrait donner lieu à des modifications significatives de notre contrôle interne à l'égard de l'information financière; nous continuerons donc de modifier la conception et la documentation des processus et des procédures de contrôle interne connexes, si nécessaire.

À la suite de la séparation du secteur Activités financières et risque du reste de la société en octobre 2018, un nombre important d'employés des fonctions de comptabilité et de communication de l'information ont été transférés à Refinitiv. Des conventions de services de transition sont intervenues entre Thomson Reuters et Refinitiv depuis leur séparation. Au quatrième trimestre de 2020, nous avons terminé le transfert de tous les contrôles clés mis en œuvre aux termes des conventions de services de transition de Refinitiv à Thomson Reuters.

Sauf les faits susmentionnés, aucune modification n'a été apportée au contrôle interne à l'égard de l'information financière en 2020 qui a eu ou dont on peut raisonnablement penser qu'elle aura une incidence importante sur le contrôle interne à l'égard de l'information financière.

La direction a évalué l'efficacité de notre contrôle interne à l'égard de l'information financière au 31 décembre 2020, et selon cette évaluation, elle a déterminé que notre contrôle interne à l'égard de l'information financière était efficace. Se reporter à nos états financiers consolidés annuels de 2020 pour le rapport de la direction sur le contrôle interne à l'égard de l'information financière.

Capital-actions

Au 3 mars 2021, 494 854 975 actions ordinaires, 6 000 000 d'actions privilégiées de série II, 3 537 584 options sur actions et un total de 3 238 700 unités d'actions de négociation restreinte temporelles et unités d'actions de négociation liées au rendement étaient en circulation ou en cours. Nous avons en outre émis une action de fondateur de Thomson Reuters Founders Share Company, qui permet à cette société d'exercer un droit de vote extraordinaire visant à préserver les principes de confiance de Thomson Reuters.

Dépôts de documents auprès des autorités compétentes et informations réglementaires

Le lecteur est invité à prendre connaissance d'autres renseignements sur notre société, notamment dans le rapport annuel 2020 (qui comprend l'information devant être présentée dans la notice annuelle) et d'autres documents d'information, rapports, états, etc., que nous déposons auprès des Autorités canadiennes en valeurs mobilières (sur le site de SEDAR, à l'adresse www.sedar.com) et auprès de la Securities and Exchange Commission (« SEC ») des États-Unis à l'adresse www.sec.gov.

Mise en garde concernant les facteurs susceptibles d'avoir une incidence sur les résultats futurs

Certains énoncés formulés dans le présent rapport de gestion constituent des énoncés prospectifs, dont les énoncés ayant trait aux perspectives commerciales sur trois ans, aux attentes concernant le programme de transition, ainsi que les énoncés concernant l'intention de la société de cibler un ratio de distribution se situant entre 50 % et 60 % de ses flux de trésorerie disponibles; les énoncés concernant la croissance future de nos secteurs ou activités axés sur le client; les énoncés concernant la croissance future estimative des segments de marché dans lesquels Thomson Reuters exerce ses activités; les économies de coûts découlant de nos initiatives de réduction des coûts liées à la COVID-19, et les intentions de la société concernant les rachats d'actions futurs. Ces énoncés se caractérisent par l'emploi d'expressions comme « s'attendre à », « estimer », « croire », « cibler », « avoir l'intention », « prévoir », « projeter » et d'autres expressions analogues, ainsi que l'emploi du futur et du conditionnel. Bien que nous croyions que les énoncés prospectifs contenus dans le présent rapport de gestion reposent sur des fondements raisonnables, ils ne sont pas garants du rendement ou des résultats futurs, et rien ne garantit que tout autre événement décrit dans les énoncés prospectifs se concrétisera. Ces énoncés prospectifs, y compris ceux qui ont trait à la pandémie de COVID-19, sont assujettis à un certain nombre de risques, d'incertitudes et d'hypothèses pouvant entraîner un écart significatif entre les résultats ou les événements réels et les attentes actuelles. Plusieurs de ces risques, incertitudes et hypothèses sont indépendants de la volonté de la société, et il peut être difficile d'en prédire les effets. En particulier, la pleine mesure des répercussions de la pandémie de COVID-19 sur les activités et les résultats financiers de la société sera tributaire d'une multitude de facteurs en constante évolution que nous ne pourrions pas nécessairement prévoir avec exactitude.

En raison de divers facteurs de risque importants, certains résultats ou événements réels pourraient différer sensiblement de ceux qui sont exprimés explicitement ou implicitement dans les énoncés prospectifs du présent rapport de gestion. Au nombre de ces risques, on compte : l'incertitude, des replis et des changements des marchés que nous desservons, les conséquences de la pandémie de COVID-19 sur les activités de la société et le risque que la pandémie dure plus longtemps ou ait des conséquences plus graves sur Thomson Reuters que ce que la société prévoit actuellement; l'accès frauduleux ou non autorisé à des données ou toute autre atteinte à la cybersécurité ou aux renseignements personnels; les défaillances ou interruptions de service des centres de données, des systèmes de réseau, des télécommunications ou d'Internet; l'incapacité à évoluer au rythme des progrès technologiques afin d'offrir de nouveaux produits, services, applications et fonctionnalités répondant aux besoins des clients, à attirer de nouveaux clients ou à fidéliser les clients existants, à percer de nouveaux marchés géographiques ou à repérer des secteurs offrant une croissance accrue; la protection inadéquate des droits de propriété intellectuelle; les mesures prises par les concurrents; l'incapacité à s'adapter aux changements organisationnels et à mettre en œuvre les initiatives stratégiques de manière efficace; l'incapacité à recruter, à motiver et à maintenir en poste des dirigeants de haut calibre et des employés clés talentueux et diversifiés; l'incapacité à tirer tous les avantages prévus des acquisitions, des coentreprises, des placements ou des cessions, actuels ou futurs; l'incapacité à relever les défis que comporte l'exercice d'activités à l'échelle mondiale; l'incapacité à maintenir un taux de renouvellement élevé pour nos services récurrents par abonnement; la dépendance envers des tiers pour obtenir des données, de l'information et d'autres services; les dépréciations du goodwill et d'autres immobilisations incorporelles identifiables; les modifications apportées aux lois et aux règlements portant sur la confidentialité, la sécurité et la protection des données et d'autres domaines; les questions fiscales, y compris les modifications apportées aux lois, aux règlements et aux conventions liés à la fiscalité; la menace de poursuites et de réclamations; le risque de réclamations ou d'enquêtes antitrust ou liées à la concurrence; les fluctuations des taux de change et des taux d'intérêt; la révision à la baisse des notations et les conditions défavorables des marchés du crédit; l'incidence de facteurs indépendants de la volonté de Thomson Reuters sur les obligations de financement à l'égard des arrangements liés aux prestations de retraite et aux avantages postérieurs au départ à la retraite; l'incapacité à protéger les marques ou la réputation de Thomson Reuters; les mesures qui seraient prises ou qui pourraient être prises par l'actionnaire majoritaire de la société, The Woodbridge Company Limited; et la capacité de Thomson Reuters Founders Share Company d'influer sur la gouvernance et la gestion de la société. D'autres facteurs sont exposés à la rubrique « Facteurs de risque » du présent rapport annuel et dans des documents que Thomson Reuters dépose de temps à autre auprès des Autorités canadiennes en valeurs mobilières ou de la Securities and Exchange Commission des États-Unis ou qu'elle leur fournit.

Les perspectives commerciales de la société sur trois ans sont fondées sur les renseignements dont elle dispose à l'heure actuelle et sur diverses hypothèses internes et externes émises par la direction à la lumière de son expérience et de sa perception des tendances antérieures, de la situation actuelle et des faits attendus dans l'avenir, de même que sur d'autres facteurs que la direction juge pertinents dans les circonstances.

Les perspectives commerciales de la société ont pour but de fournir de l'information au sujet des prévisions actuelles pour 2021, 2022 et 2023. Elles peuvent ne pas convenir à d'autres fins. Le lecteur ne doit pas se fier indûment aux énoncés prospectifs, qui ne visent qu'à exprimer les attentes à la date du présent rapport de gestion.

Sauf dans la mesure exigée par les lois applicables, Thomson Reuters décline toute responsabilité de mettre à jour ou de modifier des énoncés prospectifs, y compris ceux qui se rapportent à la pandémie de COVID-19.

Annexe A

Mesures financières non conformes aux IFRS

Nous avons recours à certaines mesures financières non conformes aux IFRS à titre d'indicateurs supplémentaires de notre performance d'exploitation et de notre situation financière. En outre, des mesures non conformes aux IFRS utilisées comme mesures de performance servent de fondement aux programmes de rémunération incitative de la direction. Ces mesures n'ont pas de signification normalisée prescrite par les IFRS et, par conséquent, il est peu probable que leur calcul soit comparable au calcul de mesures semblables utilisées par d'autres sociétés.

Dans le tableau qui suit, nous décrivons les mesures financières non conformes aux IFRS que nous utilisons et expliquons pourquoi, à notre avis, ces mesures sont utiles à l'évaluation de notre performance. Des rapprochements avec les mesures des IFRS les plus directement comparables sont présentés à l'annexe B et à la rubrique « Situation de trésorerie et sources de financement » du présent rapport de gestion.

Notre définition	Motifs de l'utilisation et utilité pour les investisseurs	Mesure financière conforme aux IFRS la plus directement comparable et rapprochement
BAlIA ajusté sectoriel, BAlIA ajusté consolidé et marges connexes		
Le BAlIA ajusté sectoriel représente le bénéfice lié aux activités poursuivies avant l'incidence de la charge ou du produit d'impôt, du montant net de la charge d'intérêts, des autres charges financières ou produits financiers, de la dotation aux amortissements des immobilisations corporelles, des logiciels et des autres immobilisations incorporelles identifiables, de notre quote-part du bénéfice ou de la perte après impôt des placements comptabilisés selon la méthode de la mise en équivalence, des autres profits et pertes d'exploitation, de certaines pertes de valeur d'actifs, des ajustements de juste valeur et des éléments liés au siège social. Le BAlIA ajusté consolidé comprend le BAlIA ajusté sectoriel pour chaque secteur à présenter et les charges liées au siège social. Les marges connexes sont exprimées en pourcentage des produits des activités ordinaires.	Fournit une base d'évaluation cohérente de la rentabilité d'exploitation et des tendances de performance en excluant les éléments que nous ne considérons pas comme des activités contrôlables aux fins de cette évaluation. Représente une mesure fréquemment présentée par les entités et abondamment utilisée par les investisseurs comme paramètre d'évaluation. La mesure permet aussi d'évaluer la capacité de la société de contracter des dettes et d'en assurer le service.	Bénéfice lié aux activités poursuivies
BAlIA ajusté diminué des dépenses d'investissement et marge connexe		
BAlIA ajusté diminué des dépenses d'investissement. La marge connexe est exprimée en pourcentage des produits des activités ordinaires.	Fournit, en une seule mesure, une base d'évaluation de la rentabilité d'exploitation et de l'intensité de capital. Cette mesure tient compte des investissements, que ceux-ci soient passés en charges ou incorporés à l'actif.	Bénéfice lié aux activités poursuivies

Notre définition	Motifs de l'utilisation et utilité pour les investisseurs	Mesure financière conforme aux IFRS la plus directement comparable et rapprochement
Résultat ajusté et résultat ajusté par action		
Bénéfice net : - Exclusion faite de l'incidence après impôt des ajustements de juste valeur, de la dotation aux amortissements des autres immobilisations incorporelles identifiables, des autres profits et pertes d'exploitation, de certaines pertes de valeur des actifs, des autres charges financières ou produits financiers, de notre quote-part du bénéfice ou de la perte après impôt des participations comptabilisées selon la méthode de la mise en équivalence, des activités abandonnées et des autres éléments ayant une incidence sur la comparabilité. Nous calculons le montant après impôt de chaque élément exclu du calcul du résultat ajusté en fonction des règles fiscales et des taux d'imposition appropriés à la nature et au territoire de chaque élément. - Nous déduisons également les dividendes déclarés sur les actions privilégiées.	Procurent une base plus comparable pour l'analyse du résultat et constituent aussi des mesures utilisées couramment par les actionnaires pour l'évaluation de notre performance.	Bénéfice net et résultat dilué par action
Le résultat ajusté par action est calculé à partir du résultat ajusté au moyen du nombre moyen pondéré d'actions servant au calcul du résultat dilué par action.	Nous ajustons aussi le bénéfice et le résultat par action des périodes intermédiaires afin de refléter un taux d'impôt effectif normalisé. Plus précisément, le taux d'impôt effectif normalisé correspond au taux d'impôt effectif annualisé estimatif, appliqué au résultat ajusté avant impôt de la période intermédiaire. Le taux d'impôt effectif présenté est fondé sur les taux d'impôt effectifs annuels de chaque territoire s'appliquant au résultat avant impôt de chaque période intermédiaire. Parce que la répartition géographique du résultat avant impôt des périodes intermédiaires peut différer de celle pour l'exercice complet, notre taux d'impôt effectif calculé conformément aux IFRS par trimestre peut être plus volatil. Nous estimons donc que l'utilisation du taux d'impôt effectif annualisé prévu accroît la comparabilité des résultats des périodes intermédiaires. La normalisation du taux d'impôt effectif permet de mieux répartir l'impôt estimatif de l'exercice entre les périodes intermédiaires, mais elle n'a pas d'effet sur le montant de la charge d'impôt de l'exercice ni sur l'impôt décaissé.	
Dettes nette et ratio d'endettement correspondant à la dette nette divisée par le BAIIA ajusté		
Dettes nette : Dettes totale (compte non tenu des coûts de transactions non amortis, des surcotes ou décotes connexes) plus la composante change de la juste valeur des instruments de couverture connexes et les obligations locatives, moins la trésorerie et les équivalents de trésorerie.	Procure une mesure couramment utilisée pour évaluer le niveau d'endettement de la société. Étant donné que nous couvrons une partie de notre dette pour réduire le risque, nous tenons compte des instruments de couverture puisque nous estimons qu'ils permettent de mieux mesurer l'ensemble des obligations rattachées à notre dette en cours. Cependant, comme nous prévoyons généralement conserver la dette et les instruments de couverture qui s'y rattachent jusqu'à l'échéance, nous ne tenons pas compte de la composante intérêts de la juste valeur des instruments de couverture dans nos calculs. Nous retranchons la trésorerie et les équivalents de trésorerie du montant brut de la dette.	Total de la dette (dette courante plus dette à long terme)
Dettes nette sur le BAIIA ajusté : La dette nette est divisée par le BAIIA ajusté pour les douze mois précédents se terminant avec le trimestre à l'étude.	Procure une mesure couramment utilisée de la capacité d'une société à rembourser sa dette. Notre mesure non conforme aux IFRS est en phase avec le calcul de notre cible interne et est plus prudente que le ratio maximal permis aux termes des clauses restrictives de notre facilité de crédit.	Pour le BAIIA ajusté, voir la définition précédente pour connaître la mesure conforme aux IFRS la plus directement comparable

Notre définition	Motifs de l'utilisation et utilité pour les investisseurs	Mesure financière conforme aux IFRS la plus directement comparable et rapprochement
Flux de trésorerie disponibles		
Entrées nettes de trésorerie liées aux activités d'exploitation, au produit des cessions d'immobilisations et aux autres activités d'investissement, diminuées des dépenses d'investissement, des paiements au titre du capital des contrats de location, des dividendes versés sur nos actions privilégiées et des dividendes versés aux détenteurs de participations ne donnant pas le contrôle.	Facilitent l'évaluation de notre capacité à long terme de créer de la valeur pour nos actionnaires parce qu'il s'agit de la trésorerie disponible pour rembourser la dette, verser des dividendes sur les actions ordinaires et financer les rachats d'actions et les nouvelles acquisitions.	Entrées nettes de trésorerie liées aux activités d'exploitation
Rendement du capital investi (RCI)		
Bénéfice d'exploitation ajusté (bénéfice d'exploitation compte non tenu de la dotation aux amortissements des autres immobilisations incorporelles identifiables, des autres profits et pertes d'exploitation et des ajustements de juste valeur), déduction faite du montant net des impôts payés, exprimé en pourcentage du capital investi ajusté moyen de la période.	Fournit une mesure de l'efficacité avec laquelle nous attribuons les ressources aux activités rentables et constitue une indication de notre capacité de créer de la valeur pour nos actionnaires.	Les IFRS n'imposent pas de mesure comparable au RCI. Se reporter à notre calcul du RCI à l'annexe D pour obtenir un rapprochement des composantes de ce calcul avec la mesure des IFRS la plus directement comparable.
Variations avant effet du change ou « en devises constantes »		
Mesures applicables lorsque les variations sont présentées avant l'effet du change ou « en devises constantes »	Améliore la comparabilité des tendances qu'affichent les activités d'une période à l'autre.	Pour chaque mesure non conforme aux IFRS, voir les définitions précédentes pour connaître la mesure conforme aux IFRS la plus directement comparable.
Mesures conformes aux IFRS :	Notre monnaie de présentation est le dollar américain. Toutefois, nous exerçons des activités dans des monnaies autres que le dollar américain. Nous évaluons notre performance avant l'effet du change (ou « en devises constantes »), c'est-à-dire que nous appliquons les mêmes cours de change aux montants de la période considérée et de la période comparable précédente. Pour calculer l'effet du change sur une période par rapport à une autre, nous convertissons les résultats libellés en monnaie locale de la période considérée et de la période correspondante de l'exercice précédent en nous servant du même cours de change.	
• Produits des activités ordinaires • Charges d'exploitation		
Mesures non conformes aux IFRS :		
• BAIIA ajusté et marge du BAIIA ajusté • Résultat ajusté par action		
Variations des produits des activités ordinaires calculées sur une base « interne »		
Mesure reflétant les variations des produits des activités ordinaires issus de nos activités actuelles en devises constantes. Elle exclut la distorsion liée aux acquisitions et aux cessions d'entreprises attribuable au fait que nous n'étions pas les propriétaires de l'entreprise au cours des deux périodes comparatives.	Permettent une meilleure analyse du rendement de nos entreprises existantes en éliminant la distorsion et fournissent une mesure plus précise de notre capacité de faire croître nos activités à long terme.	Produits des activités ordinaires
• Nous calculons la croissance interne liée aux acquisitions comme si nous avions détenu l'entreprise acquise au cours des deux périodes. Nous comparons les produits des activités ordinaires de l'entreprise acquise pour la période au cours de laquelle nous détenions cette entreprise avec les produits des activités ordinaires de cette entreprise pour la période correspondante de l'exercice précédent au cours de laquelle elle n'était pas détenue par la société. • Nous calculons la croissance interne liée aux cessions comme si nous n'avions pas détenu l'entreprise au cours des deux périodes. Nous ne tenons pas compte des produits des activités ordinaires de l'entreprise cédée à compter de la cession ni des produits des activités ordinaires de la période correspondante de l'exercice précédant la vente.		

Annexe B

La présente annexe fournit des rapprochements de certaines mesures financières non conformes aux IFRS et des mesures conformes aux IFRS les plus directement comparables qui ne sont pas présentés ailleurs dans le présent rapport de gestion.

Rapprochement du bénéfice lié aux activités poursuivies, du BAIIA ajusté et du BAIIA ajusté diminué des dépenses d'investissement

	Trimestres clos les 31 décembre		Exercices clos les 31 décembre	
(en millions de dollars américains, sauf les marges)	2020	2019	2020	2019
Bénéfice lié aux activités poursuivies	587	1 321	1 149	1 570
Ajustements en vue d'éliminer ce qui suit :				
Charge (produit) d'impôt	155	(1 233)	71	(1 198)
Autres charges (produits) financiers	6	33	(30)	65
Charge d'intérêts, montant net	49	51	195	163
Dotation aux amortissements des autres immobilisations incorporelles identifiables	31	34	123	114
Dotation aux amortissements des logiciels	123	123	485	449
Dotation aux amortissements des immobilisations corporelles	40	44	184	154
BAIIA	991	373	2 177	1 317
Ajustements en vue d'éliminer ce qui suit :				
Quote-part de la perte après impôt des participations comptabilisées selon la méthode de la mise en équivalence	159	44	544	599
Autres profits d'exploitation, montant net	(632)	(27)	(736)	(423)
Ajustements de juste valeur	7	6	(10)	-
BAIIA ajusté	525	396	1 975	1 493
Déduire : dépenses d'investissement	(100)	(140)	(504)	(505)
BAIIA ajusté diminué des dépenses d'investissement	425	256	1 471	988
Marge du BAIIA ajusté	32,5 %	25,0 %	33,0 %	25,3 %
Marge du BAIIA ajusté diminué des dépenses d'investissement	26,3 %	16,1 %	24,6 %	16,7 %

Rapprochement du bénéfice net, du résultat ajusté et du résultat ajusté par action

	Trimestres clos les 31 décembre		Exercices clos les 31 décembre	
(en millions de dollars américains, sauf les montants par action et les données sur les actions)	2020	2019	2020	2019
Bénéfice net	562	1 324	1 122	1 564
Ajustements en vue d'éliminer ce qui suit :				
Ajustements de juste valeur	7	6	(10)	-
Dotation aux amortissements des autres immobilisations incorporelles identifiables	31	34	123	114
Autres profits d'exploitation, montant net	(632)	(27)	(736)	(423)
Autres charges (produits) financiers	6	33	(30)	65
Quote-part de la perte après impôt des participations comptabilisées selon la méthode de la mise en équivalence	159	44	544	599
Impôt sur les éléments ci-dessus ¹⁾	119	(15)	19	(72)
Éléments fiscaux ayant une incidence sur la comparabilité ¹⁾	(29)	(1 211)	(136)	(1 204)
Perte (bénéfice) lié aux activités abandonnées, déduction faite de l'impôt	25	(3)	27	6
Normalisation du taux d'impôt effectif des périodes intermédiaires	21	1	-	-
Dividendes déclarés sur les actions privilégiées	-	(1)	(2)	(3)
Résultat ajusté	269	185	921	646
Résultat ajusté par action	0,54 \$	0,37 \$	1,85 \$	1,29 \$
Nombre moyen pondéré dilué d'actions ordinaires (en millions)	498,8	501,1	498,0	502,5

1) Se reporter à la rubrique « Résultats d'exploitation – Charge (produit) d'impôt » du présent rapport de gestion pour de plus amples renseignements.

Rapprochement des entrées nettes de trésorerie liées aux activités d'exploitation et des flux de trésorerie disponibles

	Trimestres clos les 31 décembre		Exercices clos les 31 décembre	
(en millions de dollars américains)	2020	2019	2020	2019
Entrées nettes de trésorerie liées aux activités d'exploitation	566	355	1 745	702
Dépenses d'investissement	(100)	(140)	(504)	(505)
Produit des cessions d'immobilisations corporelles	-	7	162	7
Autres activités d'investissement	2	4	4	9
Paiements au titre du capital des contrats de location	(19)	(16)	(75)	(51)
Dividendes versés sur les actions privilégiées	-	(1)	(2)	(3)
Flux de trésorerie disponibles	449	209	1 330	159

Rapprochement des variations des produits des activités ordinaires, compte non tenu de l'effet du change (en devises constantes) ainsi que des acquisitions et cessions (croissance interne)¹⁾

(en millions de dollars américains)	Trimestres clos les 31 décembre						
	2020	2019	Total	Effet du change	Variation		Croissance interne
					Total partiel en devises constantes	Acquisitions (cessions)	
Produits des activités ordinaires							
Professionnels du droit	653	621	5 %	-	5 %	1 %	4 %
Grandes sociétés	338	328	3 %	(1) %	4 %	-	3 %
Fiscalité et comptabilité	285	274	4 %	(2) %	6 %	(2) %	8 %
3 grands secteurs pris collectivement	1 276	1 223	4 %	-	5 %	-	5 %
Reuters News	164	164	-	1 %	(1) %	2 %	(3) %
Publications mondiales	177	196	(10) %	-	(10) %	-	(10) %
Éliminations/arrondissement	(1)	-					
Total des produits des activités ordinaires	1 616	1 583	2 %	-	2 %	-	2 %

Rapprochement des variations des produits récurrents, compte non tenu de l'effet du change (en devises constantes) ainsi que des acquisitions et cessions (croissance interne)¹⁾

(en millions de dollars américains)	Trimestres clos les 31 décembre						
	2020	2019	Total	Effet du change	Variation		Croissance interne
					Total partiel en devises constantes	Acquisitions (cessions)	
Produits récurrents							
Professionnels du droit	608	574	6 %	-	6 %	1 %	5 %
Grandes sociétés	293	276	6 %	(1) %	6 %	-	6 %
Fiscalité et comptabilité	255	243	5 %	(2) %	7 %	(2) %	9 %
3 grands secteurs pris collectivement	1 156	1 093	6 %	-	6 %	-	6 %
Reuters News	142	143	(1) %	1 %	(2) %	-	(2) %
Total des produits récurrents	1 298	1 236	5 %	-	5 %	-	5 %

Rapprochement des variations des produits tirés des transactions, compte non tenu de l'effet du change (en devises constantes) ainsi que des acquisitions et cessions (croissance interne)¹⁾

(en millions de dollars américains)	Trimestres clos les 31 décembre						
	2020	2019	Total	Effet du change	Variation		Croissance interne
					Total partiel en devises constantes	Acquisitions (cessions)	
Produits tirés des transactions							
Professionnels du droit	45	47	(4) %	1 %	(5) %	1 %	(6) %
Grandes sociétés	45	52	(12) %	(1) %	(11) %	-	(11) %
Fiscalité et comptabilité	30	31	(4) %	-	(4) %	(3) %	(1) %
3 grands secteurs pris collectivement	120	130	(7) %	-	(7) %	-	(7) %
Reuters News	22	21	5 %	(2) %	7 %	17 %	(10) %
Total des produits tirés des transactions	142	151	(5) %	-	(5) %	2 %	(7) %

1) Les pourcentages de croissance sont calculés au dollar près. En conséquence, les pourcentages calculés à partir des montants comptabilisés pourraient différer de ceux qui sont présentés, et certains totaux pourraient ne pas être exacts en raison de l'arrondissement des chiffres.

Rapprochement des variations des produits des activités ordinaires, compte non tenu de l'effet du change (en devises constantes) ainsi que des acquisitions et cessions (croissance interne)¹⁾

(en millions de dollars américains)	Exercices clos les 31 décembre						
	2020	2019	Total	Effet du change	Variation		Croissance interne
					Total partiel en devises constantes	Acquisitions (cessions)	
Produits des activités ordinaires							
Professionnels du droit	2 535	2 433	4 %	-	4 %	1 %	3 %
Grandes sociétés	1 367	1 308	5 %	(1) %	5 %	1 %	5 %
Fiscalité et comptabilité	836	843	(1) %	(3) %	2 %	(3) %	4 %
3 grands secteurs pris collectivement	4 738	4 584	3 %	(1) %	4 %	-	4 %
Reuters News	628	630	-	-	-	5 %	(5) %
Publications mondiales	620	693	(11) %	(1) %	(10) %	-	(10) %
Éliminations/arrondissement	(2)	(1)					
Total des produits des activités ordinaires	5 984	5 906	1 %	(1) %	2 %	1 %	1 %

Rapprochement des variations des produits récurrents, compte non tenu de l'effet du change (en devises constantes) ainsi que des acquisitions et cessions (croissance interne)¹⁾

(en millions de dollars américains)	Exercices clos les 31 décembre						
	2020	2019	Total	Effet du change	Variation		Croissance interne
					Total partiel en devises constantes	Acquisitions (cessions)	
Produits récurrents							
Professionnels du droit	2 367	2 249	5 %	-	6 %	1 %	4 %
Grandes sociétés	1 143	1 079	6 %	(1) %	7 %	1 %	6 %
Fiscalité et comptabilité	682	703	(3) %	(3) %	-	(5) %	5 %
3 grands secteurs pris collectivement	4 192	4 031	4 %	(1) %	5 %	-	5 %
Reuters News	566	573	(1) %	-	(2) %	-	(2) %
Total des produits récurrents	4 758	4 604	3 %	(1) %	4 %	-	4 %

Rapprochement des variations des produits tirés des transactions, compte non tenu de l'effet du change (en devises constantes) ainsi que des acquisitions et cessions (croissance interne)¹⁾

(en millions de dollars américains)	Exercices clos les 31 décembre						
	2020	2019	Total	Effet du change	Variation		Croissance interne
					Total partiel en devises constantes	Acquisitions (cessions)	
Produits tirés des transactions							
Professionnels du droit	168	184	(9) %	-	(9) %	-	(9) %
Grandes sociétés	224	229	(2) %	(1) %	(1) %	3 %	(4) %
Fiscalité et comptabilité	154	140	10 %	(1) %	11 %	8 %	2 %
3 grands secteurs pris collectivement	546	553	(1) %	(1) %	(1) %	3 %	(4) %
Reuters News	62	57	9 %	(3) %	12 %	41 %	(29) %
Total des produits tirés des transactions	608	610	-	(1) %	-	8 %	(7) %

1) Les pourcentages de croissance sont calculés au dollar près. En conséquence, les pourcentages calculés à partir des montants comptabilisés pourraient différer de ceux qui sont présentés, et certains totaux pourraient ne pas être exacts en raison de l'arrondissement des chiffres.

Rapprochement des variations du BAIIA ajusté et de la marge connexe, des charges d'exploitation consolidées et du résultat ajusté par action consolidé, compte non tenu de l'effet du change¹⁾

(en millions de dollars américains, sauf les marges et les montants par action)	Trimestres clos les 31 décembre				
	2020	2019	Total	Variation Effet du change	En devises constantes
BAIIA ajusté					
Professionnels du droit	245	215	14 %	1 %	13 %
Grandes sociétés	105	98	7 %	1 %	6 %
Fiscalité et comptabilité	145	134	9 %	(1) %	10 %
3 grands secteurs pris collectivement	495	447	11 %	-	11 %
Reuters News	6	10	(41) %	(7) %	(34) %
Publications mondiales	61	77	(21) %	1 %	(22) %
Charges liées au siège social	(37)	(138)	s. o.	s. o.	s. o.
BAIIA ajusté consolidé	525	396	33 %	1 %	32 %
Marge du BAIIA ajusté					
Professionnels du droit	37,5 %	34,5 %	300 pb	30 pb	270 pb
Grandes sociétés	31,1 %	30,0 %	110 pb	40 pb	70 pb
Fiscalité et comptabilité	51,1 %	48,7 %	240 pb	40 pb	200 pb
3 grands secteurs pris collectivement	38,8 %	36,5 %	230 pb	20 pb	210 pb
Reuters News	3,9 %	6,5 %	(260) pb	(20) pb	(240) pb
Publications mondiales	34,6 %	39,4 %	(480) pb	50 pb	(530) pb
Charges liées au siège social	s. o.	s. o.	s. o.	s. o.	s. o.
Marge du BAIIA ajusté consolidé	32,5 %	25,0 %	750 pb	20 pb	730 pb
Charges d'exploitation consolidées	1 098	1 193	(8) %	-	(8) %
Résultat ajusté par action consolidé	0,54 \$	0,37 \$	46 %	3 %	43 %

- 1) Les pourcentages de croissance et les marges du BAIIA ajusté sont calculés au dollar près. En conséquence, les pourcentages et les marges calculés à partir des montants comptabilisés pourraient différer de ceux qui sont présentés, et certains totaux pourraient ne pas être exacts en raison de l'arrondissement des chiffres.

Rapprochement des variations du BAIIA ajusté et de la marge connexe, des charges d'exploitation consolidées et du résultat ajusté par action consolidé, compte non tenu de l'effet du change¹⁾

(en millions de dollars américains, sauf les marges et les montants par action)	Exercices clos les 31 décembre				
	2020	2019	Total	Variation Effet du change	En devises constantes
BAIIA ajusté					
Professionnels du droit	1 001	895	12 %	–	12 %
Grandes sociétés	460	412	12 %	–	11 %
Fiscalité et comptabilité	330	318	4 %	(2) %	6 %
3 grands secteurs pris collectivement	1 791	1 625	10 %	–	10 %
Reuters News	73	68	7 %	8 %	(1) %
Publications mondiales	242	294	(18) %	–	(18) %
Charges liées au siège social	(131)	(494)	s. o.	s. o.	s. o.
BAIIA ajusté consolidé	1 975	1 493	32 %	–	32 %
Marge du BAIIA ajusté					
Professionnels du droit	39,5 %	36,8 %	270 pb	20 pb	250 pb
Grandes sociétés	33,7 %	31,5 %	220 pb	40 pb	180 pb
Fiscalité et comptabilité	39,5 %	37,6 %	190 pb	30 pb	160 pb
3 grands secteurs pris collectivement	37,8 %	35,4 %	240 pb	30 pb	210 pb
Reuters News	11,7 %	10,9 %	80 pb	90 pb	(10) pb
Publications mondiales	39,0 %	42,5 %	(350) pb	40 pb	(390) pb
Charges liées au siège social	s. o.	s. o.	s. o.	s. o.	s. o.
Marge du BAIIA ajusté consolidé	33,0 %	25,3 %	770 pb	10 pb	760 pb
Charges d'exploitation consolidées	3 999	4 413	(9) %	(1) %	(8) %
Résultat ajusté par action consolidé	1,85 \$	1,29 \$	43 %	–	43 %

- 1) Les pourcentages de croissance et les marges du BAIIA ajusté sont calculés au dollar près. En conséquence, les pourcentages et les marges calculés à partir des montants comptabilisés pourraient différer de ceux qui sont présentés, et certains totaux pourraient ne pas être exacts en raison de l'arrondissement des chiffres.

Annexe C

Renseignements sur Refinitiv

Au 31 décembre 2020, notre société détenait une participation de 45 % dans Refinitiv, qui constituait auparavant notre secteur Activités financières et risque entièrement détenu. Des fonds de capital-investissement affiliés à Blackstone détenaient une participation de 55 % dans Refinitiv. Nos résultats selon les IFRS comprennent notre quote-part de 45 % du résultat de Refinitiv dans un poste distinct de l'état consolidé du résultat net intitulé « Quote-part de la perte après impôt des participations comptabilisées selon la méthode de la mise en équivalence ». Nos mesures non conformes aux IFRS, y compris le résultat ajusté, ne tiennent pas compte de la quote-part des résultats après impôt de Refinitiv et des autres participations comptabilisées selon la méthode de la mise en équivalence.

Le tableau ci-dessous présente les principales données financières pour 100 % de Refinitiv pour les trimestres et les exercices clos les 31 décembre 2020 et 2019, à la fois sur une base conforme aux IFRS et sur une base non conforme aux IFRS. Refinitiv présente son information financière selon les PCGR des États-Unis et fournit un rapprochement avec les IFRS conformément aux méthodes comptables de Thomson Reuters. Un rapprochement entre ces mesures conformes aux IFRS et les mesures non conformes aux IFRS connexes est également présenté dans la présente annexe.

Le 29 janvier 2021, nous avons conclu, conjointement avec des fonds de capital-investissement liés à Blackstone, la vente de Refinitiv à LSEG dans le cadre d'une transaction avec échange d'actions.

Les informations qui suivent ont été fournies par Refinitiv et sont non auditées.

	Trimestres clos les 31 décembre				Exercices clos les 31 décembre			
				Variation				Variation
				Avant l'effet du change et compte non tenu des entreprises cédées				Avant l'effet du change et compte non tenu des entreprises cédées
(en millions de dollars américains, sauf les marges)	2020	2019	Total		2020	2019	Total	
Mesures conformes aux IFRS								
Produits des activités ordinaires	1 677	1 576	6 %	4 %	6 513	6 250	4 %	4 %
Perte nette	(329)	(77)			(1 137)	(1 278)		
Flux de trésorerie provenant des activités d'exploitation	354	256			1 287	733		
Dépenses d'investissement, moins le produit des cessions	109	94			584	513		
Dette aux 31 décembre 2020 et 2019					14 678	13 877		
Mesures non conformes aux IFRS								
BAIIA ajusté	665	553			2 539	2 208		
Marge du BAIIA ajusté	39,7 %	35,1 %			39,0 %	35,3 %		
Flux de trésorerie disponibles	233	147			669	106		

Les rapprochements suivants des mesures conformes aux IFRS et des mesures non conformes aux IFRS sont fondés sur les définitions des mesures non conformes aux PCGR de Refinitiv, qui diffèrent de celles qu'utilisait Thomson Reuters.

Rapprochement de la perte nette et du BAIIA ajusté

	Trimestres clos les 31 décembre		Exercices clos les 31 décembre	
(en millions de dollars américains, sauf les marges)	2020	2019	2020	2019
Perte nette	(329)	(77)	(1 137)	(1 278)
Ajustements en vue d'éliminer ce qui suit :				
Charge (produit) d'impôt	20	(92)	59	(114)
Charges financières	299	102	1 009	1 176
Dotation aux amortissements des immobilisations corporelles et incorporelles	548	470	2 022	1 901
BAIIA	538	403	1 953	1 685
Ajustements en vue d'éliminer ce qui suit :				
Quote-part du bénéfice après impôt des participations comptabilisées selon la méthode de la mise en équivalence	—	(1)	—	(2)
Autres pertes d'exploitation	40	22	94	2
Ajustements de juste valeur	(7)	4	23	49
Rémunération fondée sur des actions	10	11	36	53
Coûts liés à la transformation	84	114	433	421
BAIIA ajusté	665	553	2 539	2 208
Marge du BAIIA ajusté	39,7 %	35,1 %	39,0 %	35,3 %

Rapprochement des entrées nettes de trésorerie liées aux activités d'exploitation et des flux de trésorerie disponibles

	Trimestres clos les 31 décembre		Exercices clos les 31 décembre	
(en millions de dollars américains)	2020	2019	2020	2019
Entrées nettes de trésorerie liées aux activités d'exploitation	354	256	1 287	733
Dépenses d'investissement, moins le produit des cessions	(109)	(94)	(584)	(513)
Autres activités d'investissement	-	-	1	1
Dividendes versés aux détenteurs de participations ne donnant pas le contrôle	(12)	(15)	(35)	(115)
Flux de trésorerie disponibles	233	147	669	106

Annexe D

Calcul du rendement du capital investi (« RCI »)

Le RCI correspond au bénéfice d'exploitation ajusté, déduction faite du montant net des impôts payés, exprimé en pourcentage du capital investi moyen de la période. Le capital investi représente les actifs d'exploitation nets qui contribuent au bénéfice d'exploitation ajusté, après impôt, ou qui en résultent.

L'information relative au calcul de notre RCI pour 2020 et 2019 est présentée dans le tableau ci-dessous.

(en millions de dollars américains)	2020	2019
Calcul du bénéfice d'exploitation ajusté, déduction faite de l'impôt		
Bénéfice d'exploitation	1 929	1 199
Ajustements en vue d'éliminer ce qui suit :		
Dotation aux amortissements des autres immobilisations incorporelles identifiables	123	114
Ajustements de juste valeur	(10)	-
Autres profits d'exploitation, montant net	(736)	(423)
Bénéfice d'exploitation ajusté – activités poursuivies	1 306	890
Impôts décaissés sur les activités poursuivies, montant net	(52)	(268)
Bénéfice d'exploitation ajusté, déduction faite de l'impôt – activités poursuivies	1 254	622
Perte d'exploitation ajustée, déduction faite de l'impôt – activités abandonnées	(3)	(49)
Bénéfice d'exploitation ajusté, déduction faite de l'impôt – consolidé	1 251	573
Calcul du capital investi		
Créances clients et autres créances d'exploitation	1 151	1 167
Charges payées d'avance et autres actifs courants	425	546
Immobilisations corporelles, montant net	545	615
Logiciels, montant net	830	900
Autres immobilisations incorporelles identifiables (à l'exclusion du cumul des amortissements)	6 020	6 007
Goodwill ¹⁾	4 996	4 875
Dettes d'exploitation, charges à payer et provisions	(1 410)	(1 373)
Produits différés	(866)	(833)
Total du capital investi²⁾	11 691	11 904
Capital investi moyen	11 798	11 305
Rendement du capital investi	10,6 %	5,1 %

1) Le goodwill exclut l'incidence de l'impôt différé d'environ 1,0 G\$ en 2020 et en 2019, qui découle de la comptabilisation des acquisitions.

2) Le capital investi ne tient pas compte des autres actifs et passifs financiers, y compris la trésorerie et la dette, des participations comptabilisées selon la méthode de la mise en équivalence, des autres actifs non courants, de l'impôt différé ni des provisions et autres passifs non courants, qui sont en grande partie composés d'obligations au titre des régimes à prestations définies.

Le RCI a progressé, passant de 5,1 % en 2019 à 10,6 % en 2020, essentiellement en raison de la hausse du bénéfice d'exploitation. En 2019, le RCI tenait compte de coûts et d'investissements non recouvrables et non récurrents de 370 M\$ en vue de repositionner notre société après la séparation de Refinitiv du reste de la société, d'impôts décaissés non récurrents de 180 M\$ et d'un montant de 49 M\$ au titre des activités abandonnées. Compte non tenu de ces éléments, le RCI s'est établi à 10,3 % pour 2019.

Nous mesurons le RCI afin d'évaluer, à long terme, notre capacité de créer de la valeur pour nos actionnaires. Nous cherchons à accroître ce rendement à long terme par l'utilisation de nos capitaux dans des secteurs à haut rendement et par l'accroissement de notre efficacité d'exploitation afin d'accroître notre rentabilité.

Annexe E

Estimations comptables et jugements critiques

La préparation des états financiers impose à la direction de faire des estimations et d'exercer son jugement à l'égard d'événements futurs. Les estimations et les jugements sont constamment remis en question. Ils se fondent sur l'expérience passée et sur d'autres facteurs, notamment les prévisions d'événements futurs raisonnables dans les circonstances. Forcément, les estimations comptables seront rarement identiques aux résultats réels. Étant donné la grande incertitude quant à la durée et aux répercussions de la crise économique mondiale provoquée par la pandémie de COVID-19, certaines estimations et certains jugements formulés par la direction sont plus susceptibles de varier et pourraient changer de façon importante dans l'avenir. Les paragraphes suivants décrivent :

- les estimations et hypothèses les plus critiques formulées par la direction lors de l'établissement de la valeur des actifs et des passifs;
- les jugements les plus critiques de la direction dans l'application des méthodes comptables.

Estimations et hypothèses comptables critiques

Compte de correction de valeur pour créances douteuses et ajustements des ventes

Nous devons évaluer si nous pouvons recouvrer les créances clients. Par conséquent, nous établissons des comptes de correction de valeur pour les pertes estimatives qui découleraient des créances en souffrance et d'autres ajustements des ventes, en tenant compte de la solvabilité du client, des tendances économiques actuelles, de l'expérience passée et des pertes de crédit attendues. Si les recouvrements diffèrent des estimations, le résultat futur risque d'en être touché. Au 31 décembre 2020, les comptes de correction de valeur totalisaient 73 M\$, soit 6 % du solde des créances clients brutes, qui était de 1,2 G\$. Une augmentation des comptes de correction de valeur de l'ordre de 1 % des créances d'exploitation aurait fait baisser le résultat avant impôt d'environ 12 M\$ pour l'exercice clos le 31 décembre 2020.

Logiciels

Au 31 décembre 2020, les logiciels représentaient 0,8 G\$ du total de l'actif inscrit à l'état consolidé de la situation financière. Une partie importante des dépenses que nous engageons en continu a trait aux logiciels que nous mettons au point pour soutenir nos bases de données informatisées, nos systèmes de livraison et nos infrastructures internes, ainsi que, dans une moindre mesure, aux logiciels sous licence que la société accorde directement à ses clients. Au cours du processus de développement d'un logiciel, nous devons estimer la période prévue durant laquelle les avantages seront obtenus et établir ainsi la période d'amortissement des coûts incorporés à la valeur du logiciel. Les hypothèses tiennent compte de la durée avant l'obsolescence technologique, des pressions économiques, de la concurrence, de l'expérience passée et des plans d'affaires internes quant à l'utilisation des logiciels. En raison de l'évolution rapide de la technologie et de l'incertitude entourant le processus de développement d'un logiciel, les résultats futurs pourraient être touchés si l'évaluation que nous faisons aujourd'hui de nos projets de logiciels s'avère différente de la performance réelle.

Autres immobilisations incorporelles identifiables et goodwill

Au 31 décembre 2020, les autres immobilisations incorporelles identifiables et le goodwill représentaient 3,4 G\$ et 6,0 G\$, respectivement, du total de l'actif inscrit à l'état consolidé de la situation financière. Les autres immobilisations incorporelles identifiables et le goodwill résultent de regroupements d'entreprises. Les regroupements d'entreprises sont comptabilisés selon la méthode de l'acquisition, selon laquelle la société doit identifier les immobilisations incorporelles acquises et leur attribuer une valeur et une durée d'utilité estimatives en fonction de leur juste valeur estimative. Le processus implique de nombreuses estimations et hypothèses significatives concernant les projections de flux de trésorerie, le risque économique et le coût moyen pondéré du capital. L'excédent du coût d'acquisition sur la juste valeur des actifs nets identifiables acquis est comptabilisé à titre de goodwill.

Après l'acquisition, nous soumettons les autres immobilisations incorporelles identifiables et le goodwill à des tests de dépréciation. Le résultat de ces tests dépend largement des plus récentes estimations et hypothèses à l'égard des projections de flux de trésorerie, du risque économique et du coût moyen pondéré du capital. Plus précisément, les projections de flux de trésorerie pourraient varier par suite d'une détérioration du contexte macroéconomique, y compris les répercussions potentielles de la réglementation sur nos clients, l'évolution des habitudes d'achat de nos clients et la concurrence. Notre hypothèse d'une croissance perpétuelle pourrait être modifiée du fait d'une variation des perspectives à long terme en matière d'inflation mondiale. De plus, le taux d'actualisation, le taux d'impôt et les multiples des produits des activités ordinaires ou du BAIIA utilisés dans les divers tests de dépréciation se fondent sur ceux de sociétés comparables, qui reflètent la conjoncture du marché et les lois fiscales en vigueur.

Si les événements ou résultats futurs diffèrent de manière défavorable des estimations et hypothèses formulées au moment de l'acquisition ou dans le cadre de tests de dépréciation effectués par la suite, la société pourrait devoir augmenter la dotation aux amortissements des immobilisations incorporelles et les pertes de valeur ultérieurement.

Nous avons effectué notre test de dépréciation annuel du goodwill en date du 1^{er} octobre 2020. Aucune perte de valeur du goodwill n'a été comptabilisée puisque la juste valeur estimative diminuée des coûts de sortie de chaque UGT dépassait sa valeur comptable de plus de 100 %. Nous avons effectué le test pour chaque groupe d'UGT auquel le goodwill avait été affecté et était surveillé par la direction à la date de réalisation du test. Les techniques d'évaluation, les principales hypothèses et les analyses de sensibilité appliquées dans le cadre du test de dépréciation du goodwill sont décrites ci-dessous.

Dans le cadre du test de dépréciation effectué en 2019, la juste valeur diminuée des coûts de sortie dépassait la valeur comptable de chaque UGT de plus de 100 %. Comme le permet IAS 36, *Dépréciation d'actifs*, la société n'a pas estimé de nouveau la valeur recouvrable de ses UGT lors du test de dépréciation en 2020, car elle a conclu qu'aucun événement ou changement de situation n'indiquait que la valeur comptable de ces UGT pourrait ne pas être recouvrable. Même si Reuters News constituait une UGT en 2019, elle n'a pas fait l'objet d'un test de dépréciation annuel distinct, car elle ne comportait pas de goodwill. Cependant, une valeur recouvrable a été calculée pour Reuters News dans le cadre du test effectué en 2019 pour évaluer les immobilisations incorporelles à durée d'utilité indéterminée. Les techniques d'évaluation, les principales hypothèses et les sensibilités décrites ci-dessous se rapportent aux valeurs recouvrables établies dans le cadre du test de dépréciation de 2019.

Techniques d'évaluation

Le choix et l'application des techniques d'évaluation, de même que la formulation des principales hypothèses, font appel à l'exercice du jugement. Il y a dépréciation du goodwill lorsque la valeur recouvrable d'une UGT est inférieure à sa valeur comptable. La valeur recouvrable correspond à la juste valeur diminuée des coûts de sortie de l'UGT ou à sa valeur d'utilité, si celle-ci est plus élevée. Comme ce fut le cas lors des tests de dépréciation antérieurs, la valeur recouvrable de chaque UGT se fonde sur la juste valeur diminuée des coûts de sortie, estimée à l'aide de la moyenne pondérée de l'approche par le résultat et de l'approche par le marché. IFRS 13 *Évaluation de la juste valeur* définit la juste valeur comme une mesure fondée sur le marché, et non comme une mesure propre à l'entité. En conséquence, la juste valeur de l'UGT doit être déterminée à l'aide des hypothèses que les intervenants du marché utiliseraient plutôt que de celles qui sont spécifiquement liées à nous. Plus particulièrement, les taux d'actualisation et les taux d'impôt utilisés selon l'approche par le résultat reflètent les hypothèses que les intervenants du marché utiliseraient. Aux fins du calcul de ces hypothèses, des données accessibles au public ont été recueillies pour des sociétés qui exercent des activités semblables à celles de chaque UGT, dont les principaux concurrents de la société. Puisque certaines données d'entrée ne sont pas des données de marché observables, l'évaluation de la valeur recouvrable de chaque UGT est classée au niveau 3 de la hiérarchie des justes valeurs.

Approche par le résultat

L'approche par le résultat fait appel aux flux de trésorerie futurs qu'une entreprise générera. Nous avons utilisé la méthode des flux de trésorerie actualisés, laquelle consiste à projeter les flux de trésorerie et à en établir la valeur actualisée. Le processus d'actualisation utilise un taux de rendement proportionnel au risque lié à l'entreprise et la valeur temporelle de l'argent. L'approche nécessite des hypothèses concernant le taux de croissance des produits des activités ordinaires, les marges d'exploitation, les dépenses d'investissement, les taux d'impôt et les taux d'actualisation.

Approche par le marché

L'approche par le marché suppose que les entreprises d'un même secteur d'activité partagent des caractéristiques similaires et que la valeur de ces entreprises traduit ces caractéristiques. Ainsi, une comparaison entre une UGT et des entreprises similaires dont l'information financière est publiée peut constituer une base raisonnable pour estimer la juste valeur. Selon l'approche par le marché, la juste valeur est calculée à l'aide de multiples de produits des activités ordinaires ou du BAIIA de sociétés de référence dont les activités sont comparables à celles de chaque UGT. Les données sur les sociétés de référence ont été obtenues à partir des informations publiées.

Principales hypothèses

Pondération des techniques d'évaluation

Nous avons pondéré uniformément les résultats des deux techniques d'évaluation susmentionnées comme suit : 60 % pour l'approche par le résultat et 40 % pour l'approche par le marché. Nous croyons qu'en raison de la volatilité des marchés financiers, il est plus approprié d'appliquer un coefficient de pondération plus élevé à l'approche par le résultat.

Projections de flux de trésorerie

Les projections de flux de trésorerie sont fondées sur notre budget interne. Nous avons projeté les flux de trésorerie sur une période de trois ans et avons appliqué un taux de croissance perpétuelle par la suite, comme le prescrit IAS 36. Lors de l'établissement des projections de flux de trésorerie pour la période de trois ans, nous avons pris en considération la croissance des produits des activités ordinaires et des coûts, de même que les dépenses d'investissement. Nous avons également tenu compte des résultats passés, des tendances économiques, comme la croissance du PIB et l'inflation, de même que des tendances du secteur et du marché. Les projections ont aussi pris en compte l'effet attendu des initiatives d'efficience, du lancement de nouveaux produits, des programmes de fidélisation de la clientèle et du degré de maturité des marchés sur lesquels chaque entreprise est présente.

Taux d'actualisation

Nous avons supposé un taux d'actualisation en vue de calculer la valeur actualisée des flux de trésorerie projetés. Le taux d'actualisation représente le coût moyen pondéré du capital (« CMPC ») de sociétés comparables œuvrant dans des secteurs d'activité similaires à celui de l'UGT concernée, sur la base des informations publiées. Le CMPC est une estimation du taux de rendement unifié requis pour les détenteurs de titres de capitaux propres et de titres de créance et sert de point de départ pour établir un taux d'actualisation approprié. Pour établir le CMPC, il faut analyser séparément le coût des capitaux propres et le coût des titres de créance. Le coût des capitaux propres reflète le taux d'intérêt sans risque à long terme des bons du Trésor des États-Unis et tient compte d'une prime de risque fondée sur les risques auxquels sont exposés les flux de trésorerie projetés de chaque UGT.

Des taux d'actualisation moins élevés ont été appliqués aux UGT dont les flux de trésorerie devraient être moins volatils en raison de certains facteurs, par exemple le degré de maturité des marchés qu'elles servent et leur position sur ces marchés. Des taux d'actualisation plus élevés ont été appliqués aux UGT dont les flux de trésorerie devraient être plus volatils en raison de la concurrence et de leur présence sur des marchés géographiques moins stables.

Taux d'impôt

Les taux d'impôt appliqués aux projections étaient fondés sur les taux d'impôt effectifs de sociétés comparables œuvrant dans des secteurs d'activité similaires à celui de l'UGT concernée, sur la base des informations publiées, ou sur les taux d'impôt prévus par la loi. Les hypothèses fiscales sont sensibles à l'évolution des lois fiscales et des changements dans les territoires où le résultat est dégagé.

Le tableau suivant indique les principales hypothèses retenues pour le test de dépréciation, par UGT :

Unité génératrice de trésorerie	Taux de croissance perpétuelle ¹⁾	Taux d'actualisation	Taux d'impôt
Professionnels du droit	2,5 %	7,0 %	25,6 %
Grandes sociétés	2,5 %	8,0 %	25,9 %
Fiscalité et comptabilité	3,0 %	8,5 %	26,8 %
Reuters News	2,5 %	9,0 %	20,8 %
Publications mondiales	(4,4) %	9,0 %	25,8 %

1) Le taux de croissance perpétuelle s'applique au dernier exercice couvert par les projections de flux de trésorerie.

Résultats et sensibilités

La juste valeur de chaque UGT était supérieure de plus de 100 % à sa valeur comptable. Par conséquent, l'analyse de sensibilité a indiqué qu'aucune modification raisonnablement possible des hypothèses portant sur le taux de croissance perpétuelle, sur le taux d'actualisation ou sur l'impôt sur le résultat ne ferait en sorte que la valeur comptable d'une UGT excède sa valeur recouvrable.

Participations comptabilisées selon la méthode de la mise en équivalence et bons de souscription connexes

Les participations comptabilisées selon la méthode de la mise en équivalence représentaient 1,1 G\$ du total de l'actif de l'état consolidé de la situation financière au 31 décembre 2020 et étaient composées principalement de notre ancienne participation de 45 % dans Refinitiv. La valeur comptable des participations comptabilisées selon la méthode de la mise en équivalence fait l'objet d'un test de dépréciation chaque fois que des événements ou des changements de situation indiquent qu'elle pourrait ne pas être recouvrable et chaque date de clôture afin de relever d'éventuels indices de dépréciation. En outre, les modalités de notre ancienne participation dans Refinitiv comprenaient des bons de souscription qui prévoyaient un échange potentiel de valeur entre les fonds de capital-investissement affiliés à Blackstone et notre société lors d'un premier appel à l'épargne (« PAPE ») ou d'un changement de contrôle de Refinitiv, selon la valeur de Refinitiv à cette date. Ces bons de souscription constituaient un instrument dérivé qui était comptabilisé à la juste valeur chaque date de clôture.

Le 1^{er} août 2019, la société a convenu, conjointement avec des fonds de capital-investissement affiliés à Blackstone, de vendre Refinitiv à LSEG selon une valeur qui dépassait considérablement la valeur comptable de notre investissement. La vente de Refinitiv à LSEG a été conclue le 29 janvier 2021 (se reporter à la rubrique « Résumé – Vente de Refinitiv à LSEG » du présent rapport de gestion pour de plus amples renseignements), mais cet événement n'a pas été considéré comme un événement postérieur à la clôture nécessitant un ajustement à l'évaluation des bons de souscription au 31 décembre 2020. La valeur des bons de souscription au 31 décembre 2020 rendait compte de la conclusion d'une entente définitive visant la vente de l'entreprise Refinitiv le 1^{er} août 2019. Ainsi, la valeur à chacune des dates a été établie essentiellement en fonction du nombre d'actions supplémentaires de Refinitiv auquel la société avait un droit contractuel à la clôture et du cours de l'action de LSEG le 31 décembre 2020. L'évaluation tenait aussi compte (sur une base moyenne pondérée) de différentes issues selon la probabilité que la clôture de la transaction envisagée ait lieu, établie selon un modèle de simulation Monte-Carlo, qui nécessitait les principales données d'entrée suivantes : la valeur nette réelle estimée de Refinitiv; la structure du capital de Refinitiv; la volatilité attendue; le taux de rendement sans risque; les dividendes ou distributions annuels; ainsi que les hypothèses concernant le moment de la survenance d'un événement de liquidité.

Au 31 décembre 2020, la société détenait d'autres placements totalisant 0,2 G\$ répartis dans divers secteurs, notamment les secteurs de l'immobilier, de la technologie et des médias, qui pourraient perdre de leur valeur dans l'avenir en raison de la conjoncture économique.

Avantages du personnel

Nous offrons des régimes à prestations définies qui procurent des prestations de retraite et d'autres avantages postérieurs à l'emploi à l'intention des membres du personnel couverts. Le calcul de la charge de retraite liée aux avantages du personnel fait appel à des hypothèses, notamment le taux d'actualisation utilisé pour évaluer le coût des services, les obligations au titre des régimes et le montant net du produit (de la charge) d'intérêts sur l'actif (obligation) net du régime. Les autres hypothèses importantes comprennent la mortalité prévue, le taux attendu d'augmentation des salaires et des versements de prestations de même que le taux d'évolution du coût des soins de santé. Étant donné que le calcul de la charge et des obligations liées aux avantages du personnel nécessite de nombreuses hypothèses, les valeurs établies lors du processus d'évaluation actuarielle comportent un élément d'incertitude. Les résultats réels différeront des résultats estimatifs découlant de ces hypothèses. Au 31 décembre 2020, nous avons modifié notre principal régime à prestations définies de sorte que les employés cesseront d'accumuler des prestations à compter du 1^{er} janvier 2023. Par suite de cette modification, la société n'aura plus besoin de formuler des hypothèses concernant la rémunération future après cette date.

Taux d'actualisation

Le taux d'actualisation est fondé sur les taux d'intérêt en vigueur sur le marché des titres de créance à taux fixe et de première qualité, taux qui ont été ajustés pour tenir compte de la durée des sorties de trésorerie futures attendues au titre des prestations de retraite. Pour estimer le taux d'actualisation, nous avons utilisé une courbe de rendement hypothétique représentative des taux de rendement des obligations à coupon zéro de première qualité dont la durée coïncide avec celle des paiements futurs attendus liés à l'obligation au titre des prestations. Pour le régime de retraite collectif de Thomson Reuters et le régime de retraite de Thomson Corporation PLC, collectivement, une variation à la hausse ou à la baisse de 0,25 % du taux d'actualisation aurait entraîné une baisse ou une hausse d'environ 160 M\$ des obligations au titre des prestations définies au 31 décembre 2020.

Taux d'inflation, hausse des salaires et prestations de retraite

Le taux d'inflation, qui a une incidence sur la hausse des prestations de retraite admissibles au Royaume-Uni, a été établi par rapport à l'indice des prix à la consommation et au détail. Pour le régime de retraite de Thomson Corporation PLC, une variation à la hausse ou à la baisse de 0,25 % des hypothèses concernant le taux d'augmentation des versements de prestation aurait entraîné une baisse ou une hausse d'environ 25 M\$ des obligations au titre des prestations définies. Étant donné le gel du régime de retraite collectif de Thomson Reuters à compter du 1^{er} janvier 2023, l'hypothèse relative au taux d'augmentation des salaires n'a plus d'incidence importante sur l'analyse de sensibilité des obligations au titre des prestations définies.

Évolution des coûts médicaux

Le calcul de l'évolution des coûts médicaux repose sur l'expérience actuarielle relative aux demandes de prestations médicales de la société, ainsi que sur une projection des coûts médicaux sur les périodes à venir. Le taux moyen d'évolution des coûts médicaux retenu pour 2020 est de 7,5 %, et diminue graduellement pour atteindre 4,8 % en 2032. Une hausse ou une baisse de 1 % du taux d'évolution des coûts médicaux aurait fait augmenter ou baisser d'environ 6 M\$ les obligations au titre des avantages postérieurs au départ à la retraite au 31 décembre 2020.

Hypothèses de mortalité

Les hypothèses de mortalité ayant servi à l'évaluation des obligations au titre des prestations définies au 31 décembre 2020 sont fondées sur ce qui suit :

- Régime de retraite collectif de Thomson Reuters : table Pri-2012/table de mortalité MP-2020;
- Régime de retraite de Thomson Corporation PLC : tables de projections des indemnités en fonction des particularités démographiques et de l'amélioration de l'espérance de vie (*SAPS S3 Light Tables*).

Pour le régime de retraite collectif de Thomson Reuters et le régime de retraite de Thomson Corporation PLC pris dans leur ensemble, une augmentation d'une année de l'espérance de vie dans tous les groupes d'âge aurait fait augmenter d'environ 100 M\$ l'obligation au titre des prestations définies au 31 décembre 2020.

Impôt sur le résultat

Nous comptabilisons une charge d'impôt pour chaque territoire où nous exerçons nos activités. Nos estimations et nos hypothèses concernant les prix et les valeurs utilisés pour la comptabilisation d'opérations intragroupe ont une incidence sur cette charge d'impôt. Le montant réel de la charge d'impôt n'est connu en définitive qu'après que la déclaration fiscale a été soumise et que les autorités fiscales l'ont acceptée, c'est-à-dire après la publication des états financiers. En outre, pour estimer la charge d'impôt, nous tenons compte de la probabilité de recouvrer les actifs d'impôt différé en évaluant notre capacité à imputer les déductions fiscales futures sous-jacentes, avant leur expiration, aux bénéfices imposables futurs. L'estimation se fonde sur les réglementations fiscales en vigueur et sur les bénéfices imposables futurs estimatifs. Si les estimations différaient de la déclaration fiscale définitive, le résultat d'une période ultérieure pourrait être touché.

Pour les périodes intermédiaires, la charge d'impôt se fonde sur une estimation du résultat qui sera dégagé, pour l'ensemble de l'exercice pour chaque territoire. Les taux d'impôt effectifs annuels moyens estimatifs sont évalués de nouveau à la fin de chaque période intermédiaire. Si les prévisions diffèrent des résultats réels, les ajustements sont comptabilisés dans les périodes ultérieures.

Nous comptabilisons des actifs d'impôt différé se rapportant au transfert intersociétés de certaines activités. La détermination de ces actifs d'impôt différé impose à la direction de formuler des estimations et des hypothèses importantes concernant la juste valeur des activités connexes. Les estimations critiques comprennent notamment les prévisions internes de produits et de charges et les taux d'actualisation, tandis que les hypothèses critiques portent sur les conditions macroéconomiques et les lois fiscales en vigueur. Les taux d'actualisation utilisés pour réduire les flux de trésorerie futurs prévus à leur valeur actualisée selon la méthode fondée sur les résultats proviennent d'une analyse du coût moyen pondéré du capital et sont ajustés pour tenir compte des risques inhérents aux flux de trésorerie. Bien que nous soyons d'avis que nos hypothèses et estimations sont raisonnables et appropriées, elles reposent en partie sur l'expérience passée et sont par nature incertaines. Des événements et des circonstances imprévus pourraient différer de façon défavorable de nos hypothèses et estimations, ce qui pourrait amener la société à réduire ses actifs d'impôt différé dans les périodes ultérieures.

Pour 2020, le taux d'impôt effectif sur le bénéfice lié aux activités poursuivies était de 5,8 %. Pour 2019, le taux d'impôt effectif sur le bénéfice lié aux activités poursuivies était négligeable en raison de l'incidence du produit d'impôt de 1,2 G\$ lié à la restructuration de certaines activités à l'étranger. Une hausse de 1 % du taux d'impôt effectif aurait fait augmenter la charge d'impôt de 2020 et diminuer le bénéfice lié aux activités poursuivies d'environ 12 M\$.

Jugements critiques pour l'application des méthodes comptables

Comptabilisation des produits des activités ordinaires

Afin de déterminer la façon de comptabiliser adéquatement les produits des activités ordinaires, la direction doit évaluer si les différents produits et services compris dans des contrats constituent ou non des obligations de prestation distinctes devant être comptabilisées séparément ou s'ils doivent être comptabilisés collectivement. À cette fin, la direction se demande, par exemple, si nous vendons régulièrement un bien ou un service séparément ou si les biens ou services sont étroitement liés. La direction doit également déterminer le prix de vente distinct pour chacune des obligations de prestation. Habituellement, nous avons plus d'un prix de vente distinct pour nos différents produits et services en raison de la stratification de notre offre selon les clients. En conséquence, la direction détermine le prix de vente distinct en tenant compte de la conjoncture du marché et d'autres facteurs, notamment la valeur de nos contrats, le produit ou le service vendu, le marché du client, l'emplacement géographique ainsi que le nombre et le type d'utilisateurs pour chaque contrat. Enfin, la direction doit aussi estimer la durée sur laquelle doivent être amortis les actifs découlant des coûts marginaux associés à la conclusion d'un contrat. Comme la direction estime que cette durée correspond à la période pendant laquelle un client tire des avantages de la technologie qui existe dans le produit ou le service sous-jacent, ce jugement est étroitement lié à l'établissement de la période d'amortissement des logiciels.

Positions fiscales incertaines

Nous sommes assujettis à l'impôt s'appliquant sur de nombreux territoires, et nous faisons régulièrement l'objet de contrôles fiscaux par diverses autorités fiscales dans le cours normal des activités. L'incidence fiscale définitive de bon nombre des transactions et calculs dans le cours normal des activités est incertaine, les autorités fiscales pouvant contester certaines positions et proposer des ajustements ou des changements à nos déclarations fiscales. En conséquence, nous maintenons des provisions au titre des positions fiscales incertaines qui, à notre avis, reflètent de façon appropriée les risques visant la société. Ces provisions sont établies à l'aide de nos estimations les plus probables du montant à payer, en fonction d'une évaluation qualitative de toutes les informations pertinentes. Lorsque cela est approprié, nous calculons la valeur attendue afin de déterminer le montant de nos provisions. Nous réévaluons ces provisions à la fin de chaque période de présentation de l'information financière pour voir si le montant est suffisant et les ajustons en fonction de l'évolution des faits et des circonstances. En raison de l'incertitude entourant les contrôles fiscaux, il se peut qu'un passif découlant de ces contrôles ou d'un litige connexe diffère de façon importante de nos provisions. Lorsque le règlement définitif d'un enjeu fiscal donne lieu à un montant d'impôt différent de la charge d'impôt comptabilisée initialement, l'écart est comptabilisé dans la charge d'impôt de la période du règlement définitif. Au 31 décembre 2020, le passif associé aux positions fiscales incertaines s'élevait à 228 M\$ et était principalement comptabilisé au poste « Dettes d'exploitation, charges à payer et provisions » de l'état consolidé de la situation financière.

Actifs d'impôt différé non comptabilisés

Les actifs d'impôt différé sont comptabilisés dans la mesure où il est probable que des bénéfices imposables, auxquels les différences temporaires pourront être imputées, seront disponibles, et ils sont réduits dans la mesure où il n'est plus probable que des bénéfices imposables suffisants seront disponibles pour recouvrer la totalité ou une partie des actifs d'impôt différé. Pour évaluer les actifs d'impôt différé, la direction doit formuler des jugements afin d'évaluer les bénéfices imposables futurs et l'issue probable des contrôles fiscaux dans les différents territoires. Au 31 décembre 2020, nous avons comptabilisé des actifs d'impôt différé de 1 801 M\$ et présenté des actifs d'impôt différé non comptabilisés de 1 188 M\$ à la note 23 de nos états financiers consolidés annuels de 2020.

Annexe F

Principales informations annuelles

Le tableau suivant est une synthèse des principales informations annuelles pour 2020, 2019 et 2018.

(en millions de dollars américains, sauf les montants par action)	Exercices clos les 31 décembre		
	2020	2019	2018
Données tirées de l'état consolidé du résultat net en IFRS			
Produits des activités ordinaires	5 984	5 906	5 501
Bénéfice d'exploitation	1 929	1 199	780
Bénéfice lié aux activités poursuivies	1 149	1 570	164
(Perte) bénéfice lié aux activités abandonnées, déduction faite de l'impôt	(27)	(6)	3 859
Bénéfice net	1 122	1 564	4 023
Bénéfice attribuable aux actionnaires ordinaires	1 122	1 564	3 933
Résultat de base par action lié aux activités poursuivies	2,31 \$	3,13 \$	0,25 \$
Résultat de base par action lié aux activités abandonnées	(0,06) \$	(0,01) \$	5,64 \$
Résultat de base par action	2,25 \$	3,12 \$	5,89 \$
Résultat dilué par action lié aux activités poursuivies	2,30 \$	3,12 \$	0,24 \$
Résultat dilué par action lié aux activités abandonnées	(0,05) \$	(0,01) \$	5,64 \$
Résultat dilué par action	2,25 \$	3,11 \$	5,88 \$
Données tirées de l'état consolidé de la situation financière en IFRS			
Total de l'actif	17 881	17 295	17 018
Total des passifs financiers non courants ¹⁾	3 996	2 932	3 292
Données sur les dividendes			
Dividendes par action ordinaire de Thomson Reuters Corporation (\$ US)	1,52 \$	1,44 \$	1,385 \$
Dividendes par action privilégiée de série II de Thomson Reuters Corporation (\$ CA)	0,49 \$ CA	0,69 \$ CA	0,63 \$ CA

1) Comprend la dette à long terme et les autres passifs financiers classés comme non courants dans notre état consolidé de la situation financière.

Produits des activités ordinaires – Ils ont augmenté au cours de la période de trois ans en raison de la croissance des produits récurrents attribuables à nos secteurs orientés clients Professionnels du droit, Grandes sociétés, et Fiscalité et comptabilité ainsi qu'aux nouveaux produits des activités ordinaires dégagés par le secteur Reuters News, du fait qu'il fournit des nouvelles et du contenu éditorial à Refinitiv depuis le 1^{er} octobre 2018. Les produits du secteur Publications mondiales et les produits tirés des transactions ont diminué au cours de la période de trois ans. Les mouvements du change ont eu une incidence légèrement défavorable sur la croissance des produits des activités ordinaires au cours de la période.

Bénéfice d'exploitation – Il a augmenté en 2020 en raison de la baisse des coûts liés au repositionnement de notre société en 2019 après la clôture de la transaction du secteur Activités financières et risque et de nos initiatives de réduction des coûts liées à la COVID-19 en 2020. Un profit important à la vente d'une participation et un profit lié à la modification d'un régime de retraite ont aussi favorisé le bénéfice d'exploitation de 2020. Pour 2020 et 2019, le bénéfice d'exploitation tenait compte de l'avantage lié à la réévaluation des bons de souscription que nous détenions dans Refinitiv relativement à la vente de Refinitiv à LSEG. Pour 2019 et 2018, il tenait compte d'importants coûts et investissements visant à repositionner Thomson Reuters après la séparation de Refinitiv du reste de la société.

Bénéfice lié aux activités poursuivies – Il a diminué en 2020, car il tenait compte en 2019 d'un produit d'impôt différé de 1,2 G\$ lié à la restructuration de certaines activités à l'étranger. Le bénéfice lié aux activités poursuivies pour la période de trois ans reflétait aussi la variation du bénéfice d'exploitation et notre quote-part de la perte après impôt de notre ancienne participation de 45 % dans Refinitiv depuis le 1^{er} octobre 2018.

(Perte) bénéfice lié aux activités abandonnées, déduction faite de l'impôt – Il tenait compte d'un profit de 3,4 G\$ à la vente d'une participation de 55 % dans notre secteur Activités financières et risque en 2018.

Total de l'actif – Il a progressé en 2020 en raison surtout de la hausse de la trésorerie et des équivalents de trésorerie, attribuable au produit net de la vente d'une participation et de l'augmentation des flux de trésorerie liés aux activités d'exploitation.

Total des passifs financiers non courants – Il a augmenté en 2020 en raison des billets à long terme que nous avons émis en mai 2020.

Annexe G

Données trimestrielles (non audité)

Le tableau qui suit présente un résumé de nos résultats d'exploitation consolidés pour les huit trimestres les plus récents.

(en millions de dollars américains, sauf les montants par action)	Trimestres clos les							
	31 déc. 2020	30 sept. 2020	30 juin 2020	31 mars 2020	31 déc. 2019	30 sept. 2019	30 juin 2019	31 mars 2019
Produits des activités ordinaires	1 616	1 443	1 405	1 520	1 583	1 413	1 423	1 487
Bénéfice d'exploitation	956	318	365	290	216	262	447	274
Bénéfice (perte) lié aux activités poursuivies	587	240	131	191	1 321	(72)	207	114
(Perte) bénéfice lié aux activités abandonnées, déduction faite de l'impôt	(25)	1	(5)	2	3	28	(27)	(10)
Bénéfice (perte) net	562	241	126	193	1 324	(44)	180	104
Bénéfice (perte) attribuable aux actionnaires ordinaires	562	241	126	193	1 324	(44)	180	104
Résultat de base par action								
Lié aux activités poursuivies	1,18 \$	0,48 \$	0,26 \$	0,38 \$	2,64 \$	(0,14) \$	0,41 \$	0,23 \$
Lié aux activités abandonnées	(0,05)	-	(0,01)	0,01	0,01	0,05	(0,05)	(0,02)
	1,13 \$	0,48 \$	0,25 \$	0,39 \$	2,65 \$	(0,09) \$	0,36 \$	0,21 \$
Résultat dilué par action								
Lié aux activités poursuivies	1,18 \$	0,48 \$	0,26 \$	0,38 \$	2,63 \$	(0,14) \$	0,41 \$	0,22 \$
Lié aux activités abandonnées	(0,05)	-	(0,01)	0,01	0,01	0,05	(0,05)	(0,02)
	1,13 \$	0,48 \$	0,25 \$	0,39 \$	2,64 \$	(0,09) \$	0,36 \$	0,20 \$

Produits des activités ordinaires – Nos produits des activités ordinaires sont habituellement peu touchés par le caractère saisonnier des activités puisque nous comptabilisons une part importante de nos produits des activités ordinaires de façon graduelle sur la durée des contrats. Toutefois, nos produits des activités ordinaires peuvent varier d'un trimestre à l'autre en fonction des lancements de produits fiscaux, qui sont habituellement plus concentrés au quatrième trimestre et, dans une moindre mesure, au premier trimestre de l'exercice. Les produits des activités ordinaires du deuxième trimestre de 2020 ont subi l'incidence défavorable des retards dans l'expédition de documents imprimés et du moment de la comptabilisation des produits liés au logiciel Pay-Per-Return dans notre secteur Fiscalité et comptabilité, ce qui s'explique dans les deux cas par la pandémie de COVID-19. Les mouvements du change ont eu une légère incidence défavorable sur nos produits des activités ordinaires pour la majeure partie de la période de huit trimestres. Les acquisitions ont eu une incidence favorable sur les produits des activités ordinaires du troisième trimestre de 2019, au cours duquel nous avons fait l'acquisition de HighQ et de Confirmation, mais cette incidence a été en partie contrebalancée par la perte de produits tirés de certaines entreprises que nous avons vendues.

Bénéfice d'exploitation – Notre bénéfice d'exploitation est aussi habituellement peu touché par le caractère saisonnier, la majorité de nos charges d'exploitation étant fixes. En conséquence, lorsque nos produits des activités ordinaires s'accroissent, nous devenons plus rentables et, inversement, lorsqu'ils diminuent, nous sommes moins rentables. En 2020, le bénéfice d'exploitation a été favorisé par la diminution des coûts résultant de l'achèvement du repositionnement de notre société en 2019 à la suite de la clôture de la transaction du secteur Activités financières et risque en octobre 2018 et, à compter du deuxième trimestre de 2020, par nos initiatives de réduction des coûts liées à la COVID-19. Au quatrième trimestre de 2020, le bénéfice d'exploitation a aussi été favorisé par un profit important à la vente d'une participation et un profit lié à la modification d'un régime de retraite. En 2019, les coûts et investissements visant à repositionner notre société ont eu une incidence importante sur le bénéfice d'exploitation. Au troisième trimestre de 2019, l'important profit découlant de la réévaluation des bons de souscription que nous détenions dans notre ancienne participation dans Refinitiv que nous détenions a aussi eu une incidence favorable sur le bénéfice d'exploitation.

Bénéfice net – L'augmentation du bénéfice net au quatrième trimestre de 2019 est attribuable à un produit d'impôt différé de 1,2 G\$ lié à la restructuration de certaines activités à l'étranger.

Annexe H

Information financière complémentaire sur les garants

Les tableaux de consolidation ci-après présentent l'information financière sommaire en lien avec la garantie intégrale et inconditionnelle accordée par Thomson Reuters Corporation et trois filiales américaines garantes, qui sont aussi des filiales en propriété exclusive indirecte consolidées de Thomson Reuters Corporation (appelées les « filiales garantes »), à l'égard de tout titre d'emprunt émis par TR Finance LLC aux termes d'un acte de fiducie qui sera conclu entre Thomson Reuters Corporation, TR Finance LLC, les filiales garantes, Société de fiducie Computershare du Canada et Deutsche Bank Trust Company Americas. TR Finance LLC est une filiale indirecte en propriété exclusive de Thomson Reuters Corporation et a été constituée aux seules fins d'émettre des titres d'emprunt. TR Finance LLC n'a aucun actif ou passif d'importance, aucune filiale ni aucune activité commerciale qui lui est propre. Se reporter à la rubrique « Situation de trésorerie et sources de financement » du présent rapport de gestion pour obtenir plus d'informations à ce sujet.

Les tableaux de consolidation ci-après présentent l'information financière résumée pour les éléments suivants :

- la société mère – à savoir Thomson Reuters Corporation, propriétaire direct ou indirect de l'ensemble de ses filiales;
- la filiale émettrice – à savoir TR Finance LLC;
- les filiales garantes, prises collectivement;
- les filiales non garantes – à savoir les autres filiales de Thomson Reuters Corporation qui ne garantissent pas les titres d'emprunt de TR Finance LLC, prises collectivement;
- les éliminations – à savoir les ajustements de consolidation;
- Thomson Reuters, après consolidation.

Les filiales garantes mentionnées ci-dessus comprennent les filiales en propriété exclusive indirecte consolidées suivantes de Thomson Reuters Corporation :

- Thomson Reuters Applications Inc., qui exerce ses activités dans les secteurs Professionnels du droit, Fiscalité et comptabilité et Grandes sociétés de la société;
- Thomson Reuters (Tax & Accounting) Inc., qui exerce ses activités dans le secteur Fiscalité et comptabilité de la société;
- West Publishing Corporation, qui exerce ses activités dans les secteurs Professionnels du droit, Grandes sociétés et Publications mondiales de la société.

Aux fins des tableaux de consolidation de l'information financière sommaire, Thomson Reuters Corporation comptabilise ses placements dans des filiales selon la méthode de la mise en équivalence. Lorsque les filiales sont membres d'un groupe consolidé aux fins des déclarations d'impôt, Thomson Reuters Corporation répartit la charge d'impôt conformément à l'entente de partage d'impôt, notamment en appliquant la méthode du pourcentage, selon laquelle les membres du groupe consolidé sont remboursés pour les pertes qu'ils subissent, peu importe s'ils ont la possibilité d'utiliser ces pertes de manière distincte. Nous estimons que cette répartition constitue une façon systématique et rationnelle de répartir les soldes d'impôt. Les ajustements nécessaires pour consolider les résultats de la société mère, des filiales garantes et des filiales non garantes sont reflétés dans la colonne « Éliminations ».

Ce mode de présentation ne vise à présenter la situation financière de Thomson Reuters Corporation et ses résultats d'exploitation à nulle autre fin que pour se conformer aux exigences de communication de l'information sur les garants. Les données présentées doivent être lues conjointement avec nos états financiers consolidés pour les exercices clos les 31 décembre 2020 et 2019, ainsi qu'avec le présent rapport de gestion de 2020, qui figurent tous dans le présent rapport annuel.

Les tableaux de consolidation de l'information financière résumée ci-après sont fournis conformément aux exigences de l'article 13.4 du Règlement 51-102 sur les obligations d'information continue qui porte sur les dispenses en faveur de certains émetteurs bénéficiant de soutien au crédit. Thomson Reuters Corporation a aussi choisi de fournir de l'information financière complémentaire conformément à l'article 13 de la Réglementation S-X, dans sa version adoptée par la SEC le 2 mars 2020 et qui figure dans le communiqué de la SEC n° 33-10762.

Les tableaux de consolidation de l'information financière sommaire ci-après ont été préparés conformément aux IFRS publiées par l'IASB et n'ont pas été audités.

ÉTAT DE CONSOLIDATION RÉSUMÉ DU RÉSULTAT NET

	Exercice clos le 31 décembre 2020					
(en millions de dollars américains)	Société mère	Filiale émettrice	Filiales garantes	Filiales non garantes	Éliminations	Données consolidées
ACTIVITÉS POURSUIVIES						
Produits des activités ordinaires	-	-	4 222	3 215	(1 453)	5 984
Charges d'exploitation	(12)	-	(3 680)	(1 760)	1 453	(3 999)
Dotation aux amortissements des immobilisations corporelles	-	-	(74)	(110)	-	(184)
Dotation aux amortissements des logiciels	-	-	(23)	(465)	3	(485)
Dotation aux amortissements des autres immobilisations incorporelles identifiables	-	-	(53)	(70)	-	(123)
Autres (pertes) profits d'exploitation, montant net	-	-	(14)	750	-	736
(Perte) bénéfice d'exploitation	(12)	-	378	1 560	3	1 929
(Charges) produits financiers, montant net						
Charge d'intérêts, montant net	(155)	-	(1)	(39)	-	(195)
Autres produits (charges) financiers	19	-	(1)	12	-	30
Produit (charge) d'intérêts intragroupe, montant net	111	-	(51)	(60)	-	-
(Perte) bénéfice avant impôt et participations comptabilisées selon la méthode de la mise en équivalence	(37)	-	325	1 473	3	1 764
Quote-part de la perte après impôt des participations comptabilisées selon la méthode de la mise en équivalence	-	-	-	(544)	-	(544)
Quote-part du bénéfice après impôt des filiales	1 159	-	18	245	(1 422)	-
(Charge) produit d'impôt	-	-	(77)	6	-	(71)
Bénéfice lié aux activités poursuivies	1 122	-	266	1 180	(1 419)	1 149
Perte liée aux activités abandonnées, déduction faite de l'impôt	-	-	(3)	(24)	-	(27)
Bénéfice net	1 122	-	263	1 156	(1 419)	1 122
Bénéfice attribuable aux actionnaires ordinaires	1 122	-	263	1 156	(1 419)	1 122

ÉTAT DE CONSOLIDATION RÉSUMÉ DU RÉSULTAT NET

	Exercice clos le 31 décembre 2019					
(en millions de dollars américains)	Société mère	Filiale émettrice	Filiales garantes	Filiales non garantes	Éliminations	Données consolidées
ACTIVITÉS POURSUIVIES						
Produits des activités ordinaires	-	-	4 156	3 035	(1 285)	5 906
Charges d'exploitation	(12)	-	(3 640)	(2 046)	1 285	(4 413)
Dotation aux amortissements des immobilisations corporelles	-	-	(79)	(75)	-	(154)
Dotation aux amortissements des logiciels	-	-	(26)	(426)	3	(449)
Dotation aux amortissements des autres immobilisations incorporelles identifiables	-	-	(67)	(47)	-	(114)
Autres profits d'exploitation, montant net	-	-	10	422	(9)	423
(Perte) bénéfice d'exploitation	(12)	-	354	863	(6)	1 199
(Charges) produits financiers, montant net						
Charge d'intérêts, montant net	(156)	-	(3)	(4)	-	(163)
Autres (charges) produits financiers	(84)	-	1	18	-	(65)
Produit (charge) d'intérêts intragroupe, montant net	382	-	(22)	(360)	-	-
Bénéfice avant impôt et participations comptabilisées selon la méthode de la mise en équivalence	130	-	330	517	(6)	971
Quote-part de la perte après impôt des participations comptabilisées selon la méthode de la mise en équivalence	-	-	-	(599)	-	(599)
Quote-part du bénéfice après impôt des filiales	1 434	-	6	306	(1 746)	-
(Charge) produit d'impôt	-	-	(24)	1 222	-	1 198
Bénéfice lié aux activités poursuivies	1 564	-	312	1 446	(1 752)	1 570
Perte liée aux activités abandonnées, déduction faite de l'impôt	-	-	-	(6)	-	(6)
Bénéfice net	1 564	-	312	1 440	(1 752)	1 564
Bénéfice attribuable aux actionnaires ordinaires	1 564	-	312	1 440	(1 752)	1 564

ÉTAT DE CONSOLIDATION RÉSUMÉ DE LA SITUATION FINANCIÈRE

(en millions de dollars américains)	31 décembre 2020					Données consolidées
	Société mère	Filiale émettrice	Filiales garantes	Filiales non garantes	Éliminations	
Trésorerie et équivalents de trésorerie	3	-	359	1 425	-	1 787
Créances clients et autres créances d'exploitation	1	-	735	415	-	1 151
Créances d'exploitation intragroupe	3 406	-	245	3 298	(6 949)	-
Autres actifs financiers	-	-	5	607	-	612
Charges payées d'avance et autres actifs courants	1	-	212	212	-	425
Actifs courants	3 411	-	1 556	5 957	(6 949)	3 975
Immobilisations corporelles, montant net	-	-	241	304	-	545
Logiciels, montant net	-	-	12	821	(3)	830
Autres immobilisations incorporelles identifiables, montant net	-	-	1 150	2 277	-	3 427
Goodwill	-	-	3 731	2 245	-	5 976
Participations comptabilisées selon la méthode de la mise en équivalence	-	-	-	1 136	-	1 136
Autres actifs non courants	101	-	132	555	-	788
Créances d'exploitation intragroupe	245	-	-	778	(1 023)	-
Placements dans des filiales	12 854	-	175	4 056	(17 085)	-
Actifs d'impôt différé	-	-	-	1 204	-	1 204
Total de l'actif	16 611	-	6 997	19 333	(25 060)	17 881
PASSIF ET CAPITAUX PROPRES						
Passif						
Dettes d'exploitation, charges à payer et provisions	39	-	422	949	-	1 410
Produits différés	-	-	611	255	-	866
Dettes d'exploitation intragroupe	2 617	-	681	3 651	(6 949)	-
Autres passifs financiers	200	-	19	157	-	376
Passifs courants	2 856	-	1 733	5 012	(6 949)	2 652
Dette à long terme	3 772	-	-	-	-	3 772
Provisions et autres passifs non courants	3	-	72	1 008	-	1 083
Dettes d'exploitation intragroupe	-	-	778	245	(1 023)	-
Passifs d'impôt différé	-	-	183	211	-	394
Total du passif	6 631	-	2 766	6 476	(7 972)	7 901
Capitaux propres						
Total des capitaux propres	9 980	-	4 231	12 857	(17 088)	9 980
Total du passif et des capitaux propres	16 611	-	6 997	19 333	(25 060)	17 881

ÉTAT DE CONSOLIDATION RÉSUMÉ DE LA SITUATION FINANCIÈRE

31 décembre 2019						
(en millions de dollars américains)	Société mère	Filiale émettrice	Filiales garantes	Filiales non garantes	Éliminations	Données consolidées
Trésorerie et équivalents de trésorerie	5	-	169	651	-	825
Créances clients et autres créances d'exploitation	1	-	749	417	-	1 167
Créances d'exploitation intragroupe	3 289	-	440	2 699	(6 428)	-
Autres actifs financiers	-	-	6	527	-	533
Charges payées d'avance et autres actifs courants	1	-	194	351	-	546
Actifs courants	3 296	-	1 558	4 645	(6 428)	3 071
Immobilisations corporelles, montant net	-	-	272	343	-	615
Logiciels, montant net	-	-	47	859	(6)	900
Autres immobilisations incorporelles identifiables, montant net	-	-	1 203	2 315	-	3 518
Goodwill	-	-	3 658	2 195	-	5 853
Participations comptabilisées selon la méthode de la mise en équivalence	-	-	-	1 551	-	1 551
Autres actifs non courants	-	-	124	487	-	611
Créances d'exploitation intragroupe	283	-	-	778	(1 061)	-
Placements dans des filiales	11 605	-	27	4 025	(15 657)	-
Actifs d'impôt différé	-	-	-	1 176	-	1 176
Total de l'actif	15 184	-	6 889	18 374	(23 152)	17 295
PASSIF ET CAPITAUX PROPRES						
Passif						
Dette courante	578	-	-	1	-	579
Dettes d'exploitation, charges à payer et provisions	44	-	484	845	-	1 373
Produits différés	-	-	583	250	-	833
Dettes d'exploitation intragroupe	2 031	-	668	3 729	(6 428)	-
Autres passifs financiers	262	-	19	153	-	434
Passifs courants	2 915	-	1 754	4 978	(6 428)	3 219
Dette à long terme	2 676	-	-	-	-	2 676
Provisions et autres passifs non courants	33	-	82	1 149	-	1 264
Dettes d'exploitation intragroupe	-	-	778	283	(1 061)	-
Passifs d'impôt différé	-	-	223	353	-	576
Total du passif	5 624	-	2 837	6 763	(7 489)	7 735
Capitaux propres						
Total des capitaux propres	9 560	-	4 052	11 611	(15 663)	9 560
Total du passif et des capitaux propres	15 184	-	6 889	18 374	(23 152)	17 295

TABLEAU DE CONSOLIDATION RÉSUMÉ DES FLUX DE TRÉSORERIE

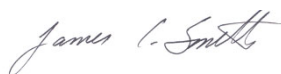
(en millions de dollars américains)	Société mère	Filiale émettrice	Filiales garantes	Filiales non garantes	Éliminations	Données consolidées
Exercice clos le 31 décembre 2020						
(Sorties) entrées nettes de trésorerie liées aux activités d'exploitation	(64)	-	474	1 335	-	1 745
(Sorties) entrées nettes de trésorerie liées aux activités d'investissement	(61)	-	(30)	118	(165)	(138)
Entrées (sorties) nettes de trésorerie liées aux activités de financement	123	-	(254)	(678)	165	(644)
(Diminution) augmentation de la trésorerie et des découverts bancaires	(2)	-	190	775	-	963
Exercice clos le 31 décembre 2019						
Entrées nettes de trésorerie liées aux activités d'exploitation	258	-	305	139	-	702
Entrées (sorties) nettes de trésorerie liées aux activités d'investissement	5 943	-	605	(1 021)	(6 911)	(1 384)
Sorties nettes de trésorerie liées aux activités de financement	(6 202)	-	(745)	(1 165)	6 911	(1 201)
(Diminution) augmentation de la trésorerie et des découverts bancaires	(1)	-	165	(2 047)	-	(1 883)

États financiers consolidés

Responsabilité de la direction à l'égard des états financiers consolidés

La direction de Thomson Reuters Corporation (la « société ») est responsable des états financiers consolidés ci-joints et des autres renseignements inclus dans le rapport annuel. Les états financiers ont été préparés conformément aux Normes internationales d'information financière, telles qu'elles ont été publiées par l'International Accounting Standards Board, en fonction des meilleures estimations et des meilleurs jugements de la direction, le cas échéant. Les informations présentées ailleurs dans le rapport annuel sont conformes à celles contenues dans les états financiers.

Il incombe au conseil d'administration de la société de s'assurer que la direction s'acquitte de ses responsabilités à l'égard de l'information financière et du contrôle interne. Le comité d'audit, qui relève du conseil d'administration, rencontre périodiquement la direction et l'auditeur indépendant de la société pour discuter des questions qui touchent l'audit et l'information financière. De plus, le comité d'audit approuve les états financiers consolidés intermédiaires et recommande au conseil d'administration l'approbation des états financiers consolidés annuels ainsi que de la nomination annuelle de l'auditeur indépendant. Le conseil d'administration a approuvé l'information présentée dans les états financiers consolidés ci-joints.



Steve Hasker
Président et chef de la direction



Michael Eastwood
Chef de la direction financière

Le 10 mars 2021

Rapport de la direction sur le contrôle interne à l'égard de l'information financière

La direction est responsable de la mise en place et du maintien d'un contrôle interne adéquat à l'égard de l'information financière.

Le contrôle interne à l'égard de l'information financière d'une entité est un processus conçu pour fournir une assurance raisonnable que l'information financière est fiable et que les états financiers ont été établis, aux fins de la publication de l'information financière, conformément aux Normes internationales d'information financière (« IFRS »), telles qu'elles ont été publiées par l'International Accounting Standards Board. Il comprend les politiques et les procédures qui : i) concernent la tenue de dossiers suffisamment détaillés qui donnent une image fidèle des opérations et des cessions d'actifs de Thomson Reuters Corporation (la « société »); ii) fournissent une assurance raisonnable que les opérations sont enregistrées comme il se doit pour établir les états financiers conformément aux IFRS et que les encaissements et décaissements de la société ne sont faits qu'avec l'autorisation de la direction et du conseil d'administration de la société; et iii) fournissent une assurance raisonnable concernant la prévention ou la détection à temps de toute acquisition, utilisation ou cession non autorisée d'actifs de la société qui pourrait avoir une incidence significative sur les états financiers.

En raison des limites qui lui sont inhérentes, il se peut que le contrôle interne à l'égard de l'information financière ne permette pas de prévenir ou de détecter certaines anomalies. De plus, toute projection du résultat d'une évaluation de son efficacité sur des périodes futures comporte le risque que les contrôles deviennent inadéquats en raison de changements de situation ou que le degré de conformité aux politiques et aux procédures diminue.

La direction a procédé à une évaluation de l'efficacité de son système de contrôle interne à l'égard de l'information financière selon les critères établis dans le document *Internal Control – Integrated Framework (2013)* publié par le Committee of Sponsoring Organizations de la Treadway Commission. À la lumière de cette évaluation, la direction a conclu que le contrôle interne à l'égard de l'information financière de la société était efficace au 31 décembre 2020.

L'efficacité du contrôle interne à l'égard de l'information financière de la société au 31 décembre 2020 a été auditée par PricewaterhouseCoopers LLP, cabinet d'experts-comptables inscrit indépendant, comme l'atteste son rapport inclus aux présentes.



Steve Hasker
Président et chef de la direction



Michael Eastwood
Chef de la direction financière

Le 10 mars 2021

Rapport du cabinet d'experts-comptables inscrit indépendant

Opinions sur les états financiers et le contrôle interne à l'égard de l'information financière

Nous avons effectué l'audit de l'état consolidé de la situation financière ci-joint de Thomson Reuters Corporation et de ses filiales (la « société ») aux 31 décembre 2020 et 2019, des états consolidés du résultat net, du résultat global et des variations des capitaux propres et du tableau consolidé des flux de trésorerie connexes pour les exercices clos à ces dates, ainsi que des notes annexes (collectivement, les « états financiers consolidés »). Nous avons également effectué l'audit du contrôle interne à l'égard de l'information financière de la société au 31 décembre 2020, selon les critères établis dans le document *Internal Control – Integrated Framework (2013)* publié par le Committee of Sponsoring Organizations de la Treadway Commission (« COSO »).

À notre avis, les états financiers consolidés susmentionnés donnent, dans tous leurs aspects significatifs, une image fidèle de la situation financière de la société aux 31 décembre 2020 et 2019, ainsi que des résultats de son exploitation et de ses flux de trésorerie pour chacun des exercices clos à ces dates, conformément aux Normes internationales d'information financière telles qu'elles ont été publiées par l'International Accounting Standards Board. De plus, à notre avis, la société maintenait, dans tous ses aspects significatifs, un contrôle interne efficace à l'égard de l'information financière au 31 décembre 2020, selon les critères établis dans le document *Internal Control – Integrated Framework (2013)* publié par le COSO.

Changement de méthode comptable

Tel qu'il est décrit à la note 1 des états financiers consolidés, la société a changé sa façon de comptabiliser les contrats de location en 2019.

Fondement des opinions

La direction de la société est responsable de ces états financiers consolidés, du maintien d'un contrôle interne efficace à l'égard de l'information financière et de l'appréciation qu'elle fait de l'efficacité du contrôle interne à l'égard de l'information financière figurant dans le rapport de la direction sur le contrôle interne à l'égard de l'information financière ci-joint. Notre responsabilité consiste à exprimer des opinions sur les états financiers consolidés de la société et sur le contrôle interne à l'égard de l'information financière de la société sur la base de nos audits. Nous sommes un cabinet d'experts-comptables inscrit auprès du Public Company Accounting Oversight Board (des États-Unis) (« PCAOB ») et sommes tenus d'être indépendants de la société conformément aux lois fédérales américaines sur les valeurs mobilières et aux règles et règlements applicables de la Securities and Exchange Commission et du PCAOB.

Nous avons effectué nos audits selon les normes du PCAOB. Ces normes requièrent que nous planifions et réalisons les audits de façon à obtenir l'assurance raisonnable que les états financiers consolidés sont exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs, et à évaluer si un contrôle interne à l'égard de l'information financière efficace a été maintenu dans tous les aspects significatifs.

Nos audits des états financiers consolidés ont compris la mise en œuvre de procédures en vue d'évaluer les risques que les états financiers consolidés comportent des anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs, et la mise en œuvre de procédures en réponse à ces risques. Ces procédures ont compris le contrôle par sondages des éléments probants à l'appui des montants et des autres éléments d'information fournis dans les états financiers consolidés. Nos audits ont également compris l'évaluation des principes comptables suivis et des estimations importantes faites par la direction, ainsi qu'une appréciation de la présentation d'ensemble des états financiers consolidés. Notre audit du contrôle interne à l'égard de l'information financière a compris l'acquisition d'une compréhension du contrôle interne à l'égard de l'information financière, une évaluation du risque de l'existence d'une faiblesse significative, ainsi que des tests et une évaluation de l'efficacité de la conception et du fonctionnement du contrôle interne à l'égard de l'information financière en fonction de notre évaluation du risque. Nos audits ont également compris la mise en œuvre des autres procédures que nous avons jugées nécessaires dans les circonstances. Nous estimons que nos audits constituent un fondement raisonnable à nos opinions.

Définition et limites du contrôle interne à l'égard de l'information financière

Le contrôle interne à l'égard de l'information financière d'une entité est un processus conçu pour fournir une assurance raisonnable que l'information financière est fiable et que les états financiers ont été établis, aux fins de la publication de l'information financière, conformément aux principes comptables généralement reconnus. Il comprend les politiques et procédures qui : i) concernent la tenue de dossiers suffisamment détaillés pour donner une image fidèle des opérations et des cessions d'actifs de la société; ii) fournissent une assurance raisonnable que les transactions sont enregistrées comme il se doit pour préparer les états financiers conformément aux principes comptables généralement reconnus et que les encaissements et décaissements de la société ne sont faits qu'avec l'autorisation de la direction et du conseil d'administration de la société et iii) fournissent une assurance raisonnable concernant la prévention ou la détection à temps de toute acquisition, utilisation ou cession non autorisée d'actifs de la société qui pourrait avoir une incidence significative sur ses états financiers.

En raison des limites qui lui sont inhérentes, il se peut que le contrôle interne à l'égard de l'information financière ne permette pas de prévenir ou de détecter certaines anomalies. De plus, toute projection du résultat d'une évaluation de son efficacité sur des périodes futures comporte le risque que les contrôles deviennent inadéquats en raison de changements de situation ou que le niveau de respect des politiques ou des procédures diminue.

Questions critiques de l'audit

Les questions critiques de l'audit communiquées ci-après sont des questions soulevées au cours de l'audit des états financiers consolidés de la période considérée, qui ont été ou qui devaient être communiquées au comité d'audit et i) qui sont liées à des comptes ou à des informations fournies qui sont significatifs eu égard aux états financiers consolidés, et ii) pour lesquelles nous avons dû porter des jugements particulièrement difficiles, subjectifs ou complexes. La communication des questions critiques de l'audit ne modifie en rien notre opinion sur les états financiers consolidés pris dans leur ensemble et, en communiquant les questions critiques de l'audit ci-après, nous n'exprimons pas d'opinion distincte sur celles-ci ni sur les comptes ou informations fournies auxquels elles se rapportent.

Positions fiscales incertaines

Comme il est décrit à la note 2 des états financiers consolidés, la société est assujettie à l'impôt s'appliquant dans de nombreux territoires, et l'incidence fiscale définitive de certaines transactions est incertaine. La société maintient des provisions au titre des positions fiscales incertaines selon les estimations les plus probables de la direction quant au montant qui devrait être payé. La direction réévalue ces provisions à la fin de chaque période de présentation de l'information financière pour vérifier si le montant est suffisant et fait des ajustements selon l'évolution des faits et circonstances. Comme l'a décrit la direction, l'exercice du jugement est nécessaire pour identifier les positions fiscales incertaines et en établir une estimation, notamment en ce qui a trait aux estimations et aux hypothèses au sujet des prix et des montants utilisés pour comptabiliser les transactions intragroupe. Au 31 décembre 2020, le passif associé aux positions fiscales incertaines s'élevait à 228 M\$.

Il a été déterminé que la mise en œuvre des procédures relatives aux positions fiscales incertaines de la société constituait une question critique de l'audit parce que la direction a dû formuler des jugements importants pour évaluer les positions fiscales incertaines, notamment au sujet des prix et des montants utilisés pour la comptabilisation des transactions intragroupe, ce qui a donné lieu à un degré élevé de jugement et de subjectivité de la part de l'auditeur dans l'exécution des procédures et dans l'appréciation de l'identification en temps opportun et de l'évaluation exacte des positions fiscales incertaines. L'évaluation des éléments probants liés aux provisions pour positions fiscales incertaines a également donné lieu à un degré élevé de jugement de la part de l'auditeur, et la réalisation de l'audit a nécessité le recours à des professionnels possédant des compétences et des connaissances spécialisées.

Le traitement de cette question a consisté à mettre en œuvre des procédures et à évaluer les éléments probants nécessaires à la formulation d'une opinion globale sur les états financiers consolidés. Dans le cadre de ces procédures, l'efficacité des contrôles liés à l'identification et à l'évaluation par la direction des provisions pour positions fiscales incertaines a été testée. Les procédures consistaient également, entre autres, à effectuer des tests portant sur l'établissement des provisions pour positions fiscales incertaines compte tenu des lois fiscales dans les territoires où la société exerce ses activités, des nouvelles décisions en matière d'impôt, des décisions des tribunaux, des mesures législatives, des délais de prescription et des nouveautés dans les contrôles fiscaux. Des professionnels possédant des compétences et des connaissances spécialisées ont aidé à l'évaluation des positions fiscales incertaines, de leur exhaustivité et de leur exactitude, du caractère raisonnable des hypothèses au sujet des prix et des montants utilisés pour comptabiliser les transactions intragroupe et de la détermination par la direction du montant qui devrait être payé en vertu des lois et règlements applicables dans les territoires visés, ainsi que de l'exhaustivité et de l'exactitude des données utilisées par la direction.

Comptabilisation des actifs d'impôt différé

Comme il est décrit aux notes 2 et 9 des états financiers consolidés, les actifs d'impôt différé sont comptabilisés dans la mesure où il est probable que des bénéfices imposables, auxquels les différences temporaires déductibles pourront être imputées, seront disponibles, et ils sont réduits dans la mesure où il n'est plus probable que des bénéfices imposables suffisants seront disponibles pour recouvrer la totalité ou une partie des actifs d'impôt différé. Pour évaluer les actifs d'impôt différé, la direction doit formuler des jugements afin d'évaluer les bénéfices imposables futurs et l'issue probable des contrôles fiscaux dans les différents territoires. Pour l'exercice clos le 31 décembre 2020, la société a comptabilisé un produit d'impôt de 138 M\$ relativement à la comptabilisation, par diverses filiales situées à l'extérieur des États-Unis, d'actifs d'impôt différé relatifs à des exercices antérieurs.

Il a été déterminé que la mise en œuvre des procédures relatives à la comptabilisation des actifs d'impôt différé constituait une question critique de l'audit parce que la direction a dû formuler des jugements importants pour évaluer les bénéfices imposables futurs dans certains territoires, ce qui a donné lieu à un degré élevé de jugement et de subjectivité de la part de l'auditeur dans l'exécution des procédures et l'évaluation des actifs d'impôt différé, de leur exactitude et de leur comptabilisation en temps opportun. Par ailleurs, l'évaluation des éléments probants liés à la comptabilisation des actifs d'impôt différé a fait intervenir une part importante de jugement de la part de l'auditeur, et la réalisation de l'audit a nécessité le recours à des professionnels possédant des compétences et connaissances spécialisées.

Le traitement de cette question a consisté à mettre en œuvre des procédures et à évaluer les éléments probants nécessaires à la formulation d'une opinion globale sur les états financiers consolidés. Dans le cadre de ces procédures, l'efficacité des contrôles liés à l'évaluation par la direction des actifs d'impôt différé a été testée. Les procédures consistaient également, entre autres, à évaluer les éléments probants à l'appui des bénéfices imposables futurs dans les différents territoires où la société exerce ses activités, à comprendre et à évaluer les plans de la direction pour ces territoires, et à tester l'exhaustivité et l'exactitude des données sous-jacentes utilisées. Des professionnels possédant des compétences et des connaissances spécialisées ont aidé à l'évaluation de la comptabilisation des actifs d'impôt différé, du caractère raisonnable des hypothèses au sujet de la rentabilité future des activités, et de l'exhaustivité et de l'exactitude des données utilisées par la direction.



PricewaterhouseCoopers LLP

New York (New York)

Le 10 mars 2021

Nous agissons en tant qu'auditeur de la société depuis 2012.

THOMSON REUTERS CORPORATION
ÉTAT CONSOLIDÉ DU RÉSULTAT NET

		Exercices clos les 31 décembre	
(en millions de dollars américains, sauf les données par action)	Note	2020	2019
ACTIVITÉS POURSUIVIES			
Produits des activités ordinaires	3	5 984	5 906
Charges d'exploitation	5	(3 999)	(4 413)
Dotation aux amortissements des immobilisations corporelles		(184)	(154)
Dotation aux amortissements des logiciels		(485)	(449)
Dotation aux amortissements des autres immobilisations incorporelles identifiables		(123)	(114)
Autres profits d'exploitation, montant net	6	736	423
Bénéfice d'exploitation		1 929	1 199
Charges financières, montant net			
Charge d'intérêts, montant net	7	(195)	(163)
Autres produits (charges) financiers	7	30	(65)
Résultat avant impôt et participations comptabilisées selon la méthode de la mise en équivalence		1 764	971
Quote-part de la perte après impôt des participations comptabilisées selon la méthode de la mise en équivalence	8	(544)	(599)
(Charge) produit d'impôt	9	(71)	1 198
Bénéfice lié aux activités poursuivies		1 149	1 570
Perte liée aux activités abandonnées, déduction faite de l'impôt	10	(27)	(6)
Bénéfice net		1 122	1 564
Bénéfice attribuable aux actionnaires ordinaires		1 122	1 564
Résultat par action			
	11		
Résultat de base par action			
Lié aux activités poursuivies		2,31 \$	3,13 \$
Lié aux activités abandonnées		(0,06)	(0,01)
Résultat de base par action		2,25 \$	3,12 \$
Résultat dilué par action			
Lié aux activités poursuivies		2,30 \$	3,12 \$
Lié aux activités abandonnées		(0,05)	(0,01)
Résultat dilué par action		2,25 \$	3,11 \$

Les notes ci-jointes font partie intégrante des présents états financiers consolidés.

THOMSON REUTERS CORPORATION
ÉTAT CONSOLIDÉ DU RÉSULTAT GLOBAL

(en millions de dollars américains)	Note	Exercices clos les 31 décembre	
		2020	2019
Bénéfice net		1 122	1 564
Autres éléments du résultat global			
Éléments reclassés ou susceptibles d'être reclassés ultérieurement en résultat net :			
Partie des couvertures de flux de trésorerie comptabilisée en résultat net	19	(108)	(20)
Partie des couvertures de flux de trésorerie comptabilisée en capitaux propres	19	97	14
Partie des écarts de conversion comptabilisée en capitaux propres	19	(12)	109
Quote-part des autres éléments du résultat global des participations comptabilisées selon la méthode de la mise en équivalence	8	146	(27)
(Charge) produit d'impôt lié à la quote-part des autres éléments du résultat global des participations comptabilisées selon la méthode de la mise en équivalence	9	(35)	7
Reclassement des écarts de conversion à la cession d'entreprises		-	9
		88	92
Éléments qui ne seront pas reclassés en résultat net :			
Ajustements de juste valeur des actifs financiers	19	5	7
Réévaluation des régimes de retraite à prestations définies	26	78	(53)
(Charge) produit d'impôt lié à la réévaluation des régimes de retraite à prestations définies	9	(17)	12
Quote-part des autres éléments du résultat global des participations comptabilisées selon la méthode de la mise en équivalence	8	3	(8)
(Charge) produit d'impôt lié à la quote-part des autres éléments du résultat global des participations comptabilisées selon la méthode de la mise en équivalence	9	(1)	2
		68	(40)
Autres éléments du résultat global		156	52
Résultat global		1 278	1 616
Résultat global de l'exercice attribuable aux :			
Actionnaires ordinaires			
Activités poursuivies		1 305	1 622
Activités abandonnées		(27)	(6)
Résultat global		1 278	1 616

Les notes ci-jointes font partie intégrante des présents états financiers consolidés.

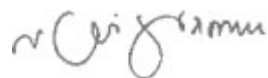
THOMSON REUTERS CORPORATION
ÉTAT CONSOLIDÉ DE LA SITUATION FINANCIÈRE

		31 décembre	
(en millions de dollars américains)	Note	2020	2019
ACTIF			
Trésorerie et équivalents de trésorerie	12	1 787	825
Créances clients et autres créances d'exploitation	13	1 151	1 167
Autres actifs financiers	19	612	533
Charges payées d'avance et autres actifs courants	14	425	546
Actifs courants		3 975	3 071
Immobilisations corporelles, montant net	15	545	615
Logiciels, montant net	16	830	900
Autres immobilisations incorporelles identifiables, montant net	17	3 427	3 518
Goodwill	18	5 976	5 853
Participations comptabilisées selon la méthode de la mise en équivalence	8	1 136	1 551
Autres actifs non courants	20	788	611
Actifs d'impôt différé	23	1 204	1 176
Total de l'actif		17 881	17 295
PASSIF ET CAPITAUX PROPRES			
Passif			
Dettes courantes	19	-	579
Dettes d'exploitation, charges à payer et provisions	21	1 410	1 373
Produits différés	3	866	833
Autres passifs financiers	19	376	434
Passifs courants		2 652	3 219
Dettes à long terme	19	3 772	2 676
Provisions et autres passifs non courants	22	1 083	1 264
Passifs d'impôt différé	23	394	576
Total du passif		7 901	7 735
Capitaux propres			
Capital-actions	24	5 458	5 377
Résultats non distribués		5 211	4 965
Cumul des autres éléments du résultat global		(689)	(782)
Total des capitaux propres		9 980	9 560
Total du passif et des capitaux propres		17 881	17 295

Éventualités (note 30)

Les notes ci-jointes font partie intégrante des présents états financiers consolidés.

Le conseil d'administration de la société a approuvé les présents états financiers consolidés le 3 mars 2021.


David Thomson
 Administrateur


Steve Hasker
 Administrateur

THOMSON REUTERS CORPORATION
TABLEAU CONSOLIDÉ DES FLUX DE TRÉSORERIE

		Exercices clos les 31 décembre	
(en millions de dollars américains)	Note	2020	2019
Flux de trésorerie liés aux :			
ACTIVITÉS D'EXPLOITATION			
Bénéfice lié aux activités poursuivies		1 149	1 570
Ajustements au titre des éléments suivants :			
Dotation aux amortissements des immobilisations corporelles		184	154
Dotation aux amortissements des logiciels		485	449
Dotation aux amortissements des autres immobilisations incorporelles identifiables		123	114
(Profits) pertes nets à la cession d'entreprises et de placements		(471)	3
Impôt différé	23	(231)	(1 395)
Autres	28	421	385
Cotisation aux régimes de retraite	26	-	(167)
Variation du fonds de roulement et d'autres éléments	28	102	(247)
Flux de trésorerie d'exploitation liés aux activités poursuivies		1 762	866
Flux de trésorerie d'exploitation liés aux activités abandonnées		(17)	(164)
Entrées nettes de trésorerie liées aux activités d'exploitation		1 745	702
ACTIVITÉS D'INVESTISSEMENT			
Acquisitions, déduction faite de la trésorerie acquise	29	(167)	(998)
Produit des cessions d'entreprises et de placements, déduction faite des impôts payés		367	74
Dépenses d'investissement		(504)	(505)
Produit des cessions d'immeubles et de matériel		162	7
Autres activités d'investissement		4	9
Flux de trésorerie d'investissement liés aux activités poursuivies		(138)	(1 413)
Flux de trésorerie d'investissement liés aux activités abandonnées		-	29
Sorties nettes de trésorerie liées aux activités d'investissement		(138)	(1 384)
ACTIVITÉS DE FINANCEMENT			
Produit tiré du placement de titres de créance	19	2 019	-
Remboursement sur la dette	19	(1 645)	-
Remboursements nets aux termes des facilités d'emprunt à court terme	19	(2)	-
Paievements au titre du capital des contrats de location	27	(75)	(51)
Rachats d'actions ordinaires	24	(200)	(488)
Dividendes versés sur les actions privilégiées		(2)	(3)
Dividendes versés sur les actions ordinaires	24	(730)	(698)
Autres activités de financement		(9)	39
Sorties nettes de trésorerie liées aux activités de financement		(644)	(1 201)
Augmentation (diminution) de la trésorerie et des découverts bancaires		963	(1 883)
Écarts de conversion		(1)	5
Trésorerie et découverts bancaires au début de la période		825	2 703
Trésorerie et découverts bancaires à la fin de la période		1 787	825
La trésorerie et les découverts bancaires à la fin de la période sont composés des éléments suivants :			
Trésorerie et équivalents de trésorerie	12	1 787	825
Se reporter à la note 28 pour des informations supplémentaires sur les flux de trésorerie.			
Intérêts payés, déduction faite des couvertures liées à la dette		(164)	(189)
Intérêts reçus		8	44
Impôt sur le résultat payé	28	(164)	(314)

Les intérêts reçus et payés sont pris en compte dans les flux de trésorerie liés aux activités d'exploitation.

Le montant payé au titre de l'impôt sur le résultat est pris en compte dans les flux de trésorerie liés aux activités d'exploitation ou dans les flux de trésorerie liés aux activités d'investissement, selon la nature de la transaction sous-jacente.

Les notes ci-jointes font partie intégrante des présents états financiers consolidés.

THOMSON REUTERS CORPORATION
ÉTAT CONSOLIDÉ DES VARIATIONS DES CAPITAUX PROPRES

(en millions de dollars américains)	Capital- actions déclaré	Surplus d'apport	Capital- actions total	Résultats non distribués	Perte non compta- bilisée sur les instruments financiers	Écarts de conversion	Cumul des autres éléments du résultat global	Total des capitaux propres
Solde au 31 décembre 2019	3 576	1 801	5 377	4 965	(3)	(779)	(782)	9 560
Bénéfice net	-	-	-	1 122	-	-	-	1 122
Autres éléments du résultat global	-	-	-	63	(5)	98	93	156
Résultat global	-	-	-	1 185	(5)	98	93	1 278
Dividendes déclarés sur les actions privilégiées	-	-	-	(2)	-	-	-	(2)
Dividendes déclarés sur les actions ordinaires	-	-	-	(753)	-	-	-	(753)
Actions émises aux termes du régime de réinvestissement des dividendes (« RRD »)	23	-	23	-	-	-	-	23
Rachats d'actions ordinaires (note 24)	2	-	2	(2)	-	-	-	-
Programme de rachat d'actions prédéterminé	(18)	-	(18)	(182)	-	-	-	(200)
Régimes de rémunération fondée sur des actions	136	(62)	74	-	-	-	-	74
Solde au 31 décembre 2020	3 719	1 739	5 458	5 211	(8)	(681)	(689)	9 980

(en millions de dollars américains)	Capital- actions déclaré	Surplus d'apport	Capital- actions total	Résultats non distribués	Profit (perte) non compta- bilisé sur les instruments financiers	Écarts de conversion	Cumul des autres éléments du résultat global	Total des capitaux propres
Solde au 31 décembre 2018	3 443	1 905	5 348	4 739	10	(887)	(877)	9 210
Incidence de l'adoption d'IFRS 16	-	-	-	11	-	-	-	11
Solde après l'adoption d'IFRS 16	3 443	1 905	5 348	4 750	10	(887)	(877)	9 221
Bénéfice net	-	-	-	1 564	-	-	-	1 564
Autres éléments du résultat global	-	-	-	(43)	(13)	108	95	52
Résultat global	-	-	-	1 521	(13)	108	95	1 616
Dividendes déclarés sur les actions privilégiées	-	-	-	(3)	-	-	-	(3)
Dividendes déclarés sur les actions ordinaires	-	-	-	(721)	-	-	-	(721)
Actions émises aux termes du RRD	23	-	23	-	-	-	-	23
Rachats d'actions ordinaires	(48)	-	(48)	(402)	-	-	-	(450)
Programme de rachat d'actions prédéterminé	(20)	-	(20)	(180)	-	-	-	(200)
Régimes de rémunération fondée sur des actions	178	(104)	74	-	-	-	-	74
Solde au 31 décembre 2019	3 576	1 801	5 377	4 965	(3)	(779)	(782)	9 560

Les notes ci-jointes font partie intégrante des présents états financiers consolidés.

Thomson Reuters Corporation

Notes annexes

(les montants sont exprimés en millions de dollars américains, à moins d'indication contraire)

Note 1 : Sommaire des activités et principales méthodes comptables

Description générale de l'entreprise

Thomson Reuters Corporation (la « société » ou « Thomson Reuters ») est une entreprise régie par les lois de l'Ontario (Canada) dont les actions ordinaires sont cotées à la Bourse de Toronto (« TSX ») et à la Bourse de New York (« NYSE ») et dont les actions privilégiées de série II sont cotées à la TSX. La société est un fournisseur de services d'information pour entreprises de premier plan. Les produits de la société comprennent des logiciels et des outils hautement spécialisés axés sur l'information et destinés aux professionnels du droit, de la fiscalité, de la comptabilité et de la conformité, ainsi que ceux de Reuters, l'agence de presse dont la présence est la plus importante à l'échelle internationale.

Le conseil d'administration de la société a approuvé les présents états financiers consolidés le 3 mars 2021.

Base de présentation

Les présents états financiers consolidés ont été préparés conformément aux Normes internationales d'information financière (« IFRS ») publiées par l'International Accounting Standards Board (« IASB »), selon l'hypothèse de continuité d'exploitation et au coût historique, tel qu'il a été modifié par la réévaluation des actifs financiers et des passifs financiers (y compris les instruments dérivés) à la juste valeur.

La préparation des états financiers conformément aux IFRS fait appel à certaines estimations comptables critiques. Elle impose également à la direction d'exercer son jugement dans l'application des méthodes comptables retenues par la société. La note 2 décrit les domaines particulièrement complexes et faisant intervenir une part importante de jugement ainsi que ceux où les hypothèses et les estimations ont une incidence importante sur les états financiers consolidés.

Au premier trimestre de 2020, la société a réévalué sa méthode de répartition des coûts entre les secteurs d'activité et ajusté la répartition dans le cadre du programme de la société visant à repositionner ses activités en 2019 après la séparation de Refinitiv du reste de la société. La société a aussi ajusté les montants sectoriels des périodes antérieures pour rendre compte du mode de présentation adopté pour la période écoulée. Les montants sectoriels de 2019 ont aussi été ajustés pour refléter le virement de certains produits des activités ordinaires d'un secteur à un autre, auquel ils se rapportent davantage. Ces changements ont influé sur les résultats financiers de 2019 de ces secteurs, mais n'ont pas changé les résultats financiers consolidés de 2019. Les changements sont résumés dans le tableau ci-après :

Exercice clos le 31 décembre 2019			
	Chiffres présentés	Ajustements	Chiffres retraités
Produits des activités ordinaires			
Professionnels du droit	2 419	14	2 433
Grandes sociétés	1 321	(13)	1 308
Fiscalité et comptabilité	844	(1)	843
Reuters News	630	-	630
Publications mondiales	693	-	693
Éliminations/arrondissement	(1)	-	(1)
Total des produits des activités ordinaires	5 906	-	5 906
BAlIA ajusté			
Professionnels du droit	901	(6)	895
Grandes sociétés	433	(21)	412
Fiscalité et comptabilité	323	(5)	318
Reuters News	35	33	68
Publications mondiales	295	(1)	294
Charges liées au siège social	(494)	-	(494)
Total du BAlIA ajusté	1 493	-	1 493

Dans les présents états financiers, les symboles « \$ », « \$ CA », « £ » et « € » désignent respectivement le dollar américain, le dollar canadien, la livre sterling et l'euro.

Changements touchant les méthodes comptables

Le 1^{er} janvier 2019, la société a adopté IFRS 16, *Contrats de location* (« IFRS 16 »), qui instaure un modèle unique de comptabilisation des contrats de location et élimine la distinction entre les contrats de location simple et les contrats de location-financement du point de vue du preneur à bail. IFRS 16 a été adoptée selon la méthode d'application rétrospective modifiée. Selon cette approche, l'effet cumulatif de la première application, soit 11 M\$, a été comptabilisé en tant qu'ajustement des résultats non distribués au 1^{er} janvier 2019.

Périmètre de consolidation

Les états financiers consolidés de la société comprennent les comptes de toutes ses filiales.

Filiales

Les filiales sont des entités sur lesquelles la société exerce le contrôle, soit le pouvoir de diriger les politiques financières et opérationnelles. En général, la société possède plus de 50 % des droits de vote dans ses filiales. L'incidence des droits de vote potentiels que la société est actuellement en mesure d'exercer est prise en compte dans l'évaluation de l'existence du contrôle. Les filiales sont entièrement consolidées à compter de la date à laquelle leur contrôle est acquis par la société et cessent d'être consolidées dès que le contrôle n'est plus exercé.

La méthode de l'acquisition est utilisée pour comptabiliser les acquisitions des filiales selon ce qui suit :

- le coût d'acquisition est évalué à la juste valeur des actifs donnés, des instruments de capitaux propres émis et des passifs engagés ou repris à la date d'acquisition, déduction faite des coûts de transactions qui sont passés en charges dès qu'ils sont engagés;
- les actifs identifiables acquis et les passifs repris sont évalués à leur juste valeur à la date d'acquisition;
- l'excédent du coût d'acquisition sur la juste valeur des actifs identifiables nets acquis est inscrit à titre de goodwill;
- si le coût d'acquisition est inférieur à la juste valeur des actifs nets acquis, la juste valeur des actifs nets est réévaluée, et toute différence est comptabilisée directement dans l'état consolidé du résultat net;
- la contrepartie éventuelle est évaluée à la juste valeur à la date d'acquisition, et les variations ultérieures de la juste valeur sont inscrites à l'état consolidé du résultat net lorsque la contrepartie éventuelle est un passif financier. Lorsque la contrepartie éventuelle est un instrument de capitaux propres, elle n'est pas réévaluée;
- lorsque l'entité obtient le contrôle dans le cadre d'une acquisition par étapes, sa participation actuelle est réévaluée à la juste valeur dans l'état consolidé du résultat net.

Les transactions intragroupe entre les filiales sont éliminées lors de la consolidation.

Les participations ne donnant pas le contrôle représentent les participations détenues par des tiers dans des filiales contrôlées par la société. Les participations ne donnant pas le contrôle sont évaluées à la juste valeur à la date d'acquisition, à laquelle s'ajoute leur quote-part des variations ultérieures des capitaux propres. Les transactions avec les tiers actionnaires, y compris les achats et les ventes de participations, qui ne donnent pas lieu à un changement de contrôle dans une filiale sont comptabilisées directement dans les capitaux propres. Les ventes de participations qui donnent lieu à une perte de contrôle dans une filiale sont comptabilisées en résultat.

Participations comptabilisées selon la méthode de la mise en équivalence

Les entreprises détenues comptabilisées selon la méthode de la mise en équivalence sont des entités sur lesquelles la société exerce une influence notable, mais pas le contrôle, et comprennent les coentreprises sur lesquelles la société exerce le contrôle conjointement avec une ou plusieurs entités non liées. En général, la société détient entre 20 % et 50 % des droits de vote dans ses participations comptabilisées selon la méthode de la mise en équivalence.

L'application de la méthode de la mise en équivalence pour comptabiliser ces entreprises comprend les éléments suivants :

- les participations sont initialement comptabilisées au coût et sont présentées à l'état consolidé de la situation financière;
- le montant inscrit au poste « Participations comptabilisées selon la méthode de la mise en équivalence » tient compte du goodwill établi lors de l'acquisition, moins le cumul des pertes de valeur, s'il en est;
- la quote-part de la société dans les résultats postérieurs à l'acquisition est comptabilisée dans l'état consolidé du résultat net et la quote-part de la société des autres éléments du résultat global est comptabilisée dans l'état consolidé du résultat global, la valeur comptable de la participation étant ajustée d'un montant équivalent;
- si la quote-part de la société dans les pertes égale ou dépasse sa participation dans l'entreprise détenue, la société cesse d'inscrire des pertes additionnelles, à moins qu'elle n'ait engagé une obligation ou qu'elle n'ait effectué des paiements au nom de l'entreprise détenue;

- les profits et les pertes tirés des transactions entre la société et les entreprises détenues comptabilisées selon la méthode de la mise en équivalence sont éliminés jusqu'à concurrence de la participation de la société dans ces entreprises;
- les dividendes reçus ou les montants à recevoir d'entreprises détenues comptabilisées selon la méthode de la mise en équivalence sont comptabilisés en réduction de la valeur comptable de la participation;
- les entreprises détenues comptabilisées selon la méthode de la mise en équivalence font l'objet d'un test de dépréciation chaque fois que des événements ou des changements de situation indiquent que leur valeur comptable pourrait ne pas être recouvrable et chaque date de clôture afin de relever d'éventuels indices de dépréciation.

À la perte d'une influence notable, la participation conservée dans l'entreprise détenue, le cas échéant, est réévaluée à sa juste valeur et la variation de la valeur comptable est comptabilisée dans les autres profits et pertes d'exploitation à l'état consolidé du résultat net.

Les méthodes comptables des filiales et des participations comptabilisées selon la méthode de la mise en équivalence ont été modifiées au besoin pour assurer l'uniformité avec les méthodes de la société.

Secteurs d'activité

Les secteurs d'activité de la société sont déterminés en fonction des clients qu'ils servent et sont présentés de la même manière que l'information interne fournie au principal décideur opérationnel. Le chef de la direction a l'autorité en ce qui concerne l'affectation des ressources et l'évaluation de la performance de la société, et est donc le principal décideur opérationnel.

Conversion des devises

Les états financiers consolidés sont présentés en dollars américains, monnaie de présentation de la société. Les états financiers de chacune des filiales de la société sont évalués dans la monnaie de l'environnement économique principal dans lequel la filiale exerce ses activités (la « monnaie fonctionnelle »).

- Les actifs et les passifs des entités dont la monnaie fonctionnelle n'est pas le dollar américain sont convertis en dollars américains aux cours de change en vigueur à la fin de la période, et les résultats de leurs activités sont convertis aux cours de change moyens de la période. Les écarts de conversion qui en découlent sont inscrits dans le cumul des autres éléments du résultat global au sein des capitaux propres attribuables aux propriétaires de la société. Lorsque les entités exercent leurs activités dans des pays où la monnaie a été désignée comme hyperinflationniste, les actifs, les passifs et les résultats d'exploitation sont convertis au moyen des cours de change en vigueur à la clôture de la période, compte tenu de la réindexation des soldes des monnaies locales en fonction des plus récents taux d'inflation.
- Les transactions en monnaies étrangères sont converties dans la monnaie fonctionnelle à l'aide des cours de change en vigueur aux dates de transaction. Les profits et les pertes de change découlant du règlement de ces transactions et de la conversion des actifs et passifs monétaires libellés dans une autre monnaie que la monnaie fonctionnelle sont comptabilisés dans l'état consolidé du résultat net, à l'exception de ceux sur les couvertures de flux de trésorerie admissibles, qui sont comptabilisés dans le cumul des autres éléments du résultat global au sein des capitaux propres attribuables aux propriétaires de la société.
- Les profits et les pertes de change découlant des emprunts et instruments de couverture s'y rapportant, de la trésorerie et équivalents de trésorerie, et des prêts intragroupe non permanents sont présentés au poste « Charges financières, montant net » de l'état consolidé du résultat net.
- Les profits et les pertes de change découlant de certains prêts intragroupe de nature permanente sont inscrits dans le cumul des autres éléments du résultat global.
- Tous les autres profits et pertes de change sont inscrits au poste « Charges d'exploitation » de l'état consolidé du résultat net.

Les profits et les pertes de change cumulés sont transférés du poste « Cumul des autres éléments du résultat global » au poste « Autres profits (pertes) d'exploitation, montant net » ou aux activités abandonnées, selon le cas, à l'état consolidé du résultat net à la perte du contrôle, de l'influence notable ou du contrôle conjoint sur l'entité concernée, y compris les écarts de change liés au règlement de prêts intragroupe qui avait été considérés comme permanents.

Comptabilisation des produits des activités ordinaires

Les produits des activités ordinaires sont comptabilisés lorsque le contrôle des produits ou des services de la société est transféré aux clients. Le montant des produits des activités ordinaires comptabilisé tient compte de la contrepartie que la société s'attend à recevoir, déduction faite du montant estimatif des retours, rabais, taxes sur la valeur ajoutée et autres taxes de vente.

La société tire ses produits des activités ordinaires de la vente d'informations, de logiciels et de services. En règle générale, les produits des activités ordinaires sont comptabilisés comme suit :

Produits récurrents

Les produits récurrents sont généralement comptabilisés progressivement sur la durée des contrats.

Les produits récurrents se composent principalement des frais d'accès pendant une période donnée à des produits ou services électroniques, comme Westlaw et Checkpoint. Ces produits sont généralement fournis dans le cadre d'abonnements, que la plupart des clients renouvellent à la fin de chaque période d'abonnement. La durée de la majorité des abonnements varie entre un an et cinq ans. Les produits récurrents comprennent aussi les frais liés aux ententes de maintenance de logiciels, qui sont comptabilisés sur la période de maintenance. Les ententes peuvent être facturées à l'avance ou à terme échu.

Produits tirés des transactions

Les produits tirés des transactions sont comptabilisés principalement à un moment précis et en fonction de leur nature, comme suit :

- les frais fondés sur le volume liés aux recherches en ligne sont comptabilisés en fonction de l'utilisation;
- les droits d'utilisation de logiciels sans obligation future sont comptabilisés au moment de la livraison;
- les honoraires professionnels découlant des accords de service ou de consultation sont comptabilisés lorsque les services sont rendus, généralement en fonction des heures de travail effectuées, ce qui rend compte du transfert continu du contrôle au client.

Les transactions peuvent être facturées à l'avance ou à terme échu.

Produits tirés des produits imprimés

Les produits tirés des produits imprimés, qui sont vendus en vertu de contrats d'abonnement donnant accès à une bibliothèque de produits imprimés ainsi qu'aux mises à jour publiées pendant la durée de l'abonnement, sont généralement comptabilisés progressivement sur la durée des contrats et peuvent être facturés à l'avance ou à terme échu. Les produits tirés des produits imprimés qui ne sont pas vendus dans le cadre de contrats d'abonnement sont comptabilisés au moment de l'expédition et facturés au même moment.

Les produits tirés des produits imprimés comprennent les frais liés au contenu offert sur un support papier traditionnel.

La société prend aussi en compte les éléments suivants lors de la comptabilisation des produits des activités ordinaires :

Obligations de prestation multiples

Certains contrats conclus avec des clients portent sur plusieurs produits et services, lesquels sont comptabilisés comme des obligations de prestation séparées lorsqu'ils sont distincts. Un produit ou un service est distinct si un client peut tirer des avantages de sa seule utilisation ou de son utilisation avec d'autres ressources facilement accessibles et si la promesse de transférer le bien ou le service peut être identifiée de façon distincte dans le contrat. Le prix de transaction est réparti entre les différentes obligations de prestation en fonction du prix de vente relatif de chaque composante prise individuellement.

Une série de produits ou de services distincts est comptabilisée comme une seule obligation de prestation si les composantes de la série sont pratiquement les mêmes, si leurs modalités de transfert sont les mêmes et 1) si chaque composante distincte de la série représente une obligation de prestation qui serait remplie au fil du temps, et 2) si la mesure de satisfaction de l'obligation de prestation est la même pour chaque composante distincte de la série.

Certains accords prévoient la prestation de services d'installation et de mise en œuvre. Si ces services sont distincts, la contrepartie leur est imputée et ils sont comptabilisés lorsque les services sont rendus et pris en compte dans les produits tirés des transactions. Si les services ne sont pas distincts, ils sont comptabilisés au titre de l'abonnement ou de la licence d'utilisation de logiciel connexe, selon le cas.

Ventes liées à des tiers

Les produits tirés de la vente de contenus ou de services de tiers livrés sur les plateformes de la société sont comptabilisés pour leur montant brut lorsque la société agit pour son propre compte, mais sont comptabilisés déduction faite des coûts lorsque la société agit à titre de mandataire entre le client et le fournisseur. La société tient compte de plusieurs facteurs au moment de déterminer si elle agit pour son propre compte ou à titre de mandataire; plus particulièrement, elle détermine si elle est principalement responsable 1) de fournir comme promis le bien ou le service spécifié, 2) de fixer le prix, et 3) d'assumer le risque de crédit lié au montant facturé au client.

Produits différés

Des produits différés, qui représentent des passifs sur contrats, sont comptabilisés lorsque des paiements en trésorerie sont reçus ou payables avant le transfert des produits ou des services auxquels ils se rapportent.

Coûts liés aux contrats

Les coûts marginaux associés à la conclusion d'un contrat avec un client sont comptabilisés en tant qu'actif si la société prévoit que l'avantage découlant de ces coûts durera plus d'un an et sont amortis selon le mode linéaire sur la période pendant laquelle le produit ou le service est transféré au client. Les coûts marginaux comprennent les commissions de vente versées au personnel de vente de première ligne ainsi qu'aux directeurs de comptes et aux gestionnaires des ventes. Les nouveaux contrats commandent généralement des taux plus élevés de commissions de vente que les renouvellements. Ainsi :

- les actifs découlant de nouveaux contrats conclus avec des clients sont amortis sur trois ans, durée qui peut inclure des périodes de renouvellement et qui, selon la direction, correspond à la période pendant laquelle un client tire des avantages de la technologie qui existe dans le produit ou le service sous-jacent;
- les actifs découlant du renouvellement de contrats conclus avec des clients sont amortis sur la durée du contrat s'ils sont proportionnels aux commissions de renouvellement antérieures.

Pour rendre compte des coûts associés à la conclusion d'un contrat, la société comptabilise les actifs suivants à l'état consolidé de la situation financière : les « Commissions différées » courantes sont incluses dans les « Charges payées d'avance et autres actifs courants » et les « Commissions différées » non courantes sont incluses dans les « Autres actifs non courants ».

La société comptabilise en charges, lorsqu'il est engagé, le coût marginal associé à la conclusion d'un contrat si la période d'amortissement est de un an ou moins.

Avantages sociaux futurs

La charge nette de l'exercice au titre des régimes de retraite à prestations définies et des régimes d'avantages complémentaires de retraite est établie chaque année par calculs actuariels à l'aide de la méthode des unités de crédit projetées. Le calcul de la charge de retraite fait intervenir des hypothèses comme le taux d'actualisation, qui est utilisé pour évaluer le coût des services, les obligations au titre des régimes et le montant net du produit (de la charge) d'intérêts sur le montant net de l'actif (du passif) au titre des régimes de retraite. Les autres hypothèses importantes comprennent la mortalité prévue, le taux attendu d'augmentation des salaires et des versements de prestations de même que le taux d'évolution du coût des soins de santé. Les résultats réels différeront des résultats estimatifs découlant de ces hypothèses. Le coût des services passés découlant des modifications apportées aux régimes est immédiatement comptabilisé dans l'état consolidé du résultat net.

L'actif ou le passif comptabilisé dans l'état consolidé de la situation financière représente la valeur actualisée de l'obligation au titre des prestations définies à la fin de la période de présentation de l'information financière, moins la juste valeur des actifs des régimes. La valeur actualisée de l'obligation au titre des prestations définies est calculée par actualisation des sorties de trésorerie futures estimées à l'aide des taux d'intérêt en vigueur pour les obligations de sociétés de première catégorie qui sont libellées dans la monnaie de versement des prestations et qui ont une durée avoisinant celle du passif de retraite connexe. Tous les écarts actuariels découlant du calcul de la valeur actualisée de l'obligation au titre des prestations définies et de la juste valeur des actifs des régimes sont comptabilisés immédiatement dans les résultats non distribués et pris en compte dans l'état consolidé du résultat global. Dans le cas des régimes par capitalisation, les excédents sont comptabilisés seulement s'ils sont recouvrables, c'est-à-dire si ces excédents permettent à la société de réduire, à son gré, ses cotisations futures au régime.

Les cotisations aux régimes à cotisations définies sont comptabilisées en charges dès qu'elles sont engagées, soit à mesure que les services des membres du personnel concernés sont rendus.

Régimes de rémunération fondée sur des actions

La société offre des régimes de rémunération fondée sur des actions dont les paiements sont réglés en instruments de capitaux propres de la société, en contrepartie des services rendus par les membres du personnel.

La charge de rémunération fondée sur des actions est établie d'après la juste valeur à la date des attributions pour lesquelles les droits devraient être acquis pendant la période d'acquisition. La charge est comptabilisée sur la période d'acquisition des droits, soit la période au cours de laquelle toutes les conditions spécifiées d'acquisition des droits doivent être satisfaites. Pour les attributions dont l'acquisition des droits est échelonnée dans le temps, la juste valeur de chaque tranche est comptabilisée sur la période d'acquisition des droits pertinente. À la fin de chaque période de présentation de l'information financière, la société révisé son estimation du nombre d'attributions dont les droits devraient être acquis et comptabilise l'incidence dans l'état consolidé du résultat net.

Indemnités de fin de contrat de travail

Les indemnités de fin de contrat de travail sont généralement payables lorsque le contrat de travail est résilié avant la date normale de mise à la retraite ou lorsqu'un membre du personnel accepte volontairement de quitter son emploi. Les charges connexes sont comptabilisées lorsque la société ne peut plus rétracter l'offre d'indemnités de fin de contrat de travail, comme suit :

- Départs volontaires – les charges sont comptabilisées lorsque le salarié accepte l'offre ou lorsque la société ne peut plus rétracter l'offre, selon la première éventualité;
- Départs involontaires – les charges sont comptabilisées lorsque la société a présenté aux salariés touchés un plan de fin de contrat de travail vraisemblablement définitif qui décrit a) le type et le montant des indemnités, b) le nombre, la classification d'emploi ou les fonctions ainsi que l'emplacement des salariés qui devraient être licenciés et c) la date de conclusion attendue du plan.

Plans d'intéressement et d'attribution de primes

Les passifs découlant des primes et de l'intéressement sont comptabilisés selon une formule qui tient compte de diverses mesures financières et de certains ajustements. La société comptabilise une charge à payer lorsque ces versements sont requis par contrat ou lorsque les pratiques antérieures ont créé une obligation implicite de verser de telles primes.

Trésorerie et équivalents de trésorerie

La trésorerie et les équivalents de trésorerie comprennent l'encaisse, les dépôts à vue et les placements dont l'échéance à l'achat est d'au plus trois mois.

Créances clients

Les créances clients représentent les montants que les clients doivent en contrepartie des services rendus ou des biens vendus dans le cours normal des activités. Les créances clients sont initialement comptabilisées à leur juste valeur; par la suite, elles sont inscrites au coût amorti, déduction faite de toute dépréciation. Les créances clients sont classées comme actifs courants si le paiement est exigible dans un an tout au plus.

La société dispose d'un compte de correction de valeur pour créances douteuses et ajustements des ventes destiné à couvrir la dépréciation des créances clients. La charge inscrite au titre des créances douteuses est inscrite au poste « Charges d'exploitation » de l'état consolidé du résultat net. Les produits des activités ordinaires sont comptabilisés déduction faite des ajustements des ventes.

Immobilisations corporelles

Les immobilisations corporelles sont comptabilisées au coût et amorties selon le mode linéaire sur leur durée d'utilité prévue, selon le tableau qui suit :

Bâtiments et améliorations	De 10 à 40 ans
Matériel informatique	3 ans
Mobilier, agencements et autre matériel	De 5 à 7 ans

Les valeurs résiduelles et les durées d'utilité sont revues à la fin de chaque période de présentation de l'information financière et sont ajustées le cas échéant.

Immobilisations incorporelles

Logiciels

Certains coûts liés au développement des logiciels en vue d'un usage interne ou afin de fournir des services à des clients sont incorporés dans le coût d'un logiciel dès qu'un projet de logiciel franchit l'étape préliminaire de la conception et atteint celle du développement. Les coûts de développement directement liés à la conception et aux tests de logiciels identifiables et uniques contrôlés par la société sont comptabilisés à titre d'immobilisations incorporelles lorsque les critères suivants sont satisfaits :

- il est techniquement faisable d'achever le logiciel en vue de sa mise en service;
- la direction a l'intention d'achever le logiciel et de le mettre en service ou de le vendre;
- l'entité a la capacité de mettre en service ou de vendre le logiciel;
- la façon dont le logiciel générera des avantages économiques futurs probables est démontrable;
- les ressources techniques, financières et autres appropriées pour achever le développement et mettre en service ou vendre le logiciel sont disponibles;
- les dépenses attribuables au logiciel au cours de son développement peuvent être évaluées de façon fiable.

Les coûts admissibles à l'incorporation dans le coût d'un logiciel se limitent aux coûts internes et externes directement liés au projet en question. Les montants incorporés, moins le cumul des amortissements d'immobilisations incorporelles, sont inscrits au poste « Logiciels, montant net » de l'état consolidé de la situation financière. Ces coûts sont amortis sur leur durée d'utilité estimative de trois ans. La dotation aux amortissements d'immobilisations incorporelles est inscrite au poste « Dotation aux amortissements des logiciels » de l'état consolidé du résultat net. Les valeurs résiduelles et les durées d'utilité sont revues à la fin de chaque période de présentation de l'information financière et ajustées au besoin.

Contrats de services infonuagiques

Un contrat de services infonuagiques donne à la société le droit d'accéder aux logiciels et à d'autres fonctionnalités technologiques d'un fournisseur tiers sur Internet. Ce type de contrat ne permet habituellement pas à la société d'acquérir, de prendre possession ou de contrôler les actifs sous-jacents du fournisseur. En règle générale, les coûts liés aux contrats de services infonuagiques sont passés en charges lorsqu'ils sont engagés, car ils ne répondent habituellement pas aux critères d'inscription à l'actif des logiciels.

La société inscrit à l'actif les coûts liés à l'élaboration de logiciels hébergés dans le nuage public lorsque les critères suivants sont remplis :

- elle a un droit contractuel de reprendre possession du logiciel auprès du fournisseur sans encourir de pénalité importante;
- elle peut démontrer qu'elle est en mesure d'exécuter le logiciel au moyen de son propre matériel informatique ou de celui d'un autre fournisseur.

La société inscrit à l'actif les coûts de migration du logiciel des centres de données situés dans ses locaux au nuage public lorsque la conception du logiciel a été modifiée spécifiquement pour le nuage ou que le logiciel a été considérablement optimisé afin d'être exécuté dans un environnement infonuagique.

Goodwill

Le goodwill correspond à l'excédent du coût d'une acquisition sur la juste valeur de la quote-part de la société des actifs nets identifiables de la filiale acquise ou de la participation comptabilisée selon la méthode de la mise en équivalence à la date d'acquisition. Le goodwill fait l'objet d'un test de dépréciation au moins une fois l'an et est inscrit au coût. Les profits et les pertes réalisés à la cession d'une entité tiennent compte de l'affectation du goodwill.

Autres immobilisations incorporelles identifiables

Les immobilisations incorporelles identifiables sont inscrites à la juste valeur au moment de leur acquisition; par la suite, elles sont comptabilisées au coût, moins le cumul des amortissements connexes.

Les immobilisations incorporelles identifiables à durée d'utilité déterminée sont amorties selon le mode linéaire sur leur durée d'utilité estimative, selon le tableau qui suit :

Marques de commerce	De 3 à 20 ans
Relations clients	De 6 à 30 ans
Bases de données et contenu	De 5 à 30 ans
Autres	De 10 à 30 ans

Les durées d'utilité sont revues à la fin de chaque période de présentation de l'information financière et ajustées au besoin.

Pertes de valeur

Lorsque la valeur recouvrable d'un actif est inférieure à sa valeur comptable, une perte de valeur est comptabilisée à l'état consolidé du résultat net. La valeur recouvrable de l'actif est égale au plus élevé de la juste valeur diminuée des coûts de sortie ou de la valeur d'utilité. La société évalue la possibilité de reprendre les pertes de valeur, sauf celles liées au goodwill, lorsque des événements ou des changements de situation le justifient.

Immobilisations incorporelles

La valeur comptable de toutes les immobilisations incorporelles fait l'objet d'un test de dépréciation lorsque des événements ou des changements de situation indiquent qu'elle pourrait ne pas être recouvrable et à chaque date de clôture afin de relever d'éventuels indices de dépréciation. De plus, la valeur comptable du goodwill et des immobilisations incorporelles identifiables à durée d'utilité indéterminée fait l'objet d'un test de dépréciation annuel. Aux fins des tests de dépréciation :

- le goodwill est affecté aux unités génératrices de trésorerie (« UGT ») ou aux groupes d'UGT selon le niveau auquel il fait l'objet d'un suivi pour des besoins de gestion, mais pas à un niveau plus élevé qu'un secteur opérationnel. Le goodwill est affecté aux UGT ou aux groupes d'UGT qui devraient bénéficier du regroupement d'entreprises ayant donné naissance au goodwill;
- les immobilisations incorporelles identifiables à durée d'utilité indéterminée sont affectées à l'UGT à laquelle elles appartiennent ou comparées à l'excédent de la juste valeur de toutes les UGT si elles représentent un actif de support.

Actifs financiers

À la fin de chaque période de présentation de l'information financière, la société détermine s'il existe une indication objective de dépréciation d'un actif financier.

Actifs non financiers

La valeur comptable des actifs non financiers à durée d'utilité déterminée, tels que le matériel informatique et les logiciels, et des actifs non courants non amortissables, comme les participations comptabilisées selon la méthode de la mise en équivalence, font l'objet d'un test de dépréciation lorsque des événements ou des changements de situation indiquent que leur valeur comptable pourrait ne pas être recouvrable et à chaque date de clôture afin de relever d'éventuels indices de dépréciation. L'actif est soumis à un test de dépréciation au niveau le plus bas auquel il génère des rentrées de trésorerie largement indépendantes des rentrées de trésorerie provenant d'autres actifs. Ce niveau le plus bas peut être un actif individuel ou un groupe d'actifs formant une UGT.

Sortie d'actifs non courants et abandon d'activités

Les actifs non courants sont classés comme étant détenus en vue de la vente s'il est prévu que leur valeur comptable sera recouvrée principalement par une transaction de vente plutôt que par leur utilisation continue et qu'une telle transaction de vente est hautement probable. Parmi les critères de classement dans les actifs détenus en vue de la vente figurent la ferme décision prise par la direction ou le conseil d'administration de se départir d'une entreprise ou d'un groupe d'actifs précis, un plan de commercialisation concret et la prévision que la transaction se concrétisera dans les douze mois suivants. Les actifs détenus en vue de la vente sont évalués au plus faible de la valeur comptable et de la juste valeur diminuée des coûts de sortie, et ils ne sont plus amortis. Les actifs détenus en vue de la vente sont classés dans les activités abandonnées si les activités et les flux de trésorerie peuvent être clairement distingués, sur le plan opérationnel et pour la communication d'informations financières, du reste de la société et :

- s'ils représentent une ligne d'activité ou une région géographique principale et distincte;
- s'ils font partie d'un plan unique et coordonné pour se séparer d'une ligne d'activité ou d'une région géographique principale et distincte; ou
- s'ils sont une filiale acquise exclusivement en vue de sa revente.

Dettes fournisseurs

Les dettes fournisseurs sont des obligations de paiement au titre de biens ou de services qui ont été reçus dans le cours normal des activités. Les dettes fournisseurs sont initialement inscrites à la juste valeur et, par la suite, au coût amorti, selon la méthode du taux d'intérêt effectif. Les dettes fournisseurs sont classées en tant que passifs courants si le paiement est exigible dans un délai d'au plus un an.

Provisions

Les provisions sont des passifs de la société dont l'échéance ou le montant est incertain. Les provisions sont comptabilisées lorsque la société a une obligation actuelle (juridique ou implicite) résultant d'un événement passé, qu'il est probable qu'une sortie de ressources sera nécessaire pour éteindre l'obligation et que le montant de l'obligation peut être estimé de manière fiable. Des provisions ne sont pas comptabilisées au titre des pertes d'exploitation futures. Les provisions sont évaluées à la valeur actualisée des dépenses attendues pour éteindre l'obligation à l'aide d'un taux d'actualisation reflétant les appréciations actuelles par le marché de la valeur temps de l'argent et des risques propres à l'obligation. L'augmentation de la provision résultant de l'écoulement du temps est comptabilisée à titre de charge d'intérêts.

Dette

La dette est inscrite initialement à la juste valeur, moins les coûts de transactions engagés. Par la suite, la dette est inscrite au coût amorti, tout écart entre le produit (moins les coûts de transactions) et la valeur de rachat étant comptabilisé dans l'état consolidé du résultat net sur la durée de la dette selon la méthode du taux d'intérêt effectif. Lorsqu'un instrument d'emprunt fait partie d'une relation de couverture de juste valeur, sa valeur comptable est ajustée en fonction de la juste valeur pour rendre compte du risque couvert. Les intérêts sur la dette sont passés en charges dès qu'ils sont engagés, à moins qu'ils ne soient incorporés au coût d'un actif qualifié conformément à IAS 23 *Coûts d'emprunt*.

La dette est classée dans les passifs courants, sauf lorsque la société dispose d'un droit inconditionnel de différer le règlement pour au moins douze mois après la fin de la période de présentation de l'information financière.

Contrats de location

Un contrat est ou contient un contrat de location s'il confère le droit de contrôler l'utilisation d'un bien déterminé pour un certain temps moyennant une contrepartie. Lorsque la société loue des biens auprès de tiers, la société est le preneur à bail. Lorsque la société loue des biens à des tiers, la société est le bailleur.

Preneur à bail

À la date de début du contrat de location, un actif au titre du droit d'utilisation du bien sous-jacent loué et une obligation locative correspondante sont comptabilisés à l'état consolidé de la situation financière et évalués à leur valeur actualisée. La valeur actualisée des paiements de loyers est calculée à l'aide du taux d'intérêt implicite du contrat de location. S'il n'est pas possible de déterminer facilement ce taux, la société utilise son taux d'emprunt marginal, soit le taux d'intérêt qu'obtiendrait la société pour emprunter des fonds afin de se procurer un bien d'une valeur semblable à celle du bien visé par le droit d'utilisation moyennant une garantie, un contexte économique et une durée comparables.

L'actif au titre du droit d'utilisation est pris en compte au poste « Immobilisations corporelles, montant net », l'obligation locative courante est prise en compte au poste « Autres passifs financiers » des passifs courants, et le passif à long terme est pris en compte au poste « Provisions et autres passifs non courants » à l'état consolidé de la situation financière.

Les actifs au titre des droits d'utilisation sont évalués en fonction de plusieurs facteurs, dont les suivants :

- le montant initial de l'obligation locative;
- les paiements de loyers versés à la date de début ou avant cette date;
- les coûts directs initiaux et les coûts de remise en état prévus.

Les obligations locatives correspondent à la valeur actualisée des paiements au titre de contrats non résiliables sur la durée des contrats de location, lesquels peuvent inclure :

- des paiements fixes (y compris en substance), déduction faite des avantages incitatifs à la location à recevoir;
- des paiements de loyers variables qui sont fonction d'un indice ou d'un taux (y compris des paiements indexés à l'inflation);
- les sommes que le preneur à bail s'attend à devoir payer au bailleur au titre de garanties de valeur résiduelle;
- le prix d'exercice de l'option d'achat que le preneur à bail a la certitude raisonnable d'exercer;
- les pénalités exigées en cas de résiliation du contrat de location, si la durée du contrat de location reflète l'exercice par le preneur à bail de cette option.

Lorsqu'il existe une certitude raisonnable qu'une option de renouvellement ou de résiliation sera exercée, cette hypothèse est prise en compte dans l'évaluation de l'actif au titre du droit d'utilisation et de l'obligation locative liés au contrat de location visé. L'appréciation de la certitude raisonnable est effectuée à la date de début du contrat de location et réévaluée en cas de changement significatif des circonstances étayant l'appréciation.

Les paiements au titre de la location sont ventilés entre le passif et la charge financière, laquelle est présentée au poste « Charges financières, montant net » à l'état consolidé du résultat net. L'actif au titre du droit d'utilisation est amorti, selon le mode linéaire, sur la plus courte de la durée d'utilité du bien et de la durée du contrat de location et présenté au poste « Dotation aux amortissements des immobilisations corporelles » à l'état consolidé du résultat net.

La plupart des contrats de location de la société sont des baux immobiliers, au titre desquels des paiements fixes correspondant aux composantes locatives et non locatives sont inclus dans la valeur des actifs au titre des droits d'utilisation et des obligations locatives.

Les paiements aux termes des contrats de location d'une durée de 12 mois ou moins et de certains contrats de location dont le bien sous-jacent est de faible valeur sont comptabilisés selon le mode linéaire au poste « Charges d'exploitation » à l'état consolidé du résultat net. Ils ne sont pas inscrits à l'état consolidé de la situation financière.

Bailleur

Les contrats de location sont classés comme des contrats de location-financement lorsque la quasi-totalité des risques et des avantages inhérents au bien sous-jacent est transférée au preneur à bail. Une créance équivalant à l'investissement net dans le contrat de location est comptabilisée à l'état consolidé de la situation financière à la date de début du contrat et un montant correspondant est imputé au bien sous-jacent. La créance correspond à la valeur actualisée des paiements au titre de contrats non résiliables devant être versés à la société sur la durée du contrat de location. La valeur actualisée des paiements est calculée à l'aide du taux d'intérêt implicite du contrat de location, s'il est possible de déterminer facilement ce taux, ou au taux d'emprunt marginal de la société s'il n'est pas possible de déterminer facilement le taux implicite. Un profit ou une perte est comptabilisé au poste « Autres profits (pertes) d'exploitation, montant net » à l'état consolidé du résultat net au titre de l'écart entre la valeur comptable du bien sous-jacent et la créance locative. Les paiements au titre de la location sont ventilés entre la créance locative et les produits financiers, lesquels sont présentés au poste « Charges financières, montant net » à l'état consolidé du résultat net.

Lorsque la société conserve les risques et avantages inhérents au bien sous-jacent, le contrat est classé en tant que contrat de location simple. Les paiements reçus aux termes des contrats de location simple sont comptabilisés en résultat net selon le mode linéaire sur la durée des contrats de location, au poste « Charges d'exploitation » à l'état consolidé du résultat net. La valeur comptable du bien sous-jacent continue d'être comptabilisée à l'état consolidé de la situation financière et amortie sur la durée restante, soit la plus courte de la durée d'utilité estimative du bien ou de la durée résiduelle du contrat de location.

Actifs financiers

Les achats et les ventes d'actifs financiers sont comptabilisés à la date de règlement, soit la date à laquelle la société reçoit ou livre l'actif. Les actifs financiers sont décomptabilisés lorsque les droits aux flux de trésorerie liés à l'actif arrivent à expiration ou sont transférés et que la société a transféré la quasi-totalité des risques et des avantages inhérents à la propriété de l'actif. Les actifs financiers sont classés dans l'une des catégories suivantes au moment de leur comptabilisation initiale en fonction des intentions au moment de leur acquisition :

Actifs financiers à la juste valeur par le biais de l'état consolidé du résultat net

- **Classement**

Les actifs financiers sont classés comme étant à la juste valeur par le biais de l'état consolidé du résultat net s'ils sont acquis principalement en vue d'être vendus dans un proche avenir, comme dans le cas des actifs financiers détenus à des fins de transaction, ou si la direction les désigne comme tels. Cette catégorie comprend essentiellement les comptes du marché monétaire et les bons de souscription que la société détenait dans Refinitiv.

- **Comptabilisation et évaluation**

Les actifs financiers de cette catégorie sont inscrits, initialement et par la suite, à la juste valeur, les variations de la juste valeur étant comptabilisées dans l'état consolidé du résultat net. Les coûts de transactions sont passés en charges.

Actifs financiers au coût amorti – Trésorerie, créances clients et autres créances d'exploitation

- **Classement**

Les créances clients et autres créances d'exploitation sont des actifs financiers non dérivés détenus pour en recouvrer les paiements contractuels fixes ou déterminables. Elles sont classées dans les actifs courants, sauf si elles viennent à échéance plus de douze mois après la fin de la période de présentation de l'information financière, auquel cas elles sont classées dans les actifs non courants.

- **Comptabilisation et évaluation**

Les créances clients et autres créances d'exploitation sont comptabilisées initialement à la juste valeur majorée des coûts de transactions et par la suite évaluées au coût amorti selon la méthode du taux d'intérêt effectif.

Actifs financiers à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global

- **Classement**

Ces actifs financiers sont des actifs financiers non dérivés qui sont désignés irrévocablement comme tels et qui font partie des autres actifs financiers non courants, sauf si la direction entend en disposer dans les douze mois de la fin de la période de présentation de l'information financière. Cette catégorie comprend les participations comptabilisées selon la méthode de la mise en équivalence qui ne sont pas considérées comme étant détenues à des fins de transaction et qui ne sont pas admissibles à titre d'entreprises associées comptabilisées selon la méthode de la mise en équivalence.

- **Comptabilisation et évaluation**

Ces investissements sont comptabilisés initialement à la juste valeur majorée des coûts de transactions et par la suite à la juste valeur, les variations de la juste valeur étant comptabilisées dans les autres éléments du résultat global. Les montants présentés dans le cumul des autres éléments du résultat global ne sont pas ultérieurement transférés à l'état consolidé du résultat net.

Compensation d'instruments financiers

Les actifs financiers et les passifs financiers sont compensés et inscrits au montant net à l'état consolidé de la situation financière lorsqu'il existe un droit juridiquement exécutoire de compenser les montants comptabilisés et que la société a l'intention soit de régler le montant net, soit de réaliser l'actif et de régler le passif simultanément. Les découverts bancaires liés à un accord d'équilibrage de trésorerie ne peuvent être portés en diminution de la trésorerie et des équivalents de trésorerie que lorsque le règlement a lieu à la fin ou vers la fin de la période de présentation de l'information financière.

Instruments financiers dérivés et couvertures

Les instruments dérivés sont comptabilisés initialement à la juste valeur à la date de conclusion du contrat et réévalués par la suite à la juste valeur. La façon dont sont comptabilisés les profits et pertes dépend de la désignation ou non d'un instrument dérivé comme instrument de couverture et de la nature de l'élément couvert.

Au début de la transaction, la société documente la relation entre les instruments de couverture et les éléments couverts, de même que les objectifs et les stratégies de gestion des risques qui l'ont conduite à conclure les différentes transactions de couverture. De plus, la société documente son appréciation, tant au début de la couverture que durant toute la couverture, visant à déterminer si le dérivé servant à la transaction de couverture est hautement efficace dans la compensation des variations de la juste valeur ou des flux de trésorerie de l'élément couvert.

Le risque de non-exécution, y compris le risque de crédit propre à la société, est pris en compte lors de l'évaluation de la juste valeur des instruments financiers.

La société désigne certains instruments dérivés comme :

- **Couvertures de juste valeur**

Ces instruments couvrent l'exposition aux variations de la juste valeur d'un actif ou d'un passif comptabilisé ou d'un engagement ferme décomptabilisé. Les variations de la juste valeur des instruments dérivés désignés comme instruments de couverture de juste valeur sont comptabilisées dans l'état consolidé du résultat net tout comme les variations de la juste valeur des actifs ou passifs couverts attribuables au risque couvert.

- **Couvertures de flux de trésorerie**

Ces instruments couvrent l'exposition à la variabilité des flux de trésorerie d'un actif ou d'un passif comptabilisé ou une transaction prévue dont la réalisation est hautement probable. La partie efficace des variations de la juste valeur des instruments dérivés désignés comme instruments de couverture de flux de trésorerie est comptabilisée au sein des autres éléments du résultat global. Le profit ou la perte lié à la partie inefficace est immédiatement comptabilisé à l'état consolidé du résultat net. En outre :

- les montants cumulés au sein des autres éléments du résultat global sont reclassés à l'état consolidé du résultat net de la période au cours de laquelle l'élément couvert affecte le résultat;
- lorsqu'un instrument de couverture vient à échéance ou qu'il est vendu, ou lorsqu'il ne satisfait plus aux critères d'admissibilité à la comptabilité de couverture, le profit ou la perte cumulé reste classé dans les autres éléments du résultat global et n'est reclassé au compte de résultat qu'au moment où la transaction prévue est finalement comptabilisée à l'état consolidé du résultat net;

- lorsque la société s'attend à ce qu'une transaction prévue ne se réalise pas, le profit ou la perte cumulé qui était classé dans les autres éléments du résultat global est immédiatement comptabilisé à l'état consolidé du résultat net.

Instruments dérivés non admissibles à la comptabilité de couverture

Bien qu'ils offrent une couverture efficace des risques économiques, certains instruments dérivés ne sont pas désignés comme instruments de couverture aux fins de la comptabilité. Les variations de la juste valeur de ces instruments dérivés sont comptabilisées aux postes « Autres (charges financières) produits financiers » ou « Charges d'exploitation » de l'état consolidé du résultat net selon la nature et l'objet sous-jacent de ces instruments dérivés. Les règlements liés à ces instruments sont comptabilisés au poste du tableau consolidé des flux de trésorerie lorsqu'une relation de couverture économique existe.

Imposition

La charge d'impôt est composée de l'impôt exigible et de l'impôt différé. L'impôt est comptabilisé dans l'état consolidé du résultat net, sauf s'il est lié à des éléments inscrits dans les autres éléments du résultat global ou directement au sein des capitaux propres.

Impôt exigible

La charge d'impôt exigible se fonde sur le résultat de la période après les ajustements pour tenir compte des éléments non imposables ou non déductibles pour la période considérée. L'impôt exigible est calculé en fonction des taux d'impôt et des réglementations fiscales qui ont été adoptés ou quasi adoptés à la fin de la période de présentation de l'information financière. La direction évalue régulièrement les positions prises dans les déclarations fiscales à l'égard des cas où la réglementation fiscale applicable est sujette à interprétation. Lorsqu'il est approprié de le faire, la société établit une provision en fonction des montants qui seront probablement versés aux autorités fiscales.

Impôt différé

L'impôt différé est comptabilisé sur les différences temporaires entre la base fiscale des actifs et des passifs et leur valeur comptable dans l'état consolidé de la situation financière. L'impôt différé est calculé sur la base des taux d'impôt et des réglementations fiscales qui ont été adoptés ou quasi adoptés à la fin de la période de présentation de l'information financière dont l'application est attendue sur la période au cours de laquelle l'actif d'impôt différé en question sera réalisé ou le passif d'impôt différé sera réglé.

Les passifs d'impôt différé :

- sont généralement comptabilisés pour toutes les différences temporaires imposables;
- sont comptabilisés pour les différences temporaires liées à des participations dans des filiales, des entreprises associées et des coentreprises, sauf si la société peut contrôler la date à laquelle la différence temporaire s'inversera et qu'il est probable que la différence temporaire ne s'inversera pas dans un avenir prévisible ou qu'elle ne donnera pas lieu à un passif d'impôt;
- ne sont pas comptabilisés pour des différences temporaires qui découlent du goodwill non déductible sur le plan fiscal.

Les actifs d'impôt différé :

- sont comptabilisés dans la mesure où il est probable que des bénéfices imposables, auxquels les différences temporaires pourront être imputées, seront disponibles;
- sont examinés à la fin de la période de présentation de l'information financière et réduits dans la mesure où il n'est plus probable que des bénéfices imposables suffisants seront disponibles pour recouvrer la totalité ou une partie des actifs d'impôt différé.

Les actifs et les passifs d'impôt différé ne sont pas comptabilisés pour des différences temporaires qui découlent de la comptabilisation initiale des actifs et des passifs acquis dans un contexte autre qu'un regroupement d'entreprises.

Note 2 : Estimations comptables et jugements critiques

La préparation des états financiers impose à la direction de faire des estimations et d'exercer son jugement à l'égard d'événements futurs. Les estimations et les jugements sont constamment remis en question. Ils se fondent sur l'expérience passée et sur d'autres facteurs, notamment les prévisions d'événements futurs raisonnables dans les circonstances. Forcément, les estimations comptables seront rarement identiques aux résultats réels.

En mars 2020, l'Organisation mondiale de la Santé a qualifié de pandémie l'éclosion de la maladie causée par une nouvelle souche de coronavirus, appelée « COVID-19 ». L'économie mondiale subit toujours les perturbations importantes engendrées par les inquiétudes concernant la propagation de la COVID-19 et les mesures mises en place en vue de réduire ses répercussions. Étant donné la grande incertitude quant à la durée et aux répercussions de la crise économique mondiale provoquée par la pandémie de COVID-19, certains jugements et estimations formulés par la direction sont plus susceptibles de varier et pourraient changer de façon importante dans l'avenir.

Les paragraphes suivants décrivent :

- les estimations et hypothèses les plus critiques formulées par la direction lors de l'établissement de la valeur des actifs et des passifs;
- les jugements les plus critiques de la direction dans l'application des méthodes comptables.

Estimations et hypothèses comptables critiques

Compte de correction de valeur pour créances douteuses et ajustements des ventes

La société doit évaluer si elle peut recouvrer les créances d'exploitation. Par conséquent, la direction établit des comptes de correction de valeur pour les pertes estimatives qui découleraient des créances en souffrance et d'autres ajustements des ventes, en tenant compte de la solvabilité du client, des tendances économiques actuelles, de l'expérience et des pertes de crédit attendues. Si les recouvrements diffèrent des estimations, le résultat futur risque d'en être touché. Au 31 décembre 2020, les comptes de correction de valeur totalisaient 73 M\$, soit 6 % du solde des créances clients brutes, qui était de 1,2 G\$. Une augmentation des comptes de correction de valeur de l'ordre de 1 % des créances d'exploitation aurait fait baisser le résultat avant impôt d'environ 12 M\$ pour l'exercice clos le 31 décembre 2020.

Logiciels

Au 31 décembre 2020, les logiciels représentaient 0,8 G\$ du total de l'actif inscrit à l'état consolidé de la situation financière. Une partie importante des dépenses que la société engageait continuellement a trait aux logiciels qu'elle met au point pour soutenir ses bases de données informatisées, ses systèmes de livraison et ses infrastructures internes, ainsi que, dans une moindre mesure, aux logiciels sous licence qu'elle accorde directement l'utilisation à ses clients. Au cours du processus de développement d'un logiciel, la direction doit estimer la période prévue durant laquelle les avantages seront obtenus et établir ainsi la période d'amortissement des coûts incorporés à la valeur du logiciel. Les hypothèses tiennent compte de la durée avant l'obsolescence technologique, des pressions économiques, de la concurrence, de l'expérience passée et des plans d'affaires internes quant à l'utilisation des logiciels. En raison de l'évolution rapide de la technologie et de l'incertitude entourant le processus de développement d'un logiciel, les résultats futurs pourraient être influencés si l'évaluation que fait aujourd'hui la direction de la société de ses projets de logiciels s'avérait différente de la performance réelle.

Autres immobilisations incorporelles identifiables et goodwill

Au 31 décembre 2020, les autres immobilisations incorporelles identifiables et le goodwill représentaient 3,4 G\$ et 6,0 G\$, respectivement, du total de l'actif inscrit à l'état consolidé de la situation financière. Les autres immobilisations incorporelles identifiables et le goodwill résultent de regroupements d'entreprises. Les regroupements d'entreprises sont comptabilisés selon la méthode de l'acquisition, selon laquelle la société doit identifier les immobilisations incorporelles acquises et leur attribuer une valeur en fonction de leur juste valeur estimée et doit estimer leur durée d'utilité. Le processus implique de nombreuses estimations et hypothèses significatives concernant les projections de flux de trésorerie, le risque économique et le coût moyen pondéré du capital. L'excédent du coût d'acquisition sur la juste valeur des actifs nets identifiables acquis est comptabilisé à titre de goodwill.

Après l'acquisition, la société soumet les autres immobilisations incorporelles identifiables et le goodwill à des tests de dépréciation au besoin. Le résultat de ces tests dépend largement des plus récentes estimations et hypothèses significatives de la société à l'égard des projections de flux de trésorerie, du risque économique et du coût moyen pondéré du capital. Plus précisément, les projections de flux de trésorerie disponibles pourraient être touchées par une dégradation de la conjoncture macroéconomique, notamment les effets potentiels de la réglementation sur les clients, la modification des habitudes de consommation des clients et les pressions concurrentielles. Les hypothèses de la société quant au taux de croissance perpétuelle pourraient être modifiées par les perspectives à long terme en matière d'inflation dans le monde. De plus, le taux d'actualisation, le taux d'impôt et les multiples des produits des activités ordinaires ou du BAIIA utilisés dans divers tests de dépréciation se fondent sur ceux de sociétés comparables, lesquels sont motivés par la conjoncture du marché et les lois fiscales en vigueur.

Si les événements ou résultats futurs diffèrent de manière défavorable des estimations et hypothèses formulées au moment de l'acquisition ou dans le cadre de tests de dépréciation effectués par la suite, la société risque de devoir augmenter la dotation aux amortissements d'immobilisations incorporelles et les pertes de valeur ultérieurement.

Se reporter à la note 18 pour en savoir plus sur les tests de dépréciation annuels du goodwill.

Participations comptabilisées selon la méthode de la mise en équivalence et bons de souscription connexes

Les participations comptabilisées selon la méthode de la mise en équivalence représentaient 1,1 G\$ du total de l'actif de l'état consolidé de la situation financière au 31 décembre 2020 et étaient composées principalement de l'ancienne participation de 45 % de la société dans Refinitiv. La valeur comptable des entreprises détenues comptabilisées selon la méthode de la mise en équivalence fait l'objet d'un test de dépréciation chaque fois que des événements ou des changements de situation indiquent qu'elle pourrait ne pas être recouvrable et chaque date de clôture afin de relever d'éventuels indices de dépréciation. En outre, les modalités de l'ancienne participation de la société dans Refinitiv comprenaient des bons de souscription qui prévoyaient un échange potentiel de valeur entre les fonds de capital-investissement affiliés à Blackstone et la société en cas de premier appel public à l'épargne (« PAPE ») ou de changement de contrôle de Refinitiv, selon la valeur de Refinitiv à cette date. Ces bons de souscription constituaient un instrument dérivé qui était comptabilisé à la juste valeur chaque date de clôture.

Le 1^{er} août 2019, la société a convenu, conjointement avec des fonds de capital-investissement affiliés à Blackstone, de vendre Refinitiv à London Stock Exchange Groupe (« LSEG ») (se reporter à la note 8) selon une valeur d'entreprise qui dépassait considérablement la valeur comptable de l'investissement de la société. La vente de Refinitiv à LSEG a été conclue le 29 janvier 2021 (se reporter à note 32), mais cet événement n'a pas été considéré comme un événement postérieur à la clôture nécessitant un ajustement à l'évaluation des bons de souscription au 31 décembre 2020. La valeur des bons de souscription au 31 décembre 2020 rendait compte de la conclusion d'une entente définitive visant la vente de l'entreprise Refinitiv le 1^{er} août 2019. Ainsi, la valeur à chacune des dates a été établie essentiellement en fonction du nombre d'actions supplémentaires de Refinitiv auquel la société avait un droit contractuel à la clôture et du cours de l'action de LSEG le 31 décembre 2020. L'évaluation tenait aussi compte (sur une base moyenne pondérée) de différentes issues selon la probabilité que la clôture de la transaction ait lieu, établie selon un modèle de simulation Monte-Carlo qui nécessitait les principales données d'entrée suivantes : la valeur estimée des titres de capitaux propres de Refinitiv; la structure du capital de Refinitiv; la volatilité attendue; le taux de rendement sans risque; les dividendes ou distributions annuels; ainsi que les hypothèses concernant le moment de la survenance d'un événement de liquidité.

Au 31 décembre 2020, la société détenait d'autres participations comptabilisées selon la méthode de la mise en équivalence totalisant 0,2 G\$ répartis dans divers secteurs, notamment les secteurs de l'immobilier, de la technologie et des médias, qui pourraient perdre de leur valeur dans l'avenir en raison de la conjoncture économique.

Avantages sociaux futurs

La société offre des régimes à prestations définies qui procurent des prestations de retraite et des avantages complémentaires de retraite à l'intention des membres du personnel couverts. Le calcul de la charge de retraite liée aux avantages du personnel fait appel à des hypothèses, notamment le taux d'actualisation utilisé pour évaluer le coût des services, les obligations au titre des régimes et le montant net du produit (de la charge) d'intérêts sur l'actif (obligation) net des régimes. Les autres hypothèses importantes comprennent la mortalité prévue, le taux attendu d'augmentation des salaires et des prestations de retraite, et le taux d'évolution du coût des soins de santé. Étant donné que le calcul de la charge et des obligations liées aux avantages sociaux futurs nécessite de nombreuses hypothèses, les valeurs établies lors du processus d'évaluation actuarielle comportent un élément d'incertitude. Les résultats réels différeront des résultats estimatifs découlant de ces hypothèses. En décembre 2020, la société a modifié son principal régime à prestations définies de sorte que les employés cesseront d'accumuler des prestations à compter du 1^{er} janvier 2023. Par suite de cette modification, la société n'aura plus besoin de formuler des hypothèses concernant la rémunération future après cette date. Se reporter à la note 26 pour en savoir plus sur l'incidence de ce changement sur les états financiers consolidés.

Impôt sur le résultat

La société comptabilise une charge d'impôt sur le résultat pour chaque territoire où elle exerce ses activités. Cette charge d'impôt sur le résultat comprend des montants qui sont fondés sur les estimations et les hypothèses de la société au sujet des prix et des montants utilisés pour comptabiliser les transactions intragroupe. Le montant réel de la charge d'impôt sur le résultat n'est connu en définitive qu'après que la déclaration fiscale a été soumise et que les autorités fiscales l'ont acceptée, c'est-à-dire après la publication des états financiers. En outre, pour estimer la charge d'impôt, la société tient compte de la probabilité de recouvrer les actifs d'impôt différé en évaluant sa capacité à imputer les déductions fiscales futures sous-jacentes, avant leur expiration, aux bénéfices imposables futurs. L'estimation se fonde sur les réglementations fiscales en vigueur et sur les bénéfices imposables futurs estimatifs. Si les estimations différaient de la déclaration fiscale définitive, le résultat d'une période ultérieure pourrait être touché.

Pour les périodes intermédiaires, la charge d'impôt sur le résultat se fonde sur une estimation du résultat qui sera dégagé, pour l'ensemble de l'exercice, pour chaque territoire. Les taux d'impôt effectifs annuels moyens estimatifs sont évalués de nouveau à la fin de chaque période intermédiaire. Si les prévisions diffèrent des résultats réels, les ajustements sont comptabilisés dans les périodes ultérieures. Se reporter à la note 9 pour un supplément d'information sur l'impôt sur le résultat et une analyse de sensibilité.

Nous comptabilisons des actifs d'impôt différé se rapportant au transfert intersociétés de certaines activités. La détermination de ces actifs d'impôt différé impose à la direction de formuler des estimations et des hypothèses importantes concernant la juste valeur des activités connexes. Les estimations critiques comprennent notamment les prévisions internes des produits et des charges et les taux d'actualisation, tandis que les hypothèses importantes comprennent celles concernant les conditions macroéconomiques et les lois fiscales en vigueur. Les taux d'actualisation utilisés pour réduire les flux de trésorerie futurs prévus à leur valeur actualisée selon la méthode fondée sur les résultats proviennent d'une analyse du coût moyen pondéré du capital et sont ajustés pour tenir compte des risques inhérents aux flux de trésorerie. Bien que nous soyons d'avis que nos hypothèses et estimations sont raisonnables et appropriées, elles reposent en partie sur l'expérience passée et sont par nature incertaines. Des événements ou des circonstances imprévus pourraient survenir et différer de façon défavorable des hypothèses et estimations de la société, ce qui pourrait amener cette dernière à réduire ses actifs d'impôt différé dans les périodes ultérieures.

Jugements critiques pour l'application des méthodes comptables

Comptabilisation des produits des activités ordinaires

Afin de déterminer la façon de comptabiliser adéquatement les produits des activités ordinaires, la direction doit évaluer si les différents produits et services compris dans des contrats constituent ou non des obligations de prestation distinctes devant être comptabilisées séparément ou s'ils doivent être comptabilisés collectivement. À cette fin, la direction se demande, par exemple, si la société vend régulièrement un bien ou un service séparément ou si les biens ou services sont étroitement liés. La direction doit également déterminer le prix de vente distinct pour chacune des obligations de prestation. Habituellement, la société a plus d'un prix de vente distinct pour ses différents produits et services en raison de la stratification de son offre selon les clients. En conséquence, la direction détermine le prix de vente distinct en tenant compte de la conjoncture du marché et d'autres facteurs, notamment la valeur de ses contrats, le produit ou le service vendu, le marché du client, l'emplacement géographique ainsi que le nombre et le type d'utilisateurs pour chaque contrat. Enfin, la direction doit aussi estimer la durée sur laquelle doivent être amortis les actifs découlant des coûts marginaux associés à la conclusion d'un contrat. Comme la direction estime que cette durée correspond à la période pendant laquelle un client tire des avantages de la technologie qui existe dans le produit ou le service sous-jacent, ce jugement est étroitement lié à l'établissement de la période d'amortissement des logiciels.

Positions fiscales incertaines

La société est assujettie à l'impôt s'appliquant dans de nombreux territoires et fait régulièrement l'objet de contrôles fiscaux par diverses autorités fiscales. L'incidence fiscale définitive de bon nombre des transactions et calculs dans le cours normal des activités est incertaine, car les autorités fiscales pourraient contester certaines positions fiscales de la société et proposer des ajustements ou des changements à apporter à ses déclarations fiscales. La société maintient donc des provisions au titre des positions fiscales incertaines qui, à son avis, reflètent de façon appropriée ses risques. Ces provisions sont établies à l'aide des estimations les plus probables de la société quant au montant qui devrait être payé, en fonction d'une évaluation qualitative de toutes les informations pertinentes. Lorsque cela est approprié, la société calcule la valeur attendue afin de déterminer le montant de ses provisions. La société réévalue ces provisions à la fin de chaque période de présentation de l'information financière pour vérifier si le montant est suffisant et fait des ajustements selon l'évolution des faits et circonstances. En raison de l'incertitude associée aux contrôles fiscaux, il se peut que le passif découlant ultérieurement de contrôles ou de litiges connexes diffère de façon importante du montant provisionné par la société. Lorsque le règlement définitif d'un enjeu fiscal donne lieu à un montant d'impôt différent de la charge d'impôt comptabilisée initialement, l'écart est comptabilisé dans la charge d'impôt de la période du règlement définitif. Au 31 décembre 2020, le passif associé aux positions fiscales incertaines s'élevait à 228 M\$ et était principalement comptabilisé au poste « Dettes d'exploitation, charges à payer et provisions » de l'état consolidé de la situation financière.

Actifs d'impôt différé non comptabilisés

Les actifs d'impôt différé sont comptabilisés dans la mesure où il est probable que des bénéfices imposables, auxquels les différences temporaires déductibles pourront être imputées, seront disponibles, et ils sont réduits dans la mesure où il n'est plus probable que des bénéfices imposables suffisants seront disponibles pour recouvrer la totalité ou une partie des actifs d'impôt différé. Pour évaluer les actifs d'impôt différé, la direction doit formuler des jugements afin d'évaluer les bénéfices imposables futurs et de déterminer l'issue probable des contrôles fiscaux dans les différents territoires. Au 31 décembre 2020, la société a comptabilisé des actifs d'impôt différé de 1 801 M\$ et présenté des actifs d'impôt différé non comptabilisés de 1 188 M\$ (se reporter à la note 23).

Note 3 : Produits des activités ordinaires

Produits des activités ordinaires, par type et par emplacement géographique

Les tableaux suivants présentent la ventilation des produits des activités ordinaires par type et par emplacement géographique ainsi qu'un rapprochement avec les secteurs à présenter (se reporter à la note 4).

Produits des activités ordinaires, par type	Professionnels du droit		Grandes sociétés		Fiscalité et comptabilité		Reuters News		Publications mondiales		Total	
Exercices clos les 31 décembre	2020	2019	2020	2019	2020	2019	2020	2019	2020	2019	2020	2019
Récurrents	2 367	2 249	1 143	1 079	682	703	566	573	-	-	4 758	4 604
Transactions	168	184	224	229	154	140	62	57	-	-	608	610
Publications mondiales	-	-	-	-	-	-	-	-	620	693	620	693
Éliminations/arrondissement	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	(2)	(1)
Total	2 535	2 433	1 367	1 308	836	843	628	630	620	693	5 984	5 906

Produits des activités ordinaires, par emplacement géographique (pays de destination)	Professionnels du droit		Grandes sociétés		Fiscalité et comptabilité		Reuters News		Publications mondiales		Total	
Exercices clos les 31 décembre	2020	2019	2020	2019	2020	2019	2020	2019	2020	2019	2020	2019
États-Unis	2 027	1 991	1 129	1 062	704	704	418	419	436	482	4 714	4 658
Canada (pays de résidence)	51	41	10	11	27	26	4	3	81	91	173	172
Autres	19	25	45	60	76	82	9	9	17	22	166	198
Amériques (Amérique du Nord, Amérique latine, Amérique du Sud)	2 097	2 057	1 184	1 133	807	812	431	431	534	595	5 053	5 028
Royaume-Uni	249	213	109	105	15	17	35	29	41	45	449	409
Autres	60	59	41	37	2	1	105	111	15	18	223	226
EMOA (Europe, Moyen-Orient et Afrique)	309	272	150	142	17	18	140	140	56	63	672	635
Asie-Pacifique	129	104	33	33	12	13	57	59	30	35	261	244
Éliminations/arrondissement	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	(2)	(1)
Total	2 535	2 433	1 367	1 308	836	843	628	630	620	693	5 984	5 906

Passifs sur contrats

	31 décembre		
	2020	2019	2018
Produits différés	866	833	815

Les produits différés au 31 décembre 2020 ont augmenté par rapport à leur solde au 31 décembre 2019, en raison principalement des paiements en trésorerie reçus ou exigibles avant de remplir les obligations de prestation, contrebalancés par des produits de 786 M\$ qui étaient inclus dans le solde des produits différés à l'ouverture de la période.

Les produits différés au 31 décembre 2019 ont augmenté par rapport à leur solde au 31 décembre 2018, du fait surtout des paiements en trésorerie reçus ou exigibles avant de remplir les obligations de prestation de la société, contrebalancés par des produits de 796 M\$ qui étaient inclus dans le solde des produits différés à l'ouverture de la période.

Coûts associés à la conclusion d'un contrat

L'amortissement des commissions différées s'est établi à 128 M\$ et à 120 M\$ pour les exercices clos les 31 décembre 2020 et 2019, respectivement, et a été comptabilisé au poste « Charges d'exploitation » de l'état consolidé du résultat net.

Obligations de prestation restantes

Au 31 décembre 2020, le montant des obligations de prestation restantes se chiffrait à 16,0 G\$ (16,1 G\$ en 2019), compte tenu de la portion comptabilisée à titre de produits différés. La société prévoit comptabiliser ces produits comme suit :

	31 décembre	
	2020	2019
D'ici un an	25 %	24 %
D'ici un an ou deux ans	13 %	13 %
D'ici deux ou trois ans	8 %	7 %
Dans plus de trois ans	54 %	56 %

Les obligations de prestation restant à exécuter dans plus de trois ans ont trait principalement à une entente aux termes de laquelle le secteur Reuters News fournit à Refinitiv des nouvelles et du contenu éditorial contre un montant minimal jusqu'au 1^{er} octobre 2048. En 2020 et en 2019, la société a comptabilisé des produits des activités ordinaires de 336 M\$ en vertu de cette entente, ce qui correspond à la valeur annuelle minimale actuelle. Ces produits des activités ordinaires pourraient toutefois augmenter encore, car le contrat prévoit des ajustements pour tenir compte des variations de l'indice des prix à la consommation et des taux de change (se reporter à la note 31). Comme le permet IFRS 15, *Produits des activités ordinaires tirés de contrats conclus avec des clients*, la société a exclu les obligations de prestation faisant partie de contrats dont la durée initiale attendue est de moins de un an à compter de la date de leur présentation.

Note 4 : Informations sectorielles

La société comporte cinq secteurs à présenter qui rendent compte de la façon dont les entreprises sont gérées. Les méthodes comptables suivies par les secteurs sont les mêmes que celles qu'applique la société. Les secteurs offrent des produits et des services à une clientèle cible, comme il est expliqué ci-dessous.

Professionnels du droit

Le secteur Professionnels du droit propose des services de recherche et des produits de gestion des flux de travaux aux cabinets d'avocats et aux autorités gouvernementales. Son offre est axée sur des services de recherche conviviaux propulsés par des technologies de pointe et des solutions intégrées de gestion des processus juridiques alliant contenu, outils et analyses.

Grandes sociétés

Le secteur Grandes sociétés propose aux entreprises clientes, tant des petites entreprises que des organisations multinationales, dont les sept plus grands cabinets d'experts-comptables au monde, la gamme complète des solutions technologiques de contenu que nous offrons à l'intention de leurs professionnels du droit, de la fiscalité, de la réglementation, de la conformité et des TI à l'interne.

Fiscalité et comptabilité

Le secteur Fiscalité et comptabilité propose aux professionnels en fiscalité, en comptabilité et en vérification des cabinets d'experts-comptables (autres que les sept plus grands cabinets au monde, qui sont servis par le secteur Grandes sociétés) des outils de recherche et des produits de gestion des flux de travaux axés sur des solutions fiscales conviviales et des solutions de gestion automatisée des processus fiscaux.

Reuters News

Le secteur Reuters News fournit, directement aux consommateurs, des services de nouvelles économiques, financières, nationales et internationales à l'intention des professionnels, que ce soit par l'intermédiaire de terminaux de bureaux, notamment par Refinitiv, de groupes de médias mondiaux et d'événements sectoriels.

Publications mondiales

Le secteur Publications mondiales fournit des renseignements juridiques et fiscaux, essentiellement sous forme imprimée, à ses clients du monde entier.

La société présente aussi de l'information sur la catégorie Charges liées au siège social, qui comprend les charges liées aux fonctions générales et qui ne satisfait pas aux critères de présentation de l'information sectorielle.

	Exercices clos les 31 décembre	
	2020	2019
Produits des activités ordinaires		
Professionnels du droit	2 535	2 433
Grandes sociétés	1 367	1 308
Fiscalité et comptabilité	836	843
Reuters News	628	630
Publications mondiales	620	693
Éliminations/arrondissement	(2)	(1)
Produits des activités ordinaires consolidés	5 984	5 906
BAIIA ajusté		
Professionnels du droit	1 001	895
Grandes sociétés	460	412
Fiscalité et comptabilité	330	318
Reuters News	73	68
Publications mondiales	242	294
Charges liées au siège social	(131)	(494)
BAIIA ajusté	1 975	1 493
Ajustements de juste valeur (note 5)	10	-
Dotation aux amortissements des immobilisations incorporelles	(184)	(154)
Dotation aux amortissements des logiciels	(485)	(449)
Dotation aux amortissements des autres immobilisations incorporelles identifiables	(123)	(114)
Autres profits d'exploitation, montant net	736	423
Bénéfice d'exploitation consolidé	1 929	1 199
Charge d'intérêts, montant net	(195)	(163)
Autres produits (charges) financiers	30	(65)
Quote-part de la perte après impôt des participations comptabilisées selon la méthode de la mise en équivalence	(544)	(599)
(Charge) produit d'impôt	(71)	1 198
Bénéfice lié aux activités poursuivies	1 149	1 570

	Acquisition d'immobilisations ¹⁾ et goodwill	
	31 décembre	
	2020	2019
Professionnels du droit	382	679
Grandes sociétés	119	127
Fiscalité et comptabilité	100	524
Reuter News	28	228
Publications mondiales	22	5
Secteurs à présenter	651	1 563
Actifs de support	52	245
Total	703	1 808

1) Les immobilisations comprennent les immobilisations corporelles, les logiciels et les autres immobilisations incorporelles identifiables.

Secteur géographique	Actifs non courants ¹⁾	
	31 décembre	
	2020	2019
États-Unis	7 209	7 549
Canada (pays de résidence)	1 034	1 035
Autres	191	233
Amériques (Amérique du Nord, Amérique latine et Amérique du Sud)	8 434	8 817
Royaume-Uni	1 544	1 612
Autres	1 930	1 983
EMOA (Europe, Moyen-Orient et Afrique)	3 474	3 595
Asie-Pacifique	126	133
Total	12 034	12 545

1) Les actifs non courants comprennent principalement les immobilisations corporelles, les logiciels, les autres immobilisations incorporelles identifiables, le goodwill et les participations dans les entités détenues comptabilisées selon la méthode de la mise en équivalence.

Conformément à IFRS 8 *Secteurs opérationnels*, la société fournit certaines informations sur ses secteurs à présenter en se fondant sur les indicateurs que la direction utilise pour évaluer la performance de ces secteurs. Ces mesures sont définies ci-dessous et peuvent donc ne pas être comparables aux mesures similaires des autres sociétés.

BAIIA ajusté

- Le BAIIA ajusté sectoriel correspond au bénéfice lié aux activités poursuivies, avant la charge ou le produit d'impôt, le montant net de la charge d'intérêts, les autres charges financières ou produits financiers, la dotation aux amortissements des immobilisations corporelles, des logiciels et des autres immobilisations incorporelles identifiables, la quote-part revenant à la société du bénéfice ou de la perte après impôt des participations comptabilisées selon la méthode de la mise en équivalence, les autres profits et pertes d'exploitation, certaines pertes de valeur d'actifs, les ajustements de juste valeur et les éléments liés au siège social.
- La société ne considère pas ces éléments exclus comme des activités d'exploitation contrôlables aux fins de l'évaluation du rendement actuel des secteurs à présenter.
- Nous attribuons à chaque secteur, selon l'utilisation ou d'autres paramètres applicables, une partie des coûts des services de soutien centralisés, comme ceux liés à la technologie, au service à la clientèle, aux politiques commerciales, à la gestion des installations et à l'élaboration de produits et de contenus. De plus, les coûts des produits sont attribués lorsqu'un secteur vend des produits gérés par un autre secteur.
- Le BAIIA ajusté consolidé se compose du BAIIA ajusté des secteurs à présenter et des charges liées au siège social.

Produits des activités ordinaires par catégorie de produits ou de services similaires

Le tableau qui suit présente les produits des activités ordinaires par grande catégorie :

	Exercices clos les 31 décembre	
	2020	2019
Électronique, logiciels et services	5 364	5 213
Publications mondiales	620	693
Total	5 984	5 906

Note 5 : Charges d'exploitation

Le tableau suivant présente les composantes des charges d'exploitation :

	Exercices clos les 31 décembre	
	2020	2019
Salaires, commissions et indemnités ¹⁾	2 269	2 431
Palements fondés sur des actions	64	56
Avantages postérieurs à l'emploi	135	130
Total des frais de personnel	2 468	2 617
Biens et services ²⁾	1 158	1 411
Contenu	274	265
Télécommunications	54	48
Installations	55	72
Ajustements de juste valeur ³⁾	(10)	-
Total des charges d'exploitation	3 999	4 413

1) Pour la période de 2019, comprennent des coûts de restructuration de 117 M\$. Se reporter à la note 22.

2) Comprendent les honoraires professionnels, les frais d'experts-conseils et d'externalisation, le coût de la sous-traitance, les frais de vente et de commercialisation et d'autres frais généraux et frais d'administration.

3) Les ajustements de juste valeur représentent essentiellement les profits et pertes attribuables aux variations des cours de change sur les soldes intragroupe survenant dans le cours normal des activités.

Note 6 : Autres profits d'exploitation, montant net

Le montant net des autres profits d'exploitation s'est établi à 736 M\$ et à 423 M\$ pour les exercices clos les 31 décembre 2020 et 2019, respectivement. En 2020, le montant net des autres profits d'exploitation tient compte d'un profit de 472 M\$ lié à la vente d'une participation comptabilisée selon la méthode de la mise en équivalence et d'un profit de 119 M\$ lié à la modification du régime de retraite américain de la société (se reporter à la note 26). Les montants inscrits pour les deux exercices tiennent compte d'un apport découlant de la réévaluation des bons de souscription de Refinitiv détenus par la société avant sa vente à LSEG en janvier 2021 (se reporter à la note 32), attribuable à la hausse du cours de l'action de LSEG. Pour 2020, le montant net des autres profits d'exploitation tient compte d'un montant de 82 M\$ (419 M\$ pour 2019) se rapportant aux bons de souscription. Les montants inscrits pour les deux exercices tiennent aussi compte des produits liés à une licence qui permet à Refinitiv d'utiliser la marque Reuters dans ses produits et services (se reporter à la note 31) et des coûts d'acquisition liés aux entreprises acquises.

Note 7 : Charges financières, montant net

Le montant net des charges financières comprend la charge (le produit) d'intérêts et les autres charges financières (produits financiers), comme l'indique le tableau suivant :

	Exercices clos les 31 décembre	
	2020	2019
Charge d'intérêts		
Dette	156	155
Instruments financiers dérivés – activités de couverture	(1)	2
Autres, montant net	14	18
Profits sur la juste valeur des couvertures de flux de trésorerie, transfert depuis les capitaux propres (note 19)	(97)	(21)
Pertes de change sur la dette, montant net	97	21
Charge d'intérêts, montant net – dette et autres	169	175
Charge d'intérêts, montant net – contrats de location	10	7
Coût financier net – régimes de retraite et autres régimes d'avantages postérieurs à l'emploi	21	25
Produit d'intérêts	(5)	(44)
Charge d'intérêts, montant net	195	163

	Exercices clos les 31 décembre	
	2020	2019
(Profits) pertes nets attribuables aux variations des cours de change	(9)	37
(Profits) pertes nets sur instruments dérivés	(21)	7
Pertes au remboursement de titres de créance	-	19
Autres	-	2
Autres (produits) charges financiers	(30)	65

(Profits) pertes nets attribuables aux variations des cours de change

Le montant net des (profits) pertes attribuables aux variations des cours de change se compose principalement de montants liés à certaines ententes de financement intragroupe.

(Profits) pertes nets sur instruments dérivés

Le montant net des (profits) pertes sur instruments dérivés se compose surtout de montants se rapportant à des contrats de change et à la partie inefficace des couvertures de flux de trésorerie (se reporter à la note 19).

Pertes au remboursement de titres de créance

Les pertes au remboursement de titres de créance se composent surtout de primes engagées à l'égard du rachat anticipé de titres de créance (se reporter à la note 19).

Note 8 : Participations comptabilisées selon la méthode de la mise en équivalence

Les participations comptabilisées selon la méthode de la mise en équivalence se composent principalement de l'ancienne participation de 45 % de la société dans Refinitiv, fournisseur de données et d'analyses sur les marchés et les finances, offrant des systèmes de négociation pour toutes les catégories d'actifs. Des fonds de capital-investissement affiliés à Blackstone détenaient la participation résiduelle de 55 % dans Refinitiv. Comme la société avait une influence notable sur les décisions relatives aux politiques financières et opérationnelles de Refinitiv, cette participation était comptabilisée selon la méthode de la mise en équivalence. Refinitiv Holdings Ltd. est une société à responsabilité limitée exonérée aux termes des lois des îles Caïmans. Elle possède des bureaux à New York et à Londres. Aux termes des clauses restrictives liées à ses emprunts, la capacité de Refinitiv à verser des dividendes à ses investisseurs est limitée, sauf certaines exceptions.

La quote-part de la société des (pertes) profits après impôt liés aux participations comptabilisées selon la méthode de la mise en équivalence, telle qu'elle est présentée à l'état consolidé du résultat net, se compose de ce qui suit :

	Exercices clos les 31 décembre	
	2020	2019
Refinitiv (participation de 45 %)	(554)	(609)
Autres participations comptabilisées selon la méthode de la mise en équivalence	10	10
Total de la quote-part de la perte après impôt des participations comptabilisées selon la méthode de la mise en équivalence	(544)	(599)

Le tableau suivant présente les composantes des participations comptabilisées selon la méthode de la mise en équivalence, telles qu'elles sont présentées à l'état consolidé de la situation financière :

	31 décembre	
	2020	2019
Refinitiv (participation de 45 %)	981	1 387
Autres participations comptabilisées selon la méthode de la mise en équivalence	155	164
Total des participations comptabilisées selon la méthode de la mise en équivalence	1 136	1 551

Les tableaux ci-après présentent un sommaire de l'information financière pour 100 % de Refinitiv, ainsi qu'un rapprochement avec la valeur comptable de la participation de la société.

	Exercices clos les 31 décembre	
	2020	2019
Produits des activités ordinaires	6 513	6 250
Perte nette	(1 137)	(1 278)
Déduire : bénéfice net attribuable aux participations ne donnant pas le contrôle	(95)	(75)
Perte nette attribuable à Refinitiv	(1 232)	(1 353)
Autres éléments du résultat global attribuable à Refinitiv	330	(78)
Total du résultat global attribuable à Refinitiv	(902)	(1 431)

	31 décembre	
	2020	2019
Actif		
Actifs courants	2 071	2 031
Actifs non courants	21 094	20 709
Total de l'actif	23 165	22 740
Passif		
Passifs courants	3 995	3 398
Passifs non courants	14 268	13 964
Total du passif	18 263	17 362
Actif net	4 902	5 378
Participations ne donnant pas le contrôle	(2 415)	(2 100)
Autres ¹⁾	(306)	(195)
Actif net attribuable à Refinitiv	2 181	3 083
Actif net attribuable à Refinitiv – à l'ouverture de la période	3 083	4 514
Perte nette attribuable à Refinitiv	(1 232)	(1 353)
Autres éléments du résultat global attribuables à Refinitiv	330	(78)
Actif net attribuable à Refinitiv – à la clôture de la période	2 181	3 083
Quote-part de Thomson Reuters en pourcentage	45 %	45 %
Valeur comptable de Thomson Reuters	981	1 387

1) Se composent essentiellement des opérations sur capitaux propres exclues de la quote-part de 45 % du résultat global revenant à Thomson Reuters.

Se reporter à la note 31 pour en savoir davantage sur les transactions entre parties liées en lien avec Refinitiv.

Le 29 janvier 2021, la société a conclu, conjointement avec des fonds de capital-investissement affiliés à Blackstone, la vente de Refinitiv à LSEG (se reporter à la note 32). Les modalités de la participation de la société dans Refinitiv comprenaient des bons de souscription qui prévoyaient un échange de valeur entre les fonds de capital-investissement affiliés à Blackstone et la société en cas de changement de contrôle de Refinitiv, selon la valeur de Refinitiv à cette date. Par suite de l'exercice des bons de souscription se rapportant à clôture de la transaction relative à LSEG, la société a reçu 4,5 millions d'actions de Refinitiv additionnelles. Ces bons de souscription constituaient un instrument dérivé qui était comptabilisé au poste « Autres actifs financiers non courants » de l'état consolidé de la situation financière et qui était comptabilisé à la juste valeur chaque date de clôture. Les variations de la valeur étaient comptabilisées au poste « Autres profits d'exploitation, montant net » de l'état consolidé du résultat net (se reporter aux notes 6 et 19).

Note 9 : Imposition

Le tableau qui suit détaille les composantes de la charge (du produit) d'impôt de 2020 et de 2019 :

	Exercices clos les 31 décembre	
	2020	2019
Charge d'impôt exigible	302	197
Produit d'impôt différé	(231)	(1 395)
Total de la charge (du produit) d'impôt	71	(1 198)

Le tableau suivant détaille l'impôt sur les éléments inscrits dans les autres éléments du résultat global ou directement en capitaux propres en 2020 et en 2019.

	Exercices clos les 31 décembre	
	2020	2019
Charge (produit) d'impôt différé attribuable aux gains (pertes) actuariels des régimes de retraite à prestations définies	17	(12)
Charge (produit) d'impôt différé sur la quote-part des autres éléments du résultat global des participations comptabilisées selon la méthode de la mise en équivalence pouvant être reclassés ultérieurement en résultat net	35	(7)
Charge (produit) d'impôt différé sur la quote-part des autres éléments du résultat global des participations comptabilisées selon la méthode de la mise en équivalence qui ne seront pas reclassés ultérieurement en résultat net	1	(2)
Produit d'impôt différé attribuable aux paiements fondés sur des actions	(3)	(8)
Produit d'impôt exigible attribuable aux paiements fondés sur des actions	(11)	(20)

Éléments influant sur la charge d'impôt pour 2020 et 2019

Pour l'exercice clos le 31 décembre 2020, la société a comptabilisé un produit d'impôt de 138 M\$ afin de refléter la comptabilisation, par diverses filiales situées à l'extérieur des États-Unis, d'actifs d'impôt différé relatifs à des exercices antérieurs. Les actifs d'impôt différé comptabilisés se rapportent presque exclusivement à des pertes fiscales et à d'autres avantages fiscaux pour des filiales qui ont connu une amélioration de leur rentabilité au dernier exercice et qui prévoient générer un bénéfice imposable futur suffisant pour leur permettre d'utiliser ces actifs d'impôt différé. Ces pertes fiscales et autres avantages fiscaux peuvent être reportés indéfiniment.

En décembre 2019, la société a restructuré les activités de certaines filiales à l'étranger qui étaient assujetties à des taux d'imposition différents, ce qui a donné lieu à une augmentation de la valeur fiscale des activités restructurées pour l'acquéreur et un produit d'impôt connexe de 1,2 G\$. La société a comptabilisé un actif d'impôt différé de 1,2 G\$, qu'elle prévoit réaliser dans les périodes à venir, compte tenu de la rentabilité passée des activités restructurées et de leur rentabilité future prévue.

Le tableau ci-dessous présente un rapprochement de l'impôt sur le résultat calculé au taux d'impôt des sociétés canadiennes, soit 26,5 %, et de la charge (du produit) d'impôt de 2020 et de 2019.

	Exercices clos les 31 décembre	
	2020	2019
Résultat avant impôt	1 220	372
Résultat avant impôt multiplié par le taux d'impôt standard des sociétés canadiennes de 26,5 %	323	99
Incidences des éléments suivants :		
Impôt sur le résultat comptabilisé à des taux différents du taux d'impôt canadien	(167)	(159)
Pertes fiscales dont l'avantage n'est pas comptabilisé	1	1
Restructuration des activités de certaines filiales à l'étranger	-	(1 197)
Pertes de change et autres pertes non déductibles, montant net	6	42
Incidence de la cession d'entreprises	-	(66)
Impôt lié à la reprise de pertes de valeur d'investissements intragroupe comptabilisées en vertu de la loi ¹⁾	905	-
Comptabilisation de pertes fiscales relatives à des exercices antérieurs en raison de pertes de valeur d'investissements intragroupe comptabilisées en vertu de la loi ¹⁾	(905)	-
Dotation à la provision pour positions fiscales incertaines	10	(46)
Décomptabilisation de pertes fiscales relatives à des exercices antérieurs	-	88
Comptabilisation de pertes fiscales relatives à des exercices antérieurs	(138)	(29)
Impôt minimal en vertu des règles contre l'érosion de l'assiette fiscale aux États-Unis	43	7
Incidence des modifications des réglementations fiscales	-	52
Crédit à la recherche et au développement	(12)	(6)
Autres ajustements relatifs aux exercices antérieurs	(6)	3
Retenues d'impôt à la source	6	3
Autres différences	5	10
Total de la charge (du produit) d'impôt	71	(1 198)

1) En 2020, une filiale à l'extérieur des États-Unis a comptabilisé une reprise de pertes de valeur liées à des investissements intragroupe. Ces pertes de valeur avaient été comptabilisées en vertu de la loi et créé des pertes fiscales que la société n'avait pas comptabilisées à titre d'actifs d'impôt différé. La reprise des pertes de valeur a permis à la société de comptabiliser l'actif d'impôt différé, car les pertes fiscales correspondantes ont été utilisées pour réduire le profit lié à la reprise des pertes de valeur.

Pour 2020, le taux d'impôt effectif sur le bénéfice lié aux activités poursuivies s'est établi à 5,8 %. Pour 2019, le taux d'impôt effectif sur le bénéfice lié aux activités poursuivies a été négligeable en raison de l'incidence du produit d'impôt de 1,2 G\$ dont il est question plus haut. Une hausse de 1 % du taux d'impôt effectif aurait fait augmenter la charge d'impôt de 2020 et diminuer le bénéfice lié aux activités poursuivies d'environ 12 M\$.

Note 10 : Activités abandonnées

La perte liée aux activités abandonnées, après déduction de l'impôt, s'est établie à 27 M\$ et à 6 M\$ pour les exercices clos les 31 décembre 2020 et 2019, respectivement. Les résultats des activités abandonnées tiennent compte de charges résiduelles liées à des passifs d'entreprises qui étaient auparavant classées dans les activités abandonnées. Pour les deux exercices, les charges ont été en partie contrebalancées par des produits d'impôt de 15 M\$ en 2020 et de 31 M\$ en 2019 qui se rapportaient à la reprise de provisions pour impôt qui ne sont plus requises en raison de révisions de lois fiscales et de l'expiration de délais de prescription.

Note 11 : Résultat par action

Le résultat de base par action correspond au résultat attribuable aux actionnaires ordinaires moins les dividendes déclarés sur les actions privilégiées, divisé par la somme du nombre moyen pondéré d'actions ordinaires en circulation et des unités d'actions différées (« UAD ») acquises qui étaient en cours pendant la période. Les UAD représentent les actions ordinaires que certains membres du personnel ont choisi de recevoir à la place d'une rémunération en trésorerie lorsqu'ils auront acquis les droits relatifs aux attributions fondées sur des actions.

Le résultat dilué par action a été obtenu à partir du dénominateur du calcul du résultat de base décrit plus haut, ajusté de façon à tenir compte de l'effet potentiellement dilutif des options sur actions et des unités d'actions de négociation restreinte temporelles (« UANRT ») en cours.

Le résultat utilisé pour le calcul du résultat consolidé par action et du résultat par action lié aux activités poursuivies est présenté ci-après :

	Exercices clos les 31 décembre	
	2020	2019
Bénéfice attribuable aux actionnaires ordinaires	1 122	1 564
Moins les dividendes déclarés sur les actions privilégiées	(2)	(3)
Bénéfice utilisé pour le résultat consolidé par action	1 120	1 561
Moins la perte liée aux activités abandonnées, déduction faite de l'impôt	27	6
Bénéfice utilisé pour le calcul du résultat par action lié aux activités poursuivies	1 147	1 567

Le tableau qui suit présente le nombre moyen pondéré d'actions ordinaires en circulation, de même que le rapprochement du nombre moyen pondéré d'actions ordinaires en circulation utilisé pour le calcul du résultat de base par action et du nombre moyen pondéré d'actions ordinaires en circulation utilisé pour le calcul du résultat dilué par action.

	Exercices clos les 31 décembre	
	2020	2019
Nombre moyen pondéré d'actions ordinaires en circulation	496 343 778	500 395 573
Nombre moyen pondéré d'UAD acquises	378 514	434 180
Nombre pour le résultat de base	496 722 292	500 829 753
Incidence des options sur actions et des UANRT	1 309 714	1 691 447
Nombre pour le résultat dilué	498 032 006	502 521 200

Au 31 décembre 2020, il y avait 557 056 attributions fondées sur des actions en cours pour lesquelles le prix d'exercice était supérieur au cours moyen du marché, tandis qu'il n'y en avait aucune au 31 décembre 2019. Ces attributions ayant un effet anti-dilutif, elles ont été exclues du calcul du résultat dilué par action.

Note 12 : Trésorerie et équivalents de trésorerie

	31 décembre	
	2020	2019
Trésorerie		
Fonds en banque et en caisse	311	335
Équivalents de trésorerie		
Comptes du marché monétaire	1 476	490
Trésorerie et équivalents de trésorerie	1 787	825

Du montant total de la trésorerie et des équivalents de trésorerie, des sommes respectives de 43 M\$ et de 34 M\$ aux 31 décembre 2020 et 2019 étaient détenues par des filiales soumises à des restrictions réglementaires et n'étaient donc pas disponibles pour les besoins généraux de la société.

Note 13 : Créances clients et autres créances d'exploitation

	31 décembre	
	2020	2019
Créances clients	1 195	1 184
Moins le compte de correction de valeur pour créances douteuses	(37)	(30)
Moins le compte de correction de valeur pour ajustements des ventes	(36)	(34)
Créances clients, montant net	1 122	1 120
Autres créances d'exploitation ¹⁾	29	47
Créances clients et autres créances d'exploitation	1 151	1 167

1) Aux 31 décembre 2020 et 2019, comprennent un montant de 11 M\$ et de 27 M\$, respectivement, à recevoir de Refinitiv. Aucune perte de crédit attendue n'est liée à ce montant à recevoir. Se reporter à la note 31.

Le tableau qui suit indique l'ancienneté des créances clients brutes à la date de clôture.

	31 décembre	
	2020	2019
À jour	751	806
En souffrance depuis 1 à 30 jours	195	185
En souffrance depuis 31 à 60 jours	72	63
En souffrance depuis 61 à 90 jours	42	36
En souffrance depuis plus de 91 jours	135	94
Solde au 31 décembre	1 195	1 184

Compte de correction de valeur pour créances douteuses

Le tableau suivant indique les mouvements du compte de correction de valeur pour créances douteuses.

	31 décembre	
	2020	2019
Solde au début de l'exercice	30	30
Charges	51	29
Sorties	(44)	(28)
Cessions d'entreprises	-	(1)
Solde à la fin de l'exercice	37	30

La société est exposée à un risque de crédit normal à l'égard de ses créances d'exploitation et elle a créé des comptes de correction de valeur pour les pertes sur créances. La probabilité de ces pertes est réduite par le fait que la qualité du crédit des clients est examinée avant tout octroi de crédit et qu'il n'existe pas d'exposition importante à un client en particulier.

La société estime les pertes de crédit au titre des créances clients en regroupant ensemble les clients similaires puisqu'ils tendent à partager des caractéristiques de risque de crédit similaires, en tenant compte du nombre de jours depuis lesquels la créance client est en souffrance. Les taux utilisés pour le calcul de la correction de valeur pour pertes sur créances sont fondés sur les pertes de crédit historiques et sont ajustés, selon le jugement de la direction, en fonction de l'information prospective concernant la capacité de paiement du débiteur, y compris des estimations relatives à la crise économique mondiale causée par la pandémie de COVID-19. Les créances clients et autres créances d'exploitation sont radiées lorsqu'il n'y a aucune attente raisonnable de recouvrement, par exemple en cas de faillite du débiteur.

Note 14 : Charges payées d'avance et autres actifs courants

	31 décembre	
	2020	2019
Stocks	26	23
Charges payées d'avance	126	130
Montants à recevoir liés à l'impôt exigible ¹⁾	65	72
Commissions différées	127	117
Autres actifs courants	81	204
Charges payées d'avance et autres actifs courants	425	546

1) Les deux périodes comprennent un montant de 9 M\$ se rapportant à des positions fiscales incertaines, qui ont réduit le total des montants à recevoir liés à l'impôt exigible.

Note 15 : Immobilisations corporelles

Le tableau suivant détaille les immobilisations corporelles.

	Terrains, bâtiments et améliorations	Matériel informatique	Mobilier, agencements et autre matériel	Total
Coût				
31 décembre 2018	757	774	295	1 826
Incidence de l'adoption d'IFRS 16	126	-	2	128
Entrées				
Dépenses d'investissement	46	46	16	108
Contrats de location	143	41	-	184
Acquisitions	1	3	3	7
Mises hors service	(3)	(130)	(5)	(138)
Cessions d'entreprises	(168)	(13)	(1)	(182)
Écarts de conversion et autres éléments, montant net	(4)	31	2	29
31 décembre 2019	898	752	312	1 962
Entrées				
Dépenses d'investissement	19	24	23	66
Contrats de location	21	32	2	55
Mises hors service	(19)	(12)	(3)	(34)
Cessions d'entreprises	(10)	-	(6)	(16)
Écarts de conversion et autres éléments, montant net	5	(4)	(32)	(31)
31 décembre 2020	914	792	296	2 002
Cumul des amortissements d'immobilisations corporelles				
31 décembre 2018	(441)	(687)	(225)	(1 353)
Dotation aux amortissements d'immobilisations corporelles de l'exercice	(84)	(54)	(16)	(154)
Mises hors service	3	130	5	138
Cessions d'entreprises	38	10	1	49
Écarts de conversion et autres éléments, montant net	3	(33)	3	(27)
31 décembre 2019	(481)	(634)	(232)	(1 347)
Dotation aux amortissements d'immobilisations corporelles de l'exercice	(105)	(64)	(15)	(184)
Mises hors service	19	12	3	34
Cessions d'entreprises	7	-	4	11
Écarts de conversion et autres éléments, montant net	15	2	12	29
31 décembre 2020	(545)	(684)	(228)	(1 457)
Valeur comptable				
31 décembre 2019	417	118	80	615
31 décembre 2020	369	108	68	545

Les actifs entièrement amortis restent inscrits dans le coût et le cumul des amortissements d'immobilisations corporelles jusqu'à ce qu'ils soient mis hors service. Le produit des cessions d'immobilisations corporelles est porté en diminution des actifs et du cumul des amortissements correspondants et est comptabilisé au poste « Bénéfice d'exploitation » de l'état consolidé du résultat net.

Se reporter à la note 27 pour obtenir des informations concernant les valeurs comptables des actifs au titre des droits d'utilisation et d'autres informations se rapportant aux contrats de location.

Note 16 : Logiciels

Les logiciels comprennent ce qui suit :

	2020	2019
Coût		
Solde au 1 ^{er} janvier	4 464	4 183
Entrées		
Développement en interne	397	388
Achats	4	15
Acquisitions	25	82
Mises hors service	(57)	(66)
Cessions d'entreprises	(60)	(144)
Écarts de conversion et autres éléments, montant net	(2)	6
Solde au 31 décembre	4 771	4 464
Cumul des amortissements d'immobilisations incorporelles		
Solde au 1 ^{er} janvier	(3 564)	(3 275)
Dotation aux amortissements d'immobilisations incorporelles de l'exercice	(485)	(449)
Mises hors service	57	66
Cessions d'entreprises	49	94
Écarts de conversion et autres éléments, montant net	2	-
Solde au 31 décembre	(3 941)	(3 564)
Valeur comptable au 31 décembre	830	900

Les actifs entièrement amortis restent inscrits dans le coût et le cumul des amortissements d'immobilisations incorporelles jusqu'à ce qu'ils soient mis hors service. Le produit des cessions de matériel informatique et autres immobilisations corporelles est porté en diminution des actifs et du cumul des amortissements correspondants et il est comptabilisé au poste « Bénéfice d'exploitation » de l'état consolidé du résultat net.

Note 17 : Autres immobilisations incorporelles identifiables

	Durée d'utilité indéterminée	Durée d'utilité déterminée				
	Marques de commerce	Marques de commerce	Relations clients	Bases de données et contenu	Autres	Total
Coût						
31 décembre 2018	2 646	153	1 595	669	741	5 804
Acquisitions	-	40	268	1	-	309
Cessions d'entreprises	-	(28)	(72)	(18)	-	(118)
Écarts de conversion et autres éléments, montant net	-	1	19	(13)	5	12
31 décembre 2019	2 646	166	1 810	639	746	6 007
Acquisitions	-	2	21	-	-	23
Mises hors service	-	(18)	-	-	(12)	(30)
Écarts de conversion et autres éléments, montant net	-	(3)	13	1	9	20
31 décembre 2020	2 646	147	1 844	640	743	6 020
Cumul des amortissements des autres immobilisations incorporelles identifiables						
31 décembre 2018	-	(146)	(1 122)	(514)	(698)	(2 480)
Dotation aux amortissements des autres immobilisations incorporelles identifiables de l'exercice	-	(5)	(66)	(22)	(21)	(114)
Cessions d'entreprises	-	28	72	18	-	118
Écarts de conversion et autres éléments, montant net	-	-	(9)	(2)	(2)	(13)
31 décembre 2019	-	(123)	(1 125)	(520)	(721)	(2 489)
Dotation aux amortissements des autres immobilisations incorporelles identifiables de l'exercice	-	(10)	(81)	(21)	(11)	(123)
Mises hors service	-	18	-	-	12	30
Écarts de conversion et autres éléments, montant net	-	(2)	2	(1)	(10)	(11)
31 décembre 2020	-	(117)	(1 204)	(542)	(730)	(2 593)
Valeur comptable						
31 décembre 2019	2 646	43	685	119	25	3 518
31 décembre 2020	2 646	30	640	98	13	3 427

La valeur comptable des marques de commerce à durée d'utilité indéterminée comprenait les montants suivants :

- 1 939 M\$ pour la marque de commerce de Reuters aux 31 décembre 2020 et 2019;
- 707 M\$ pour la marque de commerce West aux 31 décembre 2020 et 2019.

Compte tenu de leur grande notoriété, de leur long passé et de leur utilité future attendue, on a attribué à ces marques de commerce une durée d'utilité indéterminée. Pour les besoins du test de dépréciation, la marque de commerce West a été attribuée aux UGT du secteur Professionnels du droit, Grandes sociétés et Publications mondiales puisque ces UGT sont les principales bénéficiaires de la marque. La marque de commerce Reuters est considérée comme un actif de support, puisqu'elle est utilisée dans la dénomination de la société; par conséquent, sa valeur comptable a été comparée à la juste valeur excédentaire combinée de toutes les UGT de la société. La société a effectué son test de dépréciation annuel le 1^{er} octobre 2020. Aucune perte de valeur n'a été comptabilisée. Se reporter à la note 18.

Note 18 : Goodwill

Le tableau qui suit détaille le goodwill pour les exercices clos les 31 décembre 2020 et 2019 :

	2020	2019
Coût		
Solde au 1 ^{er} janvier	5 853	5 076
Acquisitions	133	715
Cessions d'entreprises	-	(18)
Écarts de conversion et autres éléments, montant net	(10)	80
Valeur comptable au 31 décembre	5 976	5 853

Test de dépréciation du goodwill

La société a effectué son test de dépréciation annuel en date du 1^{er} octobre 2020. Aucune perte de valeur du goodwill n'a été constatée puisque la juste valeur estimative diminuée des coûts de sortie de chaque UGT représentait plus de 100 % de sa valeur comptable. La société a effectué un test pour chaque groupe d'UGT auquel le goodwill avait été affecté et était surveillé par la direction à la date de réalisation du test. Le tableau suivant indique la valeur comptable du goodwill qui a fait l'objet d'un test de dépréciation pour chaque UGT.

Unité génératrice de trésorerie	2020
Professionnels du droit	3 353
Grandes sociétés	1 294
Fiscalité et comptabilité	869
Reuters News	137
Publications mondiales	248

Dans le cadre du test de dépréciation effectué en 2019, la juste valeur diminuée des coûts de sortie dépassait la valeur comptable de chaque UGT de plus de 100 %. Comme le permet IAS 36, *Dépréciation d'actifs*, la société n'a pas estimé de nouveau la valeur recouvrable de ses UGT lors du test de dépréciation en 2020, car elle a conclu qu'aucun événement ou changement de situation n'indiquait que la valeur comptable de ces UGT pourrait ne pas être recouvrable. Même si Reuters News constituait une UGT en 2019, elle n'a pas fait l'objet d'un test de dépréciation annuel distinct, car elle ne comportait pas de goodwill. Cependant, une valeur recouvrable a été calculée pour Reuters News dans le cadre du test effectué en 2019 pour évaluer les immobilisations incorporelles à durée d'utilité indéterminée. Les techniques d'évaluation, les principales hypothèses et les sensibilités décrites ci-dessous se rapportent aux valeurs recouvrables établies dans le cadre du test de dépréciation de 2019.

Techniques d'évaluation

Le choix et l'application des techniques d'évaluation, de même que la formulation des principales hypothèses, font appel à l'exercice du jugement. Comme ce fut le cas lors des tests de dépréciation antérieurs, la valeur recouvrable de chaque UGT se fonde sur la juste valeur diminuée des coûts de sortie, estimée à l'aide de la moyenne pondérée de l'approche par le résultat et de l'approche par le marché. IFRS 13 *Évaluation de la juste valeur* définit la juste valeur comme une mesure fondée sur le marché, et non comme une mesure propre à l'entité. La juste valeur de chaque UGT doit donc être déterminée à l'aide des hypothèses que les intervenants du marché utiliseraient plutôt qu'à l'aide des hypothèses qui sont spécifiquement liées à la société. Plus particulièrement, les taux d'actualisation et les taux d'impôt utilisés selon l'approche par le résultat reflètent les hypothèses que les intervenants du marché utiliseraient. Aux fins du calcul de ces hypothèses, des données accessibles au public ont été recueillies pour des sociétés qui exercent des activités semblables à celles de chaque UGT, dont les principaux concurrents de la société. Puisque certaines données d'entrée ne sont pas des données de marché observables, l'évaluation de la valeur recouvrable de chaque UGT est classée au niveau 3 de la hiérarchie des justes valeurs.

Approche par le résultat

L'approche par le résultat fait appel aux flux de trésorerie futurs qu'une entreprise générera. La société a utilisé la méthode des flux de trésorerie actualisés, laquelle consiste à projeter les flux de trésorerie et à en établir la valeur actualisée. Le processus d'actualisation utilise un taux de rendement proportionnel au risque lié à l'entreprise et la valeur temporelle de l'argent. L'approche nécessite des hypothèses concernant le taux de croissance des produits des activités ordinaires, les marges d'exploitation, les dépenses d'investissement, les taux d'impôt et les taux d'actualisation.

Approche par le marché

L'approche par le marché suppose que les entreprises d'un même secteur d'activité partagent des caractéristiques similaires et que la valeur de ces entreprises traduit ces caractéristiques. Ainsi, une comparaison entre une UGT et des entreprises similaires dont l'information financière est publiée peut constituer une base raisonnable pour estimer la juste valeur. Selon l'approche par le marché, la juste valeur est calculée à l'aide de multiples des produits des activités ordinaires et du BAIIA de sociétés de référence dont les activités sont comparables à celles de chaque UGT. Les données sur les sociétés de référence ont été obtenues à partir des informations publiées.

Principales hypothèses

Pondération des techniques d'évaluation

La société a pondéré les résultats des deux techniques d'évaluation susmentionnées, qui ont été appliquées de la même façon à chaque UGT, comme suit : 60 % pour l'approche par le résultat et 40 % pour l'approche par le marché. La société croit qu'en raison de la volatilité des marchés financiers, il est plus approprié d'appliquer un coefficient de pondération plus élevé à l'approche par le résultat.

Projections de flux de trésorerie

Les projections de flux de trésorerie sont fondées sur le budget interne de la société. La société a projeté les flux de trésorerie sur trois ans et elle a appliqué un taux de croissance perpétuelle par la suite, comme le prescrit IAS 36. Lors de l'établissement des projections de flux de trésorerie pour la période de trois ans, la société a pris en considération la croissance des produits des activités ordinaires et des coûts, de même que les dépenses d'investissement. Pour établir ses prévisions, la société a tenu compte de l'expérience passée, de certaines tendances économiques (p. ex., croissance du PIB et inflation) et des tendances du secteur d'activité et du marché. Les projections ont aussi pris en compte l'effet attendu des initiatives d'efficacité, du lancement de nouveaux produits, des programmes de fidélisation de la clientèle et du degré de maturité des marchés sur lesquels chaque entreprise est présente.

Taux d'actualisation

La société a supposé un taux d'actualisation en vue de calculer la valeur actualisée des flux de trésorerie projetés. Le taux d'actualisation représente le coût moyen pondéré du capital (« CMPC ») de sociétés comparables œuvrant dans des secteurs d'activité similaires à celui de l'UGT concernée, sur la base des informations publiées. Le CMPC est une estimation du taux de rendement unifié requis pour les détenteurs de titres de capitaux propres et de titres de créance, et sert de point de départ pour établir un taux d'actualisation approprié. Pour établir le CMPC, il faut analyser séparément le coût des capitaux propres et le coût des titres de créance. Le coût des capitaux propres reflète le taux d'intérêt sans risque à long terme des bons du Trésor des États-Unis et tient compte d'une prime de risque fondée sur les risques auxquels sont exposés les flux de trésorerie projetés de chaque UGT.

Des taux d'actualisation moins élevés ont été appliqués aux UGT dont les flux de trésorerie devraient être moins volatils en raison de certains facteurs, par exemple le degré de maturité des marchés qu'elles servent et leur position sur ces marchés. Des taux d'actualisation plus élevés ont été appliqués aux UGT dont les flux de trésorerie devraient être plus volatils en raison de la concurrence et de leur présence sur des marchés géographiques moins stables.

Taux d'impôt

Les taux d'impôt appliqués aux projections étaient fondés sur les taux d'impôt effectifs de sociétés comparables œuvrant dans des secteurs d'activité similaires à celui de l'UGT concernée, sur la base des informations publiées, ou sur les taux d'impôt prévus par la loi. Les hypothèses fiscales sont sensibles à l'évolution des lois fiscales et des changements dans les territoires où le résultat est dégagé.

Le tableau suivant indique les principales hypothèses retenues pour le test de dépréciation, par UGT.

Unité génératrice de trésorerie	Taux de croissance perpétuelle ¹⁾	Taux d'actualisation	Taux d'impôt
Professionnels du droit	2,5 %	7,0 %	25,6 %
Grandes sociétés	2,5 %	8,0 %	25,9 %
Fiscalité et comptabilité	3,0 %	8,5 %	26,8 %
Reuters News	2,5 %	9,0 %	20,8 %
Publications mondiales	(4,4) %	9,0 %	25,8 %

1) Le taux de croissance perpétuelle s'applique au dernier exercice couvert par les projections de flux de trésorerie.

Résultats et sensibilités

La juste valeur de chaque UGT était supérieure de plus de 100 % à sa valeur comptable. Par conséquent, l'analyse de sensibilité a indiqué qu'aucune modification raisonnablement possible des hypothèses portant sur le taux de croissance perpétuelle, sur le taux d'actualisation ou sur l'impôt sur le résultat ne ferait en sorte que la valeur comptable d'une UGT excède sa valeur recouvrable.

Note 19 : Instruments financiers

Actifs et passifs financiers

Le tableau suivant détaille les actifs et passifs financiers comptabilisés dans l'état consolidé de la situation financière.

	Actifs (passifs) au coût amorti	Actifs (passifs) à la juste valeur par le biais du résultat net	Actifs à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global	Dérivés utilisés à des fins de couverture ¹⁾	Total
31 décembre 2020					
Trésorerie et équivalents de trésorerie	311	1 476	-	-	1 787
Créances clients et autres créances d'exploitation	1 151	-	-	-	1 151
Autres actifs financiers courants	95	517	-	-	612
Autres actifs financiers non courants (note 20)	35	17	46	100	198
Dettes fournisseurs (note 21)	(217)	-	-	-	(217)
Charges à payer (note 21)	(761)	-	-	-	(761)
Autres passifs financiers courants ^{2) 3)}	(374)	(2)	-	-	(376)
Dettes à long terme	(3 772)	-	-	-	(3 772)
Autres passifs financiers non courants (note 22) ⁴⁾	(223)	(1)	-	-	(224)
Total	(3 755)	2 007	46	100	(1 602)

	Actifs (passifs) au coût amorti	Actifs (passifs) à la juste valeur par le biais du résultat net	Actifs à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global	Dérivés utilisés à des fins de couverture ¹⁾	Total
31 décembre 2019					
Trésorerie et équivalents de trésorerie	335	490	-	-	825
Créances clients et autres créances d'exploitation	1 167	-	-	-	1 167
Autres actifs financiers courants	98	435	-	-	533
Autres actifs financiers non courants (note 20)	45	24	29	-	98
Dettes courantes	(579)	-	-	-	(579)
Dettes fournisseurs (note 21)	(265)	-	-	-	(265)
Charges à payer (note 21)	(801)	-	-	-	(801)
Autres passifs financiers courants ^{2) 3)}	(365)	(7)	-	(62)	(434)
Dettes à long terme	(2 676)	-	-	-	(2 676)
Autres passifs financiers non courants (note 22) ⁴⁾	(253)	(3)	-	-	(256)
Total	(3 294)	939	29	(62)	(2 388)

1) Les instruments dérivés sont conclus dans un but précis pour chaque transaction et sont liés à des éléments précis (actifs, passifs, engagements fermes ou transactions prévues très probables).

2) Comprennent des obligations locatives de 83 M\$ (69 M\$ en 2019).

3) Comprennent un engagement de rachat d'actions d'un montant maximal de 200 M\$ (200 M\$ en 2019) lié au programme prédéterminé établi par la société avec son courtier afin de racheter les actions de la société pendant ses propres périodes d'interdiction d'opérations. Se reporter à la note 24.

4) Comprennent des obligations locatives de 223 M\$ (253 M\$ en 2019).

Juste valeur

La juste valeur de la trésorerie et des équivalents de trésorerie, des créances clients et autres créances d'exploitation ainsi que des dettes fournisseurs et charges à payer correspond approximativement à leur valeur comptable en raison de leur échéance rapprochée. La juste valeur de la dette à long terme et des instruments dérivés liés est présentée ci-après.

Dettes et instruments dérivés connexes

Valeur comptable

Les montants comptabilisés dans l'état consolidé de la situation financière sont appelés « valeur comptable ». Les valeurs comptables de la dette primaire sont prises en compte aux postes « Dette à long terme » et « Dette courante », et les valeurs comptables des instruments dérivés sont prises en compte aux postes « Autres actifs financiers » et « Autres passifs financiers », courants et non courants, selon le cas, de l'état consolidé de la situation financière.

Juste valeur

La juste valeur de la dette est estimée au moyen des prix cotés sur le marché pour des instruments similaires ou des taux courants offerts à la société pour une dette dont l'échéance est identique. La juste valeur des swaps sur taux d'intérêt est estimée en fonction des flux de trésorerie actualisés selon les taux actuels de marché et compte tenu du risque de non-exécution.

Le tableau suivant résume la dette et les instruments dérivés liés qui couvraient les flux de trésorerie de cette dette.

	Valeur comptable		Juste valeur	
	Dette primaire	(Actif) au titre des instruments dérivés	Dette primaire	(Actif) au titre des instruments dérivés
31 décembre 2020				
Billets à 2,239 %, 1 400 \$ CA, échéant en 2025	1 093	(100)	1 151	(100)
Billets à 4,30 %, 600 \$, échéant en 2023	597	-	657	-
Billets à 3,85 %, 450 \$, échéant en 2024 ¹⁾	241	-	266	-
Billets à 3,35 %, 500 \$, échéant en 2026	497	-	557	-
Billets à 4,50 %, 350 \$, échéant en 2043 ¹⁾	116	-	130	-
Billets à 5,65 %, 350 \$, échéant en 2043	342	-	471	-
Déventures à 5,50 %, 400 \$, échéant en 2035	395	-	531	-
Déventures à 5,85 %, 500 \$, échéant en 2040	491	-	696	-
Total	3 772	(100)	4 459	(100)
Partie non courante	3 772	(100)		

1) Les billets ont été remboursés en partie en octobre 2018.

	Valeur comptable		Juste valeur	
	Dette primaire	Passif au titre des instruments dérivés	Dette primaire	Passif au titre des instruments dérivés
31 décembre 2019				
Banques et autres	1	-	1	-
Billets à 3,309 %, 550 \$ CA, échéant en 2021	435	62	435	62
Billets à 3,95 %, 350 \$, échéant en 2021 ¹⁾	143	-	143	-
Billets à 4,30 %, 600 \$, échéant en 2023	596	-	639	-
Billets à 3,85 %, 450 \$, échéant en 2024 ¹⁾	240	-	254	-
Billets à 3,35 %, 500 \$, échéant en 2026	496	-	513	-
Billets à 4,50 %, 350 \$, échéant en 2043 ¹⁾	116	-	120	-
Billets à 5,65 %, 350 \$, échéant en 2043	342	-	412	-
Déventures à 5,50 %, 400 \$, échéant en 2035	395	-	447	-
Déventures à 5,85 %, 500 \$, échéant en 2040	491	-	592	-
Total	3 255	62	3 556	62
Partie courante	579	62		
Partie non courante	2 676	-		

1) Les billets ont été remboursés en partie en octobre 2018.

Activité d'emprunt – dette à long terme

Le tableau suivant présente de l'information concernant les billets que la société a émis et remboursés en 2020 :

Mois/année	Transaction	Montant en capital (en millions)
Billets émis		
Mai 2020	Billets à 2,239 %, échéant en 2025	1 400 \$ CA
Billets remboursés		
Janvier 2020	Billets à 3,309 %, échéant en 2021	550 \$ CA
Janvier 2020	Billets à 3,95 %, échéant en 2021	139 \$ US

Les billets émis en mai 2020 ont immédiatement été convertis en dollars américains, et la société a affecté le produit net de 999 M\$ à ses besoins généraux, qui comprenaient le remboursement de prélèvements effectués sur sa facilité de crédit.

En janvier 2020, la société a remboursé des billets avant leur date d'échéance prévue pour 640 M\$. Ce montant comprend des primes pour remboursement anticipé et le règlement de swaps de devises. Ces remboursements ont été financés au moyen d'emprunts sous forme de papier commercial.

La société n'a émis aucun billet et n'a effectué aucun remboursement sur les titres d'emprunt en 2019.

Swaps combinés sur taux d'intérêt et devises

La société utilise des swaps combinés sur taux d'intérêt et devises fixe-fixe pour couvrir le risque de change lié à sa dette. Ces instruments permettent d'échanger des paiements de capital et d'intérêts libellés en dollars canadiens contre une somme en dollars américains. Les principales modalités des swaps, telles que le calendrier et le montant des flux de trésorerie, correspondent aux modalités de la dette correspondante, ce qui crée un lien économique qui devrait se traduire par une couverture hautement efficace. Afin d'évaluer l'efficacité d'une couverture au moment de sa mise en place et au cours des périodes de présentation de l'information financière subséquentes, la société procède à des tests qualitatifs afin de confirmer que les modalités des instruments n'ont pas changé ainsi qu'à des tests quantitatifs afin d'évaluer si les flux de trésorerie futurs du swap compenseront la dette. Une inefficacité peut résulter de variations des écarts sur les swaps sur devises ou du risque de crédit inhérent aux swaps. Le ratio de couverture de la société est de 1:1 lorsque le montant du capital notionnel des swaps correspond à l'exposition à la dette sous-jacente.

Aux 31 décembre 2020 et 2019, la société a comptabilisé des swaps en cours dans l'état consolidé de la situation financière à leur juste valeur, qui donnaient lieu à un actif de 100 M\$ (passif net de 62 M\$ en 2019). Ces swaps ont été désignés comme des couvertures de flux de trésorerie.

Ces instruments se détaillent comme suit :

Contrepartie reçue	Contrepartie versée	Risque couvert	Année d'échéance	Montant en capital
Couvertures de flux de trésorerie en 2020				
Dollars CA, taux fixe	Dollars US, taux fixe	Change	2025	999 \$ US
Couvertures de flux de trésorerie en 2019				
Dollars CA, taux fixe	Dollars US, taux fixe	Change	2020	483 \$ US

La partie inefficace des couvertures de flux de trésorerie comptabilisée en résultat net correspond à un profit de 10 M\$ pour l'exercice clos le 31 décembre 2020 (néant en 2019). Le profit, qui était inscrit au poste « Partie des couvertures de flux de trésorerie comptabilisée en résultat net » de l'état consolidé du résultat global, a été reclassé au poste « Autres produits financiers (charges financières) » de l'état consolidé du résultat net.

Risque de change

Chaque date de clôture, la quasi-totalité de la dette était libellée en dollars américains ou avait été transformée en une obligation financière en dollars américains au moyen de swaps.

La valeur comptable de la dette, dont aucune tranche n'était garantie, était libellée dans les monnaies suivantes :

	Avant couvertures de change		Après couvertures de change	
	31 décembre 2020	2019	31 décembre 2020	2019 ¹⁾
Dollar canadien	1 093	435	-	-
Dollar américain	2 679	2 819	3 672	3 316
Autres monnaies	-	1	-	1
	3 772	3 255	3 672	3 317

1) Compte tenu d'ajustements de juste valeur de 3 M\$ au 31 décembre 2019 liés à la composante intérêts de la juste valeur des instruments de couverture réglés en janvier 2020.

Risque de taux d'intérêt

Aux 31 décembre 2020 et 2019, les billets et débentures de la société (après déduction des swaps) étaient à taux fixe. Le taux d'intérêt moyen pondéré s'établissait à 4,1 % en 2020 (4,6 % en 2019).

Contrats de change

Il n'y avait aucun contrat de change en cours au 31 décembre 2020. En 2019, la société avait conclu des contrats de change visant la vente de livres sterling afin de gérer le risque de change lié à certains éléments des flux de trésorerie, exclusion faite de la dette. Au 31 décembre 2019, le notionnel cumulatif en dollars américains des contrats en cours s'établissait à 111 M\$. La juste valeur de ces contrats correspondait à un passif de 7 M\$, présenté au poste « Autres passifs financiers » des passifs courants à l'état consolidé de la situation financière.

Profits et pertes sur la juste valeur résultant des instruments financiers dérivés

Le tableau suivant indique les profits et les pertes sur la juste valeur résultant des instruments financiers dérivés qui ont été comptabilisés dans les états consolidés du résultat net et des variations des capitaux propres.

	Exercices clos les 31 décembre			
	2020		2019	
	Profit sur la juste valeur comptabilisé en résultat net	Perte sur la juste valeur comptabilisée en capitaux propres	Profit (perte) sur la juste valeur comptabilisé en résultat net	Perte sur la juste valeur comptabilisée en capitaux propres
Bons de souscription	82	-	419	-
Contrats de change	11	-	(7)	-
Instruments de couverture :				
Swaps combinés sur taux d'intérêt et devises – couvertures de flux de trésorerie ¹⁾	107	(11)	19	(6)
Swaps sur taux d'intérêt différés – couvertures de flux de trésorerie	1	-	1	-
	201	(11)	432	(6)

1) En 2020, comprennent des profits de change de 97 M\$ (21 M\$ en 2019), des couvertures inefficaces de 10 M\$ (néant en 2019) liées aux couvertures sur la dette libellée en dollars canadiens et un montant de néant (une perte de 2 M\$ 2019) lié aux swaps qui ont été résiliés avant leur échéance dans le cadre du remboursement anticipé de la dette couverte connexe.

Gestion des risques financiers

La société est exposée à une série de risques financiers, à savoir le risque de marché (principalement le risque de change et le risque de taux d'intérêt), le risque de crédit et le risque de liquidité, du fait de ses activités diversifiées et mondiales. Un service centralisé de la trésorerie de la société s'efforce de réduire au minimum les effets défavorables éventuels de ces risques en utilisant, au besoin, des stratégies de couverture, ainsi qu'en s'associant à des institutions financières de grande qualité, limitant ainsi l'exposition aux contreparties et garantissant des sources de financement souples. Le chef de la direction financière assure une surveillance de l'approche globale et veille à ce que des lignes directrices strictes soient suivies et à ce que des processus de contrôle interne soient mis en œuvre.

Risque de marché

Risque de change

Bien que la société présente ses états financiers consolidés en dollars américains, elle transige une partie de ses activités en utilisant d'autres monnaies et est donc soumise à l'incidence de la conversion des monnaies étrangères en dollars américains et au risque de change.

Compte tenu des fluctuations du cours de change entre 2019 et 2020, la conversion des monnaies étrangères a fait diminuer les produits des activités ordinaires consolidés et les charges d'exploitation consolidées de 1 % – et a donné lieu à des pertes de change nettes de 12 M\$ (profits de change nets de 109 M\$ en 2019) comptabilisés à l'état consolidé de la situation financière – qui ont été comptabilisés dans le cumul des autres éléments du résultat global, au sein des capitaux propres attribuables aux propriétaires de la société.

L'exposition liée aux transactions en monnaies étrangères est réduite du fait que la société facture les services aux clients et engage les charges d'exploitation dans la monnaie fonctionnelle de l'entité juridique qui comptabilise les transactions. Cependant, la société est exposée au risque lié aux transactions en monnaies étrangères découlant de la réévaluation des prêts intragroupe non permanents conclus avec certaines de ses entités, qui influe sur le bénéfice.

Le tableau suivant indique l'incidence qu'une appréciation hypothétique de 10 % du dollar américain par rapport aux autres devises aurait eue sur le bénéfice par suite de variations de la juste valeur des instruments financiers au 31 décembre 2020.

(Diminution) augmentation du bénéfice	£	€	\$ CA	Autres monnaies	Total
Incidence sur le bénéfice attribuable aux actifs et aux passifs financiers ¹⁾	-	(1)	-	3	2
Incidence sur le bénéfice attribuable aux prêts intragroupe non permanents	(21)	(3)	52	(7)	21
Incidence totale sur le bénéfice	(21)	(4)	52	(4)	23

1) Compte non tenu de la dette transformée en obligations financières en dollars américains au moyen de swaps.

La société n'utilise des instruments dérivés que pour réduire le risque de change et le risque de taux d'intérêt. Les emprunts en dollars canadiens sont généralement convertis en une obligation financière en dollars américains au moyen de swaps sur devises. Chaque date de clôture présentée, la quasi-totalité de la dette était libellée en dollars américains ou avait été transformée en une obligation financière en dollars américains au moyen de swaps.

Risque de taux d'intérêt

La société est exposée aux fluctuations des taux d'intérêt en raison de sa trésorerie, de ses équivalents de trésorerie et de ses emprunts à long terme.

Au 31 décembre 2020, la majeure partie des 1 787 M\$ (825 M\$ en 2019) en trésorerie et en équivalents de trésorerie était constituée d'actifs productifs d'intérêts. Selon les montants inscrits au 31 décembre 2020, une augmentation ou une diminution de 100 points de base des taux d'intérêt aurait fait augmenter ou diminuer les produits d'intérêts annuels d'environ 17 M\$ (8 M\$ en 2019).

Au 31 décembre 2020, les billets et débetures de la société (après déduction des swaps) portaient intérêt à des taux fixes.

Au 31 décembre 2020, aucun dérivé n'était désigné comme instrument de couverture de juste valeur.

Risque de prix

La société n'est pas exposée à un risque de prix important découlant des titres de capitaux propres et des marchandises dans le cours normal des activités. Toutefois, la valeur des bons de souscription détenus par la société dans Refinitiv (se reporter à la rubrique « Évaluation des bons de souscription de Refinitiv » plus loin pour de plus amples informations) et la valeur de la transaction avec LSEG (se reporter à la note 8) étaient susceptibles de varier par suite des fluctuations du cours des actions de LSEG.

À l'avenir, notre participation indirecte dans LSEG sera susceptible de varier en fonction des fluctuations du cours des actions de LSEG et du taux de change entre la livre sterling et le dollar américain (se reporter à la note 32).

Risque de crédit

Le risque de crédit résulte de la trésorerie, des équivalents de trésorerie et des instruments financiers dérivés, ainsi que du crédit consenti aux clients, y compris les créances d'exploitation impayées. La société cherche à réduire au minimum le risque de crédit en prenant les mesures décrites ci-après.

- La trésorerie est placée auprès d'institutions financières de premier ordre, et un plafond est établi pour chaque institution financière. Au 31 décembre 2020, la trésorerie et les équivalents de trésorerie étaient détenus à environ 99 % dans des institutions auxquelles au moins une des principales agences de notation a accordé la note A- ou supérieure.
- Les autres parties aux contrats dérivés sont de grandes institutions financières internationales dont la note est de première qualité, et toute exposition importante à une contrepartie en particulier est surveillée et limitée.
- La société évalue la qualité de crédit de ses clients.

Au 31 décembre 2020, aucun compte de correction de valeur pour pertes sur créances des actifs financiers n'était nécessaire, mis à part le compte de correction de valeur pour créances douteuses (se reporter à la note 13). De plus, aucun actif financier ni aucun autre actif n'avaient été donnés en garantie.

L'exposition maximale de la société au risque de crédit, en supposant l'absence de facteurs atténuants, correspondrait à la somme de sa trésorerie et de ses équivalents de trésorerie de 1 787 M\$ (825 M\$ en 2019), de ses créances clients et autres créances d'exploitation de 1 151 M\$ (1 167 M\$ en 2019), de son exposition aux instruments dérivés de 100 M\$ (néant en 2019) et de ses autres actifs financiers de 664 M\$ (602 M\$ en 2019).

Risque de liquidité

Un service centralisé de la trésorerie favorise un financement flexible en évaluant les flux de trésorerie attendus et en préservant une capacité d'emprunt suffisante à l'égard des facilités de crédit fermes. L'estimation des flux de trésorerie se fonde sur des prévisions en continu des flux de trésorerie liés aux activités d'exploitation, d'investissement et de financement. Les prévisions tiennent aussi compte des limites d'emprunt, des restrictions de trésorerie et de la conformité aux clauses restrictives.

L'excédent de la trésorerie sur les besoins de fonds de roulement est investi dans des fonds du marché monétaire ou des dépôts bancaires du marché monétaire assortis d'échéances qui coïncident avec les besoins prévus en trésorerie. Au 31 décembre 2020, la trésorerie et les équivalents de trésorerie se chiffraient à 1,8 G\$. De plus, la société maintient un programme de papier commercial, qui constitue un moyen efficace d'obtenir du financement à court terme efficace et flexible, et une facilité de crédit de 1,8 G\$, qui lui fournit des liquidités additionnelles, comme il est décrit plus loin.

Programme de papier commercial

Aux termes de son programme de papier commercial, la société peut émettre des billets jusqu'à un maximum de 1,8 G\$. Aucun papier commercial n'était en circulation aux 31 décembre 2020 et 2019. En janvier 2020, la société a émis un montant de 630 M\$ sous forme de papier commercial dont le produit a servi à rembourser des dettes avant leur échéance. Les emprunts sous forme de papier commercial de la société ont été remboursés plus tard au cours de l'exercice, principalement à l'aide de sommes empruntées aux termes de notre facilité de crédit, comme il est expliqué ci-dessous. La société n'a pas émis de papier commercial en 2019.

Facilité de crédit

La société a conclu une convention de facilité de crédit consortiale d'un montant de 1,8 G\$ qui vient à échéance en décembre 2024 et qui peut être utilisée pour obtenir des liquidités pour les besoins généraux de l'entreprise (notamment aux fins des acquisitions et du financement de son programme de papier commercial). Aux 31 décembre 2020 et 2019, aucun emprunt sur cette facilité de crédit n'était en cours. En 2020, la société a emprunté, puis remboursé, 1,0 G\$ aux termes de cette facilité. D'après les notations actuelles de la société, le taux d'intérêt aux termes de la convention de facilité de crédit est fonction du taux LIBOR/EURIBOR majoré de 112,5 points de base. La société peut demander une augmentation de l'engagement des prêteurs d'un montant global de 600 M\$, jusqu'à un montant maximal de 2,4 G\$, sous réserve de l'approbation des prêteurs concernés.

La Financial Conduct Authority du Royaume-Uni, qui réglemente le taux LIBOR, a l'intention de supprimer progressivement ce taux de référence d'ici la fin de 2021. De nouveaux taux de référence ont été établis et les travaux se poursuivent en vue de la mise en place de meilleures structures à terme et de liquidité, lesquelles sont nécessaires pour remplacer les structures LIBOR existantes. À l'exception des taux de référence fondés sur le LIBOR retenus aux termes de la facilité de crédit externe de la société, la société n'a pas d'entente importante avec des tiers qui utilise ou mentionne le LIBOR comme taux de référence et qu'il faudrait modifier.

Si Moody's ou S&P abaissaient la notation sur la dette de la société, les commissions et les coûts financiers de la facilité de crédit pourraient augmenter, sans aucune conséquence toutefois sur la disponibilité de la facilité. À l'opposé, un relèvement de la notation pourrait réduire les commissions et le coût d'emprunt.

La société garantit les emprunts de ses filiales aux termes de la facilité de crédit. La société est également tenue de maintenir un ratio de la dette nette, au sens donné à ce terme dans la convention de crédit (total de la dette après déduction des swaps, diminué de la trésorerie et des équivalents de trésorerie), établie le dernier jour du trimestre, par rapport au BAIIA, selon la définition donnée dans la convention de crédit (bénéfice avant intérêts, impôt, dotation aux amortissements des immobilisations corporelles et incorporelles et autres modifications décrites dans la convention de crédit) d'au plus 4,5 pour 1 pour les quatre derniers trimestres écoulés. Si la société réalisait une acquisition dont le prix d'achat dépassait 500 M\$, le ratio de la dette nette sur le BAIIA augmenterait temporairement à 5,0 pour 1 pour les trois trimestres suivant la transaction, après quoi il reviendrait à 4,5 pour 1. Au 31 décembre 2020, la société respectait cette clause restrictive puisque son ratio de la dette nette sur le BAIIA, calculé aux termes de sa facilité de crédit consortiale, s'établissait à 1,0 pour 1.

Les tableaux suivants détaillent les passifs financiers non dérivés et dérivés selon leur échéance contractuelle résiduelle à partir du 31 décembre 2020 et du 31 décembre 2019. Les montants indiqués représentent les flux de trésorerie contractuels non actualisés.

31 décembre 2020	2021	2022	2023	2024	2025	Par la suite	Total
Dette à long terme ¹⁾	-	-	600	242	1 099	1 869	3 810
Intérêts à payer ¹⁾	153	153	153	127	105	1 103	1 794
Sorties de trésorerie liées aux couvertures de la dette	22	22	22	22	1 010	-	1 098
Entrées de trésorerie liées aux couvertures de la dette ¹⁾	(25)	(25)	(25)	(25)	(1 110)	-	(1 210)
Dettes d'exploitation	217	-	-	-	-	-	217
Charges à payer	761	-	-	-	-	-	761
Obligations locatives	92	76	49	39	29	44	329
Autres passifs financiers	291	-	-	-	-	-	291
Total	1 511	226	799	405	1 133	3 016	7 090

31 décembre 2019	2020	2021	2022	2023	2024	Par la suite	Total
Dette courante ²⁾	579	-	-	-	-	-	579
Dette à long terme ³⁾	-	-	-	600	242	1 869	2 711
Intérêts à payer ³⁾	132	128	128	128	102	1 196	1 814
Sorties de trésorerie liées aux couvertures de la dette ²⁾	499	-	-	-	-	-	499
Entrées de trésorerie liées aux couvertures de la dette ²⁾	(437)	-	-	-	-	-	(437)
Dettes d'exploitation	265	-	-	-	-	-	265
Charges à payer	801	-	-	-	-	-	801
Obligations locatives	80	75	60	41	34	64	354
Autres passifs financiers	295	-	-	-	-	-	295
Total	2 214	203	188	769	378	3 129	6 881

1) Flux de trésorerie contractuels calculés au moyen des taux de change au comptant au 31 décembre 2020.

2) Remboursement anticipé de la dette canadienne et de la dette libellée en dollars américains visées par des couvertures en janvier 2020.

3) Paiements contractuels de capital et d'intérêts.

Gestion du capital

La stratégie de gestion du capital de la société vise à s'assurer qu'elle possède la capacité d'investissement nécessaire pour accroître les produits des activités ordinaires tant en interne qu'au moyen d'acquisitions externes, tout en maintenant son levier financier et la qualité de son crédit à long terme et en continuant à redistribuer de la trésorerie à ses actionnaires.

Les sources de liquidités existantes de la société sont la trésorerie et les équivalents de trésorerie, les flux de trésorerie liés aux activités d'exploitation, le programme de papier commercial et la facilité de crédit. De temps à autre, la société émet des titres de créance. Ces sources fourniront un financement suffisant pour permettre à la société d'honorer ses obligations courantes et i) de réinvestir dans ses activités, en effectuant des dépenses d'investissement et des

acquisitions; ii) d'assurer le service de la dette et iii) de verser des dividendes aux actionnaires et racheter des actions. La société s'est donné comme objectif de maintenir le nombre de ses actions ordinaires en circulation autour de 500 millions en procédant à des rachats d'actions pour compenser la dilution associée à ses régimes de réinvestissement des dividendes et d'attributions incitatives en actions.

Par ailleurs, la société vise un ratio maximal de la dette nette, telle qu'elle est définie ci-dessous, sur le BAIIA ajusté de 2,5 fois comme mesure de la souplesse financière et de sa capacité à maintenir des notations de catégorie investissement. Au 31 décembre 2020, le ratio de la société était inférieur à sa cible maximale.

La société bénéficie de notations de première qualité qui lui procurent une plus grande souplesse financière et la capacité d'emprunter en vue de financer ses activités et ses stratégies de croissance. Le tableau qui suit indique les notations que les agences avaient attribuées aux titres en cours de la société au 31 décembre 2020 :

	Moody's	S&P Global Ratings	DBRS Limited	Fitch
Dette à long terme	Baa2	BBB	BBB (élevé)	BBB+
Papier commercial	P-2	A-2	R-2 (élevé)	F1
Tendance ou perspective	Stable	Stable	Stable	Stable

La dette nette est définie comme la dette totale (compte non tenu des coûts de transactions, des primes et des escomptes non amortis connexes) plus la composante change de la juste valeur des instruments de couverture connexes et les obligations locatives, moins la trésorerie et les équivalents de trésorerie. Étant donné que la société couvre une partie de sa dette pour réduire le risque, les instruments de couverture sont pris en compte lors du calcul de l'ensemble des obligations liées à l'encours de la dette. Cependant, comme la société prévoit généralement conserver la dette et les instruments de couverture qui s'y rattachent jusqu'à l'échéance, elle ne tient pas compte de la juste valeur des instruments de couverture dans le calcul de la dette nette.

Le tableau qui suit présente le calcul de la dette nette¹⁾:

	31 décembre	
	2020	2019
Dette courante	-	579
Dette à long terme	3 772	2 676
Total de la dette	3 772	3 255
Swaps	(100)	62
Total de la dette après déduction des swaps	3 672	3 317
Moins l'ajustement de juste valeur pour les instruments de couverture ²⁾	1	-
Total de la dette, compte tenu des contrats de couverture de change	3 673	3 317
Moins les coûts de transactions, les surcotes et les décotes compris dans la valeur comptable de la dette	38	36
Plus les obligations locatives (partie courante et non courante)	306	322
Moins la trésorerie et les équivalents de trésorerie	(1 787)	(825)
Dette nette ¹⁾	2 230	2 850

1) La dette nette est une mesure financière hors IFRS.

2) Représente la composante intérêts de la juste valeur des instruments de couverture qui sont déduits afin de refléter les sorties de trésorerie nettes à l'échéance.

Le tableau qui suit présente un rapprochement des variations des passifs et des flux de trésorerie liés aux activités de financement pour les exercices clos les 31 décembre 2020 et 2019 :

	Billets et débitures ¹⁾	Facilités de crédit	Passifs (actifs) au titre d'instruments dérivés	Obligations locatives	Total des passifs liés aux activités de financement
31 décembre 2018	3 216	-	76	-	3 292
Adoption d'IFRS 16	-	-	-	197	197
Paievements au titre du capital des contrats de location	-	-	-	(51)	(51)
Contrats de location supplémentaires	-	-	-	176	176
Fluctuations du change	21	-	(21)	-	-
Autres, montant net ²⁾	18	-	7	-	25
31 décembre 2019	3 255	-	62	322	3 639
Produit tiré de la dette	999	1 020	-	-	2 019
Remboursements sur la dette	(560)	(1 020)	(65)	-	(1 645)
Paievements au titre du capital des contrats de location	-	-	-	(75)	(75)
Contrats de location supplémentaires	-	-	-	58	58
Fluctuations du change	97	-	(97)	4	4
Autres, montant net ²⁾	(19)	-	-	(3)	(22)
31 décembre 2020	3 772	-	(100)	306	3 978

1) Comprennent la dette bancaire et les autres instruments financiers inclus dans la dette courante.

2) Comprennent les primes de remboursement anticipé de titres d'emprunt, l'amortissement des coûts de transactions et des décotes, l'effet des variations de juste valeur sur les dérivés et les versements d'intérêts sur les contrats de location.

Estimation de juste valeur

Les instruments financiers inscrits dans l'état consolidé de la situation financière à leur juste valeur ont été évalués selon une hiérarchie à plusieurs niveaux, qui sont les suivants :

- **Niveau 1** – prix cotés (non ajustés) sur des marchés actifs pour des actifs ou des passifs identiques;
- **Niveau 2** – données autres que les prix cotés visés au niveau 1, qui sont observables pour l'actif ou le passif concerné, soit directement (à savoir des prix) ou indirectement (à savoir des données dérivées de prix);
- **Niveau 3** – données relatives à l'actif ou au passif qui ne sont pas basées sur des données observables de marché (à savoir des données non observables).

Le tableau suivant indique les niveaux de la hiérarchie des données qui ont servi à l'évaluation de la juste valeur des instruments comptabilisés à la juste valeur à l'état consolidé de la situation financière.

31 décembre 2020				
Actifs	Niveau 1	Niveau 2	Niveau 3	Solde total
Comptes du marché monétaire	-	1 476	-	1 476
Bons de souscription ¹⁾	-	-	517	517
Autres créances ²⁾	-	-	17	17
Actifs financiers à la juste valeur par le biais du résultat net	-	1 476	534	2 010
Actifs financiers à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global ³⁾	27	19	-	46
Dérivés utilisés à des fins de couverture ⁴⁾	-	100	-	100
Total des actifs	27	1 595	534	2 156
Passifs				
Contrepartie éventuelle ⁵⁾	-	-	(3)	(3)
Actifs financiers à la juste valeur par le biais du résultat net	-	-	(3)	(3)
Total des passifs	-	-	(3)	(3)

31 décembre 2019				
Actifs	Niveau 1	Niveau 2	Niveau 3	Solde total
Comptes du marché monétaire	-	490	-	490
Bons de souscription ¹⁾	-	-	435	435
Autres créances ²⁾	-	-	24	24
Actifs financiers à la juste valeur par le biais du résultat net	-	490	459	949
Actifs financiers à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global ³⁾	2	27	-	29
Total des actifs	2	517	459	978
Passifs				
Contrats de change à terme ⁶⁾	-	(7)	-	(7)
Contrepartie éventuelle ⁵⁾	-	-	(3)	(3)
Passifs financiers à la juste valeur par le biais du résultat net	-	(7)	(3)	(10)
Dérivés utilisés à des fins de couverture ⁴⁾	-	(62)	-	(62)
Total des passifs	-	(69)	(3)	(72)

1) Les bons de souscription ont trait à l'ancienne participation de la société dans Refinitiv comptabilisée selon la méthode de la mise en équivalence (se reporter à la note 8).

2) Créances aux termes d'ententes d'indemnisation (se reporter à la note 30).

3) Placements détenus dans des entités sur lesquelles la société n'exerce ni contrôle, ni contrôle conjoint, ni influence notable.

4) Composés de swaps de devises fixe-fixe sur la dette.

5) Obligations liées au versement d'une contrepartie additionnelle pour des acquisitions antérieures, en fonction de certaines mesures de performance dont il a été convenu au moment de l'acquisition.

6) Utilisés pour gérer le risque de change lié aux flux de trésorerie compte non tenu de la dette.

Le tableau qui suit présente la variation de la juste valeur des bons de souscription de Refinitiv, dont l'évaluation relevait du niveau 3 de la hiérarchie des justes valeurs, pour les exercices clos les 31 décembre 2020 et 2019.

	Exercices clos les 31 décembre	
	2020	2019
1 ^{er} janvier	435	16
Profit inscrit au poste « Autres profits d'exploitation, montant net »	82	419
31 décembre	517	435

La société comptabilise les transferts entre les niveaux de la hiérarchie à la clôture de la période de présentation au cours de laquelle l'événement ou le changement de circonstance ayant entraîné le transfert a eu lieu. Il n'y a pas eu de transfert entre les niveaux de la hiérarchie pour les exercices clos les 31 décembre 2020 et 2019.

Techniques d'évaluation

La juste valeur des instruments financiers qui ne sont pas négociés sur un marché actif (p. ex., les instruments dérivés hors cote) est établie au moyen de techniques d'évaluation. Ces techniques d'évaluation utilisent au maximum les données de marché observables qui sont disponibles et reposent aussi peu que possible sur des estimations propres à l'entité. Si toutes les données d'entrée importantes nécessaires à la détermination de la juste valeur de l'instrument sont observables, l'instrument se classe au niveau 2. Si l'une ou plusieurs des données importantes ne sont pas basées sur des données observables de marché, l'instrument est alors classé dans le niveau 3.

Les techniques d'évaluation particulières ayant servi à l'évaluation des instruments financiers comprennent les suivantes :

- Des prix cotés sur un marché ou par un courtier pour des instruments similaires sont utilisés.
- La juste valeur des swaps combinés sur taux d'intérêt et devises et des contrats de change à terme correspond à la valeur actualisée des flux de trésorerie futurs estimatifs, sur la base de courbes de rendement observables.
- La juste valeur des autres créances tient compte des flux de trésorerie futurs estimatifs, des taux d'intérêt en vigueur sur le marché et du risque de non-exécution.
- La juste valeur de la contrepartie éventuelle est fondée sur des estimations des produits des activités ordinaires futurs.

Évaluation des bons de souscription de Refinitiv

- Le 1^{er} août 2019, la société a convenu, conjointement avec des fonds de capital-investissement affiliés à Blackstone, de vendre Refinitiv, entreprise dans laquelle la société détenait une participation de 45 %, à LSEG, dans le cadre d'une transaction avec échange d'actions dont la clôture a eu lieu le 29 janvier 2021 (se reporter à la note 8). Aux termes de la convention de bons de souscription, la transaction constituait un changement de contrôle selon lequel l'exercice des bons de souscription dans le cadre de la clôture de la transaction a conféré à la société le droit à 4,5 millions d'actions de Refinitiv additionnelles. La valeur des bons de souscription aux 31 décembre 2020 et 2019 rendait compte de la conclusion d'une entente définitive visant la vente de l'entreprise Refinitiv le 1^{er} août 2019. La clôture de la transaction le 29 janvier 2021 n'ayant pas été considérée comme un événement postérieur à la clôture nécessitant un ajustement, aucun ajustement n'a été apporté à la valeur au 31 décembre 2020 pour tenir compte de la clôture de la transaction. Ainsi, la valeur à chacune des dates a été établie essentiellement en fonction du nombre d'actions supplémentaires de Refinitiv auquel la société avait droit à la clôture et du cours de l'action de LSEG aux 31 décembre 2020 et 2019, respectivement. L'évaluation tenait aussi compte (sur une base moyenne pondérée) de différentes issues selon la probabilité que la clôture de la transaction ait lieu. Au premier trimestre de 2021, la société comptabilisera un profit sur la transaction qui tiendra compte de la valeur des bons de souscription établie selon le cours de l'action de LSEG le 29 janvier 2021.
- Le modèle de simulation Monte-Carlo, qui était une composante de l'évaluation de la juste valeur des bons de souscription de Refinitiv, génère des valeurs fondées sur les résultats aléatoires de simulations de distribution de probabilités. Les principales données d'entrée du modèle Monte-Carlo comprennent les suivantes : la valeur estimative des titres de capitaux propres de Refinitiv; la structure du capital de Refinitiv; la volatilité attendue; le taux de rendement sans risque; les dividendes ou distributions annuels; ainsi que les hypothèses concernant le moment de la survenance d'un événement de liquidité. En règle générale, une augmentation de la valeur des titres de capitaux propres aurait entraîné une hausse de la juste valeur des bons de souscription et, inversement, une diminution aurait entraîné une baisse de la juste valeur des bons de souscription.

Compensation des actifs et passifs financiers

La société est soumise à des conventions-cadres de compensation avec certaines contreparties. Certaines de ces conventions permettent la compensation des actifs et des passifs dans le cours normal des activités, les soldes étant inscrits au montant net à l'état consolidé de la situation financière. Parfois, la compensation n'est permise qu'en cas de faillite ou de manquement d'une des parties à la convention, et les soldes ne sont pas présentés au montant net à l'état consolidé de la situation financière. Le tableau qui suit présente les soldes qui sont visés par des conventions-cadres de compensation. Il n'y a toutefois eu aucune compensation aux 31 décembre 2020 et 2019.

Actifs financiers	Actifs financiers bruts	Passifs financiers bruts déduits des actifs	Actifs financiers nets à l'état consolidé de la situation financière	Passifs financiers connexes non déduits	Montant net
Actifs financiers dérivés	100	-	100 ¹⁾	-	100
Trésorerie et équivalents de trésorerie	33	-	33 ²⁾	-	33
31 décembre 2020	133	-	133	-	133
Trésorerie et équivalents de trésorerie	17	-	17 ²⁾	-	17
31 décembre 2019	17	-	17	-	17

Passifs financiers	Passifs financiers bruts	Actifs financiers bruts déduits des passifs	Passifs financiers nets à l'état consolidé de la situation financière	Actifs financiers connexes non déduits	Montant net
Passifs financiers dérivés	68	-	68 ³⁾	-	68
Dette bancaire	1	-	1 ⁴⁾	-	1
31 décembre 2019	69	-	69	-	69

1) Pris en compte au poste « Autres actifs financiers non courants » à l'état consolidé de la situation financière.

2) Pris en compte au poste « Trésorerie et équivalents de trésorerie » à l'état consolidé de la situation financière.

3) Pris en compte aux postes « Autres passifs financiers courants » et « Provisions et autres passifs non courants » à l'état consolidé de la situation financière.

4) Pris en compte au poste « Dette courante » à l'état consolidé de la situation financière.

Note 20 : Autres actifs non courants

	31 décembre	
	2020	2019
Excédents nets des régimes à prestations définies (note 26)	128	85
Valeur de rachat de polices d'assurance vie	334	320
Commissions différées	105	82
Autres actifs financiers (note 19)	198	98
Autres actifs non courants	23	26
Total des autres actifs non courants	788	611

Note 21 : Dettes d'exploitation, charges à payer et provisions

	31 décembre	
	2020	2019
Dettes fournisseurs	217	265
Passif d'impôt exigible ¹⁾	251	124
Charges à payer	761	801
Provisions (note 22)	111	119
Autres passifs courants	70	64
Total des dettes d'exploitation, charges à payer et provisions	1 410	1 373

1) Comprend un montant de 214 M\$ (204 M\$ en 2019) se rapportant à des positions fiscales incertaines, dont ont été déduits les impôts à recevoir dans les mêmes territoires.

Note 22 : Provisions et autres passifs non courants

	31 décembre	
	2020	2019
Obligations nettes au titre des régimes à prestations définies (note 26)	598	714
Autres passifs financiers (note 19)	224	256
Rémunération et intéressement du personnel différés ¹⁾	111	141
Provisions	140	126
Autres passifs non courants	10	27
Total des provisions et autres passifs non courants	1 083	1 264

1) En juin 2020, la société a modifié son régime de rémunération des administrateurs non membres du personnel de manière à ce que les administrateurs ne soient plus en mesure de décider si les UAD acquises dans le cadre de leur rémunération seront payées sous forme de trésorerie ou d'actions ordinaires. Les UAD des administrateurs sont donc désormais classées comme étant réglées en instruments de capitaux propres, et un montant de 27 M\$ a été reclassé dans le surplus d'apport.

Le tableau suivant présente l'évolution des provisions pour les exercices clos les 31 décembre 2020 et 2019.

	Provisions pour charges du personnel	Provisions pour coûts de restructuration	Provisions pour charges liées aux installations	Autres provisions	Total des provisions
Solde au 31 décembre 2018	-	94	28	209	331
Charges	12	117	3	70	202
Utilisation	(25)	(145)	(18)	(113)	(301)
Écarts de conversion et autres éléments, montant net	13	(10)	14	(4)	13
Solde au 31 décembre 2019	-	56	27	162	245
Moins les provisions courantes	-	56	2	61	119
Provisions non courantes	-	-	25	101	126
Solde au 31 décembre 2019	-	56	27	162	245
Charges	61	-	3	30	94
Utilisation	(15)	(52)	(2)	(7)	(76)
Écarts de conversion et autres éléments, montant net	-	1	-	(13)	(12)
Solde au 31 décembre 2020	46	5	28	172	251
Moins les provisions courantes	46	5	3	57	111
Provisions non courantes	-	-	25	115	140

Provisions pour charges du personnel

Les provisions pour charges du personnel se composaient d'indemnités de fin de contrat de travail.

Provisions pour coûts de restructuration

En 2019, la société a comptabilisé des indemnités de fin de contrat de travail de 117 M\$ liées à la réduction des effectifs visant à rationaliser la structure de l'organisation et à repositionner la société à la suite de la séparation du secteur Activités financières et risque du reste de la société.

Provisions pour charges liées aux installations

Les provisions pour charges liées aux installations incluent les obligations liées à la remise en état d'immeubles loués, qui découlent de l'acceptation par la société de remettre un immeuble loué dans un état particulier à la fin du bail. Les provisions pour de telles obligations concernent principalement des contrats de location venant à échéance dans les quatre prochaines années.

Autres provisions

Les autres provisions incluent les divers éléments qui s'inscrivent dans le cours normal des activités tels que les provisions liées aux cessions, les provisions pour frais juridiques et les provisions pour les coûts de soins de santé.

Note 23 : Impôt différé

Le tableau suivant indique l'évolution des actifs et des passifs d'impôt différé.

Passif d'impôt différé	Goodwill et autres immobilisations incorporelles identifiables	Logiciels et immobilisations corporelles	Participations comptabilisées selon la méthode de la mise en équivalence	Autres	Total
31 décembre 2018	528	18	463	239	1 248
Incidence de l'adoption d'IFRS 16	-	38	-	10	48
Acquisitions	63	16	-	-	79
Produit inscrit dans l'état du résultat net – activités poursuivies	(11)	(19)	(158)	(62)	(250)
Produit inscrit dans l'état du résultat net – activités abandonnées	-	(4)	(2)	-	(6)
Produit inscrit dans l'état du résultat global	-	-	(9)	-	(9)
Cessions d'entreprises	(2)	(12)	-	-	(14)
Écarts de conversion et autres éléments, montant net	-	1	-	13	14
31 décembre 2019	578	38	294	200	1 110
Acquisitions	5	2	-	-	7
(Produit) charge inscrite dans l'état du résultat net – activités poursuivies	(33)	(19)	(159)	48	(163)
Charge inscrite dans l'état du résultat global	-	-	36	-	36
Écarts de conversion et autres éléments, montant net	(4)	2	1	2	1
31 décembre 2020	546	23	172	250	991

Actif d'impôt différé	Pertes fiscales	Goodwill et autres immobilisations incorporelles identifiables ¹⁾	Avantages du personnel et rémunération	Autres	Total
31 décembre 2018	73	11	238	177	499
Incidence de l'adoption d'IFRS 16	-	-	-	45	45
Produit (charge) inscrit dans l'état du résultat net – activités poursuivies	7	1 158	(5)	(15)	1 145
Charge inscrite dans l'état du résultat net – activités abandonnées	(7)	-	-	(6)	(13)
Produit inscrit dans les autres éléments du résultat global	-	-	12	-	12
Produit inscrit en capitaux propres	-	-	8	-	8
Cessions d'entreprises	-	-	-	(1)	(1)
Écarts de conversion et autres éléments, montant net	18	(1)	-	(2)	15
31 décembre 2019	91	1 168	253	198	1 710
Produit (charge) inscrit dans l'état du résultat net – activités poursuivies	29	(59)	(24)	122	68
Produit inscrit dans l'état du résultat net – activités abandonnées	-	-	-	4	4
Charge inscrite dans les autres éléments du résultat global	-	-	(17)	-	(17)
Produit inscrit en capitaux propres	-	-	3	-	3
Écarts de conversion et autres éléments, montant net	11	1	(1)	22	33
31 décembre 2020	131	1 110	214	346	1 801
Actif d'impôt différé net au 31 décembre 2019					600
Actif d'impôt différé net au 31 décembre 2020					810

1) La période de 2019 tient compte d'une augmentation de 1,2 G\$ de la valeur fiscale d'actifs détenus par une filiale à l'étranger.

Le tableau qui suit indique les périodes estimées en vue du recouvrement des soldes d'impôt différé.

	31 décembre	
	2020	2019
Passifs d'impôt différé		
Passifs d'impôt différé à recouvrer dans plus de 12 mois	866	1 107
Passifs d'impôt différé à recouvrer dans les 12 mois	125	3
Total des passifs d'impôt différé	991	1 110
Actifs d'impôt différé		
Actifs d'impôt différé à recouvrer dans plus de 12 mois	1 666	1 616
Actifs d'impôt différé à recouvrer dans les 12 mois	135	94
Total des actifs d'impôt différé	1 801	1 710
Actif d'impôt différé net	810	600

En décembre 2019, la société a restructuré les activités de certaines filiales à l'étranger qui étaient assujetties à des taux d'imposition différents. La restructuration a donné lieu à une augmentation de la valeur fiscale des activités restructurées pour l'acquéreur et à un produit d'impôt connexe de 1,2 G\$. La société a comptabilisé un actif d'impôt différé de 1,2 G\$, qu'elle prévoit réaliser dans les périodes à venir, compte tenu de la rentabilité passée des activités restructurées et de leur rentabilité future prévue. Les actifs d'impôt différé sont comptabilisés dans la mesure où la réalisation de l'avantage fiscal connexe par imputation aux bénéfices imposables futurs et la résolution de positions fiscales incertaines sont probables. La capacité de réaliser ces actifs d'impôt différé dépend de plusieurs facteurs, dont la rentabilité future des établissements et la résolution des contrôles fiscaux se trouvant dans les territoires où les actifs d'impôt différé surviennent.

Le tableau qui suit résume les pertes fiscales de la société, certaines différences temporaires déductibles et les autres avantages fiscaux au 31 décembre 2020.

	Reports en avant de pertes / Avantages fiscaux	Valeur fiscale	Actifs d'impôt différé non comptabilisés	Actifs d'impôt différé nets ¹⁾
Pertes d'exploitation nettes au Canada	2 130	562	(559)	3
Pertes d'exploitation nettes dans d'autres territoires	1 911	491	(430)	61
Pertes en capital	737	162	(99)	63
Participation dans des filiales	300	75	(75)	-
Autres différences temporaires déductibles	30	8	(8)	-
Pertes d'exploitation nettes dans des États des États-Unis ²⁾	n.s.	12	(10)	2
Autres avantages et crédits ³⁾	n.s.	87	(7)	80
Total		1 397	(1 188)	209

1) Comprend des pertes fiscales de 131 M\$ et d'autres actifs d'impôt différé de 78 M\$.

2) Le montant global des pertes d'exploitation nettes dans des États des États-Unis n'est pas significatif parce que les règles de regroupement et de répartition diffèrent d'un État à l'autre.

3) Puisque les autres avantages et crédits sont calculés après impôt, il n'y a aucun report en avant de pertes à présenter.

S'ils ne sont pas utilisés, la plupart des reports en avant de pertes fiscales au Canada et dans les États américains viendront à expiration entre 2021 et 2040. La majorité des reports en avant de pertes fiscales dans les autres territoires n'ont pas de date d'expiration.

Aucun impôt différé n'est comptabilisé à l'égard des différences temporaires associées aux participations dans des filiales et aux participations comptabilisées selon la méthode de la mise en équivalence si la société est en mesure de contrôler la date à laquelle ces différences temporaires s'inverseront ou dans le cas où l'inversion ne donnerait pas lieu à un passif d'impôt. Les différences temporaires sont principalement attribuables aux résultats non distribués des filiales non canadiennes, qui se montaient à 12,1 G\$ au 31 décembre 2020 (10,9 G\$ en 2019).

Note 24 : Capital-actions

Le tableau suivant indique la variation du capital-actions, qui englobe le capital déclaré et le surplus d'apport.

	Nombre d'actions ordinaires	Capital déclaré	Actions privilégiées rachetables, à dividende cumulatif, série II	Surplus d'apport	Capital-actions total
Solde au 31 décembre 2018	501 493 187	3 333	110	1 905	5 348
Actions émises aux termes du RRD	361 470	23	-	-	23
Régimes de rémunération fondée sur des actions ¹⁾	3 074 176	178	-	(104)	74
Rachats d'actions ordinaires ²⁾	(7 469 287)	(68)	-	-	(68)
Solde au 31 décembre 2019	497 459 546	3 466	110	1 801	5 377
Actions émises aux termes du RRD	313 879	23	-	-	23
Régimes de rémunération fondée sur des actions ¹⁾	1 896 489	136	-	(62)	74
Rachats d'actions ordinaires ²⁾	(2 552 386)	(16)	-	-	(16)
Solde au 31 décembre 2020	497 117 528	3 609	110	1 739	5 458

- 1) Les fluctuations du surplus d'apport englobent les paiements réglés en trésorerie se rapportant aux retenues d'impôt à la source des régimes de rémunération fondée sur des actions. De plus, en 2020, la société a modifié son régime de rémunération des administrateurs non membres du personnel de manière à ce que les administrateurs ne soient plus en mesure de décider si les UAD acquises dans le cadre de leur rémunération seront payées sous forme de trésorerie ou d'actions ordinaires. Les UAD des administrateurs sont donc désormais classées comme étant réglées en instruments de capitaux propres, et un montant de 27 M\$ auparavant classé dans les provisions et autres passifs non courants a été reclassé dans le surplus d'apport à l'état consolidé de la situation financière.
- 2) Le capital déclaré a été réduit d'un montant de (18) M\$ et de (20) M\$ aux 31 décembre 2020 et 2019, respectivement, lié au programme de rachat d'actions prédéterminé. Se reporter à la rubrique « Rachats d'actions » ci-dessous.

Les actions ordinaires de la société n'ont pas de valeur nominale, et le nombre d'actions ordinaires autorisé est illimité.

Dividendes

Les dividendes sur les actions ordinaires sont déclarés en dollars américains. Dans le tableau consolidé des flux de trésorerie, les dividendes versés sur les actions ordinaires sont présentés déduction faite des montants réinvestis dans la société dans le cadre de son régime de réinvestissement des dividendes (« RRD »). Les dividendes déclarés par action ordinaire et les dividendes versés sur les actions ordinaires s'établissent comme suit :

	Exercices clos les 31 décembre	
	2020	2019
Dividendes déclarés par action ordinaire	1,52 \$	1,44 \$
Dividendes déclarés	753	721
Dividendes réinvestis	(23)	(23)
Dividendes versés	730	698

Les actionnaires ordinaires inscrits peuvent participer au RRD, aux termes duquel les dividendes en trésorerie sont automatiquement réinvestis dans de nouvelles actions ordinaires. La valeur des actions ordinaires correspond à la moyenne pondérée du cours de l'action à la Bourse de Toronto sur les cinq jours de bourse qui précèdent immédiatement la date de clôture des registres en vue de la distribution des dividendes.

Rachats d'actions – offre publique de rachat d'actions dans le cours normal des activités (l'« offre de rachat »)

La société peut occasionnellement racheter des actions (et les annuler ultérieurement) conformément à sa stratégie en matière de gestion du capital. Les rachats d'actions sont généralement effectués dans le cadre d'une offre de rachat. Aux termes de l'offre de rachat actuellement en vigueur, la société peut racheter jusqu'à 5 millions d'actions ordinaires entre le 4 janvier 2021 et le 3 janvier 2022 dans le cadre d'opérations sur le marché libre à la TSX, à la NYSE, à une autre bourse ou à un système de négociation parallèle admissible, ou par tout autre moyen autorisé par la TSX ou la NYSE ou selon les lois applicables, y compris au moyen de contrats de rachat privés, si la société obtient à cette fin une ordonnance d'exemption d'offre publique de rachat auprès des autorités de réglementation en valeurs mobilières concernées au Canada. Le prix payé par la société pour ses actions dans le cadre d'opérations sur le marché libre aux termes de l'offre de rachat correspondra au cours de l'action au moment de l'achat ou à tout autre prix autorisé par la TSX. Les rachats d'actions s'établissent comme suit :

	Exercices clos les 31 décembre	
	2020	2019
Rachats d'actions (en millions de dollars américains)	200	488
Nombre d'actions rachetées (en millions)	2,6	7,8
Rachats d'actions – prix moyen par action en dollars américains	78,37 \$	62,33 \$

En février 2020, la société a racheté pour un montant de 200 M\$ de ses actions ordinaires aux termes d'un programme de rachat annoncé en octobre 2019. Les décisions concernant les rachats futurs, le cas échéant, dépendront de certains facteurs comme la conjoncture du marché, le cours de l'action et les autres possibilités d'investissement pour favoriser la croissance. La société peut choisir, en tout temps, de suspendre le rachat d'actions ou d'y mettre fin conformément aux lois en vigueur. De temps à autre, si la société ne possède pas de renseignements importants la concernant ou concernant ses titres que le public ignorerait, elle peut établir un programme prédéterminé avec son courtier en vue de racheter des actions pendant des périodes au cours desquelles elle n'est normalement pas active sur les marchés en raison de ses propres périodes d'interdiction d'opérations, de ses propres règles sur les opérations d'initié ou d'autres facteurs. Tout programme établi avec le courtier de la société sera adopté conformément aux lois sur les valeurs mobilières canadiennes applicables et aux exigences de la règle 10b5-1 de la *Securities Exchange Act of 1934* des États-Unis, dans sa version modifiée. La société a établi un programme de ce genre avec son courtier le 29 décembre 2020. Par conséquent, la société a inscrit un passif de 200 M\$ au poste « Autres passifs financiers » des passifs courants au 31 décembre 2020, ainsi qu'un montant correspondant dans les capitaux propres à l'état consolidé de la situation financière (200 M\$ en 2019). En février 2021, la société a racheté pour un montant de 200 M\$ de ses actions ordinaires aux termes de son offre de rachat qui a commencé en janvier 2021.

Actions privilégiées rachetables, à dividende cumulatif, série II

Le capital-actions privilégié autorisé de la société comprend un nombre illimité d'actions privilégiées sans valeur nominale. Les administrateurs sont autorisés à émettre des actions privilégiées sans valeur nominale en une ou plusieurs séries et à décider du nombre d'actions à émettre pour chaque série ainsi que des conditions qui s'y rattachent. Aux 31 décembre 2020 et 2019, 6 000 000 d'actions privilégiées rachetables, à dividende cumulatif, série II, avaient été autorisées et émises, et étaient en circulation. Les actions privilégiées de série II ne comportent pas de droit de vote et elles sont rachetables au gré de la société à raison de 25,00 \$ CA chacune, plus les dividendes courus. Les dividendes sont payables trimestriellement à un taux annuel correspondant à 70 % du taux préférentiel bancaire canadien, applicable au capital déclaré de ces actions.

Note 25 : Rémunération fondée sur des actions

La société offre des régimes de rémunération dont les paiements sont réglés en instruments de capitaux propres, en contrepartie des services rendus par les membres du personnel. Chaque régime est décrit ci-après.

Régime d'intéressement fondé sur des actions

Aux termes de son régime d'intéressement fondé sur des actions, la société peut consentir à certains membres du personnel des options sur actions, des UANRT, des unités d'actions de négociation restreinte liées au rendement (« UANRR ») ainsi que d'autres attributions fondées sur des actions, sous réserve d'un nombre maximal de 69 150 969 actions ordinaires. Au 31 décembre 2020, 11 106 551 attributions pouvaient être consenties (12 703 952 en 2019). Le tableau suivant résume les méthodes ayant servi à établir la juste valeur de chaque type d'attribution et la période d'acquisition connexe sur laquelle la charge de rémunération est constatée.

Type d'attribution	Période d'acquisition	Évaluation de la juste valeur	Règlement en instruments de capitaux propres
			Charge de rémunération fondée sur :
Options sur actions	Jusqu'à 4 ans	Modèle d'évaluation des options de Black et Scholes	Juste valeur le dernier jour ouvrable précédant la date d'attribution
UANRT	Jusqu'à 5 ans	Cours de clôture de l'action ordinaire	Juste valeur le dernier jour ouvrable précédant la date d'attribution
UANRR	Période de rendement de 3 ans	Cours de clôture de l'action ordinaire	Juste valeur le dernier jour ouvrable précédant la date d'attribution

Des informations supplémentaires sur chaque type d'attribution sont fournies ci-après.

Options sur actions

La durée maximale d'une option est de 10 ans à partir de la date de l'attribution. Aux termes du régime, les options peuvent être attribuées par référence au cours de l'action ordinaire de la société à la Bourse de New York ou à la Bourse de Toronto.

Le tableau suivant détaille la juste valeur moyenne pondérée des options attribuées pour les exercices clos les 31 décembre 2020 et 2019 et les montants retenus comme principales hypothèses pour l'application du modèle d'évaluation d'options de Black et Scholes.

	2020	2019
Juste valeur moyenne pondérée (\$)	6,73	5,65
Moyenne pondérée des montants retenus comme principales hypothèses :		
Cours de l'action (\$)	75,96	54,48
Prix d'exercice (\$)	75,96	54,48
Taux d'intérêt sans risque	0,9 %	2,6 %
Taux de dividende	3,1 %	3,3 %
Facteur de volatilité	16 %	15 %
Durée de vie attendue (en années)	5	5

Le modèle de Black et Scholes a été conçu pour estimer la juste valeur des options cotées sur lesquelles les droits d'acquisition ne sont pas soumis à restrictions. Le modèle fait appel à des hypothèses subjectives, notamment la volatilité attendue du cours de l'action. Les données historiques sont prises en considération lors de la formulation des hypothèses.

Unités d'actions de négociation restreinte temporelles (« UANRT »)

Les UANRT confèrent au porteur le droit de recevoir une action ordinaire pour chaque unité qui est acquise, à la date d'acquisition des droits. Les porteurs d'UANRT n'ont aucun droit de vote et accumulent des UANRT additionnelles en fonction des dividendes théoriques que la société aurait versés sur ses actions ordinaires chaque date de versement de dividendes. Ces dividendes théoriques sont réinvestis dans des UANRT additionnelles. Pour les exercices clos les 31 décembre 2020 et 2019, la juste valeur moyenne pondérée des UANRT attribuées a été respectivement de 75,68 \$ et de 59,97 \$.

Unités d'actions de négociation restreinte liées au rendement (« UANRR »)

Les UANRR confèrent au porteur le droit de recevoir une action ordinaire pour chaque unité qui est acquise, à la date d'acquisition des droits. Les porteurs d'UANRR n'ont aucun droit de vote et accumulent des UANRR additionnelles en fonction des dividendes théoriques que la société aurait versés sur ses actions ordinaires chaque date de versement de dividendes. Ces dividendes théoriques sont réinvestis dans des UANRR additionnelles. Le pourcentage des UANRR initialement attribuées pour lesquelles les droits sont acquis dépend du rendement de la société, habituellement sur une période de trois ans, par rapport à certains objectifs de rendement préétablis. De 0 % à 200 % des UANRR initiales qui ont été attribuées en 2019 et en 2020 sont susceptibles d'être acquises. Pour les exercices clos les 31 décembre 2020 et 2019, la juste valeur moyenne pondérée des UANRR attribuées a été respectivement de 75,95 \$ et de 54,78 \$.

Régime d'achat d'actions pour les membres du personnel (« RAAP »)

La société offre un RAAP en vertu duquel les membres du personnel admissibles peuvent acheter des actions ordinaires à un escompte de 15 % par rapport au cours de clôture affiché à la Bourse de New York le dernier jour ouvrable de chaque trimestre. Chaque trimestre, les membres du personnel peuvent consentir à une retenue à la source sur leur rémunération admissible, jusqu'à concurrence de 21 250 \$ par année (ou un montant équivalent dans une monnaie étrangère pour le RAAP mondial). L'escompte est passé en charges au fur et à mesure qu'il est engagé. Un nombre maximal de 20 388 909 actions ordinaires peuvent être rachetées aux termes du RAAP.

Le tableau qui suit indique l'évolution des attributions en cours et leurs prix d'exercice moyens pondérés respectifs.

	Options sur actions	UANRT	UANRR	Total	Prix d'exercice moyen pondéré (\$) ¹⁾
Attributions en cours (en milliers) :					
En cours au 31 décembre 2018	8 459	2 419	1 594	12 472	39,11
Attribuées	908	818	456	2 182	54,48
Exercées	(3 971)	(483)	(1 087)	(5 541)	38,21
Déchues	(322)	(259)	(82)	(663)	-
En cours au 31 décembre 2019	5 074	2 495	881	8 450	42,36
Exercables au 31 décembre 2019	1 449	-	-	1 449	39,77
Attribuées	1 113	573	398	2 084	75,96
Exercées	(2 575)	(660)	(463)	(3 698)	40,05
Déchues	(151)	(283)	(71)	(505)	-
En cours au 31 décembre 2020	3 461	2 125	745	6 331	54,06
Exercables au 31 décembre 2020	577	-	-	577	44,35

1) Représente le prix d'exercice moyen pondéré des options sur actions. Les UANRT et les UANRR sont exclues, puisqu'elles donnent à leur porteur le droit de recevoir des actions ordinaires à l'acquisition, sans prix d'exercice associé.

Pour 2020, le cours moyen pondéré des actions à la date d'exercice des attributions susmentionnées correspond à 69,98 \$ l'action (59,61 M\$ en 2019).

Le tableau suivant présente une ventilation de la charge de rémunération fondée sur des actions pour les exercices clos les 31 décembre 2020 et 2019 :

	Options sur actions	UANRT	UANRR	RAAP	Total
31 décembre 2020	7	40	13	4	64
31 décembre 2019	5	35	12	4	56

Pour ce qui est des attributions fondées sur des actions au 31 décembre 2020, la société s'attend à verser aux autorités fiscales environ 115 \$ au 31 décembre 2020 (127 M\$ en 2019) à l'égard des obligations relatives à la retenue à la source du personnel lorsque ces attributions seront exercées.

Le tableau suivant résume d'autres informations concernant les attributions d'options sur actions en cours au 31 décembre 2020.

Fourchette des prix d'exercice ¹⁾	Nombre en cours (en milliers)	Durée de vie contractuelle résiduelle moyenne pondérée (en années)	Prix d'exercice moyen pondéré des attributions en cours	Nombre exercable (en milliers)	Prix d'exercice moyen pondéré des attributions exercables
De 35,01 à 40,00	1 090	7,23	39,23 \$	276	38,47 \$
De 40,01 à 45,00	574	6,17	42,30 \$	117	42,30 \$
De 50,01 à 55,00	753	8,18	54,36 \$	181	54,36 \$
De 60,01 à 65,00	12	8,36	63,26 \$	3	63,26 \$
De 75,01 à 80,00	1 032	9,18	75,96 \$	-	-
Total	3 461			577	

1) Les UANRT et les UANRR sont exclues, puisqu'elles donnent à leur porteur le droit de recevoir des actions ordinaires à l'acquisition, sans prix d'exercice associé.

Note 26 : Régimes d'avantages du personnel

Prestations de retraite

La société offre des régimes d'avantages sociaux futurs à prestations définies et à cotisations définies dont bénéficie la quasi-totalité de son personnel. Les coûts des avantages sociaux futurs sont comptabilisés sur la période au cours de laquelle les avantages sont acquis par les membres du personnel. Les régimes à prestations définies offrent des prestations de retraite et des avantages complémentaires de retraite aux membres du personnel couverts. Les principaux régimes sont évalués conformément à IAS 19 *Avantages du personnel* selon la méthode des unités de crédit projetées.

Les principaux régimes à prestations définies par capitalisation sont le régime de retraite collectif de Thomson Reuters, qui couvre les membres du personnel aux États-Unis, et le régime de retraite de The Thomson Corporation PLC (le « régime TTC »), qui couvre les membres du personnel au Royaume-Uni. La société a aussi des obligations sans capitalisation, qui consistent en des régimes de retraite complémentaires des dirigeants (les « RRCD ») et en des avantages complémentaires de retraite, qui sont composés essentiellement de prestations pour soins médicaux pour employés retraités, principalement aux États-Unis. Les obligations au titre des prestations définies ailleurs dans le monde sont moins importantes.

Conception et gouvernance des régimes à prestations définies

Le montant des prestations est généralement fondé sur le salaire et les années de service, bien que chaque régime ait une formule de prestations unique. Les membres du personnel qui participent au régime TTC (et à certains régimes de moindre envergure à l'échelle mondiale) peuvent également verser des cotisations facultatives pour augmenter les prestations futures. L'âge habituel de départ à la retraite se situe entre 60 et 65 ans, et les prestations sont généralement payables sous forme de rente ou de montant forfaitaire. Des provisions ont été constituées pour la plupart des régimes afin de couvrir les prestations en cas de retraite anticipée ou de décès, les prestations de survivant et les prestations d'invalidité. Aux termes du régime TTC, les prestations acquises d'anciens employés qui n'ont pas encore l'âge de partir à la retraite sont détenues en sursis. Aux termes du régime de retraite collectif de Thomson Reuters, les anciens employés et les employés qui quitteront leur emploi et dont les prestations sont acquises peuvent recevoir les prestations sous forme de montant forfaitaire ou choisir de différer les prestations jusqu'à la retraite. De plus, les futurs retraités aux termes du régime de retraite collectif de Thomson Reuters peuvent recevoir les prestations sous forme de montant forfaitaire ou de rente. Les prestations admissibles aux termes du régime TTC augmentent en fonction de l'inflation, alors que les prestations au titre du régime de retraite collectif de Thomson Reuters ne sont pas indexées à l'inflation. Dans certains pays, la société gère des régimes à solde de caisse (comptabilisés comme des obligations au titre des prestations définies) dans lesquels le solde cumulé du compte de retraite est fondé sur des attributions au salarié et à l'employeur ainsi que sur un taux de crédit annuel promis.

Sauf lorsque la loi l'exige, presque tous les régimes à prestations définies sont fermés aux nouveaux employés.

Le régime de retraite collectif de Thomson Reuters est un régime de retraite admissible aux États-Unis qui est régi par la loi appelée *Employee Retirement Income Security Act of 1974* (« ERISA »). À titre de fiduciaire du régime, la société a pour politique de cotiser au moins le montant minimal exigé en vertu d'ERISA.

Comme pour le régime de retraite collectif de Thomson Reuters, la société assume le coût du régime TTC (moins les cotisations des membres du personnel). Toutefois, la responsabilité de la gestion et de la gouvernance du régime TTC revient à un conseil de fiduciaires indépendant (les « fiduciaires »). Les fiduciaires ont la responsabilité de mener des évaluations triennales (sauf si les circonstances exigent une évaluation plus fréquente) et de garantir les fonds pour le paiement des prestations. Afin d'élaborer des évaluations de capitalisation et des politiques de placement, les fiduciaires consultent l'actuaire du régime (qui est indépendant de l'actuaire de la société) et les conseillers en placement du régime (qui sont aussi indépendants des conseillers en placement de la société) ainsi que la société. Les fiduciaires et la société doivent convenir d'un calendrier des cotisations en vue d'atteindre les objectifs en matière de capitalisation. Ces arrangements sont mis à jour conjointement avec les évaluations triennales.

Divers régimes de retraite sont gérés à d'autres emplacements à l'échelle internationale conformément aux règlements et aux pratiques locaux.

Modification et réduction de régime

En décembre 2020, la société a modifié le régime de retraite collectif de Thomson Reuters afin de geler les charges à payer pour les services futurs à compter du 1^{er} janvier 2023. Cette modification a donné lieu à un profit de 119 M\$, comptabilisé au poste « Autres profits d'exploitation, montant net » à l'état consolidé du résultat net, qui reflète une réduction de l'obligation au titre des prestations définies du régime de retraite collectif de Thomson Reuters.

En 2019, des profits sur réduction des régimes de 8 M\$ ont été comptabilisés au poste « Autres profits d'exploitation, montant net », en raison du nombre moins élevé d'employés accumulant des années de service dans le cadre de divers régimes à prestations définies.

Obligations nettes au titre des régimes à prestations définies

Le tableau suivant indique l'évolution des obligations nettes au titre des régimes à prestations définies.

	Régimes de retraite ¹⁾		Avantages complémentaires de retraite ¹⁾		Total ¹⁾	
	2020	2019	2020	2019	2020	2019
1 ^{er} janvier	(510)	(589)	(119)	(112)	(629)	(701)
Produit (charge) au titre des régimes comptabilisés à l'état du résultat net	43	(67)	(3)	(13)	40	(80)
Gains (pertes) actuariels	60	(49)	18	(4)	78	(53)
Écarts de conversion	5	1	2	-	7	1
Cotisations versées	28	195	6	8	34	203
Cessions d'entreprises	-	-	-	1	-	1
Autres	2	(1)	(2)	1	-	-
Obligations nettes au titre des régimes au 31 décembre	(372)	(510)	(98)	(119)	(470)	(629)
Excédents nets des régimes comptabilisés en actifs non courants					128	85
Obligations nettes au titre des régimes comptabilisées en passifs non courants					(598)	(714)

1) Y compris les montants des régimes à prestations définies et d'avantages complémentaires de retraite qui ne sont pas significatifs et qui ne sont pas compris dans l'analyse détaillée ci-après.

Analyse des principaux régimes à prestations définies

L'analyse qui suit porte sur les principaux régimes à prestations définies de la société, dont les plus importants sont aux États-Unis et au Royaume-Uni.

Les excédents nets (obligations nettes) au titre des prestations définies des principaux régimes à prestations définies sont comptabilisés à l'état consolidé de la situation financière comme suit :

	Par capitalisation		Sans capitalisation ¹⁾		Avantages complémentaires de retraite		Total	
	2020	2019	2020	2019	2020	2019	2020	2019
31 décembre								
Valeur actualisée des obligations au titre des régimes	(3 915)	(3 628)	(317)	(299)	(75)	(102)	(4 307)	(4 029)
Juste valeur des actifs des régimes	3 867	3 428	-	-	-	-	3 867	3 428
Obligations nettes au titre des régimes	(48)	(200)	(317)	(299)	(75)	(102)	(440)	(601)
Excédents nets des régimes	125	83	-	-	-	-	125	83
Obligations nettes au titre des régimes	(173)	(283)	(317)	(299)	(75)	(102)	(565)	(684)

1) Les régimes de retraite sans capitalisation consistent en des RRCD qui sont offerts au personnel admissible.

Obligation au titre des prestations définies

Le tableau qui suit résume l'évolution de l'obligation au titre des prestations définies.

Valeur actualisée des obligations au titre des prestations définies	Par capitalisation		Sans capitalisation		Avantages complémentaires de retraite		Total	
	2020	2019	2020	2019	2020	2019	2020	2019
Au 31 décembre	2020	2019	2020	2019	2020	2019	2020	2019
Obligations au titre des prestations définies à l'ouverture	(3 628)	(3 164)	(299)	(279)	(102)	(104)	(4 029)	(3 547)
Coût des services rendus au cours de la période	(44)	(39)	(1)	(2)	-	(1)	(45)	(42)
Frais d'administration	(7)	(11)	(1)	(1)	-	-	(8)	(12)
Coût financier	(103)	(119)	(9)	(12)	(3)	(4)	(115)	(135)
Pertes actuarielles découlant de modifications des hypothèses financières ¹⁾	(406)	(497)	(20)	(27)	(10)	(8)	(436)	(532)
Gains actuariels découlant de modifications des hypothèses démographiques	23	52	2	4	1	1	26	57
(Pertes) profits liés à l'expérience ²⁾	(20)	1	(3)	(4)	28	6	5	3
Cotisations salariales	(1)	(1)	-	-	(2)	(2)	(3)	(3)
Prestations versées	190	172	20	22	8	10	218	204
Frais d'administration décaissés	7	11	-	-	-	-	7	11
Profit sur réduction des régimes	-	8	-	-	-	-	-	8
Modifications des régimes ³⁾	119	-	(4)	-	-	-	115	-
Écarts de conversion	(43)	(42)	(2)	(1)	-	-	(45)	(43)
Autres	(2)	1	-	1	5	-	3	2
Obligations au titre des prestations définies à la clôture	(3 915)	(3 628)	(317)	(299)	(75)	(102)	(4 307)	(4 029)

1) Les pertes de 2020 et 2019 sont essentiellement liées à la diminution des taux d'actualisation utilisés pour évaluer l'obligation.

2) En 2020, les profits liés à l'expérience comptabilisés au titre des avantages complémentaires de retraite rendent compte de coûts moins élevés du fait que le régime de soins médicaux à l'intention des retraités, qui était autoassuré, est désormais assumé par une société d'assurance.

3) En 2020, les profits sont principalement liés à la modification du régime de retraite collectif de Thomson Reuters visant à geler les charges à payer pour les services futurs à compter du 1^{er} janvier 2023.

Le montant total des obligations au titre des prestations définies à la clôture peut être analysé en fonction des groupes de participants et des secteurs géographiques.

Au 31 décembre	2020	2019	Au 31 décembre	2020	2019
Employés actifs	27 %	30 %	États-Unis	69 %	70 %
Employés ayant droit à une rente différée	35 %	33 %	Royaume-Uni	27 %	26 %
Retraités	38 %	37 %	Reste du monde	4 %	4 %
Obligations au titre des prestations définies à la clôture	100 %	100 %		100 %	100 %

La durée moyenne pondérée des obligations au titre du régime de retraite collectif de Thomson Reuters et du régime TTC en 2020 était de 17 ans (17 ans en 2019) et de 18 ans (18 ans en 2019), respectivement.

Actifs des régimes

Le tableau qui suit résume l'évolution des actifs des régimes.

Juste valeur des actifs des régimes	Par capitalisation		Sans capitalisation		Avantages complémentaires de retraite		Total	
	2020	2019	2020	2019	2020	2019	2020	2019
Au 31 décembre	2020	2019	2020	2019	2020	2019	2020	2019
Juste valeur d'ouverture des actifs des régimes	3 428	2 857	-	-	-	-	3 428	2 857
Produit d'intérêts ¹⁾	94	110	-	-	-	-	94	110
Rendement des actifs des régimes, compte non tenu des montants inclus dans le produit d'intérêts ²⁾	482	424	-	-	-	-	482	424
Cotisations patronales	7	173	20	22	6	8	33	203
Cotisations salariales	1	1	-	-	2	2	3	3
Prestations versées	(190)	(172)	(20)	(22)	(8)	(10)	(218)	(204)
Frais d'administration décaissés	(7)	(11)	-	-	-	-	(7)	(11)
Écarts de conversion	51	43	-	-	-	-	51	43
Autres	1	3	-	-	-	-	1	3
Juste valeur de clôture des actifs du régime	3 867	3 428	-	-	-	-	3 867	3 428

1) Le produit d'intérêts est calculé selon le taux d'actualisation pour la période.

2) Le rendement des actifs des régimes représente la différence entre le rendement réel des actifs des régimes et le produit d'intérêts calculé selon le taux d'actualisation.

Politique de placement des régimes par capitalisation

Les actifs des régimes sont investis afin d'assurer adéquatement le service des prestations et de réduire au minimum les cotisations que la société versera à long terme dans la caisse des régimes. Toutefois, la répartition des placements varie selon les régimes. La société capitalise des régimes sans capitalisation et des régimes d'avantages complémentaires de retraite lorsque les réclamations sont faites.

Les fiduciaires du régime, composés de la société ou des fiduciaires du régime, établissent des politiques et stratégies de placement pour chaque régime par capitalisation et supervisent la répartition des placements, y compris la sélection des gestionnaires de placement, les demandes d'études sur l'actif et le passif et les objectifs stratégiques à long terme. La répartition des placements tient compte d'un certain nombre de facteurs, notamment la situation de capitalisation du régime, l'équilibre entre risque et rendement, les besoins de liquidités du régime, les conditions du marché et la conjoncture économique courante et prévue, le risque propre à la catégorie d'actifs ainsi que le profil de risque et le schéma habituel des échéances des régimes respectifs.

Les fourchettes de répartition des placements cibles servent de lignes directrices, non de limites. Les régimes par capitalisation peuvent avoir des portefeuilles fortement diversifiés et comprendre des placements en titres de capitaux propres, en titres à revenu fixe, en titres immobiliers, en contrats d'assurance, en dérivés et en d'autres catégories d'actifs, par la propriété directe ou par l'entremise d'autres instruments tels des fonds communs de placement, des fonds mis en commun et des fonds de couverture. Les dérivés peuvent être utilisés pour atteindre des objectifs de placement ou comme une composante de la gestion du risque, comme pour les stratégies relatives aux taux d'intérêt et à la gestion des devises.

Les grandes catégories d'actifs des régimes par capitalisation sont indiquées dans le tableau ci-dessous.

	Coté ¹⁾		Non coté		Total	
	2020	2019	2020	2019	2020	2019
Au 31 décembre						
Titres de capitaux propres²⁾						
États-Unis	157	144	65	50	222	194
Royaume-Uni	3	6	-	-	3	6
Tous les autres	109	92	526	479	635	571
Total des titres de capitaux propres	269	242	591	529	860	771
Obligations³⁾						
Sociétés						
États-Unis	226	201	791	698	1 017	899
Royaume-Uni	-	-	-	149	-	149
Tous les autres	3	2	109	54	112	56
État						
États-Unis	3	2	631	552	634	554
Tous les autres	4	3	13	11	17	14
Autres titres à revenu fixe	73	68	183	112	256	180
Total des obligations	309	276	1 727	1 576	2 036	1 852
Actifs multiples⁴⁾						
Royaume-Uni	-	7	-	-	-	7
Tous les autres	1	-	134	133	135	133
Total des actifs multiples	1	7	134	133	135	140
Biens immobiliers	4	2	-	-	4	2
Assurance	-	-	36	38	36	38
Dérivés	-	-	679	266	679	266
Trésorerie et équivalents de trésorerie	12	11	97	341	109	352
Autres	1	1	7	6	8	7
Total	596	539	3 271	2 889	3 867	3 428

1) Évaluation d'actifs fondée sur le niveau 1 de la hiérarchie des justes valeurs : prix cotés (non ajustés) dans des marchés actifs pour des actifs ou passifs identiques.

2) Les titres de capitaux propres comprennent les placements en actions et les fonds axés sur les stratégies relatives aux actions.

3) Les obligations comprennent les placements en obligations et les fonds axés sur les stratégies visant un revenu fixe. Dans ce groupe, les titres d'État comprennent les titres de créance émis par des organismes gouvernementaux à l'échelle nationale, de l'État ou régionale; et les Autres titres à revenu fixe comprennent les stratégies axées sur le crédit combinant les titres d'État et les titres de sociétés.

4) La catégorie Actifs multiples comprend les fonds qui investissent dans une gamme de catégories d'actifs.

Aux 31 décembre 2020 et 2019, aucun titre de Thomson Reuters n'était détenu dans les actifs des régimes de retraite de la société.

Cotisations

En 2020, la société a versé des cotisations de 33 M\$ dans ses principaux régimes à prestations définies. En 2019, la société a versé des cotisations de 203 M\$ dans ses principaux régimes à prestations définies, dont 167 M\$ versés au régime TTC en février 2019 en vue de satisfaire aux obligations de financement aux termes des lois encadrant les régimes de retraite au Royaume-Uni qui ont découlé de la vente du secteur Activités financières et risque.

En 2021, la société prévoit verser des cotisations d'environ 39 M\$ dans ses principaux régimes à prestations définies, soit 6 M\$ conformément à sa politique normale de capitalisation et 33 M\$ au titre des prestations que la société s'attend à verser dans le cadre des régimes sans capitalisation et des régimes d'avantages complémentaires de retraite.

À l'occasion, la société peut décider d'effectuer des cotisations facultatives afin d'améliorer la situation de capitalisation des régimes. Dans le cas de certains régimes, les fiduciaires ont le droit de demander une évaluation spéciale à la suite de laquelle la société pourrait devoir verser des cotisations imprévues. Des facteurs liés au marché pourraient aussi influencer sur le montant des cotisations et le moment où elles sont versées. Le montant de toutes cotisations futures requises aux termes de régimes de retraite et le moment où elles seront versées peuvent différer de façon importante des estimations de la société au 31 décembre 2020.

Hypothèses actuarielles

Le tableau suivant présente les hypothèses actuarielles moyennes pondérées.

	Par capitalisation		Sans capitalisation		Avantages complémentaires de retraite	
	2020	2019	2020	2019	2020	2019
31 décembre						
Taux d'actualisation	2,22 %	2,94 %	2,59 %	3,31 %	2,05 %	3,03 %
Taux d'inflation hypothétique	2,78 %	3,19 %	2,71 %	2,37 %	-	-
Taux d'augmentation des salaires	3,48 %	3,44 %	1,75 %	3,50 %	3,50 %	3,40 %
Taux d'augmentation des paiements de prestations	2,79 %	3,03 %	2,75 %	3,05 %	-	-
Évolution des coûts médicaux	-	-	-	-	7,50 %	6,25 %

Taux d'actualisation

Le taux d'actualisation est fondé sur les taux d'intérêt en vigueur sur le marché des titres de créance à taux fixe et de première qualité, taux qui ont été ajustés pour tenir compte de la durée des sorties de trésorerie futures attendues au titre des prestations de retraite. Pour estimer le taux d'actualisation, la société a utilisé une courbe de rendement hypothétique représentative des taux de rendement des obligations à coupon zéro de première qualité dont la durée coïncide avec celle des paiements futurs attendus liés à l'obligation au titre des prestations. Pour le régime de retraite collectif de Thomson Reuters et le régime TTC, collectivement, une variation à la hausse ou à la baisse de 0,25 % du taux d'actualisation aurait entraîné une baisse ou une hausse d'environ 160 M\$ des obligations au titre des prestations définies au 31 décembre 2020.

Taux d'inflation, hausse des salaires et prestations de retraite

Le taux d'inflation, qui a une incidence sur la hausse des prestations de retraite admissibles au Royaume-Uni, a été établi par rapport à l'indice des prix à la consommation et au détail. Pour le régime TTC, une variation à la hausse ou à la baisse de 0,25 % des taux d'augmentation des versements de prestation aurait entraîné une hausse ou une baisse d'environ 25 M\$ des obligations au titre des prestations définies. Étant donné le gel du régime de retraite collectif de Thomson Reuters à compter du 1^{er} janvier 2023, l'hypothèse relative au taux d'augmentation des salaires n'a plus une incidence importante sur l'analyse de sensibilité des obligations au titre des prestations définies.

Évolution des coûts médicaux

Le calcul de l'évolution des coûts médicaux repose sur l'expérience actuarielle relative aux demandes de prestations médicales de la société, ainsi que sur une projection des coûts médicaux sur les périodes à venir. Le taux moyen d'évolution des coûts médicaux retenu pour 2020 est de 7,5 %, et diminue graduellement pour atteindre 4,8 % en 2032. Une hausse ou une baisse de 1 % du taux d'évolution des coûts médicaux aurait fait augmenter ou baisser d'environ 6 M\$ les obligations au titre des avantages postérieurs au départ à la retraite au 31 décembre 2020.

Hypothèses de mortalité

Les hypothèses de mortalité ayant servi à l'évaluation des obligations au titre des prestations définies au 31 décembre 2020 sont fondées sur ce qui suit :

- Régime de retraite collectif de Thomson Reuters : table Pri-2012/table de mortalité MP-2020;
- Régime TTC : tables de projections des indemnités en fonction des particularités démographiques et de l'amélioration de l'espérance de vie (*SAPS S3 Light Tables*).

Le tableau qui suit présente l'espérance de vie d'un participant type du régime qui part à la retraite à 65 ans, aux 31 décembre 2020 et 2019, et d'un autre âgé de 40 ans, aux 31 décembre 2020 et 2019, qui partira à la retraite dans 25 ans lorsqu'il aura 65 ans, selon les hypothèses de mortalité retenues.

31 décembre 2020	Espérance de vie en années	
	Homme	Femme
Membre du personnel qui part à la retraite le 31 décembre 2020 à 65 ans	21	23
Membre du personnel âgé de 40 ans au 31 décembre 2020 qui partira à la retraite à 65 ans	23	24

31 décembre 2019	Espérance de vie en années	
	Homme	Femme
Membre du personnel qui part à la retraite le 31 décembre 2019 à 65 ans	22	23
Membre du personnel âgé de 40 ans au 31 décembre 2019 qui partira à la retraite à 65 ans	24	25

Pour le régime de retraite collectif de Thomson Reuters et le régime TTC, collectivement, une augmentation d'une année de l'espérance de vie dans tous les groupes d'âge aurait fait augmenter d'environ 100 M\$ l'obligation au titre des prestations définies au 31 décembre 2020.

Les analyses de sensibilité sont fondées sur une variation visant une hypothèse, toutes les autres hypothèses restant constantes, afin d'exclure toute interdépendance entre les hypothèses. La méthode d'évaluation (c.-à-d. la valeur actualisée de l'obligation calculée selon la méthode des unités de crédit projetées) appliquée aux analyses de sensibilité est conforme à celle qui est utilisée pour établir l'obligation au titre des prestations définies, à l'état consolidé de la situation financière.

Risques et incertitudes

Les risques et incertitudes significatifs auxquels la société est exposée en ce qui concerne les régimes à prestations définies sont décrits ci-après.

- **Risque de placement** : Les rendements des actifs du régime pourraient ne pas suffire pour financer les obligations au titre du régime. Pour atténuer ce risque, les fiduciaires du régime constituent des politiques de placement et examinent périodiquement les répartitions des placements afin de veiller à ce que les politiques et répartitions soient alignées sur les objectifs de financement. Par ailleurs, les fiduciaires du régime examinent la performance du gestionnaire de fonds par rapport aux indices de référence, sur des mandats de placement particuliers.
- **Risque de taux d'intérêt** : Une baisse de taux d'intérêt augmentera la valeur des obligations au titre du régime ainsi que les placements dans des titres à revenu fixe servant à financer les obligations. Bien qu'un montant important des actifs du régime constitue des placements en titres à revenu fixe, les régimes d'avantages par capitalisation de la société ne suivent pas strictement une stratégie de placement visant à rapprocher les actifs des passifs. Ainsi, les passifs du régime peuvent augmenter plus vite que les actifs dans un contexte de taux d'intérêt à la baisse, ce qui pourrait forcer la société à verser des cotisations supplémentaires. La diversification des actifs atténue le risque en créant la possibilité d'obtenir des rendements supérieurs à l'augmentation des passifs et de réinvestir les rendements excédentaires dans des actifs appariés aux passifs, ce qui permet de réduire la nécessité de cotisations par la société.
- **Risque d'inflation** : Les augmentations des prestations de retraite en raison de l'inflation peuvent dépasser les prévisions, ce qui pourrait se traduire par des obligations au titre des régimes plus élevées que prévu. Pour atténuer ce risque, certains actifs des régimes sont investis dans des actifs de couverture, qui peuvent comprendre des dérivés et des obligations indexées sur l'inflation.
- **Risque de change** : Dans certains régimes, les obligations libellées en monnaie locale pourraient être financées en partie par des placements en monnaie étrangère. Pour couvrir cette non-concordance des devises, des dérivés peuvent être utilisés.

- **Risque de liquidité** : Si un régime ne comporte pas suffisamment de liquidités pour financer les paiements de prestations à court terme, la société pourrait être forcée d'effectuer des cotisations supplémentaires ou apporter des changements imprévus à la répartition de l'actif. Ce risque est tout de même limité, car les prestations de retraite à court terme sont raisonnablement connues, et les régimes détiennent habituellement des titres de créance à court terme pour financer ce type de prestations.
- **Risque de mortalité** : L'espérance de vie pourrait augmenter plus vite que prévu et cela pourrait faire augmenter les obligations au titre des régimes. Pour atténuer ce risque, les hypothèses portant sur l'espérance de vie sont examinées dans le cadre des évaluations périodiques.

Les risques importants associés aux régimes de soins médicaux pour retraités à prestations définies sont le risque de mortalité, qui a été décrit plus haut, et le risque que les coûts soient plus élevés que prévu, soit en raison de l'inflation des frais médicaux futurs, soit à cause de la fréquence des réclamations des participants.

Analyse des produits et des charges

Le tableau qui suit résume (le produit) la charge au titre des principaux régimes à prestations définies pour les exercices clos les 31 décembre 2020 et 2019 :

État du résultat net ¹⁾	Par capitalisation		Sans capitalisation		Avantages complémentaires de retraite		Total	
Exercices clos les 31 décembre	2020	2019	2020	2019	2020	2019	2020	2019
Coût des services rendus au cours de la période	44	39	1	2	-	1	45	42
Coût financier net	9	9	9	12	3	4	21	25
Frais d'administration	7	11	1	1	-	-	8	12
Profit sur réduction des régimes	-	(8)	-	-	-	-	-	(8)
Modifications apportées aux régimes ²⁾	(119)	-	4	-	-	-	(115)	-
(Produit) charge au titre des régimes à prestations définies	(59)	51	15	15	3	5	(41)	71

1) Le coût des services rendus au cours de la période et les frais d'administration sont inclus dans les avantages postérieurs à l'emploi des charges d'exploitation, comme l'explique la note 5. Le coût financier net est pris en compte dans les charges financières, montant net, comme l'explique la note 7.

2) Se rapportent à la modification du régime de retraite collectif de Thomson Reuters visant à geler les charges à payer pour les services futurs à compter du 1^{er} janvier 2023.

Analyse des autres éléments du résultat global

Le tableau suivant résume les montants comptabilisés dans les autres éléments du résultat global au titre des principaux régimes à prestations définies :

Autres éléments du résultat global	Par capitalisation		Sans capitalisation		Avantages complémentaires de retraite		Total	
Exercices clos les 31 décembre	2020	2019	2020	2019	2020	2019	2020	2019
Pertes (profits) liés à la réévaluation de l'obligation au titre des prestations définies :								
Résultant de la modification des hypothèses financières	406	497	20	27	10	8	436	532
Résultant de la modification des hypothèses démographiques	(23)	(52)	(2)	(4)	(1)	(1)	(26)	(57)
Résultant de l'expérience	20	(1)	3	4	(28)	(6)	(5)	(3)
Rendement des actifs des régimes supérieur au rendement calculé selon le taux d'actualisation	(482)	(424)	-	-	-	-	(482)	(424)
Montant total comptabilisé en autres éléments du résultat global avant impôt	(79)	20	21	27	(19)	1	(77)	48

Cumul des autres éléments du résultat global	Par capitalisation		Sans capitalisation		Avantages complémentaires de retraite		Total	
	2020	2019	2020	2019	2020	2019	2020	2019
Solde du cumul des autres éléments du résultat global aux 1 ^{er} janvier	1 391	1 371	82	55	(87)	(88)	1 386	1 338
(Gains) pertes actuarielles comptabilisées pour l'exercice, montant net	(79)	20	21	27	(19)	1	(77)	48
Total inscrit dans le cumul des autres éléments du résultat global aux 31 décembre	1 312	1 391	103	82	(106)	(87)	1 309	1 386

Régimes à cotisations définies

La société offre différents régimes d'épargne à cotisations définies dans lesquels elle verse des cotisations de contrepartie. La charge totale liée à ces régimes s'est élevée à 78 M\$ en 2020 (75 M\$ en 2019), soit approximativement le montant des cotisations versées à ces régimes.

Note 27 : Contrats de location

Preneur à bail

Dans le cours normal des activités, la société conclut des contrats de location visant principalement des immobilisations corporelles. La valeur comptable et la dotation à l'amortissement connexe des actifs au titre des droits d'utilisation pour les exercices clos les 31 décembre 2020 et 2019 sont présentées ci-dessous.

	Terrains, bâtiments et améliorations	Matériel informatique	Mobilier, agencements et matériel	Total
Exercice clos le 31 décembre 2020				
Valeur comptable	171	49	2	222
Dotation aux amortissements des immobilisations corporelles	67	22	1	90
Exercice clos le 31 décembre 2019				
Valeur comptable	213	40	1	254
Dotation aux amortissements des immobilisations corporelles	52	1	1	54

Les charges liées aux contrats de location à court terme se sont chiffrées à 6 M\$ et à 27 M\$ et ont été comptabilisées à l'état consolidé du résultat net pour les exercices clos les 31 décembre 2020 et 2019, respectivement.

Pour les exercices clos les 31 décembre 2020 et 2019, les sorties de trésorerie liées aux contrats de location, qui comprennent des paiements de capital et d'intérêts et des paiements au titre de contrats de location à court terme ou dont les actifs sous-jacents sont de faible valeur, se sont respectivement établies à 96 M\$ et à 88 M\$.

Le tableau ci-dessous indique le montant total des paiements futurs non actualisés à effectuer en vertu des contrats de location non résiliables sur la durée du contrat ainsi que les obligations locatives actualisées telles qu'elles figurent à l'état consolidé de la situation financière aux 31 décembre 2020 et 2019.

	31 décembre	
	2020	2019
D'ici un an	92	80
D'ici un an ou deux ans	76	75
D'ici deux ou trois ans	49	60
D'ici trois ou quatre ans	39	41
D'ici quatre ou cinq ans	29	34
Dans plus de cinq ans	44	64
Total des flux de trésorerie non actualisés	329	354
Obligations locatives prises en compte à l'état consolidé de la situation financière		
Courantes	83	69
Non courantes	223	253

Aux 31 décembre 2020 et 2019, la société avait contracté des engagements de location pour lesquels les sorties de trésorerie futures totalisaient 134 M\$ et 190 M\$, respectivement, qui n'avaient pas encore débuté et qui n'étaient donc pas comptabilisés à l'état consolidé de la situation financière aux 31 décembre 2020 et 2019. Une obligation et un actif au titre du droit d'utilisation correspondant seront comptabilisés pour ces contrats de location à compter de la date de leur commencement.

Dans le cas de certains contrats de location, la société garantit la remise d'un immeuble dans un état particulier après la fin du bail. Le passif au titre de ces remises en état est comptabilisé dans le poste « Provisions et autres passifs non courants » de l'état consolidé de la situation financière.

Bailleur

La société peut agir à titre de bailleur dans le but de recouvrer les coûts associés aux espaces de bureaux loués dont elle n'a plus besoin pour ses activités.

Les produits tirés des contrats de location simple se sont établis à 20 M\$ et à 10 M\$ et ont été comptabilisés à l'état consolidé du résultat net des exercices clos les 31 décembre 2020 et 2019, respectivement.

La société a le droit de recevoir les paiements non actualisés ci-dessous relativement à des contrats de location-financement aux 31 décembre 2020 et 2019 :

	31 décembre	
	2020	2019
D'ici un an	8	9
D'ici un an ou deux ans	7	8
D'ici deux ou trois ans	7	7
D'ici trois ou quatre ans	7	6
D'ici quatre ou cinq ans	5	7
Dans plus de cinq ans	2	7
Total des paiements locatifs non actualisés à recevoir	36	44
Produits financiers non acquis	(3)	(4)
Investissement net dans des contrats de location	33	40

Note 28 : Informations additionnelles sur les flux de trésorerie

Le tableau qui suit détaille les composantes du poste « Autres » du tableau consolidé des flux de trésorerie.

	Exercices clos les 31 décembre	
	2020	2019
Charges hors trésorerie liées aux avantages du personnel	160	157
(Profits) pertes nettes de change et sur instruments financiers dérivés	(28)	47
Quote-part de la perte après impôt des participations comptabilisées selon la méthode de la mise en équivalence	544	599
Réévaluation des bons de souscription de Refinitiv (note 6)	(82)	(419)
Ajustements de juste valeur	(10)	-
Autres ¹⁾	(163)	1
	421	385

1) Comprennent un profit de 119 M\$ lié à la modification du régime de retraite américain de la société. Se reporter à la note 26.

Le tableau qui suit détaille les composantes du poste « Variation du fonds de roulement et d'autres éléments ».

	Exercices clos les 31 décembre	
	2020	2019
Créances clients et autres créances d'exploitation	29	116
Charges payées d'avance et autres actifs courants	8	25
Autres actifs financiers	2	(17)
Dettes d'exploitation, charges à payer et provisions	(133)	(220)
Produits différés	19	(10)
Autres passifs financiers	(2)	17
Impôt sur le résultat	250	(71)
Autres	(71)	(87)
	102	(247)

Le tableau qui suit détaille les composantes de l'impôt (payé) reçu.

	Exercices clos les 31 décembre	
	2020	2019
Activités d'exploitation – activités poursuivies	(52)	(268)
Activités d'exploitation – activités abandonnées	2	(45)
Activités d'investissement – activités poursuivies	(114)	(1)
Total de l'impôt payé	(164)	(314)

Note 29 : Acquisitions

Les acquisitions se composent principalement de l'achat d'entreprises qui sont intégrées aux activités actuelles afin d'élargir la gamme de produits et services offerts aux clients par la société et d'accroître sa présence sur les marchés internationaux. Les résultats des entreprises acquises sont comptabilisés dans les états financiers consolidés depuis leur date d'acquisition. Les acquisitions comprennent également des participations comptabilisées selon la méthode de la mise en équivalence et des acquisitions d'actifs.

Activités d'acquisition

Le nombre d'acquisitions réalisées en 2020 et en 2019 et les contreparties totales connexes s'établissent comme suit :

	Exercices clos les 31 décembre			
	2020		2019	
	Nombre de transactions	Contrepartie en trésorerie	Nombre de transactions	Contrepartie en trésorerie
Entreprises acquises	2	166	4	1 049
Moins la trésorerie acquise		(4)		(59)
Entreprises acquises, déduction faite de la trésorerie	2	162	4	990
Participations dans des entreprises	-	1	-	4
Paievements au titre des contreparties éventuelles	-	4	-	-
Acquisitions d'actifs	-	-	1	4
	2	167	5	998

Le tableau suivant décrit certaines acquisitions réalisées en 2020 et en 2019.

Date	Société	Secteur acquéreur	Description
Mars 2020	Pondera Solutions	Professionnels du droit	Fournisseur de technologies et de services d'analyse avancée visant à contrer la fraude, le gaspillage et les abus dans les soins de santé et les grands programmes gouvernementaux
Août 2020	CaseLines	Professionnels du droit	Fournisseur de plateforme d'échange d'éléments de preuve basée sur l'infonuagique qui permet aux tribunaux, aux autorités policières, aux procureurs et aux juristes de collaborer, d'échanger et de participer virtuellement à des procédures judiciaires dans le cadre d'audiences virtuelles ou physiques
Juillet 2019	Confirmation	Fiscalité et comptabilité / Grandes sociétés	Fournisseur de services numériques de confirmation d'audit pour cabinets d'experts-comptables, banques et cabinets d'avocats
Juillet 2019	HighQ	Professionnels du droit / Grandes sociétés	Fournisseur d'outils de collaboration pour les segments de marché juridiques et réglementaires
Octobre 2019	FC Business Intelligence	Reuters News	Spécialiste des événements interentreprises mondiaux, renommé Reuters Events

Répartition du prix d'acquisition

La répartition du prix de certaines acquisitions pourrait être ajustée par suite de l'achèvement des évaluations définitives.

Les actifs nets acquis se détaillaient comme suit :

	Exercices clos les 31 décembre	
	2020	2019
Trésorerie et équivalents de trésorerie	4	59
Créances clients	4	13
Charges payées d'avance et autres actifs courants	1	7
Actifs courants	9	79
Immobilisations corporelles	-	7
Logiciels	25	78
Autres immobilisations incorporelles identifiables	23	309
Total des actifs	57	473
Dettes d'exploitation et charges à payer	(7)	(29)
Produits différés	(6)	(25)
Autres passifs financiers	(2)	(1)
Passifs courants	(15)	(55)
Provisions et autres passifs financiers non courants	(2)	(5)
Impôt différé	(7)	(79)
Total des passifs	(24)	(139)
Actifs nets acquis	33	334
Goodwill	133	715
Total	166	1 049

L'excédent du prix d'acquisition sur le total net des actifs acquis a été inscrit à titre de goodwill. Il représente les synergies et la valeur des ressources humaines obtenues dans le cadre de l'acquisition. La majeure partie du goodwill lié aux acquisitions réalisées en 2020 et en 2019 ne devrait pas être déductible aux fins de l'impôt.

Les transactions ont été réalisées par l'acquisition de la totalité des instruments de capitaux propres ou des actifs nets de la société visée.

Autres

Les produits des activités ordinaires et le bénéfice d'exploitation enregistrés par les entreprises acquises n'ont pas été significatifs depuis la date d'acquisition par rapport aux résultats d'exploitation de la société.

Note 30 : Éventualités, engagements et garanties

Actions et réclamations en justice

La société est partie à divers litiges, réclamations, contrôles et enquêtes qui surviennent dans le cours normal des activités. Ces affaires comprennent notamment les questions liées à l'emploi, les questions commerciales, des réclamations liées à la diffamation et des réclamations liées à la violation de propriété intellectuelle. Ces procédures contre la société restent à être réglées, et leur issue demeure imprévisible. À la lumière des renseignements dont la société dispose actuellement et après consultation des avocats externes, la direction estime que la résolution définitive de ces différends, pris individuellement ou globalement, ne devrait pas avoir une incidence significative défavorable sur la situation financière dans son ensemble.

Positions fiscales incertaines

La société est assujettie à l'impôt s'appliquant dans de nombreux territoires et fait régulièrement l'objet de contrôles fiscaux par diverses autorités fiscales. L'incidence fiscale définitive de bon nombre des transactions et calculs dans le cours normal des activités est incertaine, car les autorités fiscales pourraient contester certaines positions fiscales de la société et proposer des ajustements ou des changements à apporter à ses déclarations fiscales.

La société maintient donc des provisions au titre des positions fiscales incertaines qui, à son avis, reflètent de façon appropriée ses risques. Ces provisions sont établies à l'aide des estimations les plus probables de la société quant au montant qui devrait être payé, en fonction d'une évaluation qualitative de toutes les informations pertinentes. Lorsque cela est approprié, la société calcule la valeur attendue afin de déterminer le montant de ses provisions. La société réévalue ces provisions à la fin de chaque période de présentation de l'information financière pour vérifier si le montant est suffisant et fait des ajustements selon l'évolution des faits et circonstances. En raison de l'incertitude associée aux contrôles fiscaux, il se peut que le passif découlant ultérieurement de contrôles ou de litiges connexes diffère de façon importante du montant provisionné par la société. Toutefois, à la lumière des lois en vigueur et des renseignements dont la société dispose actuellement et après consultation de conseillers fiscaux externes, la direction estime que la résolution définitive de ces différends, pris individuellement ou globalement, n'aura pas d'incidence significative défavorable sur la situation financière de la société dans son ensemble.

En février 2018, l'administration fiscale du Royaume-Uni, la HM Revenue & Customs (la « HMRC »), a émis, en vertu du régime d'impôt sur les profits détournés, des avis d'imposition pour l'année d'imposition 2015 visant certaines des filiales actuelles et des anciennes filiales de la société au Royaume-Uni. La société a payé des impôts de 31 M\$, conformément à ce qu'exigeaient les avis d'imposition. Comme la direction n'estimait pas que ces filiales au Royaume-Uni entraient dans le champ d'application du régime d'impôt sur les profits détournés, la société a contesté ces avis d'imposition en juillet 2019 afin d'obtenir un remboursement. La HMRC a entamé un audit des années d'imposition subséquentes et, en février 2021, elle a émis des avis d'imposition définitifs pour l'année d'imposition 2016 dont le montant totalise 90 M\$, que la société doit payer en mars 2021. Par ailleurs, compte tenu des discussions récentes avec la HMRC, la direction croit qu'il est raisonnablement possible que cette dernière émette d'ici 6 à 12 mois des avis d'imposition similaires pour une ou plusieurs autres années d'imposition, qui viseraient essentiellement des entreprises que la société a vendues et qui font l'objet d'ententes d'indemnisation. Si cela se produit, la société sera tenue de payer des impôts supplémentaires à la HMRC, y compris ceux qui sont attribuables aux contreparties aux ententes d'indemnisation, peu après avoir reçu les avis. Advenant qu'elle soit tenue d'effectuer des versements d'impôt supplémentaires, dont le montant pourrait se situer entre 600 M\$ et 700 M\$, la société défendra vigoureusement sa position en contestant les avis d'imposition au moyen de tous les recours administratifs et juridiques à sa disposition. La majeure partie des montants en cause se rapportent au secteur Activités financières et risque de la société, qui a été vendu en 2018. Les paiements que la société pourrait effectuer, le cas échéant, ne refléteraient pas sa position quant au bien-fondé de la question. Comme la direction estime que sa position est justifiée par la loi, elle ne pense pas que la résolution de cette question aura une incidence significative défavorable sur la situation financière de la société dans son ensemble. La société prévoit donc comptabiliser la quasi-totalité de tout paiement éventuel futur à titre de montant à recevoir de HMRC non courant et l'indemnité de la contrepartie dans ses états financiers, puisqu'elle s'attend à recevoir des remboursements pour la quasi-totalité des montants payés en vertu de ces avis d'imposition. La société prévoit que ses sources de trésorerie existantes (décrites à la note 19) seront suffisantes pour financer les paiements requis, le cas échéant.

Cessions

Aux termes de certains contrats de vente, la société garantit à l'acheteur la recouvrabilité de certains actifs ou impose des limites sur certains passifs, notamment de la façon décrite sous « Positions fiscales incertaines » ci-dessus. À la lumière des faits et circonstances actuels, la société ne croit pas que les paiements supplémentaires qu'elle pourrait effectuer relativement à ces transactions auront une incidence significative défavorable sur la situation financière de la société prise dans son ensemble.

Obligations inconditionnelles d'achat

La société a contracté diverses obligations se rapportant à du matériel, à des fournitures et à des services d'externalisation et d'autres services dans le cadre de l'activité ordinaire. Aux 31 décembre 2020 et 2019, les obligations inconditionnelles d'achat futures se présentent comme suit :

	31 décembre	
	2020	2019
D'ici un an	316	300
D'ici un an ou deux ans	277	219
D'ici deux ou trois ans	242	180
D'ici trois ou quatre ans	71	160
D'ici quatre ou cinq ans	13	62
Dans plus de cinq ans	-	1
	919	922

Note 31 : Transactions entre parties liées

Au 31 décembre 2020, l'actionnaire principal de la société, The Woodbridge Company Limited (« Woodbridge »), détenait en propriété réelle environ 66 % des actions ordinaires de la société.

Transactions avec Woodbridge

De temps à autre, dans le cadre de l'activité ordinaire, la société conclut des transactions avec Woodbridge et certaines de ses sociétés affiliées. Ces transactions visent la fourniture ou la prestation et l'obtention de biens et services, et ne sont pas significatives pour les résultats d'exploitation et la situation financière de la société, qu'elles soient prises individuellement ou collectivement.

Transactions avec Refinitiv

En octobre 2018, la société a vendu une participation de 55 % dans son ancien secteur Activités financières et risque à des fonds de capital-investissement affiliés à Blackstone et a conservé une participation de 45 % dans l'entreprise, maintenant appelée Refinitiv. Dans le cadre de la transaction, Reuters News et Refinitiv ont signé une entente aux termes de laquelle Reuters News fournit à Refinitiv des nouvelles et du contenu éditorial contre un montant minimal de produits jusqu'au 1^{er} octobre 2048. Pour 2020 et 2019, la société a comptabilisé des produits des activités ordinaires de 336 M\$ en vertu de cette entente, ce qui représente la valeur annuelle minimale actuelle. Ces produits des activités ordinaires pourraient toutefois augmenter encore, car le contrat prévoit des ajustements pour tenir compte des variations de l'indice des prix à la consommation et des taux de change. Refinitiv peut également obtenir une licence permettant d'utiliser la marque Reuters dans ses produits et services en vertu de cette entente, sous réserve de certaines restrictions contractuelles. Pour l'exercice clos le 31 décembre 2020, la société a comptabilisé des produits de 24 M\$ au poste « Autres profits d'exploitation, montant net » de l'état consolidé du résultat net au titre de cette licence (23 M\$ en 2019).

De plus, la société et Refinitiv se vendent mutuellement des produits et services dans le cours normal des activités. Ces transactions ont une incidence négligeable sur les résultats d'exploitation et la situation financière de la société, qu'elles soient prises individuellement ou collectivement.

Pour faciliter la séparation, la société et Refinitiv ont convenu de se fournir mutuellement des services de soutien à l'exploitation, dont des services technologiques et administratifs, sur une période s'étendant sur plusieurs années. En outre, la société et Refinitiv ont reconduit mutuellement leurs baux immobiliers, notamment celui qui vise l'édifice du 3 Times Square, à New York (État de New York), que la société loue auprès de Refinitiv. Pour les exercices clos les 31 décembre 2020 et en 2019, la société a inscrit les montants suivants à titre de charges ou de compte de charges de contrepartie, selon le cas, relativement à ces transactions :

	Fournis par Thomson Reuters à Refinitiv (compte de charges de contrepartie)		Fournis par Refinitiv à Thomson Reuters (charges)	
	Exercices clos les 31 décembre 2020	Exercices clos les 31 décembre 2019	Exercices clos les 31 décembre 2020	Exercices clos les 31 décembre 2019
Services de transition	8	26	(15)	(52)
Immeubles loués	23	39	(13)	(34)

Au 31 décembre 2020, la société devait 59 M\$ (79 M\$ en 2019) à Refinitiv aux termes de contrats de location non résiliables, et Refinitiv devait à la société un montant de 15 M\$ (56 M\$ en 2019) aux termes de contrats de location non résiliables (se reporter à la note 27).

Au 31 décembre 2020, l'état consolidé de la situation financière comprenait un montant à recevoir de Refinitiv de 112 M\$ (135 M\$ en 2019) et un montant à payer à Refinitiv de 100 M\$ (102 M\$ en 2019) ayant trait à toutes les transactions entre les deux sociétés.

Transactions avec d'autres entreprises associées et des coentreprises

La société conclut à l'occasion des transactions avec d'autres entreprises associées et des coentreprises dans lesquelles elle détient une participation. Ces transactions, qui portent habituellement sur la prestation ou l'obtention de services, sont conclues dans le cours normal des activités et ne sont pas significatives par rapport aux résultats d'exploitation et à la situation financière de la société, qu'elles soient prises individuellement ou collectivement.

Rémunération des principaux dirigeants

Le tableau suivant détaille la rémunération des principaux dirigeants, y compris les administrateurs.

	Exercices clos les 31 décembre	
	2020	2019
Salaires et autres avantages du personnel	41	60
Palements fondés sur des actions	16	20
Total de la rémunération	57	80

Les principaux dirigeants se composent des administrateurs et des cadres dirigeants de la société.

Note 32 : Événements postérieurs à la date de clôture

Vente de Refinitiv à LSEG

Le 29 janvier 2021, la société a conclu, conjointement avec des fonds de capital-investissement affiliés à Blackstone, la vente de Refinitiv à LSEG dans le cadre d'une transaction avec échange d'actions. À la date de clôture, la société détenait indirectement environ 82,5 millions d'actions de LSEG ayant une valeur de marché d'approximativement 9,8 G\$ selon le cours de clôture de l'action de LSEG le 28 janvier 2021. La participation de la société dans les actions de LSEG est détenue par l'entremise d'une entité détenue conjointement avec le consortium de Blackstone.

Sous réserve de certaines exceptions, la société et le consortium de Blackstone ont convenu, aux termes d'une convention de blocage, de ne pas céder leurs actions de LSEG jusqu'au 29 janvier 2023. Durant la troisième et la quatrième année suivant la clôture (à compter du 30 janvier 2023 et du 30 janvier 2024, respectivement), la société et le consortium de Blackstone auront le droit de vendre au total un tiers des actions de LSEG qui auront été émises en leur faveur. La convention de blocage expirera le 29 janvier 2025.

La société s'attend à comptabiliser un profit avant impôt d'environ 8,5 G\$ relativement à la transaction au poste « Quote-part du résultat après impôt des participations comptabilisées selon la méthode de la mise en équivalence » de l'état consolidé du résultat net au premier trimestre de 2021. À l'avenir, la société comptabilisera sa participation dans LSEG à la juste valeur, en fonction du cours de l'action de LSEG. La variation de la valeur de la participation sera prise en compte au poste « Quote-part du résultat après impôt des participations comptabilisées selon la méthode de la mise en équivalence », puisque la société détient ses actions de LSEG par l'entremise d'une entité détenue conjointement par le consortium de Blackstone et la société, sur laquelle cette dernière exerce une influence notable. Comme l'entité détenue conjointement ne détient qu'une participation financière dans les actions de LSEG, que les parties ont l'intention de vendre au fil du temps, et ne participe pas à l'exploitation de LSEG ou aux activités de Refinitiv, la participation peut être comptabilisée à la juste valeur par l'entité détenue conjointement.

Dividendes pour 2021

En février 2021, la société a annoncé que son conseil d'administration avait approuvé une augmentation de 0,10 \$ par action ordinaire du dividende annuel, qui a été porté à 1,62 \$ par action ordinaire. Un dividende trimestriel de 0,405 \$ par action sera versé le 17 mars 2021 aux actionnaires inscrits le 5 mars 2021.

Membres de la haute direction et administrateurs

Membres de la haute direction

Les personnes qui suivent sont membres de la haute direction en date du 3 mars 2021 :

Nom	Âge	Titre
Steve Hasker	51	Président et chef de la direction
Michael Eastwood	54	Chef des finances
Brian Peccarelli	60	Chef de l'exploitation, Marchés clients
Kirsty Roth	45	Chef de l'exploitation et des technologies
David Wong	36	Chef des produits
Paul Fischer	55	Président par intérim, Professionnels du droit
Charlotte Rushton	51	Présidente, Fiscalité et comptabilité
Sunil Pandita	41	Président, Grandes sociétés
Michael Friedenberg	54	Président, Reuters News
Mary Alice Vuicic	53	Chef du capital humain
Thomas Kim	49	Chef du contentieux et secrétaire de la société
Stephane Bello⁽¹⁾	60	Vice-président du conseil et président, Centre d'entreprise

(1) Stephane prévoit prendre sa retraite de Thomson Reuters le 15 mars 2021.



Steve Hasker est président, chef de la direction et administrateur de notre société depuis mars 2020. Avant d'entrer au service de Thomson Reuters en février 2020, il a été conseiller principal auprès de TPG Capital, société de capital-investissement, d'août 2019 à février 2020. De janvier 2018 à août 2019, il a occupé le poste de chef de la direction de CAA Global, une société de portefeuille de TPG Capital. M. Hasker a agi à titre de président mondial et chef de l'exploitation de Nielsen Holdings PLC, de décembre 2015 à décembre 2017, et à titre de président, Produits mondiaux de Nielsen de novembre 2009 à janvier 2014. M. Hasker a œuvré pendant plus d'une décennie au sein de McKinsey & Company comme associé de la division des médias, du divertissement et de l'information à l'échelle mondiale de 1998 à 2009. Avant d'entrer au service de McKinsey, M. Hasker a occupé pendant cinq ans divers rôles financiers aux États-Unis et dans d'autres pays. M. Hasker est titulaire d'un baccalauréat en économie de l'Université de Melbourne et a obtenu une maîtrise en administration des affaires et une maîtrise en affaires internationales de l'Université Columbia. M. Hasker est également un administrateur non dirigeant d'Appen Limited. Il est membre de l'institut des comptables agréés de l'Australie et de la Nouvelle-Zélande. À l'heure actuelle, M. Hasker est établi à Toronto, en Ontario, au Canada.



Michael Eastwood est chef des finances de Thomson Reuters depuis mars 2020. M. Eastwood est entré au service de Thomson en 1998 et a occupé plusieurs postes de dirigeants financiers. M. Eastwood occupait auparavant le poste de vice-président principal et directeur des finances de janvier 2016 à mars 2020. Auparavant, il a occupé le poste de chef de l'exploitation pour Thomson Reuters Latin America d'avril 2014 à décembre 2015. M. Eastwood était aussi précédemment chef des finances des anciennes activités de propriété intellectuelle et des sciences de la société (qui ont été vendues en 2016). M. Eastwood est titulaire d'un B.S.A. en comptabilité de l'Université de la Caroline de l'Est et d'une maîtrise en administration des affaires de l'Université de la Caroline du Nord. M. Eastwood est établi à Toronto, en Ontario, au Canada.



Brian Peccarelli est chef de l'exploitation, Marchés clients depuis juin 2018. Avant juin 2018, il a été président du secteur Fiscalité et comptabilité pendant sept ans. Avant février 2011, M. Peccarelli a été président du groupe Solutions de flux de travaux et de services au sein du secteur Fiscalité et comptabilité pendant sept ans. M. Peccarelli est entré au service de Thomson en 1984 et y a occupé un certain nombre d'autres postes de direction clés, dont celui de vice-président du Marché des services aux entreprises et directeur général de RIA Compliance. M. Peccarelli est par ailleurs expert-comptable agréé et avocat. Il a obtenu le diplôme de J.D. de la Faculté de droit de l'Université Hamline, un baccalauréat ès arts en comptabilité et en administration des affaires du Carthage College et d'une maîtrise en administration des affaires de l'Université méthodiste du Sud. M. Peccarelli est établi à Carrollton, au Texas, aux États-Unis.



Kirsty Roth est chef de l'exploitation et des technologies depuis août 2020. Avant d'entrer au service de Thomson Reuters, M^{me} Roth était cheffe mondiale de l'exploitation et directrice générale de groupe chez HSBC de mai 2016 à août 2020. Avant d'occuper ces fonctions, M^{me} Roth était chef de l'exploitation des finances, de l'exploitation et des TI chez Crédit Suisse de 2011 à 2016 et associée en consultation chez Deloitte de 2001 à 2011. M^{me} Roth est titulaire d'un baccalauréat en chimie de l'Université de Bristol. M^{me} Roth réside à Schindellegi, en Suisse.



David Wong est chef des produits depuis juillet 2020. Avant d'entrer au service de Thomson Reuters, M. Wong était directeur de la gestion de produits chez Facebook de janvier 2019 à juin 2020 et gestionnaire de produits de février 2018 à janvier 2019. M. Wong a occupé les fonctions de vice-président principal de leadership des produits de Nielsen Holdings PLC de novembre 2014 à février 2018 et avant d'occuper ce poste, il a été vice-président du leadership des produits chez Nielsen de mai 2011 à novembre 2014. M. Wong était également consultant chez McKinsey & Company d'août 2006 à mars 2011. Il est titulaire d'un diplôme en science de l'ingénierie de l'Université de Toronto, où il s'est spécialisé en physique appliquée ainsi qu'en génie électrique. M. Wong réside à Toronto, en Ontario, au Canada.



Paul Fischer est président par intérim, Professionnels du droit depuis juin 2020. Avant cette date, il était le chef des finances, Professionnels du droit de décembre 2011 à juin 2020. Avant d'occuper ce poste, il a occupé un certain nombre d'autres postes de direction clés au sein de l'organisation, y compris celui de chef des finances, Cabinets juridiques, États-Unis et vice-président des finances, Droit des affaires. Il est titulaire d'un B.S. en comptabilité de l'Université de South Dakota. M. Fischer réside à Inver Grove Heights, au Minnesota, aux États-Unis.



Charlotte Rushton est présidente, Fiscalité et comptabilité depuis juin 2018. Avant cela, M^{me} Rushton a été directrice générale, Cabinets juridiques, États-Unis, au sein du secteur Droit, de septembre 2014 à juin 2018. D'octobre 2012 à septembre 2014, M^{me} Rushton a dirigé les activités du secteur Fiscalité et comptabilité, qui visaient à répondre aux besoins des entreprises et des cabinets comptables en Asie pacifique et en Europe. Avant d'entrer au service de Thomson Reuters en mai 2007, elle a été associée au sein de Computer Sciences Corporation, où elle était responsable de l'exécution de la stratégie d'entreprise. Elle est titulaire d'une maîtrise en génie de l'Université de Cambridge. M^{me} Rushton réside à Plano, au Texas, aux États-Unis.



Sunil Pandita est président, Grandes sociétés depuis novembre 2020. Avant d'occuper ces fonctions, il a été vice-président et directeur général, Entreprises industrielles connectées chez Honeywell de mai 2019 à novembre 2020. Avant d'occuper ce poste, M. Pandita a occupé plusieurs postes de direction auprès de Hewlett Packard Enterprises, y compris celui de vice-président et de directeur général et celui de vice-président, chef de stratégie et aide à la vente de décembre 2015 à juin 2019. Il a aussi occupé divers postes chez McKinsey & Company et Dell Inc. au début de sa carrière. Il est titulaire d'un baccalauréat du Veermata Jijabai Technological Institute, d'une maîtrise en informatique de l'Université A&M du Texas et d'une maîtrise en administration des affaires de la Kellogg School of Management de l'Université Northwestern. M. Pandita réside à Dallas, au Texas, aux États-Unis.



Michael Friedenberg est président, Reuters News depuis décembre 2018. Avant cela, M. Friedenberg a été chef de la direction mondial d'IDG Communications, une entreprise de médias, de données et de services, de novembre 2013 à octobre 2017. Auparavant, M. Friedenberg a occupé des postes de haute direction auprès d'IDG Communications États-Unis et d'IDG Enterprise, de novembre 2009 à novembre 2013. M. Friedenberg a également occupé des postes de haute direction auprès de CXO Media et de CXO Media & Network World, de juin 2005 à novembre 2009. M. Friedenberg est titulaire d'un baccalauréat ès arts en financement des entreprises du Lerner College of Business and Economics de l'Université du Delaware. M. Friedenberg réside à Blue Bell, en Pennsylvanie, aux États-Unis.



Mary Alice Vuicic occupe le poste de chef du capital humain depuis novembre 2017. Avant cela, M^{me} Vuicic a agi à titre de chef mondiale des ressources humaines auprès de L Brands, un portefeuille de marques de commerce de détail, d'octobre 2015 à octobre 2017. Auparavant, M^{me} Vuicic a été vice-présidente directrice, Ressources humaines et relations de travail chez Les Compagnies Loblaw limitée de mars 2014 à mai 2015, ainsi que directrice générale et vice-présidente directrice de Shoppers Drug Mart/Pharmaprix de janvier 2007 à mars 2014, jusqu'à l'acquisition de cette dernière par Les Compagnies Loblaw limitée. M^{me} Vuicic a occupé divers postes de haute direction auprès de Walmart Canada et de Chapters/Indigo. Elle siège par ailleurs au conseil d'administration de la Banque de développement du Canada, où elle préside le comité des ressources humaines. Elle est titulaire d'un baccalauréat ès arts de l'Université de Windsor. M^{me} Vuicic réside à Toronto, en Ontario, au Canada.



Tom Kim est chef du contentieux et secrétaire de la société depuis août 2019. De janvier 2019 à août 2019, il a occupé le poste de directeur général chargé de diriger la séparation entre Refinitiv et Thomson Reuters. De janvier 2017 à décembre 2018, il a exercé les fonctions de directeur général des activités de Thomson Reuters en Chine. D'avril 2014 à décembre 2016, il a occupé le poste de chef de la conformité et d'avocat général, Croissance mondiale et exploitation de Thomson Reuters. Il a aussi occupé plusieurs autres postes de direction juridique au sein de l'organisation, dont celui d'avocat général d'une unité d'exploitation. Avant d'entrer au service de Reuters en 1999, M. Kim a pratiqué le droit au sein de Baker & McKenzie et de Hancock, Rothert & Bunshoft (maintenant Duane Morris) à San Francisco. M. Kim a obtenu un diplôme de premier cycle et un diplôme en droit de l'Université de Stanford. M. Kim est établi à Toronto, en Ontario, au Canada.



Stephane Bello est vice-président du conseil et président, Centre d'entreprise depuis mars 2020 et prévoit prendre sa retraite et quitter Thomson Reuters le 15 mars 2021. Avant mars 2020, M. Bello était chef des services financiers depuis janvier 2012. Auparavant, il était chef des services financiers de la division Professionnel de Thomson Reuters d'avril 2008 à décembre 2011. M. Bello est entré au service de Thomson en 2001 et en a été le premier vice-président et trésorier jusqu'en avril 2008. Avant d'entrer au service de Thomson, M. Bello a occupé plusieurs postes chez General Motors. M. Bello est titulaire de diplômes en droit et en droit économique de l'Université libre de Bruxelles. M. Bello résidait à Zug, en Suisse, pendant qu'il exerçait ses fonctions de vice-président du conseil, Centre d'entreprise.

Administrateurs

Le nom, le lieu et le pays de résidence de nos administrateurs ainsi que leurs postes et principales fonctions en date du 3 mars 2021 sont présentés ci-après. Chaque administrateur assume les fonctions d'administrateur depuis l'année indiquée dans le tableau ci-après. Tous nos administrateurs occupent leurs principales fonctions actuelles ou d'autres fonctions au sein de Thomson Reuters depuis plus de cinq ans, à moins d'indication contraire ci-après. Chaque administrateur assumera ses fonctions jusqu'à la prochaine assemblée annuelle et extraordinaire de nos actionnaires (qui est prévue le 9 juin 2021) ou jusqu'à ce qu'il démissionne ou qu'un successeur soit dûment nommé ou élu.

Tous nos administrateurs ont été élus à notre assemblée annuelle des actionnaires de 2020, à l'exception de Simon Paris et de Deanna Oppenheimer, qui ont tous deux été nommés le 11 novembre 2020.

Name	Âge	Audit	Membres du comité			Administrateur depuis
			Gouvernance d'entreprise	Ressources humaines	Risque	
David Thomson, président du conseil	63					1988
Steve Hasker	51					2020
Kirk E. Arnold	61		•	•	président	2020
David W. Binet, vice-président du conseil d'administration	63		•	•	•	2013
W. Edmund Clark, C.M.	73		•	président		2015
Michael E. Daniels	66	•	président	•	•	2014
Kirk Koenigsbauer	53	•			•	2020
Deanna Oppenheimer	62	•	•			2020
Vance K. Opperman, administrateur principal indépendant	78	•	•	•	•	1996
Simon Paris	51	•				2020
Kim M. Rivera	52	•			•	2019
Barry Salzberg	67	président	•		•	2015
Peter J. Thomson	55			•		1995
Wulf von Schimmelmann	74		•	•		2011



David Thomson est président du conseil de Thomson Reuters. Il est également président du conseil de Woodbridge, société de placement de la famille Thomson, et président du conseil de The Globe and Mail Inc., entreprise médiatique canadienne. M. Thomson est un investisseur de capital investissement actif axé principalement sur le secteur immobilier et siège au conseil d'administration de plusieurs sociétés fermées. M. Thomson est titulaire d'une maîtrise ès arts de l'Université Cambridge. M. Thomson réside à Toronto, en Ontario, au Canada.



Steve Hasker est président et chef de la direction de Thomson Reuters depuis le 15 mars 2020. Avant d'entrer au service de Thomson Reuters en février 2020, il a occupé les fonctions de conseiller principal au sein de la société de placement privé TPG Capital d'août 2019 à février 2020. Il a exercé, de janvier 2018 à août 2019, les fonctions de directeur général de CAA Global, une société de portefeuille détenue par TPG Capital. Auparavant, il été président et chef de l'exploitation de Nielsen Holdings PLC de décembre 2015 à décembre 2017 et président de Nielsen Global Products de novembre 2009 à janvier 2014. Il a œuvré pendant plus de dix ans, de 1998 à 2009, comme associé du groupe Médias internationaux, divertissement et information de McKinsey & Company. Avant d'entrer au service de McKinsey, il a occupé pendant cinq ans différentes fonctions dans le domaine financier aux États-Unis et dans d'autres pays. Il est titulaire d'un diplôme de premier cycle en économie de l'Université de Melbourne ainsi que d'une maîtrise en administration des affaires et d'une maîtrise en affaires internationales de l'Université Columbia. M. Hasker est également un administrateur non dirigeant d'Appen Limited. Il est membre de l'institut des comptables agréées de l'Australie et de la Nouvelle-Zélande. M. Hasker est établi à Toronto, en Ontario, au Canada.



Kirk E. Arnold est cadre invitée chez General Catalyst Ventures depuis 2018. Au sein de cette société, elle offre un encadrement et un soutien opérationnel et stratégique aux équipes de direction afin de favoriser l'expansion et la croissance. Elle a occupé auparavant, de 2013 à 2017, le poste de directrice générale de Data Intensity, LLC, un fournisseur de services gérés de stockage et d'analyse de données et d'applications dans le nuage. Précédemment, elle a été chef de l'exploitation d'Avid, un fournisseur de technologies du secteur des médias, ainsi que présidente et chef de la direction de Keane, Inc., alors un fournisseur de services mondiaux inscrit en bourse. Elle a également occupé des postes de haute direction chez Computer Sciences Corp., Fidelity Investments et IBM. Elle a été fondatrice et chef de la direction de NerveWire, un fournisseur de services-conseils en gestion et en intégration de systèmes. M^{me} Arnold est administratrice non membre de la haute direction d'Epiphany Technology Acquisition Corp., d'Ingersoll-Rand plc et de Trane Technologies. M^{me} Arnold siège au conseil d'administration de plusieurs sociétés fermées. Elle est également maître de conférences à la Sloan School of Management du MIT et conseillère auprès du Center for MIT Entrepreneurship. Elle est titulaire d'un baccalauréat du Dartmouth College. M^{me} Arnold vit à Kennebunk, dans l'État du Maine, aux États-Unis.



David W. Binet est vice-président du conseil d'administration de Thomson Reuters. Il est également président, chef de la direction et administrateur de Woodbridge, société de placement de la famille Thomson. Avant 2013, il a occupé un certain nombre de postes de direction au sein de Woodbridge entre 1999 et 2012, y compris celui de chef de l'exploitation. M. Binet est administrateur de The Globe and Mail Inc., entreprise médiatique canadienne, et d'un certain nombre d'autres sociétés dans lesquelles Woodbridge a investi. M. Binet a été président du conseil de la fondation Thomson Reuters du 1^{er} octobre 2009 au 14 mars 2020. Avant d'entrer au service de Woodbridge en 1999, il était associé au sein d'un grand cabinet d'avocats. M. Binet est titulaire d'un diplôme en droit de l'Université McGill, d'un baccalauréat ès arts de l'Université Queen's et d'un diplôme d'études supérieures en journalisme de l'Université Northwestern. M. Binet réside à Toronto, en Ontario, au Canada.



W. Edmund Clark, C.M. est administrateur de sociétés. M. Clark a été président et chef de la direction du Groupe Banque TD de 2002 jusqu'à sa retraite en 2014. M. Clark a été intronisé à titre de compagnon à l'Ordre du Temple de la renommée de l'entreprise canadienne en 2016. En 2014, M. Clark a été élu au conseil des fiduciaires du Brookings Institute. Il est également président du conseil d'administration de l'Institut Vecteur pour l'intelligence artificielle. M. Clark est titulaire d'un baccalauréat ès arts de l'Université de Toronto, et d'une maîtrise ès arts et d'un doctorat en économie de l'Université Harvard. Il est également titulaire d'un grade honorifique de l'Université Mount Allison, de l'Université Queen's, de l'Université Western et de l'Université de Toronto. En 2010, il a été nommé Officier de l'Ordre du Canada, l'une des plus hautes distinctions du pays. M. Clark réside à Toronto, en Ontario, au Canada.



Michael E. Daniels est administrateur de sociétés. En 2013, M. Daniels a pris sa retraite à titre de vice-président principal et de directeur de groupe, IBM Services, au terme d'une carrière de 36 ans auprès de cette société, où il a dirigé les services de consultation, d'intégration des systèmes, de gestion des applications, d'infonuagique et d'impartition d'IBM à l'échelle mondiale. Il a également occupé plusieurs postes de haute direction au cours de sa carrière chez IBM, dont ceux de directeur général des ventes et des activités de distribution pour les Amériques et de chef des Services mondiaux pour la région Asie-Pacifique. Il siège également au conseil de SS&C Technologies Holdings, Inc. et de Johnson Controls International plc. M. Daniels est titulaire d'un baccalauréat en sciences politiques du Holy Cross College. M. Daniels réside à Hilton Head, en Caroline du Sud, aux États-Unis.



Kirk Koenigsbauer est chef de l'exploitation et vice-président du groupe Expériences et appareils de Microsoft Corporation depuis février 2020. Il a été vice-président de Microsoft 365 de décembre 2016 à février 2020 et vice-président du groupe Ingénierie des applications bureautiques de Microsoft de juillet 2012 à novembre 2016. Auparavant, il a été vice-président de la gestion des produits bureautiques chez Microsoft de juin 2002 à juillet 2012. De 1998 à 2001, il a œuvré chez Amazon.com, où il a occupé les postes de directeur général des magasins de logiciels et de jeux vidéo et de directeur de la gestion des produits, Ventes aux enchères. Il a également travaillé chez Microsoft de 1992 à 1998 et agi en qualité de consultant pour Accenture de 1989 à 1991. M. Koenigsbauer est titulaire d'un baccalauréat du Colby College. M. Koenigsbauer réside à Seattle, dans l'État de Washington, aux États-Unis.



Deanna Oppenheimer est la fondatrice de CameoWorks, LLC, une société d'envergure mondiale qui conseille des sociétés en phase de démarrage et qui leur propose les services de consultants. M^{me} Oppenheimer a fondé CameoWorks en 2012 et occupe également les fonctions de conseiller principal auprès de Bain & Company depuis 2013. De 2005 à 2011, elle a occupé un certain nombre de postes au sein de Barclays PLC, d'abord comme chef de la direction des services bancaires de détail et des services commerciaux pour le Royaume-Uni, puis comme vice-présidente du conseil des services bancaires de détail mondiaux. De 1985 à 2005, M^{me} Oppenheimer a occupé un certain nombre de fonctions auprès de Washington Mutual, Inc., son dernier poste étant celui de présidente des services bancaires aux particuliers. Elle préside également le conseil d'administration de Hargreaves Lansdown plc et est la principale administratrice indépendante de Tesco plc. M^{me} Oppenheimer est titulaire d'un baccalauréat ès arts de l'Université de Puget Sound. M^{me} Oppenheimer réside à Seattle, dans l'État de Washington, aux États-Unis.



Vance K. Opperman est administrateur indépendant principal de Thomson Reuters. Il est également président et chef de la direction de Key Investment, Inc., société d'investissement privée qui exerce diverses activités, notamment, dans le domaine de l'édition. Auparavant, M. Opperman a été président de West Publishing Company, fournisseur d'information sur la recherche en droit et en affaires qui appartient désormais à Thomson Reuters. M. Opperman est administrateur indépendant principal de TCF Financial Corporation. Il siège aussi au conseil de plusieurs organismes d'enseignement et organismes sans but lucratif. Il est titulaire d'un diplôme en droit de l'Université du Minnesota et a pratiqué le droit pendant de nombreuses années. M. Opperman réside à Minneapolis, dans l'État du Minnesota, aux États-Unis.



Simon Paris est chef de la direction de Finastra, un fournisseur mondial de technologie financière (fintech). Il est entré au service de Finastra (auparavant Misys) en tant que président en 2015 et il y a également occupé le poste de chef des ventes avant d'y être nommé à titre de chef de la direction adjoint en 2017, puis comme chef de la direction en 2018. M. Paris a travaillé auparavant chez SAP de 2007 à 2015 où il a occupé plusieurs postes de haute direction. Il a également été consultant principal auprès de McKinsey & Company. Il préside actuellement le World Trade Board, une organisation lancée par Finastra qui réunit des dirigeants mondiaux, des penseurs innovateurs, des influenceurs du secteur et des experts qui proviennent de différents secteurs du monde des affaires, des finances et du commerce. Il siège également au conseil d'administration d'Everbridge, Inc. M. Paris est titulaire d'un baccalauréat ès arts de la European Business School et d'une maîtrise en administration des affaires de l'INSEAD. M. Paris réside à Londres, au Royaume-Uni.



Kim M. Rivera est conseillère spéciale du chef de la direction de HP Inc. depuis février 2021. Elle était auparavant présidente, Stratégie et gestion d'entreprise et chef du contentieux chez HP Inc. de janvier 2019 à janvier 2021. En qualité de présidente, Stratégie et gestion d'entreprise, elle dirigeait les fonctions de la stratégie et de l'expansion de l'entreprise, du service à la clientèle, des achats indirects, de la gestion immobilière et de la gestion des lieux de travail. Elle supervise en outre le service mondial des affaires juridiques de HP Inc. À ce titre, elle voit notamment à tous les aspects des affaires juridiques et gouvernementales, à la sécurité de la marque, ainsi qu'à l'éthique et à la conformité. Elle a occupé le poste de chef des affaires juridiques et d'avocate générale de HP Inc. de novembre 2015 à janvier 2019. Avant d'entrer au service de HP, elle agissait en qualité de chef du contentieux et de secrétaire générale au sein de DaVita HealthCare Partners, où elle a travaillé de 2010 à 2015. Auparavant, elle a été chef de la conformité et directrice des services juridiques internationaux de la société The Clorox Company, chef du contentieux chez Rockwell Automation, ainsi qu'avocate générale du groupe de contrôle et d'information sur l'automatisation de Rockwell. M^{me} Rivera est titulaire d'un baccalauréat de l'Université Duke et d'un doctorat de la faculté de droit de Harvard. M^{me} Rivera réside à Woodside, dans l'État de la Californie, aux États-Unis.



Barry Salzberg est administrateur de sociétés. M. Salzberg a été chef de la direction mondial de Deloitte Touche Tohmatsu Limited de 2011 jusqu'à sa retraite en 2015. Il est entré au service de Deloitte en 1977 et ses rôles comprenaient ceux de chef de la direction et d'associé directeur pour les activités américaines du cabinet. M. Salzberg préside le conseil de 10EQS et a également siégé au conseil de New Profit, Inc. Il a déjà été président du conseil de United Way Worldwide, président du conseil de College Summit et président du conseil du YMCA de la région du Grand New York. De juillet 2015 à juin 2018, il a été professeur à la Columbia Business School. Il est également un administrateur non membre de la direction de Blue Apron Holdings, Inc. Il est titulaire d'un baccalauréat en comptabilité du Brooklyn College, d'un J.D. de la Brooklyn Law School, et d'une maîtrise en droit spécialisée en fiscalité de la Faculté de droit de l'Université de New York. M. Salzberg réside à New York, dans l'État de New York, aux États-Unis.



Peter J. Thomson est président du conseil de Woodbridge, société de placement de la famille Thomson. M. Thomson est un investisseur de capital-investissement actif et siège au conseil d'administration de plusieurs sociétés fermées. Il est titulaire d'un baccalauréat ès arts de l'Université de Western Ontario. M. Thomson réside à Toronto, en Ontario, au Canada.



Wulf von Schimmelmman est administrateur de sociétés. M. von Schimmelmman a été chef de la direction de Deutsche Postbank AG de 1999 jusqu'en 2007, entreprise qu'il a transformée, la faisant passer d'une simple division de traitement de chèques de Deutsche Post à l'une des principales banques de détail en Allemagne. Il est également membre du conseil de surveillance de Maxingvest AG. Avant sa longue carrière dans le domaine bancaire, il a été associé chez McKinsey & Co., poste qui l'a amené à travailler en Suisse, aux États-Unis et en Allemagne. Auparavant, M. von Schimmelmman a également été président du conseil de surveillance de Deutsche Post DHL AG, membre du conseil de surveillance de Deutsche Telekom et d'Allianz Deutschland AG, administrateur de Western Union Company, d'Accenture plc et de Deutsche Post DHL AG ainsi que président du conseil de BAWAG P.S.K. Il est titulaire d'un diplôme en sciences économiques et d'un doctorat en économie de l'Université de Zurich. M. von Schimmelmman réside à Berg-Leoni, en Allemagne.

Comité d'audit

Le comité d'audit est composé des membres qui suivent : Barry Salzberg (président), Michael E. Daniels, Kirk Koenigsbauer, Deanna Oppenheimer, Vance K. Opperman, Simon Paris et Kim M. Rivera. Le comité d'audit est composé entièrement d'administrateurs indépendants. Tous les membres du comité d'audit possèdent des compétences financières conformément aux règles sur les valeurs mobilières applicables du Canada et des États-Unis. M. Salzberg se qualifie à titre d'« expert financier du comité d'audit » (au sens de l'expression « audit committee financial expert » définie dans les règles de la SEC applicables) et répond aux critères applicables pour l'expertise en matière de comptabilité ou de gestion financière connexe, selon les dispositions des normes d'inscription du NYSE. Une biographie de chaque membre de notre comité d'audit est incluse ci-dessus dans la présente rubrique du rapport annuel.

Voici un résumé de la formation et de l'expérience de chaque membre du comité d'audit qui sont pertinentes pour l'exécution de ses responsabilités, y compris la formation et l'expérience qui ont permis au membre de comprendre les principes comptables dont nous nous servons pour préparer nos états financiers.

Membre du comité d'audit	Formation ou expérience
Barry Salzberg (président)	- Ancien chef de la direction mondial de Deloitte Touche Tohmatsu Limited - Ancien professeur à la Columbia Business School - Diplôme en comptabilité du Brooklyn College, J.D. de la Brooklyn Law School et maîtrise en droit spécialisée en fiscalité de l'Université de New York
Michael E. Daniels	- Plus de 25 années d'expérience à des postes de direction chez IBM - Ancien membre du comité d'audit de Tyco International Ltd. - Membre du conseil d'administration de SS&C Technologies Holdings, Inc. et de Johnson Controls International plc
Kirk Koenigsbauer	- Plus de 18 ans d'expérience dans des postes de direction chez Microsoft - Responsable de la planification de produits, de la fixation des prix, des ventes, du marketing et de l'élaboration d'écosystèmes pour les divers produits Microsoft
Deanna Oppenheimer	- Ancienne vice-présidente du conseil des Services bancaires mondiaux aux particuliers de Barclays PLC - Ancienne présidente des Services bancaires aux consommateurs de Washington Mutual, Inc. - Ancienne membre du comité d'audit d'AXA Global Insurance - Ancienne membre du comité d'audit de NCR Corporation
Vance K. Opperman	- Ancien président et chef de l'exploitation de West Publishing Company - Président et chef de la direction de Key Investment, Inc. - Ancien président du comité d'audit de Thomson Reuters depuis plus de 15 ans - Membre du comité d'audit de TCF Financial Corporation - A représenté des institutions financières dans des dossiers en matière de valeurs mobilières et de réglementation financière dans le cadre de sa pratique d'avocat
Simon Paris	- Chef de la direction de Finastra - Président du comité d'audit du World Trade Board
Kim M. Rivera	- Ancienne présidente, Stratégie et gestion d'entreprise et chef du contentieux chez HP Inc. - A soutenu les comités d'audit de deux sociétés Fortune 500 cotées en bourse

Honoraires et services de l'expert-comptable principal

Le tableau ci-après présente les honoraires versés en contrepartie des services rendus par PricewaterhouseCoopers LLP et les membres du même groupe qu'elle en 2020 et en 2019.

(en millions de dollars américains)	2020	2019
Honoraires d'audit	11,9 \$	13,2 \$
Honoraires pour services liés à l'audit	1,3	1,4
Honoraires pour services fiscaux	3,3	4,7
Autres honoraires	0,1	0,1
Total	16,6 \$	19,4 \$

Voici une description des honoraires versés en contrepartie des services rendus par PricewaterhouseCoopers LLP en 2020 et en 2019.

Honoraires d'audit

Ces honoraires d'audit ont été versés en contrepartie de services professionnels rendus dans le cadre d'audits des états financiers consolidés, de révisions des états financiers intermédiaires contenus dans des rapports périodiques, d'audits du contrôle interne à l'égard de l'information financière, d'audits prévus par la loi et de services qui, en général, ne peuvent être raisonnablement fournis que par l'auditeur indépendant, comme des lettres d'accord et des consentements. Ces services incluent la traduction en langue française de nos états financiers, rapports de gestion et données financières inclus dans les documents intermédiaires et annuels que nous déposons ainsi que dans nos prospectus et autres documents de placement.

Honoraires pour services liés à l'audit

Ces honoraires pour services liés à l'audit ont été versés en contrepartie de services rendus en matière de certification et de services connexes, qui sont raisonnablement liés à l'audit ou à l'examen des états financiers et qui ne sont pas compris dans la catégorie « Honoraires d'audit » ci-dessus. Ces services comprennent les audits détachés de filiales (en anglais, *carve-out audit*), les vérifications diligentes dans le cadre d'opérations, les procédures visant les lettres d'accord présumé et leur remise, les missions dans le cadre du SSAE 16, l'octroi de licences à l'égard des documents de recherche technique, les audits des divers régimes d'avantages sociaux des employés, de même que les procédures convenues liées principalement à la présentation de la rémunération de la haute direction.

Honoraires pour services fiscaux

Les honoraires pour services fiscaux ont été versés en contrepartie de services rendus en matière de conformité fiscale, de conseils fiscaux et de planification fiscale. Ces services comprenaient la préparation et l'examen des déclarations de revenus de la société et d'employés en poste à l'étranger, l'aide fournie à l'égard d'audits fiscaux et de l'établissement des prix de cession interne, les services de consultation relatifs à la conformité fiscale fédérale, provinciale, étatique et internationale ainsi qu'aux restructurations, aux fusions et aux acquisitions.

Autres honoraires

Les honoraires figurant dans le tableau ci-dessus à la ligne « Autres honoraires » ont été versés en contrepartie de services autres que ceux visés par les honoraires d'audit, les honoraires pour services liés à l'audit et les honoraires pour services fiscaux indiqués ci-dessus. Ces services comprennent l'examen indépendant des processus de TI.

Politiques et procédures d'approbation préalable

Le comité d'audit a adopté une politique selon laquelle il doit approuver au préalable tous les services d'audit et les services non liés à l'audit autorisés devant être rendus par les auditeurs indépendants à notre société.

- La politique fournit des orientations détaillées à la direction en ce qui a trait aux types de services précis qui ont été approuvés au préalable par le comité d'audit.
- La politique exige l'approbation préalable expresse du comité d'audit pour tous les autres types de services autorisés qui n'ont pas déjà fait l'objet d'une approbation préalable.

- La charte du comité d'audit permet à ce dernier de déléguer à un ou à plusieurs de ses membres le pouvoir d'évaluer et d'approuver les mandats advenant qu'une approbation doive être donnée entre les réunions du comité d'audit. Conformément aux modalités de sa charte, le comité d'audit a choisi de déléguer ce pouvoir à son président. Si le président autorise un mandat, il doit en rendre compte à la réunion suivante à l'ensemble du comité d'audit.
- Pour l'exercice clos le 31 décembre 2020, aucuns des honoraires de Thomson Reuters décrits ci-dessus n'ont fait l'objet d'une dérogation de minimis des dispositions en matière d'approbation préalable, tel qu'il est prévu en vertu de la règle 2-01(c)(7)(i)(C) prise en application du règlement intitulé *Regulation S-X* de la SEC et du paragraphe 2.4 du *Règlement 52-110 sur le comité d'audit* des Autorités canadiennes en valeurs mobilières.

Société contrôlée

Notre société est une société contrôlée en raison de la participation détenue par Woodbridge.

Les normes d'inscription concernant la gouvernance du NYSE exigent, entre autres, que le comité de rémunération et le comité de mises en candidature ou de gouvernance d'une société inscrite à sa cote soient composés uniquement d'administrateurs indépendants. Une société contrôlée (au sens donné à « controlled company » par le NYSE) est une société dont plus de 50 % des droits de vote sont détenus par un particulier, un groupe ou une autre société, et qui n'a pas à se conformer à ces exigences.

Des lignes directrices additionnelles publiées par la Coalition canadienne pour une saine gestion des entreprises (la « Coalition ») traitent de la question des sociétés contrôlées. Les sociétés contrôlées (au sens donné à « controlled companies » par la Coalition) comprennent les sociétés dotées d'un actionnaire contrôlant, qui contrôle un nombre suffisant d'actions pour être en mesure de choisir les membres du conseil d'administration, ou de décider du mode de gestion ou des politiques de la société.

Bien que la plupart des membres du comité de gouvernance et du comité des ressources humaines de notre société soient indépendants, le conseil estime que la participation de David Binet, Ed Clark et Peter Thomson, qui ne sont pas considérés comme indépendants aux termes des règles applicables en raison de leur appartenance au même groupe que Woodbridge, à ces comités est appropriée, et il a approuvé notre utilisation de la dispense visant les sociétés contrôlées du NYSE à cet égard. La Coalition a indiqué qu'elle jugeait approprié que des administrateurs liés à l'actionnaire contrôlant siègent à ces comités, afin qu'ils offrent les connaissances et le point de vue de ce dernier en ce qui a trait à la rémunération des membres de la haute direction, aux nominations et à la proposition de candidats au conseil.

Aucun administrateur lié à Woodbridge ne siège à notre comité d'audit, qui ne doit être composé que d'administrateurs indépendants.

La plupart des membres du comité de gestion des risques sont aussi indépendants.

Administrateurs indépendants

La majorité des membres du conseil sont indépendants. Aux termes des lignes directrices en matière de gouvernance adoptées par le conseil, un administrateur n'est considéré comme indépendant que si le conseil détermine de façon concluante qu'il n'a pas de « relations importantes » avec Thomson Reuters. Pour déterminer l'indépendance des administrateurs, le conseil évalue tous les circonstances et les faits pertinents. Le conseil a procédé, en mars 2021, à son évaluation annuelle de l'indépendance de chacun de ses membres et a déterminé que 9 des 14 administrateurs (environ 64 %) étaient indépendants. Pour établir l'indépendance des administrateurs, le conseil s'est fondé sur les définitions applicables du terme « indépendant » (en anglais, *independent*) dans les normes d'inscription du NYSE et le Règlement 58-101 des Autorités canadiennes en valeurs mobilières. Le conseil a également examiné les résultats du questionnaire rempli par chaque administrateur pour établir le caractère indépendant.

Afin que le conseil soit indépendant de la direction :

- Les rôles et les responsabilités du président du conseil (David Thomson) et du chef de la direction (Steve Hasker) sont distincts;
- Nous avons nommé un administrateur indépendant principal (Vance Opperman);
- Le comité d'audit est composé entièrement d'administrateurs indépendants (conformément à la loi applicable) et le comité de gouvernance, le comité des ressources humaines et le comité de gestion des risques ont chacun une majorité d'administrateurs indépendants.

Nom du candidat au poste d'administrateur	Indépendance des administrateurs			
	Membre de la direction	Indépendant	Non indépendant	Justification de l'état de non indépendant
David Thomson			✓	Président du conseil de Woodbridge
Steve Hasker	✓		✓	Président et chef de la direction de Thomson Reuters
Kirk E. Arnold		✓		
David W. Binet			✓	Président de Woodbridge
W. Edmund Clark, C.M.			✓	Conseiller du fiduciaire du 2003 TIL Settlement et de Woodbridge
Michael E. Daniels		✓		
Kirk Koenigsbauer		✓		
Deanna Oppenheimer		✓		
Vance K. Opperman		✓		
Simon Paris		✓		
Kim M. Rivera		✓		
Barry Salzberg		✓		
Peter J. Thomson			✓	Un président du conseil de Woodbridge
Wulf von Schimmelmann		✓		
Total	1	9	5	

David Thomson, David Binet, Ed Clark et Peter Thomson ne sont pas membres de l'équipe de haute direction de Thomson Reuters. En raison de son investissement considérable dans le capital-actions de Thomson Reuters, Woodbridge considère que ses intérêts à titre d'actionnaire s'harmonisent avec ceux de tous les autres actionnaires.

Pour établir l'indépendance des administrateurs, le conseil tient par ailleurs compte du fait que dans le cours normal des affaires, nous fournissons des services à des sociétés et nous recevons des services de sociétés auxquelles sont liés certains de nos administrateurs indépendants. En se fondant sur les circonstances et les faits précis, le conseil a déterminé que ces relations étaient sans conséquence.

Administrateurs présidant les réunions des administrateurs indépendants et des administrateurs ne faisant pas partie de la direction

Notre conseil commence chaque réunion avec une rencontre à huis clos avec le chef de la direction, en l'absence des autres membres de la direction. De cette façon, le chef de la direction peut faire part de ses objectifs pour la réunion à venir et les administrateurs peuvent donner leurs commentaires préliminaires fondés sur leur examen préalable des documents relatifs à l'assemblée. Cette façon de faire permet une gestion plus efficace du temps au cours de la réunion du conseil. Une rencontre du même type se tient habituellement avec le chef de la direction à la fin de la réunion, cette rencontre étant suivie par une réunion du conseil, cette fois-ci sans le chef de la direction ni les autres membres de la direction. Les comités du conseil tiennent également des réunions à huis clos aux fins de discussions en l'absence du chef de la direction ou de membres de la direction.

Dans le cadre de chaque réunion régulière du conseil, nos administrateurs indépendants se réunissent en l'absence du chef de la direction et en l'absence des administrateurs liés à Woodbridge. Les administrateurs indépendants se réuniront également en tant que groupe dans le cadre des éventuelles réunions extraordinaires du conseil. Ces réunions sont présidées par l'administrateur indépendant principal. Ce dernier se charge d'établir l'ordre du jour de ces réunions, bien que les discussions ne se limitent pas à celui-ci. L'ordre du jour porte généralement sur des questions pouvant être propres aux sociétés ouvertes ayant un actionnaire contrôlant. L'administrateur indépendant principal rend compte au président du conseil, au vice-président du conseil et au chef de la direction de la teneur de ces réunions dans la mesure où une intervention est appropriée ou requise. Les administrateurs indépendants se sont réunis à six reprises en 2020, sous la présidence de Vance Opperman.

Code de conduite et de déontologie

Notre code de conduite et de déontologie (le « code »), tel qu'il a été mis à jour en juin 2020, s'applique à nos employés, administrateurs et dirigeants, y compris au chef de la direction, au chef des services financiers et au contrôleur. La mise à jour du code porte sur des changements de style et d'apparence et bien que le contenu du code mis à jour ainsi que ses dispositions demeurent essentiellement identiques, une partie de son contenu a été mis à jour afin d'en assurer la conformité avec les politiques et les règlements modifiés au cours des dernières années. Nos employés, administrateurs et dirigeants sont tenus d'attester qu'ils ont reçu et lu un exemplaire du code et qu'ils comprennent leurs obligations de se conformer aux principes et aux politiques qui y figurent. Dans le but de favoriser davantage une conduite éthique au sein de Thomson Reuters, nous avons mis en place un cours de formation en ligne obligatoire portant sur le code. Le comité de gouvernance reçoit du chef du contentieux un rapport annuel sur le code.

En 2020, et jusqu'à la date du présent rapport annuel, aucune violation importante du code de la part de nos administrateurs ou de nos membres de la haute direction n'a été signalée. De plus, aucune dispense aux termes du code n'a été demandée par nos administrateurs ou nos membres de la haute direction ni ne leur a été accordée.

Information complémentaire à divulguer

De l'information complémentaire sur les membres de notre conseil d'administration, y compris sur nos pratiques en matière de gouvernance et de rémunération, figurera dans la circulaire de sollicitation de procurations par la direction qui sera préparée en vue de la prochaine assemblée annuelle des actionnaires devant avoir lieu le 9 juin 2021. Chaque comité du conseil possède une charte écrite qui peut être consultée à l'adresse www.tr.com. La charte du comité d'audit a été déposée sur SEDAR et sur EDGAR et est intégrée par renvoi dans le présent rapport annuel et en fait partie.

En date du 3 mars 2021, nos membres de la haute direction et nos administrateurs avaient, en tant que groupe, la propriété effective, directement ou indirectement, ou le contrôle de moins de 1 % des de nos actions ordinaires en circulation, selon le nombre d'actions de notre société émises et en circulation à cette date. David Thomson et Peter Thomson sont les présidents du conseil et David Binet est le président de Woodbridge, notre actionnaire contrôlant. En date du 3 mars 2021, Woodbridge avait la propriété effective d'environ 66 % de nos actions ordinaires. David Thomson et Peter Thomson sont des actionnaires importants de notre entreprise en tant que membres de la famille qui possède les capitaux propres de Woodbridge.

Renseignements complémentaires

Thomson Reuters Corporation a été constituée en vertu de la Loi sur les sociétés par actions (Ontario) par statuts constitutifs datés du 28 décembre 1977. Notre société a fusionné avec l'une de ses filiales en propriété exclusive le 10 mars 2010. Le 1^{er} octobre 2018, des statuts de modification ont été déposés afin de modifier nos statuts de fusion relativement aux principes de confiance et aux droits de consentement de Thomson Reuters Founders Share Company. Notre siège social et bureau principal administratif est situé au 333 Bay Street, Suite 300, Toronto (Ontario) M5H 2R2, Canada. Avant le 17 avril 2008, Thomson Reuters Corporation était connue sous la dénomination The Thomson Corporation.

Description de la structure du capital

En date du 3 mars 2021 :

- notre capital-actions autorisé était composé d'un nombre illimité d'actions ordinaires, d'un nombre illimité d'actions privilégiées pouvant être émises en séries et d'une action de Thomson Reuters Founders;
- nous avons 494 854 975 actions ordinaires, 6 000 000 d'actions privilégiées, série II et une action de Thomson Reuters Founders en circulation.

Actions ordinaires

Chaque action ordinaire confère à son porteur le droit d'être convoqué, d'assister et de voter aux assemblées de nos actionnaires (à l'exception des assemblées des porteurs d'une catégorie ou d'une série d'actions en particulier, autre que les actions ordinaires, qui doivent être tenues en tant que catégorie ou série séparée conformément aux lois applicables). Chaque action ordinaire confère également à son porteur le droit de recevoir des dividendes lorsque notre conseil d'administration en déclare, sous réserve des droits des porteurs d'actions privilégiées. Tout dividende déclaré par notre conseil d'administration est versé de façon égale sur toutes les actions ordinaires. Les porteurs d'actions ordinaires participeront de façon égale à toute distribution de nos actifs en cas de liquidation ou de dissolution, sous réserve des droits des porteurs d'actions privilégiées. Aucun droit préférentiel de souscription, de rachat, d'achat ou de conversion n'est rattaché à nos actions ordinaires.

Nous avons également émis des titres en dépôt (en anglais, *depository interests*) comme une solution de rechange pour détenir nos actions ordinaires. Les titres en dépôt sont conçus pour faciliter le transfert et le règlement de nos actions au Royaume-Uni lorsque celles-ci sont négociées sur le marché secondaire. Chaque titre en dépôt représente une action ordinaire. Le porteur de titres en dépôt est le propriétaire véritable des actions ordinaires sous-jacentes. L'administrateur de notre programme de titres en dépôt détient un titre juridique à l'égard des actions ordinaires et détient les actions au nom du porteur du titre en dépôt et au bénéfice de celui-ci. Les porteurs de titres en dépôt bénéficient des mêmes droits de vote et reçoivent les mêmes dividendes que les autres actionnaires ordinaires.

Actions privilégiées

Nos actions privilégiées peuvent être émises en une ou plusieurs séries, comme en décide notre conseil d'administration. Ce dernier est autorisé à fixer le nombre d'actions privilégiées de chaque série ainsi que la contrepartie par action et les restrictions et droits y afférents. Les actions privilégiées de chaque série ont rang égal avec les actions privilégiées de chaque autre série pour ce qui est des versements de dividendes et du remboursement du capital en cas de liquidation ou de dissolution de notre société. Les actions privilégiées confèrent un privilège sur les actions ordinaires et sur toutes les autres actions ayant un rang inférieur aux actions privilégiées pour ce qui est des versements de dividendes et du remboursement du capital. Les restrictions et les droits particuliers rattachés aux actions privilégiées en tant que catégorie ne peuvent être modifiés sans l'approbation d'au moins les deux tiers des voix exprimées à une assemblée des porteurs d'actions privilégiées. Les porteurs d'actions privilégiées n'ont aucun droit de vote, sauf de la façon prévue par notre conseil d'administration au moment d'autoriser une série ou de la manière prévue par la loi. Nos actions privilégiées, série II ne confèrent aucun droit de vote et peuvent être rachetées à notre gré au prix de 25,00 \$ CA l'action, majoré des dividendes courus. Les dividendes sont versés trimestriellement à un taux annuel correspondant à 70 % du taux préférentiel des banques canadiennes appliqué au capital déclaré des actions.

Action de Thomson Reuters Founders

Notre société a émis une action de Thomson Reuters Founders à Thomson Reuters Founders Share Company, ce qui permet à cette dernière d'exercer un droit de vote extraordinaire afin de protéger les principes de confiance de Thomson Reuters et de contrecarrer ceux dont les avoirs en actions comportant droit de vote de Thomson Reuters menacent les principes de confiance de Thomson Reuters.

L'action de Founders confère à Thomson Reuters Founders Share Company le droit de voter lorsqu'un acquéreur, à l'exception d'une partie approuvée ou d'une entité au sein de Thomson Reuters, a manifesté ou manifeste son intérêt pour 15 % ou plus des actions comportant droit de vote de Thomson Reuters en circulation, ou est devenu ou devient propriétaire véritable d'un tel pourcentage d'actions, ou a obtenu ou tente d'obtenir la capacité de contrôler l'exercice, ou d'avoir la propriété véritable de 30 % ou plus des actions comportant droit de vote en circulation de Thomson Reuters. En règle générale, les voix exprimées par Thomson Reuters Founders Share Company, qu'elles soient comptées seules ou ajoutées aux voix exprimées par des personnes approuvées, suffiront pour annuler les droits de vote de l'acquéreur ou pour former les droits de vote majoritaire requis. Les droits rattachés à l'action de Founders ne peuvent être modifiés ou annulés, à quelque égard que ce soit, sans le consentement écrit préalable de Thomson Reuters Founders Share Company. En outre, sans le consentement écrit préalable de Thomson Reuters Founders Share Company, nous ne pouvons pas prendre certaines mesures fondamentales à l'égard de la société, notamment apporter des changements à notre capital-actions, abroger ou modifier les dispositions de nos documents relatifs à la structure organisationnelle qui portent sur Thomson Reuters Founders Share Company et l'action de Founders, donner effet à une vente (ou à une opération semblable) visant les activités de Reuters News à une tierce partie non liée, ni donner effet ou autoriser des acquisitions importantes par Reuters News, ou des cessions importantes de sa part. Pour obtenir de plus amples renseignements sur les principes de confiance de Thomson Reuters, sur Thomson Reuters Founders Share Company et sur les modifications proposées aux conventions de soutien aux principes de confiance de Thomson Reuters, veuillez vous reporter à la rubrique « Contrats importants » ci-après.

Marché pour la négociation des titres

Inscriptions et participation aux indices

Nos actions ordinaires sont inscrites en dollars canadiens à la cote de la TSX et en dollars américains à la cote du NYSE sous le symbole « TRI », et nos actions privilégiées, série II sont inscrites en dollars canadiens à la cote de la TSX sous le symbole « TRI.PR.B ». Notre société est incluse dans la série d'indices S&P/TSX.

Cours des actions

Le tableau ci-après présente des renseignements à l'égard de l'historique du cours de nos actions ordinaires et des actions privilégiées, série II pour les périodes indiquées.

	Actions ordinaires (\$ CA)				Actions ordinaires (\$ US)				Actions privilégiées, série II (\$ CA)			
	Haut	Bas	Clôture	Volume des opérations	Haut	Bas	Clôture	Volume des opérations	Haut	Bas	Clôture	Volume des opérations
2020												
Janvier	107,71	92,79	106,39	7 803 293	81,30	71,56	80,34	10 444 952	13,94	12,49	12,55	544 882
Février	109,99	98,52	99,71	10 783 533	82,50	73,26	74,48	10 138 117	12,91	11,76	11,81	146 467
Mars	104,94	75,91	95,88	26 715 460	78,37	52,23	67,86	22 506 924	11,79	7,00	8,65	157 512
Avril	102,47	90,57	98,07	11 955 177	72,95	63,69	70,51	11 853 383	10,27	8,36	10,20	88 303
Mai	99,54	89,89	92,22	14 549 708	71,20	64,48	67,36	12 690 104	10,11	9,55	10,11	159 920
Juin	96,12	90,06	92,24	13 571 547	71,37	66,03	67,97	11 971 903	10,49	9,65	10,00	187 491
Juillet	96,29	90,54	93,46	9 908 119	71,00	66,70	69,84	10 762 699	11,71	9,99	10,75	101 352
Août	102,37	92,79	99,71	11 361 909	77,67	69,50	76,37	11 727 735	11,23	10,14	10,35	175 770
Septembre	107,77	98,68	106,26	10 313 183	80,58	74,82	79,77	8 360 958	10,97	10,30	10,50	96 051
Octobre	110,55	102,79	103,58	7 463 882	83,75	77,10	77,85	7 103 272	10,64	10,15	10,35	77 225
Novembre	115,66	102,66	102,94	12 071 091	89,55	78,46	79,33	8 890 670	11,25	10,35	11,24	35 192
Décembre	105,09	101,32	104,18	9 034 953	82,33	78,71	81,89	6 500 976	12,24	10,51	12,24	55 110
2021												
Janvier	106,16	99,11	104,27	8 427 354	83,26	78,04	81,55	8 998 144	12,05	11,64	12,00	16 492
Février	113,41	101,02	110,70	8 497 013	89,97	80,16	86,89	10 642 43	14,00	11,91	13,51	57 060

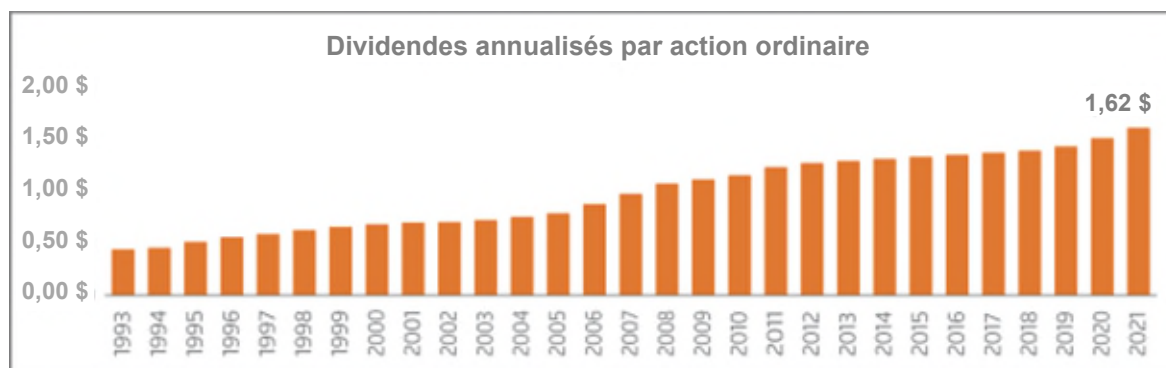
Dividendes

Notre société (et les sociétés que nous avons remplacées) verse des dividendes depuis plus de 30 ans et nous considérons les dividendes comme un élément crucial du rendement des actionnaires.

Les dividendes déclarés sur nos actions tiennent compte de tous les facteurs jugés pertinents par notre conseil, y compris nos flux de trésorerie disponibles, notre situation financière et nos besoins en capital. Notre objectif quant au ratio dividendes/bénéfice est de 50 % à 60 % des flux de trésorerie disponibles annuels à long terme.

Notre conseil revoit notre politique en matière de dividendes chaque exercice. En février 2021, nous avons annoncé qu'il a approuvé une augmentation du taux de dividende annualisé de 10 cents pour l'établir à 1,62 \$ l'action (ou 0,405 \$ l'action sur une base trimestrielle), qui s'appliquera au versement du dividende prévu le 17 mars 2021 aux porteurs d'actions ordinaires inscrits au registre en date du 5 mars 2021. La déclaration de dividendes par notre conseil et l'établissement du montant des dividendes sont au gré du conseil.

Le graphique ci-après présente nos dividendes annualisés par action ordinaire pour les périodes indiquées.



Le tableau ci-après présente des renseignements sur la devise par défaut pour nos versements de dividendes ainsi que sur les autres choix de devise qui s'offraient à nos actionnaires en date du 3 mars 2021.

	Devise pour les dividendes (par défaut)	Devise pour les dividendes (au gré des porteurs)
Actions ordinaires	Dollars américains	Dollars canadiens Livres sterling britanniques
Titres en dépôt (représentant des actions ordinaires)	Livres sterling britanniques	Dollars américains Dollars canadiens
Actions privilégiées, série II	Dollars canadiens	s.o.

Nous avons également en place un régime de réinvestissement des dividendes permettant aux porteurs admissibles de nos actions ordinaires de choisir de réinvestir leurs dividendes en espèces dans des actions additionnelles.

Des renseignements complémentaires à l'égard des choix de devise pour le versement de nos dividendes ainsi que sur notre régime de réinvestissement des dividendes sont fournis à la rubrique « Investor Relations » de notre site Web, sous « Stock Info – Dividend Timetable ».

Nous versons des dividendes sur nos actions privilégiées, série II trimestriellement à un taux annuel correspondant à 70 % du taux préférentiel des banques canadiennes appliqué au capital déclaré de ces actions.

Le tableau ci-après présente les dividendes déclarés sur nos actions ordinaires et nos actions privilégiées, série II au cours des trois derniers exercices et pour le premier trimestre de 2021.

	Actions ordinaires (\$ US)		Actions privilégiées, série II (\$ CA)	
2018				
T1	0,345000	\$	0,146281	\$ CA
T2	0,345000	\$	0,150524	\$ CA
T3	0,345000	\$	0,161441	\$ CA
T4	0,350000	\$	0,170704	\$ CA
2019				
T1	0,360000	\$	0,170445	\$ CA
T2	0,360000	\$	0,172339	\$ CA
T3	0,360000	\$	0,174233	\$ CA
T4	0,360000	\$	0,174233	\$ CA
2020				
T1	0,380000	\$	0,168820	\$ CA
T2	0,380000	\$	0,106602	\$ CA
T3	0,380000	\$	0,107773	\$ CA
T4	0,380000	\$	0,107773	\$ CA
2021				
T1	0,405000	\$	*	\$ CA

* Le dividende du premier trimestre de 2021 devant être versé sur nos actions privilégiées, série II, n'a pas encore été déclaré par notre société à la date du présent rapport annuel.

Woodbridge

En date du 3 mars 2021, Woodbridge était propriétaire véritable d'environ 66 % de nos actions ordinaires et le principal actionnaire et l'actionnaire contrôlant de Thomson Reuters.

Woodbridge, société fermée, est la principale entité de placement pour les membres de la famille du défunt Roy H. Thomson, premier Lord Thomson of Fleet. Woodbridge est une société gérée par des professionnels qui, outre sa participation majoritaire dans Thomson Reuters, possède d'autres placements importants.

Avant son décès en 2006, Kenneth R. Thomson contrôlait notre société par l'intermédiaire de Woodbridge puisqu'il détenait des actions d'une société de portefeuille de Woodbridge, Thomson Investments Limited. Selon les dispositions de sa succession, le 2003 TIL Settlement, fiducie dont la société de fiducie filiale d'une banque canadienne est fiduciaire et dont les membres de la famille du défunt premier Lord Thomson of Fleet sont bénéficiaires, détient les actions de cette société de portefeuille. Kenneth R. Thomson a pris ces dispositions afin d'assurer la stabilité à long terme de l'entreprise de Woodbridge. Les actions de Woodbridge continueront d'appartenir à des membres des générations successives de la famille du premier Lord Thomson of Fleet.

Selon les dispositions de la succession de Kenneth R. Thomson, les administrateurs et les dirigeants de Woodbridge sont responsables de l'exploitation et des activités de celle-ci. Dans certains cas restreints, y compris l'aliénation d'un nombre très important d'actions ordinaires de Thomson Reuters Corporation par Woodbridge, les dispositions de la succession prévoient que l'approbation du fiduciaire doit être obtenue.

Nos actions constituent le principal placement de Woodbridge et, à titre d'actionnaire contrôlant, Woodbridge surveille activement notre société. Dans le cadre de sa participation dans notre société, Woodbridge met la priorité sur les questions qui suivent :

- la gouvernance, y compris l'efficacité de notre conseil;
- la nomination du chef de la direction et des autres membres de la haute direction et la planification connexe de la relève;
- l'élaboration de la stratégie d'affaires à long terme de Thomson Reuters et l'évaluation de sa mise en œuvre;
- la stratégie d'investissement.

Étant donné ses avoirs importants en actions de notre société, Woodbridge estime que ses intérêts à titre d'actionnaire de Thomson Reuters sont harmonisés avec ceux de tous les autres actionnaires.

Le comité de gouvernance de notre conseil examine toute opération qui pourrait être conclue entre notre société et Woodbridge, les membres du comité liés à Woodbridge devant s'abstenir de voter. De plus, les opérations entre Woodbridge et notre société sont assujetties, notamment, à l'obligation d'informer le public en vertu des lois sur les valeurs mobilières applicables du Canada.

Agents des transferts et agents chargés de la tenue des registres

Type d'actions	Pays	Agent des transferts/Agent chargé de la tenue des registres	Emplacement des bureaux de transfert
Actions ordinaires	Canada	Société de fiducie Computershare du Canada	Toronto, Montréal, Calgary et Vancouver
	États-Unis	Computershare Trust Company N.A.	Canton, Massachusetts; Jersey City, New Jersey et College Station, Texas
	Royaume-Uni	Computershare Investor Services PLC	Bristol, Angleterre
Titres en dépôt	Royaume-Uni	Computershare Investor Services PLC	Bristol, Angleterre
Actions privilégiées, série II	Canada	Société de fiducie Computershare du Canada	Toronto

Notes des titres de créance

Notre accès au financement dépend, entre autres, du caractère approprié des conditions du marché et du maintien de notes à long terme convenables. Divers facteurs, y compris l'augmentation des niveaux d'endettement, la baisse des bénéfices, la baisse de la demande de la clientèle, l'accroissement de la concurrence, la détérioration accrue de l'économie en général et de la conjoncture ainsi que la mauvaise presse, peuvent avoir une incidence défavorable sur nos notes. Toute révision à la baisse de nos notes peut nuire à notre accès au marché de la dette ou augmenter nos taux d'emprunt.

Nos titres de créance non garantis à long terme sont notés « Baa2 » (stable) par Moody's, « BBB » (stable) par S&P, « BBB » (haut) (stable) par DBRS et « BBB+ » (stable) par Fitch. Ces notes ne constituent pas des recommandations d'acheter, de conserver ou de vendre des titres et ne traitent pas de la question du cours ou du caractère approprié d'un titre précis pour un investisseur donné. Les notes ne reflètent pas nécessairement l'incidence éventuelle de tous les risques sur la valeur des titres. De plus, toute modification réelle ou prévue de la note attribuée à un titre aura généralement une incidence sur la valeur marchande du titre. Rien ne garantit aux actionnaires qu'une note demeurera en vigueur pour une période donnée ou qu'elle ne fera pas l'objet d'une révision ou d'un retrait complet par une agence de notation dans l'avenir.

Moody's Investors Services (« Moody's »)

Les notes à long terme de Moody's se situent sur une échelle d'évaluation qui varie de Aaa à C, ce qui représente la fourchette allant de la qualité supérieure à la qualité inférieure des titres notés. La note de « Baa » que Moody's a attribuée à nos titres d'emprunt à long terme est la quatrième note la plus élevée de neuf catégories de notation. Les obligations ayant reçu la note de « Baa » sont assujetties à un risque de crédit modéré. Ils sont considérés comme des obligations de qualité moyenne et à ce titre ils peuvent posséder certaines caractéristiques spéculatives. Les qualificatifs numériques 1, 2 ou 3 ajoutés par Moody's après une note de titre d'emprunt à long terme indiquent la place de l'obligation dans sa catégorie de notation générale, le qualificatif 1 indiquant la première place. Les perspectives

représentent l'évaluation de Moody's quant à l'orientation vraisemblable de la note à moyen terme. Le 22 juin 2020, Moody's a confirmé la note de « Baa » de Thomson Reuters et a changé la perspective de négative à stable.

Standard & Poor's Global Ratings (« S&P »)

Les notes à long terme de S&P se situent sur une échelle d'évaluation qui varie de AAA à D, ce qui représente la fourchette allant de la qualité supérieure à la qualité inférieure des titres notés. La note de « BBB » que S&P a attribuée à nos titres d'emprunt à long terme est la quatrième note la plus élevée de 10 principales catégories de notation. Une note de « BBB » indique que le débiteur obligataire a une capacité adéquate pour respecter ses engagements financiers. Toutefois, des conditions économiques défavorables ou des circonstances changeantes sont plus susceptibles d'affaiblir la capacité du débiteur à respecter ses engagements financiers. S&P utilise le qualificatif « + » ou « - » pour indiquer la place relative de titres dans une catégorie de notation particulière. Les perspectives représentent l'évaluation de S&P quant à l'orientation éventuelle de la note à court et à moyen terme (habituellement de six mois à deux ans).

DBRS Limited (« DBRS »)

Les notes de DBRS se situent sur une échelle d'évaluation des titres d'emprunt à long terme qui varie de AAA à D, ce qui représente la fourchette allant de la qualité supérieure à la qualité inférieure des titres notés. La note de « BBB » que DBRS a attribuée à nos titres d'emprunt à long terme est la quatrième note la plus élevée de 10 principales catégories de notation. Les titres d'emprunt notés « BBB » ont une qualité du crédit adéquate et, bien que la capacité d'acquittement des obligations financières soit considérée comme acceptable, les titres pourraient être vulnérables aux événements futurs. L'attribution du qualificatif « (haut) » ou « (bas) » indique la position relative au sein de la catégorie de notation. Les tendances de notation représentent l'opinion de DBRS quant à l'orientation de la note si les tendances actuelles devaient se maintenir.

Fitch Ratings (« Fitch »)

Les notes à long terme de Fitch se situent sur une échelle d'évaluation allant de AAA à D, ce qui représente la fourchette allant de la qualité supérieure à la qualité inférieure des titres notés. La note de « BBB » que Fitch a attribuée à nos titres d'emprunt à long terme est la quatrième note la plus élevée de 10 principales catégories de notation. Une note de « BBB » indique un défaut qui devrait être faible et que bien que la capacité de paiement en temps opportun des engagements financiers soit considérée comme adéquate, des conditions commerciales ou économiques défavorables sont plus susceptibles de nuire à cette capacité. Fitch utilise le qualificatif « + » ou « - » pour indiquer la position relative des titres au sein d'une catégorie particulière de notation. Les perspectives représentent l'évaluation de Fitch quant à l'orientation vraisemblable de la note au cours de la période de un à deux ans à venir.

Opération visant LSEG

Le 29 janvier 2021, Thomson Reuters et des fonds de capital-investissement affiliés à Blackstone ont procédé à la clôture de la vente de Refinitiv à LSEG dans le cadre d'une opération portant uniquement sur des actions. Le texte qui suit énonce certaines stipulations que nous avons acceptées dans le cadre de la clôture de la vente.

En date du 3 mars 2021, Thomson Reuters était indirectement propriétaire d'environ 82,5 millions d'actions de LSEG. La participation de Thomson Reuters dans les actions de LSEG est détenue par l'intermédiaire d'une entité détenue conjointement avec le consortium de Blackstone. Notre société et le consortium de Blackstone détiennent une combinaison d'actions ordinaires de LSEG et d'actions ordinaires à droit de vote limité de LSEG (les actions conférant, dans l'ensemble, moins de 30 % du total des droits de vote à l'égard de LSEG). Le consortium de Blackstone s'est vu émettre séparément des actions de LSEG supplémentaires dans le cadre de l'opération liée à ses actions privilégiées de Refinitiv.

- Thomson Reuters et le consortium de Blackstone ont le droit de proposer la candidature de trois administrateurs de LSEG qui ne sont pas membres de la direction tant et aussi longtemps qu'ils détiennent au moins 25 % des actions de LSEG, de deux administrateurs de LSEG tant et aussi longtemps qu'ils détiennent au moins 17,5 % mais moins de 25 % des actions de LSEG, et d'un administrateur de LSEG tant et aussi longtemps qu'ils détiennent au moins 10 % mais moins de 17,5 % des actions de LSEG. Tant et aussi longtemps que Thomson Reuters et le consortium de Blackstone ont le droit de proposer la candidature de trois administrateurs, l'un d'entre eux sera un représentant de Thomson Reuters.
- Bien que Thomson Reuters s'attende à ce que l'opération visant LSEG soit principalement une opération à impôt reporté, au moment de la clôture de l'opération des impôts d'environ 700 millions de dollars devaient être payés. Tel

qu'il est permis de le faire aux termes d'un accord relatif à l'opération, Thomson Reuters prévoit vendre une tranche de ses actions de LSEG représentant environ 1 milliard de dollars afin de générer un produit net totalisant environ 750 millions de dollars. Sous réserve de certaines exceptions, Thomson Reuters et le consortium de Blackstone ont autrement accepté d'être assujettis à un blocage visant nos actions de LSEG jusqu'au 29 janvier 2023. Au cours de la troisième année et de la quatrième année suivant la clôture (à compter du 30 janvier 2023 et du 30 janvier 2024, respectivement), Thomson Reuters et le consortium de Blackstone auront le droit de vendre, au total, un tiers des actions de LSEG qui nous ont été émises. L'entente de blocage prendra fin le 29 janvier 2025. Dès que Thomson Reuters et le consortium de Blackstone cessent d'être assujettis au blocage, toute cession des actions de LSEG sera assujettie aux restrictions visant une activité de négociation ordonnée.

- L'entité que nous détenons conjointement avec le consortium de Blackstone sera assujettie à une restriction de « statu quo », aux termes de laquelle nous (et les investisseurs sous-jacents) avons accepté de ne pas, entre autres choses, acquérir d'actions de LSEG supplémentaires ou présenter une offre publique d'achat visant LSEG durant certaines périodes prédéterminées.
- Pendant une période d'engagement précise relative à l'exercice des droits de vote, l'entité que nous détenons conjointement avec le consortium de Blackstone s'est engagée à exercer les droits de vote rattachés à ses actions de LSEG conformément à la recommandation du conseil d'administration de LSEG.
- L'entité que nous détenons conjointement avec le consortium de Blackstone a accepté les clauses habituelles de non-concurrence pour une période de trois ans après la clôture.
- LSEG et l'entité que nous détenons conjointement avec le consortium de Blackstone ont chacune convenu des clauses habituelles de non-sollicitation à l'égard de certains dirigeants et cadres supérieurs de l'autre partie pour une période de deux ans après la clôture. Une entente distincte contient les clauses habituelles de non-sollicitation à l'égard de certains dirigeants et cadres supérieurs de LSEG, d'une part, et de Thomson Reuters, de Blackstone, de GIC et de CPPIB, d'autre part, pendant deux ans après la clôture.

Contrats importants

Entente de crédit

Nous disposons d'une facilité de crédit de 1,8 milliard de dollars qui viendra à échéance en décembre 2024 et qui peut servir à obtenir des liquidités pour les besoins généraux de l'entreprise (y compris aux fins de nos acquisitions et de notre programme de papier commercial). Nous avons également la possibilité de demander une augmentation de l'engagement des prêteurs jusqu'à concurrence d'un montant de 600 millions de dollars, pour un engagement relatif à une facilité de crédit maximum de 2,4 milliards de dollars, sous réserve de l'approbation des prêteurs concernés. Compte tenu de nos notes actuelles, le coût d'emprunt aux termes de l'entente est fixé au taux LIBOR/EURIBOR majoré de 112,5 points de base. Si les notes attribuées à nos titres de créance étaient revues à la baisse par Moody's ou Standard & Poor's, nos frais de facilité et notre coût d'emprunt pourraient augmenter, sans pour autant avoir d'incidence sur la disponibilité. À l'inverse, si les notes étaient revues à la hausse, nos frais de facilité et notre coût d'emprunt pourraient diminuer. Nous surveillons les prêteurs qui sont partie à notre facilité de crédit et estimons qu'ils sont toujours en mesure de nous prêter des fonds.

Nous garantissons les emprunts de nos filiales aux termes de la facilité de crédit. Nous sommes également tenus de maintenir un ratio de la dette nette, au sens de la convention de crédit (la dette totale, déduction faite des espèces et des quasi-espèces) en date du dernier jour de chaque trimestre d'exercice sur le BAIIA, au sens donné à ce terme dans l'entente de crédit (soit le bénéfice avant intérêts, impôts sur les bénéfices, amortissement et autres éléments décrits dans l'entente de crédit), pour les quatre derniers trimestres clos d'au plus 4,5:1. Si nous réalisons une acquisition dont le prix d'achat est supérieur à 500 millions de dollars, le ratio de la dette nette par rapport au BAIIA grimperait temporairement à 5:0:1 pour trois trimestres après l'acquisition, après quoi il reviendrait au niveau de 4:5:1. Nous respectons cette clause restrictive en date du 31 décembre 2020.

Principes de confiance de Thomson Reuters et de Thomson Reuters Founders Share Company

Notre société s'est engagée à maintenir les principes de confiance de Thomson Reuters et à préserver en tout temps son intégrité, son indépendance et son impartialité lors de la collecte et de la diffusion d'information et de nouvelles.

Les principes de confiance se lisent ainsi :

- Reuters ne doit à aucun moment passer aux mains d'un intérêt, d'un groupe ou d'une faction unique;
- l'intégrité, l'indépendance et l'impartialité de Thomson Reuters doivent être en tout temps entièrement préservées;
- Reuters doit fournir des services de nouvelles fiables et impartiaux aux journaux, aux agences de presse, aux diffuseurs et aux autres médias clients, de même qu'aux entreprises, aux gouvernements, aux institutions, aux particuliers et aux autres personnes avec lesquelles elle a conclu ou pourrait conclure des marchés;
- Thomson Reuters doit dûment prendre en compte les nombreux intérêts qu'elle sert en plus de ceux des médias;
- afin de conserver sa position de tête à l'échelle internationale dans le secteur des nouvelles et de l'information, Thomson Reuters n'épargnera aucun effort pour améliorer, élaborer et adapter les produits et les services de nouvelles et autres qu'elle fournit.

Thomson Reuters Founders Share Company a été fondée en 1984 au moment où Reuters est devenue une société ouverte. Les administrateurs de Thomson Reuters Founders Share Company ont la responsabilité de veiller, dans la mesure du possible, à ce que les principes de confiance de Thomson Reuters soient respectés. Thomson Reuters Founders Share Company a également certains droits de consultation en ce qui concerne la nomination du président et de l'éditeur en chef des services de nouvelles de Reuters News.

Les administrateurs de Thomson Reuters Founders Share Company sont des gens expérimentés et chevronnés du monde de la politique, de la diplomatie, des médias, des services publics et des affaires. En général, ils ont tous occupé des postes importants dans leur domaine respectif. Les administrateurs sont choisis par un comité des nominations et sont ensuite proposés au conseil de Thomson Reuters Founders Share Company aux fins d'examen. Le comité des nominations possède des caractéristiques uniques. Deux de ses membres sont nommés en consultation avec la Cour européenne des droits de l'homme (CEDH) et participent au processus d'évaluation des candidats. Par le passé, il s'agissait de juges de la CEDH. Notre conseil compte actuellement deux représentants au comité des nominations. Outre le président du conseil et le vice-président du conseil de Thomson Reuters Founders Share Company, qui sont également membres du comité des nominations, le président du conseil de Thomson Reuters Founders Share Company nomme trois autres représentants au comité des nominations. Les autres membres sont des représentants des associations de presse provenant du Royaume-Uni et de l'Australie.

Les administrateurs de Thomson Reuters Founders Share Company doivent assister à au moins deux réunions par an. Ils reçoivent des rapports sur les activités que nous exerçons dans les différents secteurs. Les administrateurs rencontrent les représentants de la haute direction lors des réunions du conseil de Thomson Reuters Founders Share Company et des visites sur place chez Thomson Reuters, les administrateurs de Thomson Reuters Founders Share Company peuvent également rencontrer les membres du conseil au besoin. Le président du conseil de Thomson Reuters Founders Share Company assure un lien régulier avec notre société. Le lien en est un de confiance.

Membres du conseil d'administration de Thomson Reuters Founders Share Company

Voici le nom des administrateurs actuels de Thomson Reuters Founders Share Company, leur pays de résidence et l'année de leur nomination initiale :

Nom	Pays	Administrateur depuis
Kim Williams (présidente du conseil)	Australie	2016
Steven Turnbull (vice-président du conseil)	R.-U.	2013
Yuko Kawamoto	Japon	2011
Pedro Malan	Brésil	2011
Beverly LW Sunn	Hong Kong	2012
Lord Jay of Ewelme	R.-U.	2013
Vikram Singh Mehta	Inde	2013
Lawton Fitt	É.-U.	2014
Nicholas Lemann	É.-U.	2014
Ory Okolloh	Kenya	2015
Présidente Tarja Halonen	Finlande	2016

Nom	Pays	Administrateur depuis
Ronald G. Close	Canada	2016
Linda Robinson	R.-U.	2019
Baronne Lucy Neville-Rolfe	R.-U.	2019
Pawel Danged	Pologne	2020
Anne Bouverot	France	2021

Avant le 1^{er} mai 2014, les administrateurs étaient élus pour un mandat initial de cinq ans qui prend fin le 31 décembre suivant la date du cinquième anniversaire de leur nomination. Le mandat de ces administrateurs peut être reconduit pour des périodes supplémentaires de cinq ans et de trois ans, sous réserve d'un maximum de 15 ans. Les administrateurs désignés à compter du 1^{er} mai 2014 remplissent un mandat initial de trois ans et doivent se retirer le 31 décembre suivant la date du troisième anniversaire de leur nomination. Le mandat de ces administrateurs peut être reconduit pour une période supplémentaire de trois ans, sous réserve d'un maximum de neuf ans. Cependant, en 2018, les administrateurs de plus longue date exécutant un mandat de cinq ans ont volontairement accepté de se retirer à la fin de leur deuxième mandat respectif afin de mieux harmoniser la durée des mandats des administrateurs au sein du conseil.

Notre société est partie à un acte d'engagement réciproque modifié et mis à jour aux termes duquel Thomson Reuters et Thomson Reuters Founders Share Company se sont engagées envers les associations de presse du Royaume-Uni, de l'Australie et de la Nouvelle-Zélande à faire tout en leur pouvoir pour s'assurer que les principes de confiance sont respectés par rapport à Thomson Reuters.

Aux termes d'une convention de soutien aux principes de confiance de Thomson Reuters, Woodbridge a convenu de soutenir les principes de confiance et d'exercer ses droits de vote de manière à concrétiser ce soutien, et Thomson Reuters Founders Share Company a désigné irrévocablement Woodbridge à titre de personne approuvée tant et aussi longtemps que Woodbridge sera contrôlée par des membres de la famille Thomson, des sociétés qu'ils contrôlent ou des fiducies créées pour leur bénéfice.

Convention de soutien modifiée et mise à jour de Reuters

En décembre 2020, Thomson Reuters Founders Share Company, Thomson Reuters et Reuters News ont conclu une convention de soutien modifiée et mise à jour de Reuters. Le texte qui suit résume certaines des dispositions de la convention, dont un exemplaire a été déposé auprès des Autorités canadiennes en valeurs mobilières sur le site Web de SEDAR à l'adresse www.sedar.com et auprès de la Securities and Exchange Commission's (« SEC ») sur le site Web d'EDGAR à l'adresse www.sec.gov.

- **Consentement à la vente de Reuters News.** Nous avons accepté de ne pas donner effet à une vente (ou à une opération semblable) visant les activités de Reuters News à une tierce partie non liée, et de ne pas donner effet ou autoriser des acquisitions importantes par Reuters News, ou des cessions importantes de sa part, sans avoir reçu au préalable le consentement écrit de Thomson Reuters Founders Share Company.
- **Activités de Reuters News.** Nous avons accepté que les activités de Reuters News soient exercées en tant qu'unité d'exploitation distincte de Thomson Reuters et que cette unité soit la seule unité d'exploitation de notre société exerçant des activités de services de nouvelles multimédias. Nous avons également accepté de fournir à Reuters News un accès aux services essentiels et partagés à la condition que ces services soient fournis selon les mêmes modalités qui s'appliquent à la prestation de tels services aux autres unités d'exploitation de la société. Reuters News continuera de fournir des services aux unités d'exploitation de la société, selon les mêmes pratiques que par le passé.
- **Convention de Refinitiv.** Reuters News a accepté d'investir tous les frais liés à l'exploitation de licences de marque payables aux termes du contrat de nouvelles et de contenu de Refinitiv dans les activités de Reuters News pendant la durée du contrat. Reuters News a également accepté de ne pas modifier la convention de Refinitiv d'une manière qui aurait une incidence négative sur les frais annuels payables aux termes du contrat, de ne pas augmenter de façon importante les coûts de Reuters News sans effectuer de remboursement, et de ne pas modifier toute disposition qui concerne les principes de confiance, sans avoir reçu au préalable le consentement écrit de Thomson Reuters Founders Share Company.
- **Accords de licence d'exploitation de marques.** Notre société et Reuters News ont accepté de ne pas modifier les dispositions des accords de licence d'exploitation de marques (au sens de la convention de soutien modifiée et mise à jour de Reuters) qui concernent les principes de confiance, sans avoir reçu au préalable le consentement écrit de Thomson Reuters Founders Share Company.

Filiales principales

Les renseignements qui suivent concernant nos filiales principales sont en date du 31 décembre 2020. Nous étions, à cette date, propriétaires véritables, directement ou indirectement, de la totalité des titres comportant droit de vote et des titres sans droit de vote de chacune de ces filiales. Certaines filiales ont été omises, soit celles qui, seules, représentent au plus 10 % des actifs consolidés et au plus 10 % des produits des activités ordinaires consolidés de notre société et qui, ensemble, représentent au plus 20 % du total des actifs consolidés et du total des produits des activités ordinaires consolidés de notre société en date du 31 décembre 2020.

Filiales	Territoire de constitution/d'établissement
3276838 Nova Scotia Company	Nouvelle-Écosse, Canada
Acritas Limited	Angleterre
Bedrijfsbeheer TRA B.V.	Pays-Bas
Capital Confirmation Inc.	Delaware, États-Unis
Confirmation.com UK Limited	Angleterre
HighQ Solutions Limited	Angleterre
International Thomson Reuters BV	Pays-Bas
LawBook Holdings BV	Pays-Bas
LiveNote Technologies Limited	Angleterre
LN Holdings Limited	Bermudes
Netmaster Solutions Limited	Angleterre
Reuters News & Media Inc.	Delaware, États-Unis
Reuters News & Media Limited	Angleterre
The Thomson Organisation (No. 10)	Angleterre
The Thomson Organisation Limited	Angleterre
Thomson Holdings Limited	Angleterre
Thomson Information & Publishing Holdings Limited	Angleterre
Thomson Information & Solutions (Holdings) Limited	Angleterre
Thomson Information & Solutions Limited	Angleterre
Thomson Publishing Group Limited	Angleterre
Thomson Reuters (Australia) Pty Limited	Australie
Thomson Reuters (Legal) Inc.	Minnesota, États-Unis
Thomson Reuters (Professional) Australia Limited	Australie
Thomson Reuters (Professional) UK Ltd.	Angleterre
Thomson Reuters (Tax & Accounting) Inc.	Texas, États-Unis
Thomson Reuters (TRI) Inc.	Delaware, États-Unis
Thomson Reuters America Corporation	Delaware, États-Unis
Thomson Reuters Brasil Conteudo e Tecnologia Ltda	Brésil
Thomson Reuters Canada Limited	Ontario, Canada
Thomson Reuters Enterprise Centre GmbH	Suisse
Thomson Reuters Finance S.A.	Luxembourg
Thomson Reuters Group Limited	Angleterre
Thomson Reuters Holdco LLC	Delaware, États-Unis
Thomson Reuters Holdings B.V.	Pays-Bas
Thomson Reuters Holdings Inc.	Delaware, États-Unis
Thomson Reuters Holdings S.A.	Luxembourg
Thomson Reuters Investment Holdings Limited	Angleterre
Thomson Reuters No. 4 Inc.	Delaware, États-Unis
Thomson Reuters No. 5 LLC	Delaware, États-Unis
Thomson Reuters No. 8 LLC	Delaware, États-Unis
Thomson Reuters U.S. LLC	Delaware, États-Unis
Thomson UK Limited	Angleterre
TR (2008) Limited	Angleterre
TR Finance LLC	Delaware, États-Unis
TR Holdings Limited	Bermudes
TR Organisation Limited	Angleterre
TR Professional Holdings Limited	Angleterre
TR U.S. Inc.	Delaware, États-Unis
TTC (1994) Limited	Angleterre
TTC Holdings Limited	Bermudes
West Publishing Corporation	Minnesota, États-Unis

Intérêts des experts

Notre cabinet d'experts-comptables inscrit indépendant est PricewaterhouseCoopers LLP, qui a publié un rapport de cabinet d'experts-comptables inscrit indépendant daté du 10 mars 2021 à l'égard de nos états financiers consolidés aux 31 décembre 2020 et 2019 et pour chacun des exercices clos les 31 décembre 2020 et 2019, et à l'égard de notre contrôle interne de la présentation de l'information financière en date du 31 décembre 2020.

PricewaterhouseCoopers LLP a affirmé son indépendance envers notre société, au sens des règles de déontologie de l'Institut des comptables agréés de l'Ontario, des règles de la Securities and Exchange Commission des États-Unis et des exigences du Public Company Accounting Oversight Board (États-Unis).

Autres renseignements et information à fournir

Information en vertu de la loi intitulée *Iran Threat Reduction and Syria Human Rights Act*

La loi intitulée *Iran Threat Reduction and Syria Human Rights Act of 2012* (« ITRA ») nous oblige à déclarer dans notre rapport annuel si nous ou un membre de notre groupe avons conclu sciemment des opérations touchant l'Iran en 2020. Cette déclaration est généralement exigée, même si les opérations ont été effectuées en conformité à la législation et la réglementation applicables.

En 2020, une de nos filiales non américaines a vendu des textes d'agence de presse et des services de diffusion vidéo de Reuters à un client visé par l'ITRA. Ces ventes étaient dispensées de la législation et de la réglementation américaines applicables en matière de sanctions économiques à titre d'exportation d'information et de documents informatifs et elles étaient autorisées aux termes des sanctions de l'Union européenne et britanniques applicables à l'Iran. Nous n'avons constaté aucun produit ni bénéfice net à l'égard de ces ventes en 2020. Ces ventes représentaient environ 0,01 % de nos produits des activités ordinaires consolidés pour 2020. Le total des produits des activités ordinaires bruts tiré de ces ventes en 2020 était d'environ 750 000 \$. Nous estimons que le bénéfice net pour 2020 attribuable à ces ventes (selon la marge du BAIIA rajusté pour le secteur Reuters News de 2020 figurant dans le présent rapport annuel) était d'environ 85 000 \$. Notre groupe Reuters prévoit maintenir ses contrats existants avec ces deux clients, qui sont visés par l'ITRA. Toutefois, il n'entend pas conclure de nouveaux contrats de vente avec des clients visés par l'ITRA, sous réserve de certaines exceptions permises en vertu de la législation applicable sur les sanctions économiques et le contrôle des exportations.

Autres renseignements et information à fournir

Steve Hasker, notre président et chef de la direction et membre du conseil d'administration de notre société, était un administrateur de Global Eagle Entertainment Inc. jusqu'en mai 2020. En juillet 2020, Global Eagle Entertainment Inc. a déclenché une procédure volontaire en vertu du chapitre 11 du code des États-Unis intitulé *Bankruptcy Code*.

Pour obtenir de plus amples renseignements concernant Thomson Reuters, veuillez consulter les différents documents déposés et les avis affichés sur notre site Web, à l'adresse www.tr.com, sur le site Web SEDAR des Autorités canadiennes en valeurs mobilières, à l'adresse www.sedar.com, et à la section EDGAR du site Web de la Securities and Exchange Commission (« SEC »), à l'adresse www.sec.gov.

Des renseignements complémentaires, notamment sur la rémunération des administrateurs et des dirigeants et les prêts qui leur ont été consentis, les principaux porteurs de nos actions et les titres autorisés aux fins d'émission aux termes de nos régimes de rémunération sous forme de titres de participation, figureront dans notre circulaire de sollicitation de procurations par la direction qui sera préparée dans le cadre de notre prochaine assemblée annuelle des actionnaires devant avoir lieu le 9 juin 2021. Des exemplaires de notre circulaire de sollicitation de procurations par la direction pourront être obtenus sur demande écrite envoyée à l'adresse qui suit : Investor Relations Department, Thomson Reuters, 3 Times Square, New York, New York 10036, États-Unis. Les demandes peuvent également être envoyées par courriel à l'adresse investor.relations@tr.com.

Les renseignements sur notre société devant être fournis aux termes de l'Annexe 52-110A1 (comité d'audit) du Règlement 52-110 des Autorités canadiennes en valeurs mobilières figurent à la rubrique « Membres de la haute direction et administrateurs » du présent rapport annuel.

Des renseignements supplémentaires sont donnés aux rubriques « Rapport de gestion » et « États financiers consolidés » du présent rapport annuel.

Aux termes des normes d'inscription à la cote du NYSE, nous sommes tenus de divulguer les différences importantes entre nos pratiques en matière de gouvernance et celles que doivent suivre les sociétés nationales américaines inscrites à la cote du NYSE. En réalité, il n'y a qu'une seule différence importante. Les normes d'inscription à la cote du NYSE

prévoient que les actionnaires doivent approuver tous les « régimes de rémunération à base de titres de participation » ainsi que les révisions importantes apportées à ce type de régimes (sous réserve d'exceptions limitées). Les règles de la TSX prévoient l'approbation des actionnaires à l'égard des mécanismes de rémunération à base de titres uniquement pour les régimes qui visent des actions nouvellement émises ou des modifications précises des régimes. À l'instar d'un certain nombre d'autres émetteurs canadiens, notre société suit les règles de la TSX.

Notre code de conduite et de déontologie, nos lignes directrices en matière de gouvernance et les chartes des comités du conseil peuvent être consultés sur le site Web, à l'adresse www.tr.com, et sous format papier ou par voie électronique (sans frais) par tout actionnaire qui en demande un exemplaire par écrit ou par courriel à notre service chargé des relations avec les investisseurs. Les actionnaires et autres personnes intéressées peuvent communiquer avec le conseil, ou ses administrateurs indépendants ou ses administrateurs ne faisant pas partie de la direction en tant que groupe, ou les administrateurs qui président leurs réunions, par écrit par courriel à l'adresse board@tr.com ou par la poste au conseil d'administration de Thomson Reuters, à l'attention du chef du contentieux et secrétaire de notre société à l'adresse qui suit : Thomson Reuters, 333 Bay Street, Suite 300, Toronto (Ontario) M5H 2R2 Canada.

Tout énoncé compris dans le présent rapport annuel qui concerne nos contrats ou d'autres documents n'est pas nécessairement exhaustif. Si le contrat ou le document est déposé à titre de pièce de notre rapport annuel auprès de la SEC ou à titre de contrat important auprès des autorités en valeurs mobilières canadiennes, il est réputé modifier la description figurant dans le présent rapport annuel. Pour en obtenir une description détaillée, vous devriez passer en revue les contrats ou les documents.

Nous avons l'obligation de déposer des rapports et d'autres renseignements auprès de la SEC en vertu de la loi des États-Unis intitulée *Securities Exchange Act of 1934*, en sa version modifiée, et de son règlement d'application. À titre d'émetteur fermé étranger, nous sommes dispensés des règles prises en vertu de cette loi qui prescrivent la forme et le contenu des circulaires de sollicitation de procurations, et nos dirigeants, administrateurs et principaux actionnaires sont dispensés des dispositions quant à la présentation de rapports et au recouvrement des profits réalisés sur des opérations à court terme prévues à l'article 16 de cette loi.

Source de la photo sur la page couverture : REUTERS/Dominic Ebenbichler.

Tableaux de renvois

Nous avons préparé, à l'intention de nos actionnaires, un rapport annuel pour l'exercice clos le 31 décembre 2020 qui respecte les exigences en matière d'information qui nous sont imposées en vertu des lois et des règlements applicables au Canada et aux États-Unis.

Les tableaux de renvois ci-après indiquant à quelles pages nous avons divulgué l'information devant être communiquée dans une notice annuelle préparée conformément aux lois et aux règlements du Canada et dans un rapport annuel sur formulaire 40-F préparé conformément aux exigences de la SEC.

Tableau de renvois – Notice annuelle (Annexe 51-102A2)

	Page/Document
Rubrique 1. Page de titre	Page de titre
Rubrique 2. Table des matières	2
Rubrique 3. Structure de l'entreprise	
3.1 Nom, adresse et constitution	188
3.2 Liens intersociétés.....	197-197
Rubrique 4. Développement général de l'activité	
4.1 Historique de l'entreprise sur les trois derniers exercices	3
4.2 Acquisitions significatives	13, 41-42
Rubrique 5. Description de l'activité	
5.1 Description générale	2-17
5.2 Facteurs de risque.....	18-34
5.3 Sociétés ayant des titres adossés à des créances en circulation	s.o.
5.4 Sociétés ayant des projets miniers	s.o.
5.5 Sociétés exerçant des activités pétrolières et gazières	s.o.
Rubrique 6. Dividendes	190-191
Rubrique 7. Structure du capital	
7.1 Description générale de la structure du capital	188-189
7.2 Restrictions	s.o.
7.3 Notes	192-193
Rubrique 8. Marché pour la négociation des titres	
8.1 Cours et volume des opérations	189
8.2 Placements antérieurs.....	s.o.
Rubrique 9. Titres entiers et titres assujettis à une restriction contractuelle à la libre cession	s.o.
Rubrique 10. Administrateurs et dirigeants	
10.1 Nom, poste et titres détenus.....	177-187
10.2 Interdictions d'opérations, faillites, amendes ou sanctions	s.o.
10.3 Conflits d'intérêts.....	s.o.
Rubrique 11. Promoteurs	s.o.
Rubrique 12. Poursuites et application de la loi	
12.1 Poursuites	67
12.2 Application de la loi	67
Rubrique 13. Membres de la direction et autres personnes intéressés dans des opérations importantes	72-73
Rubrique 14. Agents des transferts et agents chargés de la tenue des registres	192
Rubrique 15. Contrats importants	194-196

	Page/Document
Rubrique 16. Intérêts des experts	
16.1 Nom des experts	198
16.2 Intérêts des experts	198
Rubrique 17. Renseignements complémentaires	198-199
Rubrique 18. Information complémentaire concernant les sociétés qui n'envoient pas de circulaires	s.o.

Tableau de renvois – Formulaire 40-F

	Page/Document
Notice annuelle	Se reporter au tableau de la notice annuelle
États financiers annuels audités	104-176
Rapport de gestion	35-103
Contrôles et procédures de communication de l'information	75-76
Contrôle interne à l'égard de l'information financière	
a. Modifications apportées au contrôle interne à l'égard de l'information financière	75-76
b. Rapport de la direction sur le contrôle interne à l'égard de l'information financière	104
c. Rapport des auditeurs indépendants sur le contrôle interne à l'égard de l'information financière	105-107
Avis aux termes du règlement BTR	s.o.
Expert financier du comité d'audit	110
Code de déontologie	114
Principaux honoraires et services des comptables	111-112
Arrangements hors bilan	66-67
Présentation sous forme de tableau des obligations contractuelles	66-67
Présentation du comité d'audit	110

THOMSON REUTERS

333 Bay Street, Suite 300
Toronto (Ontario) M5H 2R2
Canada

Tél. : +1-647-480-7000

www.tr.com

